

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉTAT & LA PROVINCE

ASSUREUR

En Suisse et dans les Pays Scandinaves

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

présenté et soutenu le vendredi 28 juin 1901, à 2 heures 1/2

PAR

PAUL ALGLAVE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. MASSIGLI, Professeur.

Suffragants : { *MM. JAY, Professeur.*
SOUCHON, Professeur.

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20, RUE SOUFFLOT, 20

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉTAT & LA PROVINCE

ASSUREUR

En Suisse et dans les Pays Scandinaves

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera présentée et soutenue le vendredi 28 juin 1901, à 2 heures 1/2

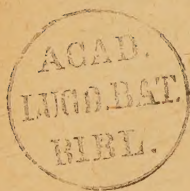
PAR

PAUL ALGLAVE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DOCTEUR EN DROIT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS



Président : M. MASSIGLI, Professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, Professeur.
 SOUCHON, Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE MARESCQ AINÉ

A. CHEVALIER-MARESCQ ET C^{ie}, ÉDITEURS

20. RUE SOUFFLOT, 20

1901

INTRODUCTION

Si tout le monde à peu près, reconnaît aujourd'hui les bienfaits de l'assurance, on est loin de s'entendre sur le mode d'exploitation qui doit être préféré. Les uns se prononcent franchement en faveur de l'assurance publique. D'autres admettent et recommandent même l'intervention de l'Etat en matière d'assurance préventive, mais dénieient aux pouvoirs publics le droit de s'immiscer dans l'assurance réparatrice. Tout au plus toléreraient-ils à la rigueur que l'Etat exerçât un certain contrôle sur les Compagnies.

Enfin, le plus grand nombre soutiennent que l'assurance contre l'incendie doit rester une entreprise privée pour réussir et prospérer.

Les défenseurs de cette dernière thèse sont légion. Beaucoup d'écrivains, politiques et polémistes et nombre d'esprits déductifs n'ayant pas les loisirs nécessaires pour se documenter sur les Caisses publiques ou ne voulant pas les étudier de peur de se laisser convaincre, adressent les plus graves reproches aux Sociétés publiques. Certains, plus timides, se contentent de déclarer qu'ils ont des craintes sur la réussite de pareilles caisses.

M. Chaufton pose comme un axiome que l'assurance facultative par l'Etat, aboutirait à un désastre. Si l'as-

INTRODUCTION

surance d'Etat est facultative, dit-il, il arrivera l'une des deux choses suivantes : ou bien l'insuccès de cette assurance sera complet, c'est le cas le plus vraisemblable, ou bien si la prime est uniforme, elle aura des assurés. Mais elle couvrira tous les risques dont ne voudront pas les Compagnies.

M. Chaufton a moins de crainte sur la réussite d'une Caisse publique qui serait obligatoire. N'ayant pas à faire de propagande, pouvant attendre derrière leurs guichets, les fonctionnaires enregistreront les polices. C'est la seule combinaison, pense l'auteur, qui puisse avoir quelque succès. Mais l'assurance obligatoire par l'Etat, ajoute-t-on, serait un *système d'assistance obligatoire par l'Etat*.

Enfin, d'autres diront : l'assurance publique, c'est la ruine des finances publiques. L'assurance obligatoire écrit M. Paul Leroy-Beaulieu, « en diminuant les habitudes d'action collective libre, tend à jeter la Société dans l'engourdissement et dans l'hébétement. »

« Mais comment voulez-vous, demandait M. de Courcy, qu'une caisse publique parvienne à déterminer la valeur de la matière assurable?..... Le taux du loyer ne serait pas même une indication approximative..... Imaginerait-on de procéder à une expertise amiable? »

Si oui, alors M. Courcy répond :

« Il n'y a qu'une petite difficulté à cela, c'est que les frais de l'expertise préalable dépasseraient dans une proportion énorme la prime d'assurance. » L'auteur conclut : « L'assurance obligatoire par l'Etat, rigoureusement possible pour les propriétés bâties, est radicalement impraticable pour les mobiliers et les marchandises. »

Soit, diront d'autres, mais quel arbitraire doit exister dans l'estimation des valeurs à assurer, des dommages à couvrir !

Reste enfin, en terminant, à parler d'une dernière objection faite à l'assurance publique, que les adversaires ont pour habitude de présenter en dernier lieu. C'est pour eux comme la phrase finale destinée à faire réfléchir l'auditeur ou le lecteur.

Voici ce qu'écrivait M. de Courcy, ce maître dont la plume vigilante marque les périls auxquels l'assurance peut être en butte dans sa rencontre avec les idées officielles, comme dit M. Hamon :

« On propose de mettre l'arme la plus terrible aux mains des ennemis de l'Etat, soit extérieurs, soit intérieurs. L'incendie ne sera plus seulement un accident causé par les projectiles dans la ville bombardée ou l'explosion de fureurs surexcitées. L'incendie sera un moyen systématique ordonné avec calme pour ruiner les finances de l'Etat ennemi. L'Etat n'est-il point l'assureur des propriétés privées et n'est-il pas de bonne guerre de briser chez l'ennemi le nerf de la guerre ? »

C'en est assez, la thèse de l'assurance par l'Etat conduit à ces deux résultats : la banqueroute de l'Etat et le retour à la barbarie dans les mœurs de la guerre.

Le principe de la liberté des conventions est préférable.

Nous comprenons parfaitement qu'un lecteur ou un auditeur après avoir lu ou entendu des paroles si éloquentes mais en même temps si graves puisse rester quelque peu pensif. On le serait à moins.

Malheureusement, si en astronomie un Le Verrier a pu dire : il doit exister, à tel endroit, une planète, dans les questions sociales une pareille précision est impossible. Chaque science a son procédé d'étude approprié. On s'expose fort à faire fausse route lorsqu'on méconnaît cette vérité. La déduction aux sciences exactes, la

méthode d'observation et d'étude pour les sciences sociales, voilà ce qu'il ne faut jamais oublier. Lorsqu'on s'entête à vouloir poser des principes généraux, des axiomes, sans même regarder autour de soi s'ils cadrent avec la réalité des faits, infailliblement on risque de se tromper.

L'assurance contre l'incendie organisée par les pouvoirs publics, non seulement ne prête pas forcément le flanc aux objections qu'on a coutume de lui adresser, mais encore peut prospérer.

C'est ce que nous allons essayer de démontrer dans cet ouvrage.

Il comprendra deux parties.

L'assurance publique dans les pays scandinaves fournira les éléments de notre première partie. Le caractère public que revêtent les institutions d'assurance a été sans cesse en s'atténuant.

L'intervention des pouvoirs publics, en apparence tout au moins, semble avoir perdu quelque peu de son intensité.

Mais, en examinant les choses d'un peu près, nous essayerons d'établir que le système des *concessions* substitué à celui de l'immixtion directe de l'Etat dans la gestion de certaines sociétés danoises, n'a, somme toute, apporté qu'une modification très mince à l'ancien état de choses.

Sans doute, l'Etat ne charge plus des fonctionnaires de la gestion de ces Caisses, mais elles sont si étroitement surveillées et contrôlées que vraiment on ne saurait parler de Sociétés privées. On leur impose les dispositions contenues dans les règlements anciens des Sociétés publiques. En échange, elles jouiront de certains privilèges propres aux Sociétés publiques. Mais

aucune modification dans les statuts ou dans les tarifs ne peut être apportée sans l'approbation des pouvoirs publics. Leurs statuts sont des règlements qui doivent obtenir la sanction du gouvernement. Un agent spécial est préposé par l'Etat pour veiller à leur application. Ce contrôle, à la guise des pouvoirs publics, peut être plus ou moins étroit. Ce ne sont pas des Sociétés mutuelles ordinaires. Les juristes ne manqueraient pas de les baptiser du nom de *Sociétés sui generis*. Mais pourquoi créer une catégorie nouvelle de Sociétés ? Disons simplement que ces Caisses sont *publiques*. Ajoutons que le caractère officiel que revêtent ces Caisses est atténué. Nous nous rapprocherons ainsi de l'exacte vérité.

A l'inverse de ce qu'on rencontre en Suède et en Danemark, en Norvège au contraire, nous sommes en présence d'une Caisse d'Etat dans toute la force de l'acception du mot.

Qu'est-ce à dire sinon que dans les pays scandinaves on rencontre deux types de Sociétés publiques se distinguant par l'intervention plus ou moins effective de l'administration publique dans leur gestion.

Dans les unes c'est un fonctionnaire qui, directement, dirige la Caisse; dans les autres l'agent préposé par le Gouvernement ne fait que prendre part à la direction.

Les premières ressemblent aux Sociétés publiques allemandes qui doivent être rangées dans le type parfait des Sociétés publiques, les secondes feraient partie du groupe des Sociétés publiques qu'on pourrait appeler *imparfaites*.

Après avoir étudié les Sociétés publiques danoises et suédoises dans leur histoire, leur organisation, leurs résultats, nous nous occuperons de la Caisse d'Etat facultative de Norvège. Puis nous aborderons notre deuxième partie consacrée aux établissements canto-

naux suisses. Pour la Suisse nous n'aurons pas à distinguer entre les diverses Caisses publiques.

Elles revêtent toutes un caractère franchement officiel et sont pour la plupart des Caisses publiques obligatoires.

L'étude de ces institutions nous permettra de nous rendre compte de leur histoire, de l'organisation et des résultats de l'assurance obligatoire contre l'incendie. Avant de conclure nous comparerons les Sociétés privées et les Sociétés publiques suisses.

PREMIÈRE PARTIE

Les pays Scandinaves

CHAPITRE PREMIER

L'ASSURANCE PUBLIQUE CONTRE L'INCENDIE EN DANEMARK

A. — Depuis son origine jusqu'en 1870.

En Danemark, déjà sous le règne de Christian V, qui gouverna de 1670 à 1699, nous trouvons une loi ainsi conçue :

« Lorsqu'une chaumière ou une maison vient à brûler,
« les propriétaires et les habitants de la localité doivent
« s'appliquer à reconstruire la chaumière ou l'immeuble
« incendié, lorsque l'intéressé n'aura pas les moyens
« de le faire à ses frais. La maison d'un ministre du
« culte vient-elle à être la proie des flammes, chaque
« église devra verser pour sa reconstruction un thaler. »

Il est superflu d'insister sur la grande portée morale de cette loi qui fait de l'assistance mutuelle une obligation. Mais cette loi était impuissante à permettre la réparation intégrale des dégâts subis. Aussi les sinistres demandaient des « Lettres d'incendie ou de quête » pour trouver par ce moyen les ressources qui leur étaient indispensables.

En 1714 fut fondée une Caisse d'assurance mutuelle

facultative pour les édifices religieux et les écoles du territoire de Seeland. Cet exemple fut rapidement imité dans les autres provinces et on étendit également l'institution aux maisons bourgeoises et rustiques. Dans les statuts d'une de ces nombreuses unions, nous lisons que les immeubles dont la valeur dépassait 5.000 Rdlr. ne devaient pas être assurés. Ceci montre suffisamment quel était le caractère de ces Sociétés mutuelles. C'était à vrai dire, plutôt des espèces de Sociétés de secours en cas d'incendie. Malgré les bonnes intentions qui animaient ces institutions, les résultats laissaient fortement à désirer. Elles étaient de plus, trop peu nombreuses. Aussi en 1735 une décision gouvernementale ordonna qu'il se formât dans chaque circonscription urbaine de province des Sociétés d'assurance immobilière. Chaque propriétaire de plus était tenu de s'y affilier. Malheureusement le ressort de ces Sociétés était trop restreint pour que leur action fût d'une grande efficacité. En présence de ces résultats le gouvernement décida, par une ordonnance en date du 13 janvier 1761, qu'une Société générale d'assurance contre l'incendie pour les immeubles urbains de province du royaume serait instituée. Seule la ville de Copenhague n'était pas englobée dans le ressort de cette institution. « *Almindelige Brandforsikkring for Bygninger i de danske, Kjobstader, kj'openhavn undtagen* » fut le titre sous lequel elle fut désignée. Tout immeuble devait être assuré pour le montant de sa valeur véritable qu'une évaluation fixait, à cette Caisse. La haute administration de l'institution était exercée par le gouvernement.

Depuis cette date nous voyons une grande quantité de petites unions d'assurance contre l'incendie se former dans les campagnes. Le gouvernement songea bientôt à étendre aux campagnes une institution semblable à celle qu'il venait de créer pour les villes du royaume.

Mais il abandonna vite ce projet. Il se heurtait, en effet, à deux difficultés. Introduire l'assurance obligatoire pour les habitants des campagnes, c'était leur imposer une charge souvent lourde, surtout si l'on songe qu'en raison des dangers d'incendie beaucoup plus grands, les primes qu'on eût été obligé de leur réclamer eussent été beaucoup plus élevées que celles réclamées aux citadins. D'autre part si on déclarait l'affiliation à la Caisse facultative, il était à craindre que le nombre des assurés à la Société fût trop modeste.

En attendant mieux on avait déjà autorisé les gros propriétaires fonciers, dont on n'acceptait pas l'assurance dans les petites unions, à s'affilier à la Caisse créée par l'ordonnance du 13 janvier 1761 pour les immeubles urbains. Un très petit nombre seulement de propriétaires usèrent de cette permission. En 1762 le capital assuré ainsi ne s'élevait qu'à 342.570 Rdlr. D'ailleurs on se montrait peu empressé à accueillir ce genre de propriétaires. On appréhendait des difficultés et des non paiements. Aussi pour éloigner les possesseurs de biens ruraux, essayait-on de les lasser en leur envoyant toute une hiérarchie de fonctionnaires aux fins de se livrer à certaines constatations. De plus les frais d'estimation étaient très élevés et atteignaient facilement 20 Rdlr. Il faut encore ajouter l'ordonnance de 1764 prescrivant à ces propriétaires, pour qu'on accepte de les assurer, de posséder une pompe en bon état ainsi que des tuyaux en cuir, une échelle à incendie, deux crochets et douze seaux. Enfin on appréhendait de voir les propriétaires ruraux assurer des huttes couvertes en chaume et montées en lattes de bois recouvertes de plâtre et toute une série de hangars très rapprochés les uns des autres. Mais petit à petit ces craintes se dissipèrent, on se montra moins sévère dans l'examen des

conditions prescrites par l'ordonnance de 1764, on diminuait les frais d'évaluation mis à la charge de l'assuré.

La conséquence ne se laissa pas attendre. En 1782, les valeurs immobilières rurales assurées par la Caisse s'élevaient à environ 5 1/2 millions de Rdlr.

Mais dans les années 1774 et 1779, plusieurs grandes propriétés ayant brûlé, les primes s'élevèrent considérablement et occasionnèrent bien des mécontentements et des réclamations qui deviennent très pressantes en 1781 et 1782. Pour calmer les esprits, une commission fut nommée à l'effet d'examiner le bien fondé des griefs articulés. Les travaux de cette commission aboutirent à la démonstration suivante : que d'après les 21 années écoulées les villes avaient payé 30.000 Rdlr de plus que leur part respective dans les dépenses de la Caisse. Les incendies des villes entraînaient en moyenne annuellement une dépense de 13 Sch. (1), tandis qu'elle était de plus de 22 Sch. % Rdlr dans les campagnes.

Cette constatation produisit un effet considérable. Mais les pourparlers tendant à une séparation entre les risques urbains et ruraux se prolongeaient toujours. Ce n'est qu'en 1792, par une ordonnance royale du 29 février, que fut créée la Caisse générale d'assurance contre l'incendie pour les immeubles des campagnes *Landbygningernes almindelige Brandforsikkring*. Dès ce moment fut supprimée l'autorisation qui avait été jadis octroyée aux propriétaires ruraux d'assurer leurs biens immobiliers à la Caisse d'assurance contre l'incendie des villes.

(1) Il y a 96 Schelling dans un Rdlr. et est égal à 22 1/2 Sgr.

*Caisse d'assurance contre l'incendie pour les immeubles
des campagnes*

Cette Caisse, fondée par l'ordonnance royale du 20 février 1792, était facultative. Aucun propriétaire n'était tenu d'y assurer ses immeubles. Mais les bâtiments qui, jusqu'à ce jour, avaient été assurés par la Caisse des villes étaient repris, avec le consentement de l'intéressé, pour une somme égale à celle qui avait été fixée par l'ancienne évaluation. Quant aux autres immeubles, il suffisait qu'ils remplissent les conditions déterminées par l'ordonnance pour être assurés par la nouvelle Caisse. Leur valeur devait être fixée conformément aux prescriptions législatives et approuvée par la commission d'incendie et celle des pompiers. L'assuré avait à supporter les frais d'estimation qui s'élevaient de 2 à 16 Rdlr, suivant l'importance de la somme évaluée. Celle-ci était intégralement versée en cas d'incendie total. Il était sévèrement défendu d'assurer le même immeuble à la Société publique et à une autre Société. Tous les dix ans les estimations faites par la Société étaient revisées. Les indemnités devaient être consacrées à la reconstruction ou la réparation des immeubles détruits ou détériorés. La Caisse jouissait de l'exemption des frais de timbre. La prime annuelle était au moins fixée à 1 Sh. $\frac{1}{2}$ Rdlr., dont 1 Sgr. était destiné à couvrir les frais d'administration.

Lorsque la prime ordinaire ne suffisait pas, le département du Commerce et de l'Industrie fixait une prime plus élevée. C'étaient les fonctionnaires préposés aux administrations d'Etat qui se chargeaient de la perception des primes. Celles-ci grevaient l'immeuble lui-même comme d'un droit réel. Les mêmes privilèges étaient attachés à l'encaissement des primes qu'à la

perception des impôts d'Etat. Par contre, les lettres d'incendie autorisant les quêtes devenaient sévèrement interdites.

L'ordonnance du 29 février 1792 fut modifiée par la loi du 4 mars 1857. Sans entrer dans le détail des dispositions de cette loi, relevons pourtant les deux réformes principales introduites en 1857 :

Désormais un conseil de représentants des assurés prendra part à la direction de la Société. A cet effet, le Ministre de la Justice nommait 15 membres choisis parmi les assurés. La prime, qui jusqu'alors avait été la même pour tous les risques, variera avec les dangers plus ou moins grands d'incendie que présenteront les objets assurés. Cette loi, voilà la deuxième grande réforme, introduit une classification. Elle comprenait cinq classes.

A la première classe appartenaient les églises isolées.

D'une manière générale on peut dire qu'on faisait rentrer dans la deuxième classe les immeubles qui n'étaient pas assurés pour plus de 5.000 Rdlr et qui ne pouvaient être rangés dans les autres classes.

La troisième classe comprenait les immeubles assurés pour plus de 5.000 Rdlr., ainsi que les pharmacies, boulangeries et forges.

On groupait dans la quatrième classe toutes les fabriques n'appartenant pas à la dernière classe telles que : brasseries, distilleries, fabriques de cigares, de tabac, de faïence, de couleur, etc., moulins à vent, à eau, ceux mus par la force animale, raffineries d'huile, fabriques de papier, de porcelaine, de salpêtre, etc., enfin tous les bâtiments possédant des machines à vapeur et ceux où la vapeur était employée comme force motrice.

Enfin on réservait pour la cinquième classe les

fabriques où l'on faisait un large usage de feu et de l'éclairage.

Chaque classe se divisait à son tour en deux sections d'après la nature de la construction de l'immeuble. Dans la première section, par exemple, on rangera les immeubles couverts de matériaux ininflammables et dont la carcasse n'est pas formée de lattes de bois, de paille ou de chaume. Dans la deuxième section, au contraire, on groupera les bâtiments dont la couverture et la construction sont faites de matériaux facilement inflammables tels que chaume, paille, jonc, lattes de bois, etc.

Enfin suivant la situation de l'immeuble et son degré d'isolement, chaque section de classe était subdivisée en catégories de risques. La première section de chaque classe compte deux divisions de ce genre, la deuxième section comprend trois catégories de risques.

D'ailleurs, voici un petit tableau qui, tout en faisant connaître le tarif des primes, permettra de mieux comprendre cette classification.

Classes	Importance des sommes assurées	1 ^{re} SECTION		2 ^e SECTION		
		1 ^{re} catégorie	2 ^e catégorie	1 ^{re} catégorie	2 ^e catégorie	3 ^e catégorie
		‰ Rdlr	‰ Rdlr	‰ Rdlr	‰ Rdlr	‰ Rdlr
I		4 Sch	5 Sch	6 Sch	8 Sch	10 Sch
	500 Rdlr	8	10	10	12	16
II	1.000 Rdlr	8	10	12	16	20
	5.000 Rdlr	8	10	16	20	24
	jusq. 10.000	10	12	24	32	40
III	« 20.000	12	16	32	40	48
	au-dessus 20.000	16	20	40	48	56
	jusq. 10.000	24	28	40	48	56
IV	« 20.000	28	32	48	56	64
	au-dessus 20.000	32	40	56	64	72
	jusq. 10.000	48	56	80	96	112
V	« 20.000	56	64	96	112	128
	au-dessus 20.000	64	72	112	128	144

Pouvaient être également englobés dans l'assurance les immeubles par nature et par destination. On acceptait également d'assurer des machines qui n'étaient que momentanément dans un immeuble comme les autres parties de la maison, mais avec une augmentation de 50 % des taux figurant dans le tarif.

Les primes étaient perçues semestriellement. Toutes les questions de classification rentraient dans la compétence du Ministre de la Justice. Les évaluations étaient faites par deux fonctionnaires ou deux taxateurs communaux. Ces derniers étaient nommés par le Conseil municipal parmi les assurés pour trois ans et exerçaient leurs fonctions sous le contrôle des directeurs d'assurance situés à la tête du ressort. A cet effet, le royaume était partagé en un certain nombre de circonscriptions possédant chacune un de ces directeurs. Ils étaient choisis par le roi. Ils recevaient les polices et procédaient, le cas échéant, aux évaluations dans la portion de territoire où s'étendaient leurs fonctions. Les frais qu'entraînaient les évaluations et que supportait l'assuré se sont successivement abaissés. L'intéressé ne payait plus guère de ce chef que de 1 à 8 Rdlr, suivant l'importance du montant de la valeur assurée. Même au-delà de 10.000 Rdlr. de capital assuré, le propriétaire n'avait pas à déboursier plus de 8 Rdlr.

Tous les excédents de recettes tombaient dans le fonds de réserve. Lorsqu'il atteignait $1/4$ % du capital assuré, le Ministre de la Justice pouvait abaisser le tarif des primes. En cas contraire, il était également loisible au ministre de réclamer des primes extraordinaires.

Dans l'ordre chronologique, après la loi du 21 mars 1857, nous devons mentionner la décision du 18 juin

1858 apportant quelques modifications à l'état de choses antérieur notamment en matière de classification.

De cinq le nombre des classes est réduit à quatre. Cela résulte de la fusion des anciennes 2^e et 3^e classes. Dans la 1^{re} classe sont toujours rangées les églises. Dans la 2^e, les maisons d'habitation ordinaires ainsi que les ateliers n'employant pas de moteurs mécaniques. Enfin, dans la 3^e et 4^e classe sont répartis les fabriques et industries les plus diverses en se basant sur le degré plus ou moins grand de danger d'incendie qu'offraient les différentes fabriques. C'est ainsi que dans la dernière classe, la 4^e, étaient rangés les raffineries de sucre, fabriques d'essence de térébenthine, moulins à vent, théâtres. Chaque classe était subdivisée en trois catégories de risques suivant la nature des matériaux employés tant dans la construction même de l'immeuble que dans la couverture. En dehors de cela pour les immeubles de la 2^e classe, on distinguait suivant l'importance de la valeur assurée les bâtiments estimés 500 Thl. ; ceux de 500 à 2.000 Thl. ; ceux de 2.000 à 5.000 ; de 5.000 à 8.000 ; ceux de 8.000 à 15.000 ; enfin ceux valant plus de 15.000 Thl. Somme toute pas de modifications assez profondes pour que nous dussions nous y arrêter davantage.

Le 30 septembre 1866, le nombre des assurés était d'environ 24.000 et le capital assuré s'élevait à environ 325 millions de Rdlr.

Voici quelques chiffres rétrospectifs permettant de suivre la marche ascensionnelle de la propriété de la Société.

En 1792, la Caisse assurait environ 30 millions de Kroner (1). En 1800 le capital assuré s'est élevé à 94 millions, à 145 en 1805, à 205 en 1810, à 216 en 1820.

(1) Un Kroner vaut plus d'un franc. Il ne vaut guère que 0,72 Kroner.

En 1830, le capital tombe à 212 millions de Kr., mais il s'élève vite et regagne rapidement les millions qu'il a perdus. En 1840, il est déjà de 248 millions de Kr., en 1850, il s'élève à 316 millions de Kr., à 530 en 1860, à 621 en 1865 et à 736 Kr. en 1870.

En 1872 une profonde modification est à mentionner. La Société d'assurance contre l'incendie ne fut plus administrée par les autorités gouvernementales. Le pouvoir de décision passa au Conseil des représentants. Des restrictions fort importantes pourtant sont mises à l'exercice de cette prérogative sur lesquelles nous insisterons ultérieurement quand nous aborderons l'étude de l'assurance contre l'incendie dans les temps modernes, c'est-à-dire après 1870. Mais il ne faut pas oublier que cette Caisse d'assurance contre l'incendie pour les campagnes n'est qu'une greffe. Il nous faut maintenant revenir à la branche-mère, à savoir la Caisse d'assurance s'étendant aux villes des provinces. Nous avons abandonné son étude aux environs de 1800. Reprenons-en l'examen à cette date.

*Société d'assurance contre l'incendie pour les villes
des provinces du Royaume.*

Cette Caisse, comme la précédente, était administrée par le département de la justice et des autorités qui en relèvent. On se rappelle que la Caisse avait été organisée par une ordonnance du 24 janvier 1761. Une ordonnance du 6 avril 1832 est venue en perfectionner les dispositions. D'après cette ordonnance on accordait aux propriétaires possédant des immeubles couverts en chaume dix ans pour changer la nature des matériaux composant la toiture et on prohibait à l'avenir l'édification de nouvelles constructions possédant de pareilles couvertures. De plus les bâtiments couverts de chaume

ou de paille, tant qu'ils n'auraient pas été modifiés, devaient payer une prime double. Dans chaque circonscription de villes (Kjobstadernes) était organisée une *commission du bâtiment* dont les présidents étaient les maires. Toute modification ainsi que toute nouvelle construction devait être portée à la connaissance de cette commission qui donnait ou non son approbation. Chaque maison devait avoir une lanterne et selon l'importance de la somme assurée avoir de 1 à 8 seaux à incendie. Enfin les maisons assurées pour 800 Rdlr. devaient en outre posséder un crochet et une échelle à incendie.

La prime réglementaire réclamée s'élevait en 1831 à 15 sch., en 1834 à 10 sch. $\%$ Rdlr. Comme en 1841 le fonds de réserve avait atteint 500.000 Rdlr., les édits du 5 mai et du 16 décembre 1841 décrétèrent que tous les immeubles pour lesquels jusqu'en 1834 leurs propriétaires avaient payé la prime entière seraient dispensés à partir de 1842 de tout versement de prime. Cette exemption devait être partielle dans l'avenir pour tous les propriétaires d'immeubles assurés depuis 1834 ou plus tard dès qu'ils l'auraient été pour une période de 20 ans. Mais comme les incendies de Friedercia et de Kolding allumés pendant la première guerre du Schleswig avaient eu pour conséquence d'abaisser le fonds de réserve en dessous du niveau normal, à partir de 1851, on perçut à nouveau la prime ordinaire annuelle de 10 sch. $\%$ Rdlr. pour tous les immeubles.

En 1857 le fonds de réserve ayant à nouveau atteint 500.000 Rdlr., l'ancienne exemption fut remise en vigueur.

Pour l'exercice allant du 1^{er} avril 1865 jusqu'au 31 mars 1866, on perçut environ 109.000 Rdlr. de primes et l'on paya environ 98.000 Rdlr. d'indemnités. La moyenne du montant des indemnités payées peut être

évaluée pour la période décennale 1860-1870 à 0,93 ‰ de capital assuré, pour la période 1850-1860 elle était supérieure et s'élevait à 1,25 ‰ et pour 1840-1850 à 1,27 ‰, enfin pour 1830-1840 à 1,38 ‰ de capital assuré. Comme on peut le voir par cette gradation sans cesse l'importance des incendies a été en diminuant. Revenant à 1865 nous remarquons un excédent budgétaire de 497.200 Rdlr. obtenu sur l'assurance d'un capital de 91 millions de Rdlr.

Cette Caisse des villes, comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, ne s'étend pas à la ville de Copenhague qui dès 1683 possédait déjà une Union de propriétaires s'assurant mutuellement contre l'incendie (1). Cette Mutuelle était purement facultative en ce sens, qu'aucun propriétaire n'était tenu d'y entrer. Un grand incendie qui éclata en 1728 et causa d'effroyables ravages, prépara l'opinion à demander une Société publique d'assurance contre l'incendie pour la ville de Copenhague. C'est ce qui fut décidé par un édit royal de 1731.

*Caisse d'assurance contre l'incendie de la ville
de Copenhague.*

C'est le grand incendie de Copenhague de 1728 détériorant cinq églises et 1640 immeubles, tant publics que privés, qui fut la raison directe de la création de la Caisse publique urbaine et mutuelle de Copenhague.

(1) Si l'on consulte les ouvrages anciens on apprend que déjà en 1681, le 1^{er} mars, une Mutuelle se forma, de même une autre en 1683. Elles ne tardèrent pas à liquider. Une nouvelle petite Mutuelle se fonda en 1726, ressemblant aux anciennes. Mais les archives ayant été brûlées en partie en 1728 et en 1795, il est impossible de fournir des renseignements exacts sur cette période.

Cette catastrophe avait plongé dans la misère la plus grande partie de la population et compromis le crédit de tous les propriétaires.

C'est alors que par une ordonnance du 26 janvier 1731 fut créée la Caisse de Copenhague destinée à éviter le retour de pareilles situations et à fortifier le crédit qui était tombé en décadence. Cela permit aux propriétaires de reconstruire les immeubles réduits en cendres. Le roi même dota la Caisse d'une large donation.

La création d'une pareille institution était tellement désirée et approuvée par l'opinion publique que l'ordonnance royale de 1731 pas plus que celle de 1733 n'avaient cru devoir stipuler l'obligation de s'affilier à la Caisse.

Les immeubles étaient évalués par deux directeurs de la Caisse, un maçon et un charpentier.

On ne demandait aux assurés qu'un droit d'entrée de 1 % devant servir à alimenter un fonds de réserve. Ceux qui rentraient dans la Société six mois après la publication de l'édit de 1731 avaient à payer en dehors de la prime un droit de $1/4$ % pour la première année, de $1/6$ pour la deuxième année et jusqu'à la huitième année $1/8$ %.

Les primes étaient perçues semestriellement. L'assuré qui était en retard d'un mois dans le paiement de la prime devait payer un supplément de $1/2$ %. Si le retard se prolongeait davantage il était rayé des livres de la Société. La prime annuelle était fixée à $1/4$ % et en plus il était perçu 4 sch % Rdlr. pour couvrir les frais d'administration. Aussitôt que 300 propriétaires se furent affiliés à la Caisse, celle-ci commença à fonctionner.

L'administration était assurée par cinq directeurs choisis pour trois ans parmi les assurés. Leur étaient adjoints un comptable et un commissaire. Il existait de

plus une salle dans l'hôtel de ville où 25 représentants des assurés pouvaient se réunir pour discuter et formuler des vœux. Enfin ajoutons que la municipalité était représentée par quelques-uns de ses membres, prenant part à la gestion de la Caisse.

Cette Société, dès l'origine, et encore aujourd'hui, n'étend sa sphère d'application qu'à la ville de Copenhague. En 1731 elle était limitée aux immeubles situés dans l'enceinte des remparts. Cette sphère s'est successivement étendue, notamment en 1795, en 1875, en 1885, en 1889 et 1900, par suite du développement qu'a pris la ville de Copenhague qui en 1731 ne comptait que 76.000 habitants. Mais en principe son ressort se restreint à la vieille ville. Quant aux immeubles des faubourgs ils étaient assurés auprès de la Caisse des villes de la province jusqu'en 1761 et depuis 1792, date de la création de la Caisse des bâtiments ruraux, à cette dernière.

Si des modifications n'ont pas été apportées à ce point de vue à l'ordonnance de 1731, il n'en fut pas de même sur d'autres points.

Deux ans plus tard, il nous faut déjà citer l'ordonnance du 8 juin 1733. Entre autres changements introduits, citons les suivants :

Tout d'abord en cas de destruction complète de l'immeuble assuré, la Caisse n'accordait en indemnité que 90 % de la somme assurée. En cas d'incendie partiel la Caisse retenait 2 %. D'autre part le droit d'entrée, avant de 1 %, fut augmenté de 4 sch par Rdl. Par contre on supprimait l'obligation, prescrite par l'ordonnance de 1731, de reconstruire. Le paiement des primes qui serait retardé de plus de deux mois était l'objet d'une exécution judiciaire. Il est vrai qu'on accordait aux assurés bien des commodités pour effectuer le versement des sommes dues. Le propriétaire

peut verser en une fois ou pendant 12 ans une prime annuelle de 3 ‰. Bien plus l'assuré pouvait encore déclarer vouloir payer la prime pour les 12 années, c'est-à-dire 36 ‰ et sans verser immédiatement le montant de la somme, consentir à la Caisse une obligation hypothécaire et payer simplement à la Société un intérêt de 4 ‰ des sommes dues.

À cette époque la Caisse comptait 700 propriétaires.

Dès 1756 on songea à diminuer les primes. Le fonds de réserve ayant atteint 500.000 Rdl. un projet de ce genre avait été ébauché et par la municipalité et par la royauté. Mais ce ne fut que quelques années plus tard, lorsque le fonds de réserve s'était encore accru, qu'une ordonnance royale de 1769 résolut la question.

Par l'ordonnance du 9 janvier 1769 le roi décida que tous les immeubles pour lesquels leurs propriétaires avaient payé pendant 13 ans la prime réglementaire seraient pour l'avenir exempts de tout nouveau versement de prime, de l'impôt perçu pour assurer le service d'incendie et des pompiers. La prime pour les autres propriétaires fut abaissée de 1/6 à 1/16 ‰ par semestre et le supplément perçu pour couvrir les frais d'administration pendant les cinq années suivantes de 2 à 1 sch ‰ Rdlr. semestriellement.

D'autre part la commission des représentants qui comprenait avant 25 membres devait se composer à l'avenir de 125 députés dont 10 avaient en tout temps le droit de vérifier la Caisse. En cas de dommages partiels les dégâts pouvaient être réparés soit aux frais de la Caisse soit par une indemnité par elle versée à cet effet.

Malgré tout le fonds de réserve s'augmentait toujours tant par les intérêts qu'il rapportait que par les versements provenant des nouvelles assurances. Si bien qu'en 1795 il atteignait deux millions ou 1 ‰ du capital total assuré.

Aussi en 1795 l'assemblée générale des assurés décida que les directeurs de la Société recevraient, comme les représentants du roi, des honoraires qui toutefois ne pourraient pas dépasser 300 Rdlr. pour chacun.

Malheureusement la même année la ville fut désolée par un grand incendie qui détruisit presque entièrement 951 immeubles parmi lesquels se trouvaient l'hôtel de ville et une des plus belles églises de la ville. Malgré les proportions extraordinaires qu'avait atteint le fonds de de réserve, puisqu'il était de 2 millions pour 16 millions de risques, il fut impuissant à couvrir seulement la moitié des dégâts causés par ce sinistre. On dut recourir à un emprunt qui fut garanti par l'Etat et autorisé par une ordonnance du 17 juillet 1795. Il fut émis en titres de 25 et de 100 Rdlr., au porteur ou nominatifs, rapportant 3 % et devant être amortis annuellement de 2 %. D'autre part, la caisse perçut jusqu'au complet remboursement de l'emprunt 35.000 Rdlr. Le roi garantissait une somme de 500.000 Rdlr. à la Caisse pour reconstituer un fonds de réserve. De plus la Caisse retenait 1/4 % des sommes qu'elle devait à cette époque à des assurés. La prime annuelle fut élevée à 4/10 % du capital assuré, dont 3/10 devaient être ajoutés au 35.000 Rdlr. en vue de l'amortissement et 1/10 à rembourser l'avance royale. Ces sommes étaient perçues par trimestre ainsi que celles affectées au service d'incendie et des pompiers. Enfin en cas d'incendie total l'indemnité allouée ne s'élevait qu'à 80 % du montant des dommages causés. L'indemnité était payée pour moitié en titres d'emprunt et pour l'autre moitié par une série d'acomptes s'échelonnant sur six ans.

D'autre part, tandis que jusqu'en 1795 l'entrée des propriétaires dans la Société était purement facultative, après le grand incendie les charges des assurés s'élevant, il fallait chercher à les empêcher de se retirer de

la Société et essayer d'amener les autres propriétaires à la Caisse. Un seul moyen devenait efficace. Il fallait rendre l'affiliation à la Caisse obligatoire. C'est ce que fit l'ordonnance du 17 juillet 1795. Cette situation dura jusqu'en 1870. C'est la loi du 15 mai 1870 qui supprima cette obligation. De plus aucun immeuble ne pouvait être assuré à la Caisse pour plus de 50.000 Rdlr.; mais le surplus de la valeur pouvait être assuré à une Société privée. Par contre les frais d'évaluation des immeubles étaient à la charge de la Caisse. Les estimations étaient faites par le maire accompagné d'un expert. Rappelons que la prime annuelle avait été fixée à $4/10$ %, le droit d'entrée à 2 Rdlr. et l'indemnité pour couvrir les frais d'administration à 2 sh. % Rdlr.

Enfin $1/10$ % des primes versées devait être consacré à alimenter le fonds de réserve. Dès qu'il aurait atteint 500.000 Rdlr., la garantie royale cessait. L'ordonnance prescrivait, en outre, que dans le cas d'un grand incendie le montant des dommages qu'il avait causés devait d'abord être soldé par une contribution des assurés pouvant s'élever jusqu'à 1 % du capital assuré. Ce n'est que si cette cotisation était insuffisante qu'il fallait toucher au fonds de réserve.

L'administration de la Caisse était assurée par trois directeurs élus et trois directeurs fonctionnaires nommés par le roi.

Par suite des rescrits du 11 septembre 1795 et du 14 janvier 1796, la restriction prescrite par l'ordonnance du 17 juillet 1795 ne permettant pas d'assurer un immeuble auprès de la Caisse pour plus de 50.000 Rdlr. tomba. Dans les années suivantes, on perçut un impôt spécial de 2 sch. % Rdlr. de capital assuré affecté à l'amélioration des postes et du matériel d'incendie. En 1820 fut édifiée au milieu de la ville une tour servant à la surveillance de la ville et d'où des veilleurs au

moindre commencement d'incendie donnaient l'éveil. Pour payer les frais de cette construction on dut percevoir pendant plusieurs années un supplément d'impôt de 1 sch. % Rdlr. En 1825, la Caisse dépensait 20.000 Rdlr. pour le service d'incendie et les pompiers.

On se rappelle que depuis l'ordonnance de 1795 les assurés avaient à payer 1 ‰ servant à alimenter le fonds de réserve qu'il fallait reconstituer. Mais il était également dit que dès qu'il atteindrait 500.000 Rdlr., la cotisation serait diminuée.

En exécution de cette promesse, dès 1828, cette prime fut abaissée de 1/2. Comme en 1829, le fonds de réserve dépassait 800.000 Rdlr, sur un vœu émis par l'assemblée générale des représentants des assurés, une décision royale en date du 21 mai 1829 disposa que cette prime ne serait plus prélevée sur les propriétaires faisant déjà partie de la Société depuis 33 ans. Mais si dans l'intervalle un de ces immeubles venait à brûler, pour la nouvelle assurance la prime entière serait perçue. Quant aux autres, assurés que depuis 1795, ils ne payeraient que 1/2 ‰ tant que le fonds de réserve ne tomberait pas en dessous de 800.000 Rdlr au lieu de 1 ‰.

En 1883, une décision fixa comme maximum pouvant être assuré à la Caisse la somme de 120.000 Rdlr. En 1840, il fut décidé que tous les propriétaires des immeubles assurés depuis 33 ans à la Caisse seraient exemptés de toute prime tant que le fonds de réserve ne tomberait pas en dessous de 1.500.000 Rdlr. Ceci dura pendant 17 ans. Mais de grands incendies survenus pendant les années 1856 et 1857 ayant fait baisser le fonds de réserve en dessous de 1.500.000 Rdlr, cette exemption fut supprimée. Les anciens propriétaires durent à nouveau payer annuellement 1/2 ‰ jusqu'à ce que le taux normal du fonds de réserve fût atteint.

En 1866, on décréta à nouveau l'exemption totale de toute prime pour les anciennes assurances représentant un capital de 45.603.700 Rdlr. Quant aux nouvelles assurances, représentant un capital de 31.078.750 Rdlr, elles n'entraînaient pour leur bénéficiaire que le paiement d'une prime de 1 ‰.

D'autre part, jusqu'en 1850, les machines et le matériel industriel avaient été frappés d'une prime identique à celle réclamée pour les immeubles. A partir de cette époque, même les objets situés dans les immeubles qui, en raison des motifs que nous avons expliqués antérieurement, étaient exempts du paiement de toute prime, engendraient pour leurs propriétaires l'obligation de payer une prime de $1/4$ ‰. De plus, tous les cinq ans ces objets subissaient une révision. En 1866, cette prime fut encore élevée et portée suivant les dangers plus ou moins grands d'incendie à $1/2$ et $3/4$ ‰ par an. Par contre, la Caisse assurait également contre les explosions de gaz, sans pour cela dépasser ce taux. La caisse assurait également contre d'autres explosions, même ne mettant pas le feu, pour une augmentation de prime de 10 ‰. Enfin en 1866, on fixa à 200.000 Rdlr la limite maxima qu'une assurance ne saurait dépasser.

Les sommes consacrées au service d'extinction des incendies qui s'élevaient en 1825 annuellement à 20.000 Rdlr, en 1860, après la réorganisation de ce service, atteignaient annuellement 50.000 Rdlr.

Les sommes versées en indemnités s'élevèrent en moyenne annuellement pour la période 1847-1866 à 50.000 Rdlr. Mais si l'on considère les années isolément, on constate de profondes variations. Dans les années 1856, 1857 et 1858, de nombreux et importants incendies ont été à déplorer, la Caisse a été obligée de verser de nombreuses et fortes indemnités. Aussi le total déboursé de ce chef, s'élève-t-il beaucoup au-dessus de

la moyenne que nous venons d'établir. Au contraire, depuis la réorganisation du service des pompiers, les incendies et leur importance ayant sensiblement diminué, la Caisse a vu le total des indemnités qu'elle avait à verser, s'abaisser sensiblement.

En 1866, le capital assuré par la Caisse représentait 79.293.550 Rdlr. Pour 45.603.700 Rdlr elle percevait une prime annuelle de 1 ‰ dont bénéficiaient les anciens titulaires de police. Les nouvelles polices assujetties au paiement d'une prime de 1 1/2 ‰ représentaient 31.078.750 Rdlr, comme nous l'avons vu. Quant aux établissements industriels, il faut distinguer ceux entraînant pour leurs propriétaires le versement d'une prime de 2 1/2 ‰ qui s'évaluaient à 897.000 Rdlr; ceux pour lesquels les assurés payaient 5 ‰ représentaient une valeur de 444.500 Rdlr. Ceux pour lesquels on percevait une prime de 7 1/2 ‰ valaient environ 1.269.600 Rdlr. Le nombre des bâtiments assurés s'élevait à 3.400.

La loi du 15 mai 1868 apporta une série de modifications sérieuses qui ne rentrèrent en vigueur qu'en 1870. Nous les verrons donc dans la deuxième partie que nous consacrons à l'étude de l'assurance en Danemark, de 1870 à nos jours.

Mais avant d'en arriver là nous avons encore à nous occuper de l'assurance mobilière.

Assurance mobilière en Danemark.

Elle ne fut exploitée que par des Sociétés par actions. Mais deux d'entre elles revêtirent un caractère officiel. C'est la Compagnie royale octroyée d'assurance contre l'incendie pour les marchandises et effets « Det Kongelige octroierede de Kjøbenhavnske Brand-assurance Compagnie paa Varer og Effecter », et la Compagnie générale octroyée d'assurance contre l'incendie

pour les marchandises et effets « Det Kongelige octroierede almindelige Brand-assurance Compagnie paa Varer og Effecter ».

La première fut fondée par une concession royale du 24 mai 1778 qui lui accorda le monopole de l'assurance mobilière des marchandises, valeurs, et des raffineries et fabriques de sucre pour la ville de Copenhague. Le capital social s'élevait à 300.000 Rdlr. divisé en 600 actions de 500 Rdlr., dont un quart devait être versé en quatre portions pour 1780 et 80 % du capital souscrit devait être garanti par des obligations ou hypothèques. Pour procurer à la Société un fonds de roulement immédiat, le Trésor avança à la Compagnie 60.000 Rdlr. sans intérêt à rembourser en 1780. Les avances faites après le 11 décembre 1780 et pendant cinq ans étaient grevées d'un intérêt de 4 %. Après ces cinq ans, la moitié seulement des excédents de recettes devait tomber dans le fonds de réserve. L'autre moitié devait être remboursée aux assurés. Dès que le fonds de réserve ajouté au capital versé atteindrait la somme de 300.000 Rdlr., les actionnaires pouvaient disposer des obligations et hypothèques données en garantie, et toucher le surplus sous forme de dividendes.

Voici un aperçu des primes perçues.

Pour les marchandises logées dans des immeubles ne présentant pas de danger d'incendie et n'ayant pas de foyer on percevait une prime de 5 ‰ et 7 1/2 ‰ si la charpente du bâtiment était composée de poutrelles, et 10 ‰ pour des céréales emmagasinées dans des immeubles tout en pierre, mais possédant un foyer; si le magasin a une charpente en poutres de bois, la prime s'élèvera à 15 ‰.

Des matières brutes ou achevées dans des raffineries ou savonneries construites tout en pierre ou en fer étaient assurées moyennant le versement d'une prime

de 10 ‰; si ces établissements sont construits avec une charpente en bois la prime s'élevait à 15 ‰.

Enfin tous les meubles meublants étaient assurés contre le versement d'une prime de 10 ‰.

On n'était pas obligé de s'assurer, mais si on le faisait on était tenu, sous peine d'une amende de 1.000 Rdlr., de s'adresser à cette Compagnie. On voulait éviter par là que l'argent ne sortit du pays.

L'administration de la Compagnie était assurée par deux directeurs et un comptable qui percevaient à titre d'honoraires 10 ‰ des bénéfices nets. Le premier directeur gardait 3 ‰ des bénéfices, le deuxième directeur 2 ‰ et le comptable 5 ‰ des bénéfices nets. Les directeurs devaient posséder chacun au moins cinq actions de la Compagnie.

Dans la suite le capital social fut porté à 600.000 Rdlr. et l'acte de concession fut modifié par un acte en date du 24 mai 1843. Le capital social qui atteignait désormais 600.000 Rdlr. devait être divisé en 1.200 actions. De plus un fonds de réserve de 400.000 Rdlr. devait être constitué. Il devait être annuellement augmenté du quart des bénéfices nets. En dehors de ce million de Rdlr., tous les bénéfices pouvaient être distribués aux actionnaires sous forme de dividende. L'administration était assurée par neuf représentants et deux directeurs chargés des affaires courantes. Voici d'après quels tarifs les primes étaient établies : Meubles et effets situés dans un immeuble ne risquant pas d'être incendié, 2 1/2 ‰ et 3 3/4 ‰ et 5 ‰ suivant qu'il y avait une charpente plus ou moins en bois ; marchandises situées dans des maisons n'ayant pas de foyers, 2 1/2, 3 1/2, 5 ‰ suivant que la construction du bâtiment possède plus ou moins de poutrelles en bois. Quant aux marchandises situées dans des boulangeries, raffineries, savonneries, pharmacies, etc., on percevait

une prime de 7 1/2, 10 et 12 1/2 ‰ suivant la nature de la construction. Pour des marchandises logées sous un hangar en bois, on réclamait une prime de 7 1/2 ‰, celles entassées à ciel ouvert pouvaient être assurées moyennant le versement d'une prime de 3 3/4 ‰. Ajoutons enfin que lorsqu'une assurance était contractée pour cinq ans, la dernière année, si toutes les primes antérieures avaient été payées, aucune prime ne devait être réclamée. Enfin on avait maintenu l'amende pour celui qui s'assurait à une autre Société et l'on avait limité le montant du risque que pouvait assurer la Compagnie à 500.000 Rdlr.

A l'avènement de Christian IX, le monopole dont jouissait la Caisse ne fut guère respecté. L'amende qui sanctionnait l'observation de la prescription ancienne était rarement prononcée. Une multitude d'agences de Compagnies étrangères s'étant établies à Copenhague, on finit par fermer les yeux.

Disons cependant, en terminant avec cette Caisse, qu'en 1866 le patrimoine de la Compagnie s'élevait à 1.145.000 Rdlr., elle assurait un capital mobilier de 17.690.000 Rdlr. et pour plus de 9.600.000 Rdlr. de marchandises. Les actions de 500 R. sur lesquels 100 Rdlr. avaient été versés étaient cotées en Bourse 224. Jetant les yeux sur l'exercice 1867-68 nous trouvons que la Compagnie a encaissé 46.995 Rdlr. de primes et 53.113 Rdlr. d'intérêts et avec d'autres recettes diverses sont rentrés dans ses Caisses 104.610 Rdlr. : tandis qu'elle n'a déboursé que 21.114 Rdlr. dont 8.022 seulement en paiement d'indemnités. Son patrimoine s'élevait à 1.164.385 Rdlr. et le capital assuré était en septembre 1868 de 28.621.465 Rdlr.

La Compagnie générale ayant obtenu une concession pour tout le royaume par un acte en date du 11 avril

1798 eut une fortune et une histoire trop analogue à celle de la Compagnie de Copenhague pour que nous devions nous y arrêter. Donnons seulement une idée des résultats qui ont été obtenus en 1868.

Le capital assuré s'élevait à 39.239.100 Rdlr. dont 5.225.900 Rdlr. étaient assurés à Copenhague, 6.512.000 Rdlr. dans sa banlieue et le reste dans les villes de la province. Le capital social s'élevait à un million de Rdlr.

Il serait certes fort intéressant de s'étendre plus longuement sur le développement de l'assurance mobilière et des Compagnies privées. Mais la sphère d'étude que nous avons embrassée est déjà si vaste que nous ne pouvons nous étendre sur des matières qui ne sont plus de notre domaine.

C'est qu'en effet, aujourd'hui, il n'existe plus de ces Compagnies bénéficiant de la concession d'un monopole. Presque toutes les entreprises d'assurance contre l'incendie sont exploitées par des Compagnies par actions (1) ne se distinguant en rien des Compagnies par actions qu'on rencontre dans tous les pays. Ceci nous permet de passer de suite à notre deuxième partie.

B. — L'assurance contre l'incendie de 1870 à nos jours.

Conformément au plan que nous nous sommes proposé de suivre, nous devons dans cette seconde partie

(1) Il existe toujours la « Kongelige octroierede almindelige Brand assurance Cie far Varer of Effecter » fondée en 1798 qui absorbe la Cie de Copenhague ; la « Danemærk » Nye dansche Brand f. Selat fondée en 1864 et la Nordish. Brandf. Sleskat fondée en 1898. A côté de ces principales Cies par actions, existe un grand nombre de petites mutuelles, mais aucune n'a un caractère officiel et ne possède des privilèges spéciaux.

étudier l'assurance immobilière contre l'incendie de 1870 à nos jours. Mais avant de reprendre l'étude de nos trois Caisses publiques, nous voudrions à grands traits indiquer en quelques mots le changement qui s'est produit dans l'assurance publique à partir de cette date. Depuis la loi du 15 mai 1868, l'obligation imposée aux propriétaires de s'assurer aux Caisses publiques fut supprimée. Désormais nul n'est astreint à s'assurer, et s'il le fait, il lui est loisible de s'adresser à la Société d'assurance contre l'incendie qui lui convient.

Cependant d'après les renseignements que M. le Ministre de l'Intérieur L. Bramsen a bien voulu nous donner, certaines faveurs ou privilèges, dirons-nous même, sont accordés aux Sociétés d'assurance qui se soumettent à certaines conditions stipulées dans la loi du 12 avril 1889 dont les principales sont :

- 1° D'être des Sociétés mutuelles ;
- 2° De déposer les statuts au ministère de l'intérieur ;
- 3° D'accepter le contrôle du ministère de la justice qui devra approuver toute modification apportée aux statuts et tarifs ;
- 4° Ne pas déclarer déchu de son droit à l'indemnité un assuré sous prétexte qu'il n'a pas payé ses primes ;
- 5° D'accepter d'assurer tous les immeubles et d'en faire évaluer la valeur par des experts dont le choix doit être approuvé par le gouvernement ;
- 6° Déclarer les associés solidairement responsables ;
- 7° Créer un fonds de réserve ;
- 8° Rédiger un compte rendu annuel soumis à l'approbation du Ministre de la Justice ;
- 9° S'engager, en cas d'incendie, à réserver le montant de l'indemnité au dédommagement des créanciers hypothécaires alors même que l'assuré aurait perdu tout droit à être indemnisé.

Il est intéressant de remarquer que toutes ces con-

ditions édictées par la loi du 12 avril 1889 figuraient déjà dans les statuts de la Caisse de Copenhague.

Somme toute en y regardant de près, ces conditions par leurs exigences ne conduisent-elles pas fatalement à la création de Sociétés publiques dans lesquelles l'administration publique joue un rôle plus effacé, en apparence tout au moins.

Voici les obligations, voyons maintenant les avantages que retirent les Sociétés qui se sont conformées à ces exigences.

α) Elles possèdent un droit hypothécaire, jusqu'à concurrence du montant des primes, sur l'immeuble assuré.

β) Le privilège de faire rentrer les primes, avec l'assistance des autorités, sans procédure préalable.

γ) Enfin le Crédit foncier d'Etat ne prête que sur des immeubles assurés auprès de Sociétés remplissant les conditions stipulées.

Cet avantage est capital. En Danemark, en effet, l'institution du prêt hypothécaire est très développée. Tout propriétaire emprunte de l'argent sur sa propriété. Bien plus, nombre de bourgeois édifient une maison avec l'intention, une fois construite, d'emprunter une somme à laquelle ils espèrent faire produire un plus gros intérêt que celui réclamé par le Crédit Foncier qui ne prête que sur 1^{re} hypothèque. C'est donc la règle en Danemark. Tous les immeubles sont grevés au moins d'une première hypothèque. De plus, tout propriétaire qui a une première hypothèque à offrir s'adresse au Crédit Foncier. Celui-ci, en effet, faisant des prêts dans des conditions plus avantageuses que le ferait un particulier, on ne comprendrait vraiment pas pourquoi on s'adresserait à une banque privée ou à tout autre riche citoyen ayant également ses immeubles hypothéqués au Crédit Foncier. On ne concevrait guère pourquoi il

consentirait à traiter à condition de sécurité égale avec un particulier pour le même taux que celui qu'il trouverait au Crédit Foncier.

Bien entendu ce raisonnement n'a qu'une valeur toute relative et est d'une portée tout à fait générale. Il serait aisé de trouver des hypothèses où un particulier consentirait à prêter pour un taux égal à celui du Crédit foncier par exemple s'il recherche surtout la sécurité du placement qu'il veut faire. Mais nous le répétons, c'est là l'exception. Très souvent, pour ne pas dire toujours, les immeubles sont grevés d'une première hypothèque en garantie d'un prêt consenti par le Crédit foncier.

Cette législation n'existe que pour les Sociétés d'assurance s'occupant des risques immobiliers.

Ceci connu, voyons quelles sont les Sociétés mutuelles qui actuellement sont admises par le ministère.

Elles sont au nombre de six, toutes les anciennes Sociétés publiques.

C'est la « Kjobenhavus Brandforsikring » fondée en 1731.

C'est la « Kjobstædernes almindelige Brandforsikring » fondée en 1761.

C'est la « Den almindelige Brandforsikring for Landbygninger » fondée en 1792.

Suivent maintenant trois autres petites mutuelles n'ayant qu'une importance locale.

Ce sont des mutuelles de paysans qui se sont maintenues et qui n'ont surtout qu'une valeur historique : ce sont trois unions un peu plus étendues parmi toute la floraison de Sociétés mutuelles qui existèrent depuis les temps les plus reculés et continuent à persister.

Ce sont la « *Brandforsikrings formingen for Landbygninger a Thisted amt.*

La « *De Minden Landejendomsbesidderes Brandforsikringsforining for Bygninger og andre faste Ejendle*

à *Nowejtland*. Cette Caisse dirigée par M. Wistoff en Jutland a plus d'importance que la précédente sise également dans la circonscription du Jutland.

La Caisse pour les petits bâtiments situés dans les îles « *Ostifternes Brandforsikring* » et enfin citons encore la *Caisse de l'île de Laso*.

Il va sans dire que nous ne parlerons pas autrement de ces quatre dernières petites Sociétés. Il n'en est pas de même des trois autres, savoir :

La « *Kjobenhavns Brandforsikring* », la « *Kjobs-tøedernes almindelige Brandforsikring* » et la « *Den almindelige Brandforsikring for Landbygninger* » dont nous avons commencé l'étude dans notre première partie et que nous devons terminer dans cette seconde partie.

Caisse de la ville de Copenhague. — Occupons-nous en premier lieu de la « *Kjobenhavns Brandforsikring* » dont nous avons abandonné l'étude en 1870.

Jusqu'à cette date l'assurance des propriétaires à cette Caisse était obligatoire. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} août 1870 que, conformément à la loi du 15 mai 1868, cette contrainte a cessé. Mais il ne faut pas nous tromper sur la portée de cette mesure qui revêt plutôt un caractère formel. C'est l'impression du moins qu'on a lorsqu'on parcourt les restrictions apportées :

1^o La retraite ne pouvait avoir lieu qu'avec l'approbation des créanciers hypothécaires.

2^o Les propriétaires qui se retiraient devaient payer une contribution affectée à l'entretien du service d'incendie et des sapeurs-pompiers s'élevant exactement à 5/12 ‰ du montant du risque assuré.

3^o La Caisse de Copenhague comptait parmi les Caisses auxquelles seules pouvaient être assurés les immeubles frappés d'hypothèques en garantie de sommes prêtées par l'Etat, les Caisses d'épargne, le Crédit foncier. Les

revenus des mineurs ainsi que ceux des institutions de charité ne pouvaient être placés en prêts hypothécaires que sur garantie d'une hypothèque grevant un immeuble assuré à la Caisse de Copenhague. On comprend dès lors, aisément pourquoi, malgré cette loi, le nombre des polices n'a pas sensiblement diminué.

Essayons maintenant de faire connaître l'état actuel de la Caisse :

Pour ce, nous ne pouvons mieux faire que d'étudier les statuts de la Caisse confirmés par les résolutions royales du 8 août 1885, du 23 décembre 1887, du 31 décembre 1889, du 28 décembre 1892, du 12 décembre 1894, du 15 décembre 1896 et du 7 janvier 1899 pour ne citer que les plus importantes.

La Caisse n'opère et n'a jamais opéré que dans la capitale : Copenhague. Sans doute que les lignes de démarcation à plusieurs reprises se sont étendues, notamment en 1795, 1875, 1885, 1889 et 1900 suivant l'extension même que prenait la ville de Copenhague. Mais actuellement encore la Caisse a sa sphère d'action limitée à ce qu'on appelle la vieille ville. Les faubourgs sont assurés par la Caisse créée en 1792 pour les bâtiments ruraux.

La Caisse assure contre la perte ou la détérioration des objets assurés auprès d'elle lorsqu'elle a été causée par :

α) L'incendie ou les moyens employés pour l'éteindre. La Caisse indemnise des démolitions ou de toute autre mesure prise pour arrêter ou ralentir le feu. Cependant depuis le règlement de 1885 il n'est plus douteux que la Caisse n'est pas engagée lorsque l'incendie est le résultat immédiat d'une opération de guerre. Mais les pertes occasionnées par des rébellions sont couvertes par la Caisse.

β) La foudre, l'explosion de gaz ou autres substances similaires. La Caisse indemnise également pour dégâts

survenus à la propriété d'autrui par le fait d'une machine à vapeur. Notons que dans tous ces cas, la Caisse couvre les dégâts même s'il n'en est pas résulté d'incendie.

γ) Par une explosion de poudre, de coton poudre ; de dynamite et matières similaires, même si elle n'a engendré aucun incendie. Toutefois ne faut-il pas qu'elle ait pour cause une opération de guerre.

La « Brandforsikring » assure également, mais conformément à une police spéciale, ses membres contre les dégâts que causeraient leurs moteurs à vapeur à leurs propres biens, mais n'assure pas contre les détériorations qui surviendraient de ce fait à la machine elle-même. Pour cette espèce la Caisse se réserve le droit de résilier ces assurances après une année. Elle prévient les créanciers hypothécaires et les autres ayants-droit un an d'avance.

Jusqu'en 1897, la « Brandforsikring » assurait moyennant une police spéciale, ses membres contre la perte du loyer. Depuis cette époque la Caisse ne perçoit plus de ce chef une prime spéciale. Elle assure contre ce risque par surcroît.

La Caisse, comme on peut s'en rendre compte, se montre très large pour l'acceptation des risques. Toutefois il existe quelques restrictions qu'il nous faut maintenant signaler. La « Brandforsikring » n'accepte pas d'assurer des immeubles attenants à des bâtiments où sont emmagasinés ou bien où l'on travaille et fabrique la poudre, le coton-poudre, la dynamite, les artifices et autres matières semblables. En règle générale la Caisse ne peut pas accepter dans une même police un risque supérieur à 560.000 francs. Mais la direction pour un cas déterminé peut passer outre cette disposition. Toutefois il est loisible à l'intéressé de s'assurer à une Compagnie pour le surplus du risque non couvert. S'agit-il au contraire d'édifices ou d'objets entièrement

assurés à la « Brandforsikring », leurs propriétaires ne pourraient, sous peine de perdre leur droit à être indemnisés, s'assurer pour les mêmes risques auprès d'une Société ou Compagnie.

Tous les dix ans enfin les risques composant le portefeuille de la Caisse sont l'objet d'une revision effectuée aux frais de l'institution d'assurance. Tout propriétaire peut entrer et sortir de la Caisse à sa guise. Toutefois dans ce dernier cas il ne peut se retirer qu'à la fin de l'année financière après préavis de trois mois et le consentement des créanciers hypothécaires.

En cas d'incendie, la liquidation des sinistres se fait sans retard par deux inspecteurs de la Caisse sous la surveillance de la Direction. L'évaluation du montant des dommages est faite aux frais de l'institution.

Si l'indemnité allouée dépasse 700 Kr., le consentement des créanciers hypothécaires sera indispensable pour permettre au bénéficiaire d'en toucher le montant.

En principe le produit de l'indemnité devra être consacré à la réparation ou à la reconstruction de l'immeuble détruit, à moins que cette réédification ne soit défendue par la loi ou qu'il ne soit prouvé que l'immeuble incendié était destiné à être démoli. Dans ce cas l'indemnité sera déterminée d'après la valeur des matériaux.

Quelles sont maintenant les obligations de l'assuré ?
Il devra payer des primes.

Rappelons rapidement quels furent les différents taux de primes payés par les membres de la Caisse. De 1731-1769 la prime était de $1/4$ ‰ par an sans compter le droit d'entrée et une quote-part annuelle pour le fonds de bureau.

En 1769 la prime fut fixée, non compris les sommes dues pour couvrir les frais d'administration, à $1/4$ ‰.

pour les 8 premières années, puis à $1/8$ ‰ pendant les 5 années suivantes. Après 13 ans, il n'y avait plus de primes à payer. En 1795 on fixa la prime à $1/10$ ‰. Mais on continue à percevoir $4/10$ ‰ outre le contingent réclamé pour couvrir les frais d'administration ; $3/10$ ‰ devait être affecté à l'amortissement de la dette. Cette situation dura jusqu'en 1804. A cette date les acomptes dus au service de la dette, furent fixés à $2/10$ ‰ ce qui réduisit la prime due par les membres à $3/10$ ‰. A partir de 1816 jusqu'à 1825 les assurés devaient déboursier en outre un supplément de 6 ores par 300 couronnes assurées destiné à entretenir le corps des sapeurs pompiers.

Mais en 1823 les acomptes nécessaires pour assurer l'amortissement de la dette ayant été réduits à $1/10$ ‰, la prime annuelle payée par les membres ne fut plus que de $2/10$ ‰.

En 1829 la prime ordinaire afférente aux assurances d'une durée de 33 années fut réduite de moitié. Après cette modification la prime annuelle était donc de 1 ‰ et $1/2$ ‰ suivant la durée de la police. Cet état de choses dura jusqu'en 1840. A partir de cette date les bénéficiaires de polices vieilles de 33 ans furent exemptés du versement de toute prime ainsi que du contingent destiné à couvrir les frais d'administration.

Pendant la période de 1857-69 une prime extraordinaire fut perçue. Elle fut payée de 1857-59 par les immeubles alors exemptés de tout paiement de prime. Elle s'élevait à $1/2$ ‰. De 1859-69 cette prime extraordinaire de $1/2$ porta sur les immeubles payant déjà 1 ‰ et sur ceux qui, étant exemptés, venaient trois ans plus tôt d'être frappés déjà d'une prime de $1/2$ ‰. Si bien que la prime payée par les membres s'élevait, suivant la durée des polices, à 1 $1/2$ et 1 ‰.

En 1869 et 1870 la prime annuelle était de 1 ‰ d'une part et de $1/2$ ‰ d'autre part.

Depuis cette époque jusqu'à nos jours, la prime annuelle ordinaire est de 1 ‰. Cependant pour les assurances immobilières effectuées avant le 11 décembre 1889, la prime ordinaire n'est à payer que pendant les 33 premières années et pendant les 37 premières années $1/2$ pour les assurances contractées le 11 décembre 1889 et plus tard. $5/8$ de la prime ordinaire figurent aux recettes annuelles et courantes de la « Brandforsikring » tandis que les autres $3/8$ ainsi que les $3/16$ ‰ des primes perçues pendant un semestre sont affectés à la constitution d'un capital dont l'intérêt (4 ‰ pour les assurances de 33 ans et $3\ 1/2$ ‰ pour les assurances de 37 ans $1/2$) équivaut à une recette égale à celle de la perception du 1 ‰ des primes. Ce capital est versé au fonds de réserve.

Après 33 ans d'une part, $37\ 1/2$ d'autre part, les intérêts du capital accumulé sur chacune de ces polices ayant cette durée remplaceront la prime de 1 ‰ perçue pour les assurances moins anciennes. Dès lors, le total de ces intérêts sera désormais inscrit parmi les recettes annuelles et courantes de la « Brandforsikring ».

Dans le cas où les bâtiments assurés seraient démolis en partie ou entièrement, l'exemption du paiement des primes ou le droit de l'acquérir disparaît.

Dans l'hypothèse d'une simple démolition partielle, pour que ce droit soit maintenu à l'assuré, il doit continuer le versement des primes comme si la démolition n'avait pas eu lieu.

Une autre combinaison est offerte aux nouveaux adhérents. Ils peuvent, en renonçant à cette exemption future, se contenter de payer tant que durera l'assurance une prime égale à $3/4$ ‰ de capital assuré.

Nous connaissons maintenant quelle est la prime ordinaire. Mais à côté d'elle depuis 1850, la Caisse perçoit une prime spéciale moyennant laquelle elle assure les machines et autres immeubles par destination.

Depuis 1870 la Caisse a consenti à assurer contre le risque d'explosion, mais a fait sanctionner par la royauté tout un tarif de primes supplémentaires successivement modifié en 1871, 1875 et 1886. Voici quelle est cette tarification dans ses grandes lignes telle qu'elle résulte des dernières modifications (1).

Tout d'abord ils payent comme les autres risques la prime ordinaire de 1 ‰. De plus les risques particulièrement dangereux paient une prime supplémentaire variant avec le risque plus ou moins grand d'incendie que présente l'immeuble assuré. A ce point de vue les risques plus dangereux sont divisés en 6 classes.

1^{re} Classe, 1/2 ‰ par an de prime supplémentaire.

Imprimeries-Typographies ; Boulangeries et pâtisseries ; Usines pour désinfection ; Teintureries ; Tanneries, Fonderies de fer et métaux et usines de constructions de machines ; Magasins contenant des marchandises de toute nature plus ou moins dangereuses où l'on emploie l'éclairage mobile ; Sauriseries ; Fabriques de cartes à jouer et de cigares ; Tanneries sous bois avec moins de 3 métiers.

2^e Classe, 1 ‰ par an de prime supplémentaire.

Distilleries d'eau-de-vie ; Fabriques de brosses ; Fabriques de poix, de goudron, de ciments, de chocolat, de porcelaines, faïences, poteries, de couleurs sans vernis ; Fabriques de suif, de plâtre, de levure, d'engrais chimiques, de torréfaction de

(1) Ces tarifs ont été approuvés par des décisions du Ministre de la Justice en date du 18 janvier 1892, du 29 décembre 1892 et du 16 décembre 1896.

cafés; fours à chaux, de produits chimiques, pourvu que les produits n'appartiennent pas à des catégories spécialement désignés par les statuts ; Laboratoires chimiques, préparant des produits pour la vente, fabriques de cire sans vernis, de colle forte, de bougies ; Malteries ; Margarineries, magasins qui par leur contenu offrent de grands risques d'incendie ; Raffineries de sel ; Fabriques de stéarine et chapeaux de paille, de sucre, de savon, de papiers peints ; Industries de bois y compris les ateliers de menuiserie, fabriques de grands meubles, orgues, ateliers de charpentiers, de doreurs, tonnelleres ayant de 3 à 5 métiers, et un nombre d'ouvriers correspondant, possédant des appareils de chauffage ordinaires et avec éclairage installé d'une manière satisfaisante, c. a. d. sans éclairage mobile et à pétrole ; Scieries où l'on n'emploie comme mode de chauffage, que la vapeur et un éclairage bien installé ; Usines de nettoyages chimiques d'étoffes ; Fabriques de voitures, pourvu que le travail de bois de la classe, ne soit pas rangé dans la 2^e ou 3^e classe ; Brasseries.

3^e classe, 1 1/2 ‰ par an de supplément.

Distilleries ; Verreries ; Fabriques de drap, tissage de lin, tricotage, le tout sans filature ; Magasins à pétrole, alcool, goudron et d'autres produits inflammables, si dans l'immeuble il n'y a pas de foyers ; Fabriques de cartons et papier ; Raffineries ; Fabriques de salpêtre et de divers acides ; Amidonneries ; Industries de bois ayant plus de 8 métiers, chauffage ordinaire avec éclairage bien installé.

4^e Classe, 3 ‰ par an de supplément.

Fabriques de coke ; Usines à gaz ; Fabriques de caoutchouc et gutta percha travaillant la paille et peignant le lin, le chanvre ; Fabriques de noir animal ; Fabriques d'huile ; Scieries ; Fabriques d'alcool, c. a. d. distilleries et usines de rectification d'eau-de-vie à 90° ; Fabriques de celluloïde, de toile cirée.

5^e Classe, 6 ‰ de supplément par an.

Fabrique d'asphalte ; Scieries mécaniques avec parqueteuses ; Fabriques de chicorée ; Ateliers de raboteurs ; Fabriques de vernis, de cire, avec cuisson de vernis ; Tissage de coton et de lin ; Moulins ; Magasins à pétrole, goudrons, ayant des foyers et où l'on emploie l'éclairage artificiel ; Filatures ; Raffineries de sucre ; Fabriques de papiers bitumés ; Distilleries degoudron et de poix ; Industries de bois où l'éclairage et le chauffage ne sont pas bien installés ; Fabriques de ouate.

6^e Classe, supplément de 10 ‰ soit en tout 11 ‰.

Fabriques de gaz à combustion d'huile, de parafine d'allumettes, de tisons, enfin les théâtres et les cirques.

A ces notions quelques renseignements complémentaires sont indispensables pour donner une idée exacte de la classification des risques de la Caisse. Il peut se faire qu'on déroge à cette classification dans certaines circonstances.

Lorsqu'un établissement ou un séchoir est à une température plus élevée que 20° et que les appareils de chauffage sont mal installés, ces établissements seront frappés d'un supplément de prime les rangeant dans la quatrième classe. L'immeuble est-il déjà rangé dans la sixième classe, il sera frappé d'un supplément de 50 ‰.

Il peut se faire que dans un même bâtiment plusieurs industries présentant des risques inégaux d'incendie soient réunies. Dans ce cas c'est l'industrie la plus dangereuse exercée dans l'immeuble qui servira à fixer le montant de la prime.

Par contre des dégrèvements pourront être accordés aux immeubles particulièrement bien installés au point

de vue du chauffage et de l'éclairage. La prime pourra au contraire être majorée lorsque dans un bâtiment se trouve une grande accumulation de moteurs mécaniques.

En ce qui concerne les immeubles voisins de bâtiments offrant de grandes chances d'incendie, ils seront taxés sur la même base s'ils ne sont pas distants d'au moins 10 mètres, ou séparés par un mur protecteur, « fearprouf », comme disent les Anglais.

Nous savons que la Caisse assure également les immeubles par destination. Dans ce cas elle perçoit une prime fixe supplémentaire de 2 ‰ et s'il s'agit d'un risque dangereux rentrant dans une des 6 classes de notre tarif, cette prime supplémentaire viendra s'ajouter aux autres. De telle sorte qu'un immeuble rangé dans la 6^e classe payera 12 ‰.

Depuis 1870 la Caisse assure également contre les explosions mais moyennant la perception d'une prime supplémentaire pouvant varier suivant les circonstances.

On distinguera suivant que les chaudières sont ou non munies de tuyaux mettant à l'abri de l'explosion ou autres appareils similaires.

Dans le 1^{er} cas la Caisse perçoit une prime de $1/4$ ‰ pour chaque chaudière. Si les chaudières n'offrent pas ces perfectionnements, on distinguera suivant l'étendue de la surface de chauffe. Est-elle de moins de 100 aunes carrées, on percevra $1/4$ ‰ pour chaque chaudière, de 100 à 301 $3/8$ ‰, au-dessus $1/2$ ‰ par chaudière. Pour une surface bien supérieure il faudra en référer à la Direction qui fera connaître ses conditions. Si un même industriel emploie dans un même atelier plusieurs sortes de chaudières, c'est la plus dangereuse qui sera prise pour base de détermination du montant de la prime à réclamer.

Enfin la Caisse assure également les immeubles en

construction. La prime demandée sera fixée en considération de la nature de la construction et du temps pour lequel l'assurance est contractée.

S'agit-il d'un bâtiment monté en pierre, ce que les allemands appellent « Massive Gebaüde », il sera perçu pour une assurance de 1 mois $1/5\text{‰}$, pour 3 mois $2/5\text{‰}$, pour 6 mois $3/5\text{‰}$, pour 9 mois $4/5\text{‰}$ et pour 12 mois 1‰ , au delà pour chaque mois, la cotisation est fixée à $1/12\text{‰}$ par mois. A l'expiration du délai pour lequel l'assurance a été contractée, elle pourra être renouvelée aux mêmes taux. Mais il est facile de voir qu'un propriétaire à tout intérêt à assurer de suite sa construction pour 1 an pour ne pas être obligé de renouveler pour 6 mois après une assurance de même durée. Ce faisant, il paye $6/5\text{‰}$, dans l'autre cas 1‰ par an.

Quant aux immeubles de structure mixte, la Direction fixera la prime pour chaque cas déterminé.

Pour parer aux dépenses extraordinaires qu'entraînerait un grand incendie, la Caisse possède en outre un fonds de réserve ainsi alimenté :

α) Par le capital économisé annuellement sur les primes de 1‰ payées pendant 33 ans ou 37 ans $1/2$ et les intérêts qu'il rapporte.

β) Par les quotes parts mises annuellement de côté sur les assurances nouvelles jusqu'à ce qu'elles soient vieilles de 33 ou 37 ans $1/2$, et des intérêts rapportés par ces sommes capitalisées.

On peut dire d'une manière générale que la « Kjobenhavns Brandforsikring » a joui depuis sa fondation d'une situation privilégiée. Toutes les fois que la Caisse a eu à supporter les conséquences d'un grand sinistre, l'Etat est venu à son secours. En 1795, lorsque la Caisse était débitrice d'une somme s'élevant à 15 millions de couronnes, que son existence même était en cause, l'Etat lui a prêté des sommes considérables et lui a

donné son crédit en attendant qu'elle puisse effectuer ses paiements.

En 1807, lors du bombardement de Copenhague par les Anglais qui endommagea en 3 jours 300 immeubles dont l'église de Notre-Dame et l'Université, causant environ pour 7 millions 1/2 de dégâts, la Caisse fut gratifiée par l'Etat d'un don de 6.400.000 couronnes.

Il est vrai qu'en échange la « Kjobenhavns Brandforsikring » a accepté de supporter bien des charges qui ne touchaient qu'indirectement à l'assurance contre l'incendie qu'elle exploitait.

De 1767 à 1870 la Caisse a largement contribué à l'organisation du service d'extinction des incendies et à l'organisation du corps des sapeurs pompiers. Au début, elle commença par verser de ce chef 1600 couronnes par an. Puis les dépenses qu'entraînait le service d'incendie augmentant rapidement, les pouvoirs publics chargèrent de ce fardeau la Caisse d'assurance de Copenhague. De 1825-1870 elle fut donc non seulement assureur, mais encore payait toutes les dépenses (1) que nécessitait le service des sapeurs pompiers. En 1870, la municipalité hérita de tout le matériel que la Caisse avait ainsi payé de ses deniers sans recevoir en échange aucune indemnité.

Il est vrai que depuis 1870 la Caisse, tout en acquérant une certaine autonomie, a bénéficié de tous les privilèges que nous avons mentionnés dans nos développements antérieurs (2). Elle assure à elle seule tous les risques immobiliers de la ville de Copenhague, et jouit de la situation financière florissante que l'on cons-

(1) Ce service coûte à la Caisse, à compter de 1825, environ 5/12 ‰ du montant des risques par an.

(2) Page 26.

tate en parcourant les résultats que nous avons pu réunir dans un tableau (1).

La « Kjobenhavns Brandforsikring » est actuellement administrée par un *Conseil de représentants*, un « *Comité constant* » nommé dans le sein de la précédente assemblée, enfin d'une *Direction*.

Le Conseil des représentants comprend un nombre de membres égal à la moitié du nombre de millions de risques assurés sans pouvoir être inférieur à 100. Ceux-ci élisent 9 membres formant le Comité constant. Celui-ci contrôle la Direction. Elle se compose de 3 membres élus par les représentants pour 6 ans. Le choix pourra porter même sur des gens ne faisant pas partie de la Société. Depuis 1894 il n'y a plus de gérant. C'est le directeur, M. Iversen, qui remplit les deux fonctions.

Bien que le caractère public de cette Caisse soit un peu atténué depuis 1870, il n'en persiste pas moins. L'ensemble même de ces développements le prouve amplement. Qu'il nous suffise de rappeler qu'elle est sous le contrôle du Ministre de la Justice, qu'aucune modification ne saurait être apportée aux statuts sans l'approbation du département de la justice. Par contre elle jouit de certains privilèges qui sont bien ceux que nous avons eu l'habitude de relever chez les Sociétés publiques.

Tout le monde en Danemark lui reconnaît ce caractère. Les autorités en ces matières sont également unanimes à voir dans la Caisse de Copenhague une Société publique.

Enfin faisons remarquer que lors de la nouvelle construction de l'Hôtel de ville de Copenhague, si des

(1) Grâce à l'obligeance de la Direction il nous a été permis de fournir un tableau complet des résultats obtenus par la Caisse depuis sa fondation, page 42 et suiv.

locaux n'ont pas été réservés à la Société d'assurance pour y établir ses bureaux, c'est en raison d'un arrangement intervenu entre la Caisse d'assurance et la ville. De tout temps le gouvernement s'était reconnu obligé de fournir à la Société les locaux dont elle aurait besoin pour installer ses bureaux. Moyennant un versement de 50.000 couronnes la Caisse d'assurance déclara renoncer à faire valoir ce droit. Voilà pourquoi elle possède maintenant un immeuble qui lui est propre. Remarquons enfin en finissant que, dans le cas où la Caisse viendrait à liquider, il est entendu que son patrimoine sera non pas partagé entre les assurés mais entre des institutions publiques de la ville.

Si nous insistons un peu sur ce point, c'est qu'à première vue il serait permis de douter du caractère public de la Caisse. D'ailleurs comme la législation en vigueur depuis 1870, donne aux trois Caisses publiques principales qui nous occupent une très grande autonomie, cette hésitation pourra planer sur les deux autres Caisses publiques. Aussi pour la dissiper ne craignons-nous pas d'insister quelque peu sur ce caractère public que continuent à revêtir ces Caisses.

Pour terminer notre étude sur la Caisse de Copenhague nous allons faire connaître par le tableau ci-dessous les résultats obtenus par la Kjobenhavns Brandforsikring depuis sa fondation.

Années	A LA FIN DE L'ANNÉE		PENDANT LE COURS DE L'ANNÉE		A LA FIN DE L'ANNÉE
	Nombre de polices à peu près égal au nombre des immeubles assurés	Somme assurée Kr.	Nombre de sinistres	Somme d'indemnités Kr.	Situation financière Kr.
1731	»	»	»	»	23.220,06
1731-32	712	4.940.480	2	859,30	80.752,90
1732-33	874	6.274.560	»	»	112.651,77
1733-34	1.136	7.903.840	9	16.541,13	144.411,47
1734-35	1.539	10.710.400	2	555,06	194.260,67
1735-36	1.748	12.153.600	2	505,40	249.225,67
1736-37	1.894	13.097.920	1	1.531,93	303.500,63
1737-38	2.013	13.992.480	10	354,10	370.785,34
1738-39	2.433	15.008.160	7	1.154,90	442.634,01
1739-40	2.229	15.722.400	6	660,16	505.150,05
1740-41	2.311	16.561.440	1	6,26	577.861,51
1741-42	2.385	17.336.480	1	16,76	645.768,47
1742-43	2.451	17.996.480	4	2.676,76	705.490,78
1743-44	2.498	18.429.120	7	690,36	777.363,28
1744-45	2.535	18.818.240	3	547,73	861.268,67
1745-46	2.573	19.288.480	7	528,86	932.531,54
1746-47	2.615	19.591.840	9	2.826,83	990.454,80
1747-48	2.702	20.679.680	15	55.105,60	1.017.047,91
1748-49	2.774	21.767.520	1	53,30	1.081.627,47
1749-50	2.853	23.081.280	27	50.387,66	1.128.577,74
1750-51	2.916	24.095.040	7	2.663,73	1.188.878,98
1751-52	2.958	24.757.600	2	96,60	1.271.549,18
1752-53	2.998	25.493.600	8	8.052,36	1.375.442,48
1753-54	3.037	26.624.960	3	46,53	1.475.384,18
1754-55	3.079	28.276.000	6	908,20	1.573.108,33
1755-56	3.128	29.782.720	4	826,46	1.684.272,80
1756-57	3.175	31.688.160	11	4.442,10	1.803.372,83
1757-58	3.202	33.301.120	4	3.288,96	1.940.482,31
1758-59	3.221	33.786.560	4	169,83	2.079.235,63
1759-60	3.239	34.452.160	3	11.769,20	2.183.917,66
1760-61	3.251	35.005.280	15	17.187,20	2.308.901,68
1761-62	3.257	35.638.080	5	10.844,46	2.446.399,66
1762-63	3.264	36.166.560	2	132,60	2.588.564,63
1763-64	3.278	36.787.200	2	93,60	2.732.587,90
1764-65	3.288	37.674.880	1	159,30	2.887.295,70
1765-66	3.297	38.776.000	»	»	3.041.310,46
1766-67	3.318	39.907.520	4	5.333,13	3.181.375,05
1767-68	3.329	41.324.000	12	37.851,73	3.293.620,60
1768-69	3.331	42.406.880	3	4.445,06	3.385.713,00
1769-70	3.342	43.267.200	10	1.895,16	3.525.390,85
1770-71	3.349	43.827.840	14	15.310,93	3.681.217,93
1771-72	3.352	44.101.440	5	25.200,70	3.799.963,60
1772-73	3.355	44.363.520	6	5.498,00	3.926.949,36

Années	A LA FIN DE L'ANNÉE		PENDANT LE COURS DE L'ANNÉE		A LA FIN DE L'ANNÉE
	Nombre de polices à peu près égal au nombre des immeubles assurés	Somme	Nombre de sinistres	Somme	Situation financière
		assurée		d'indemnités	
		Kr.	Kr.	Kr.	Kr.
1773-74	3.355	44.609.760	17	36.048,60	3.986.050,90
1774-75	3.350	45.139.040	1	1.133,00	3.965.596,85
1775-76	3.347	45.508.160	25	51.257,76	4.051.295,88
1776-77	3.350	45.978.400	14	36.089,56	4.049.027,00
1777-78	3.353	46.862.560	9	9.199,16	4.176.154,58
1778-79	3.355	47.651.840	8	56.125,43	4.253.975,89
1779-80	3.359	48.529.920	15	26.064,00	4.377.847,10
1780-81	3.361	49.790.400	3	527,20	4.511.145,55
1781-82	3.369	50.394.880	10	38.752,83	4.571.903,91
1782-83	3.382	51.977.440	24	42.930,86	4.549.743,81
1783-84	3.393	53.377.920	2	5.043,20	4.713.415,75
1784-85	3.402	54.507.680	9	8.938,56	4.791.361,28
1785-86	3.413	56.226.400	4	1.347,56	4.969.820,81
1786-87	3.414	57.186.240	17	26.682,70	5.097.417,08
1787-88	3.420	58.655.360	2	1.859,40	5.280.785,96
1788-89	3.414	59.361.920	11	39.430,40	5.442.983,50
1789-90	3.415	60.072.480	7	23.731,83	5.566.362,30
1790-91	3.414	60.782.720	22	54.218,30	5.704.542,66
1791-92	3.424	61.889.120	17	18.123,83	5.890.084,91
1792-93	3.426	62.838.720	12	21.670,06	6.075.018,30
1793-94	3.427	64.068.000	6	12.817,78	6.278.914,93
1794-95	2.534	50.049.600	24	65.823,03	5.423.410,15
1795-96	2.804	57.379.200	8	12.460,06	5.047.102,60
1796-97	2.979	66.960.160	1	69,00	4.752.074,16
1797-98	3.085	73.380.960	21	109.922,35	4.554.740,40
1798-99	3.143	77.535.840	»	»	4.317.723,23
1799-18	3.170	80.979.040	4	913,26	4.026.273,30
1800-01	3.193	83.874.880	1	445,30	3.709.646,53
1801-02	3.201	85.242.400	8	20.372,83	3.331.771,93
1802-03	3.203	87.462.880	8	6.968,16	3.016.923,63
1803-04	3.213	90.119.520	7	18.775,60	2.674.170,93
1804-05	3.216	91.168.960	1	4.114,76	2.399.841,43
1805-06	3.228	93.983.040	13	97.667,96	2.174.944,40
1806-07	2.954	88.500.160	8	32.625,46	1.884.257,36
1807-08	2.972	90.714.720	12	40.663,33	1.616.893,16
1808-09	2.997	92.940.640	1	1.467,73	2.574.794,43
1809-10	3.017	94.859.040	6	2.946,70	2.458.134,80
1810-11	3.033	104.697.600	3	1.194,30	2.105.255,40
1811-12	3.058	113.775.040	11	53.914,16	1.766.783,16
1812-13	3.073	103.944.600	5	19.923,03	417.124,47
1813-14	3.082	92.792.000	12	125.224,20	379.711,72
1814-15	3.088	93.004.800	4	25.005,73	460.354,12
1815-16	3.093	93.415.000	2	831,03	1.076.710,93

Année	A LA FIN DE L'ANNÉE		PENDANT LE COURS DE L'ANNÉE		A LA FIN DE L'ANNÉE	
	Nombre de polices à peu près égal au nombre des immeubles assurés	Somme assurée Kr.	Nombre de sinistres	Somme d'indemnités Kr. O	Situation financière Kr.	O.
1816-17	3.101	93.700.600	8	34.727,59	1.097.565,92	
1817-18	3.104	93.946.400	6	127.743,19	1.048.413,06	
1818-19	3.109	94.266.600	27	107.920,50	1.064.746,44	
1819-20	3.114	94.722.000	13	92.015,53	1.088.790,23	
1820-21	3.119	95.098.800	6	4.880,39	1.210.551,04	
1821-22	3.124	95.285.400	6	4.125,79	1.291.449,50	
1822-23	3.130	95.436.800	11	19.777,39	1.368.724,64	
1823-24	3.132	95.699.200	8	40.602,39	1.791.084,90	
1824-25	3.137	95.713.200	10	27.463,20	1.937.483,40	
1825-26	3.140	95.824.400	8	41.983,95	2.031.104,09	
1826-27	3.142	96.375.800	9	18.015,85	2.166.117,95	
1827-28	3.145	96.888.400	7	18.062,33	2.279.734,19	
1828-29	3.155	97.371.600	11	15.464,39	2.334.198,22	
1829-30	3.160	98.207.000	8	9.752,52	2.439.203,85	
1830-31	3.166	98.396.800	9	6.223,00	2.575.587,76	
1831-32	3.174	98.798.400	6	59.879,95	2.644.238,12	
1832-33	3.182	99.724.600	11	19.887,02	2.746.759,82	
1833-34	3.191	100.004.600	9	7.691,04	2.780.027,62	
1834-35	3.212	100.461.700	10	4.780,47	2.914.654,06	
1835-36	3.218	100.767.500	12	63.598,31	3.003.287,16	
1836-37	3.223	101.565.700	38	177.797,45	2.917.288,18	
1837-38	3.230	101.712.700	17	52.631,54	3.015.838,52	
1838-39	3.242	102.053.600	60	123.133,87	3.054.334,20	
1839-40	3.246	102.351.400	13	8.344,41	3.144.361,56	
1840-41	3.248	102.678.000	20	16.524,87	3.218.215,54	
1841-42	3.250	103.005.600	12	54.568,08	3.259.766,27	
1842-43	3.253	103.464.900	35	89.417,29	3.264.301,43	
1843-44	3.254	103.780.500	43	96.099,10	3.258.983,87	
1844-45	3.263	105.018.300	26	51.422,60	3.301.798,43	
1845-46	3.269	107.720.300	56	140.836,58	3.251.779,06	
1846-47	3.279	109.977.700	45	90.903,45	3.252.240,50	
1847-48	3.283	111.675.700	46	47.748,54	3.301.135,95	
1848-49	3.290	112.651.100	39	85.216,20	3.315.000,35	
1849-50	3.292	113.557.300	40	187.473,70	3.210.460,93	
1850-51	9.299	114.890.100	28	64.211,12	3.240.943,52	
1851-52	3.311	117.324.700	65	193.621,89	3.137.537,06	
1852-53	3.327	119.733.300	59	136.487,83	3.094.612,12	
1853-54	3.345	122.562.300	32	72.251,95	3.121.530,54	
1854-55	3.354	124.572.700	53	108.581,83	3.110.235,33	
1855-56	3.365	127.561.900	40	63.964,68	3.145.673,70	
1856-57	3.365	135.698.400	78	532.363,62	2.732.124,43	
1857-58	3.366	140.126.900	95	403.711,95	2.663.927,93	

Année	A LA FIN DE L'ANNÉE		PENDANT LE COURS DE L'ANNÉE			A LA FIN DE L'ANNÉE	
	Nombre de polices à peu près égal au nombre des immeubles assurés	Somme assurée Kr.	Nombre de sinistres	Somme d'indemnités Kr. O.	Situation financière Kr. O.		
1858-59	3.368	141.949.700	97	735.869,64	2.071.057,81		
1859-60	3.366	143.538.900	31	68.550,89	2.075.990,85		
1860-61	3.364	144.756.300	45	133.900,45	1.845.866,93		
1861-62	3.365	145.815.500	32	27.296,81	1.964.571,47		
1862-63	3.366	147.108.700	35	23.211,77	2.074.725,39		
1863-64	3.373	147.948.500	40	20.821,04	2.193.930,70		
1864-65	3.378	149.530.300	54	128.691,89	2.221.153,70		
1865-66	3.385	152.794.900	24	40.272,77	2.339.591,47		
1866-67	3.400	160.883.100	43	24.401,54	2.479.610,43		
1867-68	3.413	166.588.400	35	78.954,35	2.613.586,77		
1868-69	3.438	170.532.200	45	39.252,77	2.791.916,27		
1869-70	3.450	173.703.400	74	72.822,33	2.872.861,16		
1870-71	3.477	177.774.600	71	83.919,50	2.901.165,29		
1871-72	3.494	180.927.400	59	77.261,91	2.989.198,93		
1872-73	3.508	184.795.600	58	37.500,00	3.144.488,02		
1873-74	3.508	187.471.700	54	30.059,70	3.313.057,20		
1874-75	3.522	194.759.500	92	71.985,00	3.447.570,39		
1875-76	3.527	200.437.500	74	33.131,00	3.642.599,32		
1876-77	3.533	205.777.600	59	27.908,59	3.686.424,72		
1877-78	3.543	209.858.400	44	168.262,35	3.956.971,19		
1878-79	3.557	213.468.600	99	65.948,51	4.158.378,29		
1879-80	3.579	217.527.700	100	287.401,64	4.148.928,92		
1880-81	3.602	221.817.000	89	58.322,00	4.367.058,01		
1881-82	3.611	224.255.800	85	40.451,00	4.617.708,90		
1882-83	3.627	227.210.000	100	82.780,00	4.840.293,10		
1883-84	3.628	230.973.300	84	57.684,77	4.924.666,63		
1884-85	3.631	234.777.400	140	154.441,99	4.917.679,44		
1885-86	3.620	237.319.400	126	67.548,45	5.097.304,33		
1886-87	3.608	240.047.600	102	27.989,70	5.243.477,73		
1887-88	3.598	240.435.950	138	150.579,28	5.397.174,28		
1888-89	3.609	241.826.500	123	43.579,00	5.646.242,23		
1889-90	3.603	242.966.100	113	294.639,54	5.656.623,11		
1890-91	3.613	247.381.600	129	81.009,48	5.865.211,38		
1891-92	3.609	249.752.200	130	24.199,73	6.015.725,43		
1892-93	3.612	252.385.550	166	231.754,67	6.128.431,59		
1893-94	3.605	256.085.100	123	42.920,65	6.301.647,97		
1894-95	3.610	263.602.300	150	174.379,25	6.445.089,19		
1895-96	3.606	270.209.750	147	33.524,00	6.584.853,60		
1896-97	3.611	274.633.500	133	61.295,00	6.686.258,22		
1897-98	3.615	278.172.250	144	47.675,93	6.831.004,01		
1898-99	3.602	286.841.000	110	51.392,00	6.761.965,71		

La lecture et l'étude de ce tableau montre que jusqu'en 1822 le montant des risques a été sans cesse en progressant d'une manière continue. Il atteignait à cette époque 113.775.040 Kr. L'année suivante il tombe à moins de 104 millions de couronnes et en 1814 il n'est plus que de 92.792.000 couronnes. Mais le nombre d'immeubles assurés ne s'en accroît pas moins. De 3.073 en 1813, il passe à 3.082 en 1814 et continue toujours à augmenter. Mais nous ne retrouvons le montant des risques constaté en 1812 qu'en 1850. Le nombre des immeubles alors assurés était de 3.292. A partir de cette époque, le montant des risques ainsi que celui des immeubles assurés n'a cessé de progresser d'une manière continue.

On se rappelle que conformément à la loi du 15 mai 1868, l'obligation de s'assurer à la Caisse cessait en 1870. Si nous nous reportons à la statistique, nous ne constatons aucun changement intervenu dans l'état du portefeuille de la Caisse. En 1869-70, environ 3.450 immeubles étaient assurés à la Caisse représentant un total de risques de 173.703.400 Kr. L'année suivante le nombre d'immeubles assurés s'accroît, passant de 3.450 à 3.477, représentant un total de risques de 177.744.600 Kr. Nous avons donc raison de dire (1) que l'effet de la loi de 1868 avait été insignifiant. En présence de cette statistique, sans craindre d'être taxé d'exagération, nous dirons que l'effet de la loi du 15 mai 1868 fut nul.

L'augmentation tant du capital assuré que du nombre des immeubles a été plus rapide que celle que nous constatons de 1868 à 1869.

En 1899 le nombre des immeubles assurés s'élève à 3.602 représentant un total de risques de 286.841.000 Kr.

(1) Page 28.

Quant à la situation financière de la Caisse, elle était des plus satisfaisantes jusqu'en 1795. Son patrimoine s'était suffisamment grossi et atteignait à cette date plus de 6 millions de couronnes. Le grand incendie des 5 et 7 juin 1795 qui causa pour près de 20 millions de dégâts, eut son contre-coup fâcheux sur les finances de la Caisse. Le bombardement des 2 et 5 septembre 1807 fut également des plus préjudiciables à la Caisse. Si elle a pu surmonter de pareilles crises, c'est grâce à l'intervention bienveillante de l'Etat. Son fonds de réserve était, en effet, tout à fait impuissant à faire face à de pareils acoups et couvrir les pertes résultant de pareilles catastrophes. Mais depuis 1870 la situation de la Caisse s'est sérieusement améliorée. La Caisse actuellement, grâce à sa situation financière et au secours qu'elle trouve dans la réassurance, sera en mesure de se suffire à elle-même sans avoir besoin de l'aide de l'Etat. La Caisse a actuellement un patrimoine dépassant 6 millions 1/2 de couronnes et n'a en portefeuille, comme risques propres, guère plus de 72 millions de couronnes. Aussi ne puis-je que souscrire à la confiance de son Directeur lorsqu'il déclare que la Caisse peut avec calme envisager l'avenir.

« *Den Almindelige Brandforsikring for Landbygninger* » ou Caisse publique d'assurance contre l'incendie assurant dans les campagnes ainsi que dans les faubourgs de Copenhague et la ville de Frederiksberg dont nous avons déjà fait l'étude jusqu'en 1870 va maintenant nous occuper.

On se rappelle qu'en 1857 il fut décidé qu'un Conseil de représentants devrait prendre part à la direction de la Société qui avant, était dirigée uniquement par le gouvernement. D'autre part, jusqu'en 1858 tous les immeubles payaient une prime égale. Après cette date

une classification fut introduite. Dans chaque juridiction paroissiale du royaume, des taxateurs furent nommés pour évaluer le montant des sommes assurées. On se rappelle également qu'en 1870, le montant des risques s'élevait à 736 millions, en augmentation de plus de 100 millions de couronnes sur le montant des risques assurés en 1865, ceux-ci ne s'élevant alors qu'à 621 millions de couronnes. Cés notions remémorées, reprenons notre étude de 1870 à nos jours.

En 1872 une mesure d'une grande importance fut prise. Le gouvernement n'administra plus directement la Société. Augmentant encore les pouvoirs du conseil des représentants qu'on avait introduit dans la Direction en 1858, on lui confia le droit de résolution. Des auteurs ont cru voir dans cette mesure une renonciation de la part des pouvoirs publics à s'occuper de l'assurance contre l'incendie. D'autres pensent même que cette mutuelle n'est plus une Société publique. Ce n'est pas là notre sentiment. Nous allons essayer de le prouver.

Tout d'abord nous sommes les premiers à reconnaître, comme pour la Caisse de Copenhague, que l'intervention de l'Etat dans l'administration de ces Caisses a considérablement diminué, mais de là à dire que cette mutuelle n'est plus une Société publique, il y a un abîme.

Sans doute le Conseil des représentants peut désormais prendre des résolutions, mais on oublie trop souvent les restrictions apportées à ce droit qui viennent en limiter sérieusement la portée. Aucune modification ne saurait être introduite — comme pour la Caisse de Copenhague — dans les statuts et les tarifs de la Société sans l'approbation du Ministre de la Justice. Veut-on apporter la moindre modification dans la composition du Conseil des représentants, on ne pourra

pas davantage se passer de l'approbation du Ministre de la Justice. La Société est dirigée sous le contrôle du Ministre de la Justice.

Ce contrôle est loin d'être purement nominal. Sur les 47 membres composant le *Conseil des représentants*, 46 sont élus par les intéressés, et un des membres est un *délégué du Ministre de la Justice*. Le *Conseil de surveillance* élu par le Conseil des représentants, comprend 9 membres, mais 8 seulement sont élus par les représentants, un des membres est le *délégué adjoint du Ministre de la Justice*. Aucune mesure provisoire ne saurait être prise par le Conseil de surveillance sans l'approbation du *délégué du Ministre de la Justice*. Toutes les résolutions adoptées par le Conseil de surveillance doivent être présentées au Ministre par le président du *Comité d'administration*.

Les primes pour lesquelles la Caisse a le droit de saisie sont encaissées dans les provinces par le *receveur général du district avec les impôts d'Etat* et dans les faubourgs de Copenhague par les *receveurs municipaux de quartiers de Copenhague*. Aussitôt le compte rendu financier annuel rédigé, un exemplaire doit être envoyé au Ministre. Un titre d'emprunt, pour engager la Société, doit porter la griffe du *délégué du Ministre*. La Société, avec l'autorisation du Ministre des Finances, a le droit de se servir partout des *receveurs généraux* comme *trésoriers locaux* moyennant une remise de 2 % des contributions perçues pour la Caisse de la Société.

Les disponibles de la Caisse doivent être placés en effets publics ou actions de la Banque nationale. Enfin en matière de solution des différends, si l'autorité publique, dans quelque affaire, désire des renseignements sur une assurance contractée dans la Compagnie, le fonctionnaire le plus proche de celle-ci est tenu de lui

fournir ces renseignements au plus vite et sans rétribution.

En dernière analyse le nom même de la Compagnie sous lequel elle est désignée « Den almindelige Brandforsikring for Landbygninger » est suffisamment significatif.

Voilà brièvement résumé l'ensemble des raisons qui nous font persister à maintenir qu'on est bien toujours en présence d'une *Société publique* d'assurance contre l'incendie.

Cette Caisse reste donc dans notre domaine d'étude. Il faut en faire, dès lors, connaître la situation actuelle.

La Compagnie est actuellement dirigée sous le contrôle du Ministre de la Justice par :

1° Un *Conseil de représentants* composé à présent de 50 membres dont 49 sont élus par les intéressés et un membre est le délégué du Ministre de la Justice.

2° Par un comité permanent choisi dans le sein du conseil précédent désigné sous le nom de *Conseil de surveillance*.

3° Sous la responsabilité d'un *Comité d'administration* comprenant un président et un vice-président. C'est ce comité qui représente la Compagnie en toute circonstance.

Les membres du conseil des représentants et les agents inspecteurs élus par le comité d'administration veillent aux intérêts de la Société dans les diverses provinces du royaume. Ces inspecteurs se chargent de l'évaluation des valeurs à assurer et du montant des dommages spécialement délicats. Les estimations ordinaires sont faites par les taxateurs de paroisse. Ces agents sont élus par les associés de chaque localité intéressée. Leur mission consiste à évaluer et à faire des descriptions des bâtiments estimés. Ces pièces sont

envoyées au comité d'administration qui apprécie, s'il y a lieu d'envoyer un inspecteur sur les lieux.

La Compagnie a pour sphère d'action le royaume de Danemark, à l'exception des villes, des quartiers et des districts ressortissant exclusivement aux Sociétés d'assurance de Copenhague et des villes des provinces. Les faubourgs et les terrains forains de Copenhague ainsi que la province de Frederiksberg ressortissent à la Société générale d'assurance contre l'incendie pour les bâtiments ruraux. Aussi cette société ne s'étend pas seulement aux bâtiments ruraux mais encore aux bâtiments urbains.

La Compagnie assure les bâtiments et les machines mais jamais des meubles. Les membres de la Compagnie sont solidairement responsables des obligations imposées à l'assurance. Ils s'assurent mutuellement contre toute perte causée à l'objet assuré par :

α) Les incendies, les moyens employés pour les éteindre, les démolitions ou toute autre mesure de nature à arrêter ou à ralentir le fléau en tant que celui-ci n'a point pour cause immédiate une opération de guerre.

β) Par la foudre, l'explosion du gaz d'éclairage ou bien celle des chaudières des bâtiments voisins même s'il n'en résulte pas d'incendie. Moyennant même une assurance spéciale, la Société assure également les propriétaires contre les dégâts qu'occasionnerait l'explosion de leurs propres chaudières, mais jamais ces chaudières elles-mêmes.

Les bâtiments pour être assurés par la Société doivent se conformer aux lois et règlements concernant les précautions à prendre pour éviter l'incendie.

En cas de sinistre, l'indemnité allouée doit être affectée à la reconstruction des bâtiments endommagés ou détruits. L'indemnité ne peut être l'objet d'une saisie

arrêt ou d'une saisie exécution isolée. Pour qu'elle soit recevable, elle doit être accompagnée d'une saisie immobilière portant sur la propriété même.

Le sinistré perd son droit à l'indemnité dès qu'il est démontré qu'il y a eu préméditation de sa part ou négligence grossière. Pourtant même dans ces cas l'indemnité sera consacrée à désintéresser les créanciers hypothécaires. Quant aux autres ayants-droits, ils pourront également réclamer d'être payés de leur créance sur le montant de l'indemnité lorsque cet immeuble constituait leur seul gage et qu'ils se heurtent à l'insolvabilité de leur débiteur.

La Compagnie se charge également depuis le 1^{er} octobre 1888 de l'assurance des bâtiments en construction et conjointement également de celle des matériaux se trouvant sur les lieux destinés à la construction du bâtiment commencé.

Enfin les propriétaires des faubourgs de Copenhague, de Frédériksberg et de l'île d'Auach peuvent être assurés contre la perte du loyer résultant d'un des événements générateurs d'indemnités.

En échange de ces assurances le propriétaire intéressé versera des contributions fixées d'après un tarif. Les immeubles sont divisés en huit classes. Chacune est subdivisée en trois risques au moins. Le premier risque comprend des immeubles peu dangereux au point de vue de l'incendie distants d'au moins 1 aune l'un de l'autre. Il est divisé pour les deuxième et troisième classes des districts de campagne en deux subdivisions *a* et *b*. Sous *a* on rangera les bâtiments n'abritant aucun dépôt de fourrage (écurie, grange, etc.) ni aucun atelier pour les ouvriers en bois ou autres matières aussi combustibles ; sous *b* on rangera les bâtiments où il y en a. Le deuxième risque comprend des immeubles présentant de plus grandes chances d'incendie distants au

moins de 50 aunes l'un de l'autre, sinon ils seront considérés comme appartenant au troisième risque.

Le 1^{re} classe embrasse les églises, les chapelles et les immeubles n'offrant pas de grands risques d'incendie.

La 2^e classe comprend les immeubles qui ne rentrent pas dans la 1^{re} classe dont la valeur ne dépasse pas 24.000 Kr. Au-dessus de cette valeur ils appartiennent à la 3^e classe.

La 4^e classe comprend deux paragraphes A et B.

Sous le paragraphe A rentreront :

- A. Les hôpitaux, maisons centrales, à condition que les industries qu'on y exerce ne rentrent pas dans une classe plus élevée que la 4^e classe ; Corderie exploitée en endroit clos et couvert sans outillage mécanique ; Magasins ne possédant pas de foyer ; Forges situées à la campagne et petites industries des communes rurales n'employant pas plus de trois ouvriers, turbines, laiteries, fromageries dont la valeur de l'immeuble ne dépasse pas 16.000 couronnes et où les cuves sont séparées, malteries, teintureries, tanneries sans séchoirs ; Industries situées dans les faubourgs de Copenhague et de Friedrichsberg ; Boulangeries avec fours en maçonnerie ; Etablissements de bains ; Fabriques de minerais ; Maisons de commerce.
- B. Pharmacie sans fabrication de produits chimiques ; Maisons de travail ; Restaurants, salles de bals, locaux où se réunissent des Sociétés ; Malteries avec tourailles ; Imprimeries, typographies sans outillage mécanique ; Vinaigreries, épiceries ; Dépendances de fabriques ; Etablissements de bains à la campagne ; Poteries ; Usines de galvanisation à la campagne ; Menuiseries avec cinq métiers au maximum ; Bonneteries ; Ateliers de charpentiers ; Fromageries et laiteries de plus de 16.000 Kr. ; Malteries ayant des fours en maçonnerie ; Tanneries avec séchoirs, séchoirs ; Hôtels situés dans les faubourgs de Copenhague et de Friedrichsberg et à la campagne ; Abattoirs de porcs avec préparation des graisses, à condition que l'épuration des graisses se fasse dans un endroit séparé des foyers.

5^e Classe.

Citons notamment :

- A. Bâtiments devant servir ou servant d'ateliers quand on y emploie du feu ou qu'on y travaille avec des objets ininflammables, en tant qu'aucun d'eux n'appartient à la 6^e classe ; Fabriques pour la transformation des os et des poussières d'os ; Plâtreries ; Fabriques de verre, sans fours ou avec une superstructure réfractaire au-dessus du four ; Fours à chaux ou à tuile ; Fabriques d'acide carbonique.
- B. Distilleries sans fabrication d'esprit de vin ; Teintureries et tanneries sans étuve, dans un bâtiment assez exposé au feu ; Local pour la fabrication de la colle ; Auberges ou cabarets à la campagne ; Fumoir et local destiné à fumer les viandes ou le poisson ; Moulins à eau pour industrie dans les locaux assez exposés au feu ; Locaux avec séchoir ou étuve ne remplissant pas les conditions de la 4^e classe et chauffés à une température ne dépassant pas 20° ; Locaux pour fabrication ou industrie où l'on emploie la force de la vapeur, en tant qu'ils n'appartiennent pas à la 6^e classe.

6^e Classe.

- A I. Fabrique de carbonisation d'os, avec four réfractaire ; Usine à gaz ; Manufacture de coton sans filature ; Manufacture de draps et de laines, avec étuve à vapeur ; Fabrique d'articles de liège ; Moulin à huile ; Bâtiment au four des fabriques de faïence et de porcelaine ; Fabrique de papier avec pièce aux chiffons pour triage ou dépôt ; Fabrique de sucfe de betterave avec cuisson à la vapeur ; Fabrique d'acide sulfurique ; Fabrique de carton-pierre ; Fabrique pour la préparation du bois ; Locaux pour le cardage et la filature de la laine, avec étuve réfractaire et isolée pour la laine ; moulin à vent pour industrie de maçonnerie jusqu'au chapeau et avec toit pas très combustible ; Fabrique de chocolat, avec fonte à feu découvert ; Fabrique de verre où la superstructure du four n'est pas réfractaire.
- A II. Fabrique d'asphalte ; chandellerie à feu découvert ; Manufacture de papiers peints où le chauffage et le séchage ne se font pas à la vapeur ; bâtiments avec séchoirs chauffés à

la vapeur jusqu'à une température de plus de 20 degrés, en tant que le séchoir ne remplit pas les conditions de la 4^e classe ; Bâtiments où sont déposés en grande quantité, mais non préparés ni manipulés : de la poix, du vernis, de la résine, du goudron, de l'huile (de baleine ou de poisson), de la camphine, du pétrole, de l'alcool, de l'huile de térébenthine, des huiles volatiles ou du photogène, du caoutchouc ou d'autres matières très combustibles. .

- B. Boulangeries pour industrie et brasserie dans un bâtiment assez exposé au feu ; fabrique de chicorée ; filature de lin sans ateliers d'apprêteur ni de séranceur ; fabrique de pianos où le bois ne sèche pas dans des compartiments isolés ni complètement réfractaires ; corderie à vapeur et goudronnerie à feu découvert à moins de 20 aunes de distance ; chantier pour constructions en bois ; bâtiments pour industrie avec séchoirs chauffés au moyen de poêles et ne remplissant pas les conditions de la 4^e classe ; bâtiments pour industrie avec four à sécher et étuve ne remplissant pas les conditions de la 4^e classe ; local pour la carbonisation des os ne remplissant pas les conditions de la 6^e classe A. ; fabrique de papier ne remplissant pas les conditions de la 6^e classe A. ; fabrique de sucre de betterave ne remplissant pas les conditions de la 6^e classe A. ; cardage et filature de laine ne remplissant pas les conditions de la 6^e classe A. ; moulins à vin pour industrie ne remplissant pas les conditions de la 6^e classe A.
- C I. filature de coton ; menuiserie, ébénisterie et scierie à la vapeur ; fabrique d'articles de paille ; ateliers d'apprêteur et de séranceur ; bâtiments où sont préparés ou manipulés la poix, le vernis, la résine, le goudron, l'huile (de baleine ou de poisson), la camphine, le pétrole, la térébenthine, les huiles volatiles, le protogène.
- C II. fabrique de laine cardée ; moulins fonctionnant à la vapeur, pour moudre la semoule, la farine et le riz, et pour moudre l'écorce d'arbre ou de bois de teinture en tant que ceci forme une grande industrie indépendante ; raffineries de sucre ; fabrique d'allumettes.
- Théâtres ; fabriques de ouate.

7^e classe.

Palissades, outillage de puits en plein air ; ponts ; jetées ; etc.

8^e classe.

Les machines, outils et inventaires (y compris les conduits à gaz ou à eau), des moulins à vapeur, fabriques, brasseries, distilleries et autres établissements semblables.

Voici maintenant quel est le montant des primes annuelles perçues pour 100 couronnes de capital assuré :

	1 ^{er} Risque (a) ore	1 ^{er} Risq. (b) ore	2 ^e Risq. ore	3 ^e Ris. ore
1 ^{re} Classe	2		6	8
2 ^e — pour immeubles d'une valeur de				
0-16.000 kr.....	5	10	18	22
16-24.000 kr.....	5	10	24	28
3 ^e Classe 24-40.000 kr..	8	20	56	56

Polices d'une valeur de moins de 40.000 kr.

	1 ^{er} Risq. ore	2 ^e Risq. ore	3 ^e Risq. ore		1 ^{er} Risq. ore	2 ^e Risq. ore	3 ^e Risq. ore
4 ^e Classe A	10	40	50	6 ^e Classe A I	30	60	70
— B	16	40	50	— II	40	60	70
5 ^e — A	20	50	60	— B	50	80	90
— B	24	50	60	— C I	70	100	100
				— II	100	200	200

Polices d'une valeur supérieure à 40.000 kr.

	1 ^{er} Risq.	2 ^e Risq.	3 ^e Risq.		1 ^{er} Risq.	2 ^e Risq.	3 ^e Risq.
4 ^e Classe A	10	60	70	6 ^e Classe A I	30	80	90
— B	16	60	70	— II	40	80	90
5 ^e Classe A	20	70	80	— B	50	90	100
— B	24	70	80	— C I	70	100	100
				— II	100	200	200

Pour les objets appartenant à la 7^e classe on paye 8 øre pour chaque centaine de cour. d'assurée.

Pour les objets appartenant à la 8^e classe on paye la moitié de plus pour chaque centaine de couronnes que pour les bâtiments où ils sont placés.

Ces renseignements bien que sommaires suffisent à donner une idée exacte de l'organisation et du fonctionnement de la Caisse.

Terminons cette étude en donnant les résultats obtenus par la Caisse de 1870 à nos jours. Pour permettre de mieux saisir l'ensemble des résultats, rappelons les résultats obtenus pour les années antérieures.

En 1792 le capital assuré s'élevait à environ 30 millions de couronnes, à 94 millions en 1800, à 145 millions en 1805, à 205 millions en 1810, à 216 millions en 1820, puis il diminue et tombe en 1830 pour se relever rapidement et atteindre en 1840 environ 248 millions et 316 millions en 1850 ; en 1860 le montant des risques est de 530 millions et 621 millions en 1865 ; en 1870 le capital assuré est de 736 millions, en 1875 de 917 millions, en 1880 de 1.156 millions, en 1885 de 1.377, en 1890 de 1.526, en 1895 de 1.645, et en 1900 de 1.848 millions. Ces chiffres se suffisent à eux-mêmes et nous dispensent de tout commentaire.

La Caisse non seulement recourt à la réassurance, mais encore à un fonds de réserve. Il est fixé à $1/4$ % pour les premiers 1.000 millions de capital assuré auprès de la compagnie avec un supplément au-delà de ce total égal à $1/10$ % de chaque 100 millions de couronnes, dont le capital assuré surpasse les 1.000 millions de couronnes. Lorsque le fonds de réserve dépasse ce taux, le reliquat est porté aux encaisses.

Voici à grands traits la marche de la Caisse indiquée. Mais il serait intéressant de pouvoir pénétrer un peu dans les détails et comparer le montant du capital assuré à celui des indemnités versées et des primes encaissées. Cette étude malheureusement nous entraînerait trop loin. Désirant cependant être complet, nous croyons pouvoir atteindre notre but en mettant sous les yeux du lecteur un tableau. Grâce à cette statistique, on peut trouver tous les renseignements

qu'on est en droit de nous demander, réunis en quelques lignes.

Années	Total des sommes assurées	Montant des indemnités	Gré % du total des risques	Montant des primes	% en Gré du capital assuré
	Kr.	Kr.	Grés	Kr.	Grés
1857-58	441.338.170	1.509.148	34	1.404.839	31
1858-59	477.797.557	1.083.349	23	1.091.094	23
1859-60	506.993.902	1.031.421	20	1.115.823	22
1860-61	530.483.910	733.316	14	1.151.962	22
1861-62	549.208.309	845.372	15	1.183.903	21
1862-63	568.909.124	699.915	12	1.224.634	21
1863-64	592.021.872	975.668	16	1.250.531	21
1864-65	608.941.647	1.089.789	18	1.272.796	21
1865-66	620.926.642	1.707.857	28	1.289.080	21
1866-67	640.532.886	936.216	15	1.346.127	21
1867-68	660.401.519	989.809	15	1.382.241	21
1868-69	682.878.267	1.358.873	20	1.427.839	21
1869-70	703.205.249	1.263.335	18	1.497.458	21
1870-71	736.398.682	1.412.390	19	1.529.610	21
1871-72	747.910.394	1.104.222	15	1.579.207	21
1872-73	770.440.884	993.359	13	1.622.497	21
1873-74	799.172.588	1.287.368	16	1.703.967	21
1874-75	846.710.750	1.491.079	18	1.625.732	19
1875-76	917.409.068	1.360.422	15	1.752.372	19
1876-77	987.133.992	1.056.836	11	1.790.287	18
1877-78	1.046.157.424	1.326.006	13	971.016	9
1878-79	1.088.077.873	1.458.722	13	1.931.114	18
1879-80	1.121.096.858	2.086.310	19	1.977.167	18
1880-81	1.156.588.655	2.014.635	17	2.035.253	18
1881-82	1.194.283.483	1.966.653	16	2.095.799	17
1882-83	1.242.015.316	1.488.763	12	2.175.466	17
1883-84	1.279.209.790	1.665.496	13	2.095.325	16
1884-85	1.322.716.406	1.571.291	12	1.613.576	12
1885-86	1.377.064.264	2.895.306	21	1.632.930	12
1886-87	1.427.628.518	3.232.591	22	2.226.179	15
1887-88	1.469.025.119	2.786.647	18	2.396.272	16
1888-89	1.493.558.975	1.935.300	13	2.795.798	19
1889-90	1.519.330.583	2.207.429	14	2.325.955	15
1890-91	1.526.051.471	1.673.681	11	2.300.945	15

Le 31 mars 1891 le total des sommes assurées s'élevait à 1.530.329.340 Kr. et en 1900 à 1.848 millions environ.

Dans le tableau suivant on pourra suivre d'année en année l'augmentation du total des risques de 1857-72 d'une part et de 1872-89 d'autre part. Comme la Caisse assure à côté de risques ruraux également des risques urbains de 1872 à 1889, nous indiquons dans une première colonne l'augmentation globale en millions de couronnes et dans une seconde l'augmentation portant sur les seuls risques urbains assurés également auprès de la Caisse notamment dans les faubourgs de Copenhague.

Augmentation		Augment. totale		Non compris les risques de la banlieue de Copenhague et de Frederiksberg
1857-58	36	1872-73	29	23
1858-59	29	1873-74	47	39
1859-60	24	1874-75	71	63
1860-61	19	1875-76	70	58
1861-62	19	1876-77	59	51
1862-63	24	1877-78	42	35
1863-64	16	1878-79	33	26
1864-65	12	1879-80	35	26
1865-66	20	1880-81	38	28
1866-67	26	1881-82	48	34
1867-68	22	1882-83	37	12
1868-69	21	1883-84	43	27
1869-70	33	1884-85	55	36
1870-71	11	1885-86	50	31
1871-72	23	1886-87	42	29
		1887-88	24	30
		1888-89	26	15

Les résultats obtenus par la « Kjobstædernes » sont loin d'être aussi importants.

Tandis qu'en 1897 l'« Almindelige for Landbygninger » avait perçu 2.842.295 kr. et soldé 2.486.850 kr. d'indemnités, pendant la même année, la Société assurant dans les villes n'encaissait que 571.734 kr. de primes et versait 472.114 kr. d'indemnités.

En 1898 la « Lanbygnigernes » encaissait 1.826.715 Kr. mais soldait 2.968.564 Kr. d'indemnités, enregistrant un déficit de 73.062 Kr. La « Kjobstædernes » au contraire perçut la même année 490.487 Kr. de primes mais ne versait que 355.662 Kr. d'indemnités, réalisant un bénéfice de 141.959 Kr.

En 1899 la « Landbygnigernes » encaissait une somme de 3.274.107 Kr. de primes mais versait en indemnités 3.026.120 Kr. ; La « Kjobstædernes » prélevait le même année 525.482 Kr. mais payait 1.077.628 Kr. d'indemnités.

CHAPITRE II

ASSURANCE PUBLIQUE CONTRE L'INCENDIE EN SUÈDE

Depuis les temps les plus reculés on peut constater la préoccupation des pouvoirs publics de porter un remède, dans la mesure du possible, aux dégâts causés par l'incendie.

Elle se manifeste d'abord et dès 1347 par une loi s'étendant à toutes les campagnes du royaume punissant sévèrement les auteurs d'un incendie ou ceux qui en sont fautifs et d'autre part établissant une espèce de perception d'impôts dont le produit était consacré à indemniser les sinistrés.

Lorsqu'en 1602 sous le règne de Charles IX, on procéda à la révision des lois anciennes, celle-ci fut conservée à peu près dans sa teneur primitive telle qu'elle figurait dans le recueil des lois de Kristofers. Mais en 1642 une ordonnance royale supprimait la mendicité et les quêtes que pratiquaient les incendiés. En revanche elle procurait au sinistré des moyens de réclamer des secours lui permettant de réparer les dégâts causés par l'incendie. Une ordonnance royale du 18 juillet 1681 s'est même montrée plus large encore en prescrivant aux autorités locales saisies d'une plainte de l'intéressé de tenir la

main à ce que les secours nécessaires soient accordés aux victimes d'un incendie. Elles devaient également veiller à la réparation des dégâts. La reconstruction des immeubles détruits était effectuée aux frais de la circonscription financière connue sous le nom de *Herad*.

Une communication royale du 2 novembre 1649 va même plus loin et prescrit de compter dans l'indemnité non seulement la valeur du contenant mais encore celle du contenu tel que grains, fourrages, bétail, etc.

À côté toute une série de petites unions facultatives ayant pour but de venir en aide aux membres victimes d'un incendie, se fondaient. Dès 1688 des ordonnances royales créaient de pareilles institutions. L'ordonnance du 25 novembre 1689 établit de ces unions dans les 15 « Hérades » et suspend les effets des lettres de quêtes accordées par le roi en 1677 et 1678. Ainsi donc le gouvernement non seulement avait exhorté les habitants à former des mutuelles de secours en cas d'incendie, mais encore par l'intermédiaire de ses organes, allouait aux victimes des secours proportionnels aux dégâts constatés. Les intendants répartissaient les sommes à payer sur les diverses circonscriptions financières. Chacun selon sa richesse payait 8, 7, 6, 5 ou 4 ores (1). Lorsque les sommes perçues ainsi dans une « Herade » étaient insuffisantes, on s'adressait à plusieurs « Herades » d'une même intendance.

C'est une loi votée par le Reichstag en 1734 qui introduisit l'assurance obligatoire pour chaque « Herade ». Je lis notamment dans le chapitre 24, § 6, que sur tout le territoire les habitants d'une « Herade » devaient se réunir pour former une union sous la surveillance et la direction des autorités administratives. Celles-ci déter-

(1) 20 ores font 0,25 centimes. 1 ore a à peu près la valeur d'un pfenig allemand.

mineraient la somme qui serait perçue pour chaque nouvelle maison construite dans les différentes circonscriptions désignées sous le nom de « Hemman ». En cas d'incendie des experts fixeront le montant des dommages en indiquant tout spécialement si la maison était neuve ou vieille. Ils feront part de leurs conclusions à l'autorité administrative de l'Herade qui déterminera le montant d'impôt à réclamer à chaque « Hemmann » suivant la nature de l'immeuble et les statuts de l'union. La somme fixée par l'autorité du lieu devra être portée à la connaissance de l'autorité supérieure qui a pour mission de veiller à la remise intégrale, sans retard, à l'intéressé, de la somme qui lui a été allouée.

De cette nouvelle disposition il résulte nettement que tout habitant d'une « Herade » devait faire partie d'une union d'assurance contre l'incendie. Chaque maison sise dans cette circonscription devait être évaluée. Puis c'était d'après cette estimation qu'on fixait le montant de l'impôt du feu qu'il fallait percevoir. Cela ne dispensera pas les experts de « l'Herade » de déterminer le montant des dommages. Mais avant c'était le percepteur de l'impôt qui fixait l'importance des dégâts sans être guidé par une évaluation antérieure de l'immeuble.

En ce qui concerne le paiement des dépenses, on lit dans le § 5 de notre même chapitre que chaque « Hemman » de la « Herade » devait payer l'impôt du feu jusqu'à concurrence du **montant fixé**. Mais les demeures et les étables des **hommes libres** (1), ainsi que les presbytères qui n'étaient pas assujettis au paiement de l'impôt ne recevaient pas en cas d'incendie le produit de cette perception. Ces immeubles ne seront pas évalués plus haut que les maisons de paysans.

(1) C'étaient des hommes d'armes qui pourraient être comparés à ce que dans le droit féodal on appelait des hommes liges. Ils étaient exempts de tout impôt.

Aux termes de la loi l'indemnité devait être établie non seulement d'après les dommages causés aux immeubles proprement dits, mais encore aux immeubles par nature et par destination. Celui qui par négligence, mettait le feu, était tenu, sans toucher d'indemnité, de reconstruire ou réparer les dégâts causés par l'incendie.

Une ordonnance royale du 26 octobre est venue perfectionner les dispositions de cette loi en chargeant spécialement les autorités de veiller à ce qu'une indemnité convenable soit allouée et surtout en autorisant les unions « d'Herade » à se fédérer ou à s'unir à une Société voisine plus puissante ; d'autre part on autorise aussitôt chaque commune à avoir son union propre.

Une décision royale du 9 décembre 1766 est venue permettre aux paroisses de posséder en outre de l'union de « l'Herade » une *union paroissiale de secours en cas d'incendie*. Ceux qui étaient ainsi affiliés à cette union n'étaient pas astreints à participer aux frais causés par des indemnités accordées pour des incendies survenus en dehors des limites de la commune. Il était recommandé aux autorités de se prêter aux fédérations d'unions paroissiales. Aussi ne tarda-t-on pas à voir se former là des fédérations d'unions communales, ici des fédérations d'unions paroissiales. Mais certains juristes ayant soutenu que les termes de la loi ne dispensaient pas les membres d'une union communale de payer l'impôt du feu établi par l'administration de « l'Herade », un éclaircissement s'imposait. Aussi le 1^{er} août 1770 une interprétation royale fut publiée, aux termes de laquelle les communes avaient le droit de former des unions communales. Ce faisant elles étaient exemptes de l'impôt du feu que devaient payer les habitants d'une commune voisine faisant partie cependant de la même « Herade » mais ne possédant pas d'union commu-

nale. Bien plus d'après le grand recueil de législation du prévot Wilskmann (1), il paraîtrait qu'il se serait formé dans un certain nombre de communes plusieurs unions dans une même commune et que de telles fondations auraient été agréées par la royauté. Ces petites sociétés percevaient une cotisation permettant de venir en aide, en cas de sinistre, à ceux de leurs membres victimes d'un incendie. Ces créations auraient eu lieu pour éviter certaines estimations d'immeubles spéciales aux unions « d'Herade » ainsi que — et ceci serait plus grave — certains mauvais usages des fonds. En tout cas, de l'aveu même du prévot Wilskmann, pareilles institutions ne se seraient rencontrées que dans certaines régions. C'est que le peuple n'avait qu'une confiance limitée dans leur durée et leur résistance et préférerait une union garantie par la Caisse communale.

A cette époque on rencontrait encore sur le territoire d'autres unions facultatives embrassant plusieurs communes telles les unions paroissiales et d'autres unions englobant plusieurs « Herades ».

Par une ordonnance royale en date du 26 avril 1853, furent supprimées les dispositions édictées par la loi de 1734, relatives à l'assurance obligatoire et à l'immixtion de l'autorité administrative dans les mutuelles. En 1861 on laissa toute latitude aux mutuelles pour étendre leur sphère d'action à l'étendue de territoire qu'elles désireraient. Aussi vit-on des mutuelles embrasser toute une intendance.

Mais les mutuelles privées ne faisant qu'incidemment l'objet de nos études, revenons-en à la dernière moitié du siècle précédent. A cette époque on ne rencontre guère encore que des caisses urbaines et dans les campagnes, des Caisses d'Herade, se conformant aux dispo-

(1) Dernière partie, 1872, p. 830.

sitions législatives de 1734. Bref, les Caisses d'assurance contre l'incendie avaient toutes en général une sphère d'application très restreinte.

Enfin les pouvoirs publics songèrent à instituer une Caisse d'assurance s'étendant à tout le royaume, et s'appliquant tant aux villes qu'aux campagnes, mais ne devant pratiquer que l'assurance immobilière. Ce projet fut conçu sous le règne de Gustave III, et contresigné par l'éminent ministre des finances Jean Liljencrantz le 15 avril 1782. On présentait comme objection à ce projet qu'il existait déjà dans Stockholm et la plupart des grandes villes du royaume, des comptoirs d'assurance contre l'incendie, ainsi que dans les campagnes des Unions percevant des cotisations permettant de venir en aide aux incendiés.

Il fut décidé que, sans porter préjudice à ces institutions locales, il serait fondé une vaste Caisse d'assurance contre l'incendie qui, à la différence des comptoirs d'assurance existants, embrasserait tout le territoire du royaume sous le nom de « *Fonds commun d'assurance contre l'incendie* ». Tout en reconnaissant le bien fondé de cette institution, il faut cependant avouer qu'une faute fut commise. Elle consistait à chercher à rendre la nouvelle Caisse prospère en faisant du tort aux Sociétés locales sans distinction.

Le règlement rédigé déclarait, dans son premier paragraphe, que les immeubles en pierre ou en bois, privés ou publics, situés dans les villes ou les campagnes, servant à l'habitation ou à l'exploitation d'une industrie ou d'un travail manuel, les églises, académies, magasins, etc., pouvaient être assurés à la Caisse.

On ne tarda pas également à accepter les immeubles par nature ou par destination, en excluant toutefois les objets mobiliers déjà assurés à d'autres Sociétés. Quant aux immeubles situés dans de grandes villes où

existaient déjà des Unions jouissant d'un privilège tel que le comptoir de Stockholm, ils ne pourraient désormais plus être assurés par ces dernières. Une décision semblable fut prise à l'égard des Unions des campagnes. Sur la demande des intéressés, une estimation des propriétés devait être effectuée.

La direction de la Caisse se composait de 8 membres, dont la moitié comprenait des fonctionnaires nommés par le roi, et l'autre moitié des députés élus pour 3 ans par les assurés. La Caisse avait son siège à Stockholm.

Les assurés étaient tenus de payer des primes variant d'après la construction de l'immeuble assuré. Pour une maison montée en pierre on percevait 1/2 %, en lattes de bois recouvertes de plâtre 3/4 %, en bois 1 %. Mais cette prime n'était perçue, pour un même immeuble, que pendant 15 ans.

En 1804, la ville de Goteberg ayant été désolée par un grand incendie ainsi que la ville de Uddevalla en 1806, le fonds de réserve s'était abaissé de 400.000 Thl. suédois (soit environ 824.000 fr.) à 124.000 Thl. suédois (soit 255.400 fr.). Pendant ces années la Caisse a été obligée de payer 6.141.600 Thl. suédois, soit environ plus de 12.780.850 fr. Les indemnités allouées étaient ainsi distribuées par an : pour les villes 457.762 Thl. suédois et 36.557 Thl. pour les campagnes.

Cette statistique montrait très nettement la différence existant entre les risques ruraux et urbains. Aussi en 1808 on sépara le fonds urbain du fonds rural. Mais il n'y eut qu'une seule administration. Le fonds rural continua à prospérer et ne subit de changements que dans son administration. Il forma une Caisse spéciale ayant sa direction propre sous le nom de *Institution d'assurance immobilière contre les risques ruraux*. Au contraire le fonds urbain continua à subsister mais non sans avoir à surmonter bien des difficultés. Les primes étaient

réclamées pour chaque immeuble pendant 16 ans. Les grands incendies qui éclatèrent dans la suite et notamment celui de Goteborg, rendirent la situation de cette Caisse plus pénible encore. Si bien qu'en 1814 la perception de primes extraordinaires fut rendue indispensable. La Caisse dans la suite a connu des années plus heureuses. Notamment en 1821 le patrimoine de la Caisse s'élevait à 1.262.927 Thl. suédois pour un capital assuré de 15.872.654 Thl., soit 8 % du montant des valeurs assurées. Depuis 1808, date de la séparation des fonds, la Caisse avait payé en indemnités 864.259 Thl. suédois, ou environ 1.814.943 francs.

Malheureusement ce succès fut éphémère. Dès la fin de 1821 un grand incendie frappe à nouveau la ville de Goteborg. En 1822 de grands incendies ayant également désolé les villes de Uleaborg et Norrköping, la nécessité de recourir à une prime extraordinaire se fit encore sentir. Pendant les années suivantes les incendies des villes de Marstrand, Norrköping et Borås entraînèrent pour le Fonds urbain en indemnités une dépense de 1.289.581 Thl. suédois, (c. a. d. plus du double de cette somme en francs, un Thl. suédois valant environ 2 francs). La Direction décida donc le 3 septembre 1827, de percevoir une nouvelle prime extraordinaire pour faire face aux dépenses. A peine cette décision venait-elle d'être connue, que le 4 septembre, 147 immeubles d'Abo brûlaient, et les 5 et 6 septembre à Uddevalla, 5 propriétaires eurent leurs biens endommagés par l'incendie. Dans le premier cas, une somme de 240.000 Thl. suédois fut versée, dans le deuxième, environ 5.000 Thl. suédois. Aussi la prime extraordinaire fixée fut tout à fait insuffisante. Avec l'approbation du roi, le 3 décembre 1827, les associés furent convoqués à une assemblée. La Direction leur demanda d'adopter la fixation d'une prime supplémentaire s'élevant pour

une maison en pierre à 2 fois, en lattes recouvertes de mortier, à 3 fois, et enfin pour une maison en bois, 4 fois la prime antérieurement fixée. D'autre part le conseil de direction proposait de porter de 16 à 20 ans le temps pendant lequel les assurés seraient obligés de payer la prime pour un même immeuble. On accorderait cependant, pour les 4 dernières années, un dégrèvement partiel aux intéressés. Ils ne paieraient, pour un immeuble en pierre, que la moitié de la prime réclamée pendant les 16 années antérieures, que les $\frac{3}{4}$ pour une maison montée en lattes recouvertes, et la prime intégrale ne serait due, pour ces dernières années, que par les propriétaires de bâtiments en bois. Cette combinaison permettrait d'encaisser un supplément de recettes de 640.000 Thl. suédois. Il fut également proposé que dans les nouvelles polices, le temps pendant lequel les primes seraient dues serait de 24 ans. Ces projets ne furent pas acceptés des assurés qui craignaient pour l'avenir du Fonds. Les indemnités ne furent que partiellement payées et plusieurs assurés demandèrent à se retirer de la Caisse. D'autre part on contestait à la Direction le droit de percevoir des primes extraordinaires.

On songea à créer une nouvelle institution d'assurance. Ce projet fut pris en considération par les Pouvoirs publics qui nommèrent un comité pour étudier la question. On fit circuler des listes et il fut déclaré que lorsqu'on aurait recueilli 10 millions d'adhésions, répartis sur 40 villes, la nouvelle institution serait constituée et serait dotée d'un règlement rédigé par la Royauté.

Mais le Comité fit remarquer à la Royauté qu'un total de 10 millions d'adhésions était difficile à réunir car il existait déjà une union formée entre les villes Skanaïses. Il demandait donc que la Société fût créée avant qu'un pareil

nombre d'adhésions fût atteint. Ceci fut accordé par une lettre royale du 20 février 1828.

Prenant acte de cette autorisation, le 28 avril 1828, la Société se déclara constituée. Elle assurait pour 8.689.796 Thl. suédois de valeurs. 109.165 Thl. suédois avaient été encaissés à titre de droits d'entrée. Un nouveau Comité fut nommé pour procéder à la rédaction d'un règlement qui reçut le 30 juin 1828 l'approbation royale. Le 9 juillet le nouveau conseil de direction se réunit pour la première fois. Il comprenait trois membres dont un nommé par le roi et les autres par les assurés. La direction a son siège à Stockholm.

En 1834 la ville de Goteborg fut mise en dehors de la sphère d'application de la Caisse. Mais en 1840 les propriétaires de cette ville furent à nouveau autorisés à s'adresser à la caisse pour assurer leurs maisons. Et en 1842 on conféra le même droit aux petites villes si elles étaient soumises aux règlements relatifs à la construction et à l'incendie applicables aux grandes villes. Il faut encore mentionner plusieurs modifications relatives aux tarifs diminuant les primes réclamées pour les bâtiments en pierre et ceux montés en poutres de bois recouvertes de mortier ; des dispositions autorisant les créanciers hypothécaires à réclamer que le paiement de l'indemnité fût effectué entre leurs mains.

En 1825 il fut décidé que les inspecteurs d'incendie des villes seraient nommés à la majorité des voix des assurés. Possédait le droit de vote tout associé ayant assuré auprès de la Société une valeur de 600 Kr. et ayant payé un droit d'entrée de 10 Kr. Plus tard le règlement de 1828 fut l'objet de deux revisions. La dernière fut provoquée après l'incendie de Karlstadt qui coûta à la Caisse 2 millions de Kr.

En 1869 on eut à déplorer un nouveau grand incendie à Gefle. La Caisse fut obligée de verser en indemnités

3.619.445 Kr. ou les 2 1/2 % du capital assuré. Il fut alors décidé qu'on ne constituerait pas un fonds de réserve destiné à parer aux dépenses entraînées par ces grands incendies, mais que lorsqu'ils se présenteraient, on percevrait des primes extraordinaires. Remarquons en passant, combien cette disposition était fâcheuse. Plus que toute autre cette Société avait besoin d'un solide fonds de réserve car son portefeuille comprenait une grande quantité de mauvais risques.

On peut reprocher la même faute au Comptoir d'assurance contre l'incendie de la ville de Stockholm. Cette parenthèse fermée, revenons aux combinaisons adoptées après le grand incendie de 1869.

Un comité fut nommé avec mission de préparer un nouveau règlement. Il fut approuvé par le gouvernement le 27 septembre 1872. Les perfectionnements introduits portent spécialement sur les dispositions réglant les primes à payer. Notamment il est déclaré qu'un fonds de réserve peut être constitué pourvu que sa fondation n'entraîne pas pour l'assuré un sacrifice trop brusque et trop lourd.

Tout d'abord on ne perçut pas d'autres sommes que les droits d'entrée établis pour les années précédentes. Une communication royale du 8 septembre 1876, ainsi que l'ordonnance royale de 1878 modifièrent le règlement de 1872. Les changements introduits ont surtout porté sur la tarification et la classification. La sphère d'action de la Caisse est étendue et s'applique désormais aux immeubles par nature sans comprendre toutefois les machines et ustensiles.

Les immeubles étaient divisés en 4 classes : les maisons montées en pierre, celles construites en évier, en mortier, enfin celles bâties en lattes de bois recouvertes. Les droits, dits d'entrée, sont fixés d'après la nature des

constructions et la situation des immeubles de 10 ores % Kr. à 1,68 Kr. % de capital assuré.

Les immeubles ayant des installations dangereuses au point de vue de l'incendie, tels que théâtres et fabriques, supporteront une augmentation de droits d'entrée allant de 50 jusqu'à 500 %.

Occupons-nous maintenant des primes proprement dites perçues et insistons un peu sur les droits d'entrée. Ceux-ci sont répartis sur trois ans, mais il est loisible à l'assuré de les payer en une fois. Dans ce cas on lui fait remise d'un escompte de 5 % sur les deux derniers tiers.

La prime, qui après quatre ans, tant que dure l'assurance, est abaissée au cinquième du montant des droits d'entrée est payable au 15 octobre. Les droits d'entrée au contraire sont perçus au début de l'année.

Quant aux primes extraordinaires, elles seront perçues dans certains cas d'après le montant des droits d'entrée. On pourra recourir à cette mesure lorsque les recettes ordinaires de la Caisse ne permettront pas le paiement intégral des indemnités dues. Mais afin de pouvoir, malgré tout, procéder au versement immédiat des indemnités, la Caisse empruntera la somme au bénéficiaire en lui remettant des obligations sur la Caisse, rapportant un intérêt pouvant aller jusqu'à 6 %, mais remboursables aussitôt que le montant des suppléments de primes sera venu alimenter la Caisse. Lorsque les ressources de la Caisse tombent au-dessous du montant des recettes d'un semestre, on pourra également faire appel à cette perception supplémentaire. Elle pourra s'élever jusqu'à un chiffre égal aux droits d'entrée d'un semestre, d'une année et même de plusieurs années. Notons cependant qu'on ne peut pas réclamer de prime extraordinaire à celui qui, pendant les trois années, paye des droits d'entrée.

Ces renseignements suffisent à donner une idée complète de l'organisation de la Caisse des risques urbains, actuellement dénommée la *Stædernas allmänna brandstodsbolag*. La direction se trouve toujours à Stockholm et se compose d'un président nommé par le roi et de deux assesseurs choisis dans l'assemblée pendant la session qui se termine en juin. A côté de la direction centrale on rencontre dans chaque ville un inspecteur et un comité d'assurance comprenant des députés élus par les intéressés de la ville.

Revenons maintenant au fonds rural dont nous avons interrompu l'histoire à 1828, lors de la séparation complète du fonds urbain.

En même temps que le fonds rural, le fonds urbain fut réorganisé et doté d'un règlement nouveau le 23 décembre 1828. Désormais il fut désigné sous le nom de *Almänna Brandförsäkringsverket för Byggnater à Landet* ou Caisse commune d'assurance immobilière contre l'incendie pour les campagnes. A l'inverse de la Caisse que nous venons d'étudier, l'histoire de cette institution ne présente jamais de moments critiques comme ceux que nous avons relevés précédemment. Par contre cette institution n'a jamais atteint le développement auquel pouvait prétendre une grande Caisse s'étendant à tout le royaume. Il faut en chercher la raison capitale dans l'attrait qu'exerçaient sur les paysans les Caisses mutuelles d'intendance et de « Herade » et autres mutuelles locales. Leur assurance passait pour moins coûteuse. Le fait était exact pour certaines années heureuses pendant lesquelles les incendies étaient peu nombreux et peu importants. Pour ces années les cotisations réclamées étaient moins élevées que les primes perçues par la Caisse d'Etat. Mais d'autre part pour telles autres périodes c'est l'inverse qui se produisait. Enfin ces mutuelles demandaient, tant qu'on restait

membre de la Société, une cotisation, tandis qu'après 24 ans de paiement de prime régulière, la Caisse d'Etat ne réclamait plus aucune prime.

La préférence des paysans pour les mutuelles locales s'explique encore par ce fait que tandis que la Caisse d'Etat n'assurait que contre les risques immobiliers, les mutuelles au contraire acceptaient les risques mobiliers et immobiliers. Le paysan pouvait ainsi à une même institution assurer toute sa fortune.

Enfin il va de soi que le développement sans cesse croissant des Compagnies par actions était pour beaucoup dans la modicité du chiffre d'affaires fait par notre Caisse.

L'institution est actuellement régie par le règlement du 4 octobre 1870 modifié par l'édit royal du 12 juillet 1870.

Voici dans ses grands traits l'organisation et le fonctionnement de cette institution. Elle assure les immeubles appartenant à un même propriétaire jusqu'à concurrence d'un maximum de 100.000 Kr. qui est abaissé à 50.000 Kr. lorsque les bâtiments assurés sont particulièrement exposés à l'incendie. Bien plus une maison en bois ou un risque aussi mauvais ne peut pas être assuré pour plus de 20.000 Kr., c'est la limite extrême au-dessus de laquelle on ne peut s'élever.

Les immeubles sont divisés en cinq classes. Dans les deux premières on range les maisons construites en pierre ; à la 3^e appartiendront les bâtiments montés en pierres moins résistantes telles que briques et pierres d'évier, mais dont les murs ne contiennent pas de bois ; la 4^e classe comprend les maisons construites en lattes de bois recouvertes de mortier.

N'ont-elles pas cet enduit, elles seront comprises dans la 5^e classe.

La prime à payer pendant les 24 ans pour un immeu-

ble déterminé est de 1.20, 1.50, 1.90, 2.40 et 3.50 ‰ suivant la classe dans laquelle le bâtiment est rangé. Si ces constructions sont recouvertes de toitures inflammables, la prime réclamée sera élevée pour les maisons appartenant à la 2^e et aux classes suivantes ainsi qu'il suit : 3, 3.40, 3.90 et 5 Kr. ‰ suivant la classe. Bien plus lorsque l'immeuble ne se trouve distant d'une installation dangereuse au point de vue de l'incendie que de 200 pieds, les primes de ce chef sont encore augmentées et atteignent les proportions suivantes ; pour les maisons possédant une toiture ne risquant pas d'être la proie des flammes, 1.40, 1.70, 2.20, 2.70 et 4 Kr. ‰ suivant la classe, et 3.20, 3.70, 4.20 et 5.50 ‰ en cas contraire. Enfin il peut se présenter encore un cas entraînant une majoration des primes ordinaires pouvant aller de 25 ‰ à 100 ‰ en tablant sur la prime afférente à la 5^e classe. Ceci se produira pour les immeubles servant à l'exploitation d'une industrie présentant de grands risques d'incendie.

Le fonds de réserve ne doit jamais tomber en dessous de 2 ‰ du capital effectivement (1) assuré par la Caisse. Sinon pour y parer on devrait aussitôt percevoir un supplément de prime égal à 5 ‰ du total des primes encaissées.

Par contre lorsque le fonds de réserve s'élève au-dessus de 10 ‰ du capital effectivement assuré, les intéressés pourront se prononcer sur l'emploi à faire de cet excédent.

Pour terminer avec l'organisation de cette institution, disons que la Direction a son siège à Stockholm et comprend quatre membres dont le président est nommé

(1) On se rappelle que la Caisse n'assure les divers immeubles que jusqu'à concurrence d'un certain maximum. Voilà pourquoi nous disons *effectivement*.

par le gouvernement. Les assesseurs sont élus par voie de cooptation parmi les membres de l'assemblée à la session de mai. Enfin l'intendant, choisi parmi les gens de la partie, est chargé d'expédier les affaires de la Société exigeant des connaissances spéciales (1).

Assurance mobilière.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, les mutuelles des campagnes assuraient déjà la fortune globale des paysans comprenant les meubles et immeubles, lorsqu'en 1842 se fonda la Société de Stockholm assurant les risques mobiliers situés dans la capitale.

Quelques années plus tard l'Etat suivit cet exemple et créa une troisième Caisse générale s'étendant à tout le royaume. C'est en 1842 que cette institution d'assurance mobilière pour les villes vit le jour. Le 30 août de la même année fut publié le règlement qui en devait régler l'organisation et le fonctionnement. Elle fut désignée sous le nom de « *Stadernas bolag till forsakring of loseghedom* ». La direction siège à Yonkoping. Elle est formée de cinq membres choisis pour trois ans dans l'assemblée générale. Il existe en outre pour chaque ville un agent spécial nommé par les intéressés de la ville et parmi les habitants de la ville. Cet élu est chargé de faire les évaluations et les recherches qui s'imposent.

Les droits d'entrée et les primes annuelles réclamées aux propriétaires sont pour les meubles renfermés dans des immeubles de la 1^{re} classe de 1,25 Kr., de la

(1) La Caisse en dehors de l'exploitation de l'assurance consent des prêts hypothécaires gagés sur les immeubles assurés auprès de l'institution.

2^{me} classe de 2 Kr., de la 3^{me} classe de 2,50 Kr., de la 4^{me} classe de 4 couronnes. Une prime supplémentaire sera perçue pour le matériel des fabriques et les machines. D'autre part, la Caisse n'accepte pas d'assurer des meubles situés dans un bâtiment couvert en paille ou qui ne serait pas conforme aux prescriptions de police relatives à l'incendie. Sauf ce cas tous les meubles sont assurés à la Caisse. Pour faciliter ces assurances l'année qui part du 1^{er} octobre au 30 septembre est divisée en deux portions. Lorsqu'on assure un immeuble dans la dernière portion, on ne réclamera que la moitié de la prime annuelle fixée pour la première année si on prend l'engagement de maintenir son assurance pour l'année suivante. La Société d'autre part n'assure que jusqu'à concurrence d'un taux maximum dans chaque maison. Ce maximum varie avec les classes. Il est de 30.000 Kr. pour les meubles situés dans des maisons appartenant à la 4^{me} classe, de 40.000 Kr. pour ceux situés dans les immeubles rangés dans la 3^{me} classe et ainsi de suite de 60.000 Kr. et 80.000 Kr. Ce maximum s'élève à 100.000 Kr. pour les marchandises placées sous des voûtes montées en matériaux difficilement inflammables et où il n'y a pas de cheminée.

Le dernier règlement de la Société date du 4 juin 1869. L'édit royal du 28 juillet 1871 y apporta différentes modifications (1).

(1) On trouvera des renseignements intéressants relatifs à l'histoire, à l'organisation et à l'étendue des Caisses publiques suédoises dans le « Administrativ och Statistick Handbök » de 1864. On lira également avec profit les articles contenus dans les nos 41 et 24 du « Journal allemand des assurances » (année 1864), intitulés « L'assurance par l'Etat en Suède ». Nous ne saurions trop conseiller enfin la lecture du très intéressant rapport historique de Saimdahl.

Le *Comptoir d'assurance contre l'incendie de la ville de Stockholm* existant depuis 1746 et régi par le règlement du 10 décembre 1807 n'est pas à vrai dire une Caisse publique. C'est plutôt une institution ayant une grande ressemblance avec les anciennes gildes du feu du moyen âge. La direction est constituée par une réunion de 100 hommes, dont 25 pour chaque ordre, c'est-à-dire 25 chevaliers, 25 nobles, 25 roturiers, 25 artisans ou employés. Ceux-ci nomment une commission de 8 membres, à savoir deux pour chaque classe comme la Caisse d'assurance rurale d'Etat. Notre mutuelle urbaine consent également des prêts hypothécaires gagés sur les immeubles assurés à la Société.

Nous devons encore citer pour la ville de Stockholm, une autre union exploitant l'assurance mobilière. Elle date de 1843 et fut dotée d'un règlement la même année. Malgré bien des modifications subies, il reste toujours en vigueur. Les intérêts de l'union sont administrés par des membres nommés *ad hoc* par voie de cooptation dans l'assemblée générale annuelle. Un député sur 60 est choisi pour former la direction supérieure. Enfin cinq membres nommés par les députés constituent le comité exécutif.

La Société assurant les immeubles dans les campagnes a assuré en 1863 un capital de 21.342.730 Thl. et possédait un fonds de réserve de 1.634.276 Thl. destiné non seulement à parer aux trop grands aléas mais encore ayant pour but de dispenser les intéressés du paiement de primes après un certain temps fixé à 10 ans. L'union exploitant l'assurance mobilière assurait pour 23.310.077 Thl. à la fin de 1862.

En 1873, la Société de la ville de Stockholm et les deux autres Sociétés publiques avaient assuré ensemble environ 550 millions de francs.

Pour les années 1870 et 1871, le capital assuré s'était

abaissé pour la *Stadernas allmänna brandstodsbolag* ou Société générale assurant contre les risques urbains de 54.790.675 Thl. à 54.505.435 Thl. En 1863 il atteignait 46.612.385 Thl. Les indemnités versées en 1870 s'élevaient à 123.982 Thl. et à 325.848 Thl. en 1871. Elle supportait encore le poids d'une dette de 229.505 Thl. qui avait été dans les années antérieures de 1.115.000 Thl. L'excédent de recettes ne fut en 1871 que de 416.851 Thl. tandis qu'il était à la fin de 1863 de 416.897 Thl.

En 1872, les statuts de la Société furent l'objet d'une revision qui porta principalement sur la classification des risques. Celle-ci fut entièrement modifiée ainsi que le tarif des primes. A ce point de vue notamment on diminua la prime que devaient payer les propriétaires d'immeubles dont la construction n'offrait guère de chance d'incendie, ce que les Allemands appellent un immeuble massif (*massive gebäude*).

La Caisse assurant les campagnes le 31 octobre 1875, couvrait un capital qui s'élevait à 63.734.646 Kr. et à 65.061.803 Kr. au 31 octobre 1876. Dans cette gestion 1875-76, les recettes se sont élevées à 431.104 Kr. et les dépenses à 124.465 Kr. dont 28.919 Kr. seulement ont été affectés au paiement des indemnités dues.

Tout le surplus, soit 306.639 Kr. alla grossir le fonds de réserve qui s'élève de 5.391.094 Kr., chiffre de 1875, à 5.697.734 Kr. au 31 octobre 1876, soit environ 8,76 % du montant du capital assuré.

Voici maintenant les résultats obtenus par l'assurance contre les risques urbains, la « *Stadernas allmänna brandstodsbolag* ».

A la fin de 1875 le capital assuré s'élevait à 166 millions 1/2 de Kr., soit une augmentation sur 1874 de 11 millions de Kr. Les recettes perçues en 1875 furent de 626.640 Kr., les dépenses de 368.617 Kr., dont 313.854 Kr. ont été consacrées à payer des indemnités.

L'excédent de recettes pour 1875, soit 258.022 Kr., a alimenté l'actif de la Caisse qui s'élevait alors à 2.329.519 Kr.

En 1876, un capital de 9.366.640 Kr. a été nouvellement assuré à la Caisse. Son capital total s'élevait donc alors à 172.925.990 Kr., déduction faite des sorties ou du déperissement. Mais la Caisse paya en indemnités 1.492.199 Kr. Cette forte somme s'explique par le règlement des indemnités accordées par suite des incendies des villes de Soderhamm et Stromstad. Après ces sinistres le conseil d'administration décida en 1870 de prendre également en considération, pour la fixation de la prime à réclamer, la hauteur des immeubles à assurer.

Reste à fournir les résultats obtenus par la Caisse pratiquant l'assurance mobilière dans les villes, la « *Stadernas bolag till forsakring of losegendorn.* » Elle assurait au 30 septembre 1874, 57.145.160 Kr., en 1876 le capital est de 73.532.260 Kr. Les grands et nombreux incendies qui désolèrent les villes de Soderhamm et Stromstad en 1875, coûtèrent à la Caisse 427.487 Kr. Les frais d'administration se sont élevés à 51.176 Kr.

Quant à la Caisse exploitant les risques ruraux et limitant sa sphère d'action au territoire de Jonkoping, la « *Jonkopingslans allmanna brand sordsbolag* », fondée en 1849, elle assurait au 31 mars 1877, un capital de 43.624.390 Kr. et le nombre des polices s'élevait à 17.080, tandis qu'il n'était que de 16.093 l'année précédente, représentant un capital de 40.100.430 Kr. Pour la la gestion 1876-77, pour 70 incendies survenus, la Caisse a payé 36.354 Kr., et en frais d'administration 6.147 Kr. Pour faire face à ses dépenses elle n'a prélevé qu'une prime de 1 $\frac{0}{100}$.

En 1878 le capital assuré par l'ensemble des institutions d'assurance opérant en Suède, peut être évalué à environ 3.500 millions de Kr., sur lesquels les Compa-

guies par actions assuraient à la fin de 1878 environ 820 millions. Les Sociétés mutuelles — qui depuis 1865 ont beaucoup augmenté en nombre et en importance — ont eu une prospérité spéciale en 1878. Les valeurs assurées ont augmenté de près de 600 millions de Kr. Le capital assuré par toutes ces Mutuelles, soit féodales, soit d'Hérade, soit urbaines, etc., peut être évalué à 2.700 millions de Kr.

La « Allmänna Brandforsokringsverket for byggnader a landet » n'assurait que 66.404.704 Kr. La « *Stadernas allmänna brandstodsbolag* » assurait 194.437.230 Kr. et la « *Stadernas bolag till forsakring of loseghedom* » 82.653.270 Kr.

La modicité de ces sommes s'explique, comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, par la multitude de Mutuelles de toutes espèces et d'importance différente, situées dans les campagnes. Ces Sociétés beaucoup plus anciennes ont conservé toute leur clientèle qui, soit par routine, soit par tradition, n'a pas voulu désertier les anciennes Mutuelles. Il faut également ajouter que ces Mutuelles sont bon marché et en général administrées avec prévoyance. Malgré tout — comme il appert de nos développements antérieurs — les Caisses publiques, tout compte fait, ne sont pas plus chères que les Mutuelles et par contre présentent plus de garantie. En 1878 la Caisse assurant contre les risques ruraux avait un fonds de réserve s'élevant à 6.128.689 kr. et celui de la Caisse générale exploitant les risques urbains était de 1.331.963 Kr.

En 1880, la Caisse d'assurance immobilière pour les campagnes a perçu en primes 157.547 Kr., et 106.295 Kr. ont été versés en indemnités ; les frais d'administration proprement dits se sont élevés à 13.799 Kr. L'excédent de recettes fut de 152.181 Kr. qui allèrent alimenter le fonds de réserve et le portèrent à 6.431.017 Kr. dont

1.562.248 Kr. ont été distribuées aux assurés sous forme de remboursement partiel de primes. A la fin d'octobre 1880, le capital assuré s'élevait à 67.803.772 Kr., ce qui fait une augmentation de plus d'un million en moins de deux ans.

Quant aux résultats de la Caisse assurant contre les risques immobiliers dans les villes, ils sont plus satisfaisants encore. Rien que dans l'exercice 1880-81, le capital assuré s'est augmenté de 8 millions de Kr. Aussi la somme totale des valeurs assurées dépasse 200 millions de Kr., et le fonds de réserve s'élève de 1.491.792 Kr. à 1.566.687 Kr. La Caisse cependant a versé en indemnités 281.171 Kr. soit 1,01 ‰ du capital assuré, tandis que pour la période 1830-1840, la moyenne était de 1,38 ‰. Pour la période 1870-1880, cette moyenne tombe à 0,85 ‰, soit une diminution de près de 0,40 ‰ sur la période antérieure 1860-1870. Si l'on envisage les cinquante années allant de 1830-1880, grâce à l'amélioration du service d'incendie largement doté par les Caisses publiques et aussi en raison de la transformation qui s'est produite dans les constructions par suite des encouragements donnés, la moyenne du montant des dommages n'est plus que 1,05 ‰ du capital assuré.

Pour ne plus revenir sur la « Stadernas Allmänna Brandstodsbolag » assurant contre l'incendie les biens immeubles dans les villes et autres localités de la Suède ayant des règlements relatifs à la construction des maisons et à la police de l'incendie, terminons par quelques renseignements sur la situation actuelle de la Caisse.

Elle indemnise pour les dégâts causés aux immeubles assurés par l'incendie, la foudre ou l'explosion.

Tandis que, d'après les premiers règlements, il fallait payer un droit d'entrée pendant 3 ans et une prime extraordinaire au besoin, désormais, conformément au

règlement actuellement en vigueur et sanctionné en 1898, l'assuré ne paye plus aucun droit d'entrée. La prime ordinaire annuelle est déterminée d'après des tarifs fixés soit par l'assemblée des membres de la Caisse (1), soit par la direction toujours sise à Stockholm et composée d'un directeur en chef et de 4 assesseurs nommés par l'assemblée ordinaire. Des tarifs étaient établis pour chaque ville en prenant en considération la nature des constructions et le degré de perfectionnement du service d'incendie de la localité.

Les amendements adoptés par l'assemblée des membres n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par l'assemblée suivante. Enfin la sanction du gouvernement du roi est indispensable.

Comme nous le savons, l'organe central d'administration est représenté par une direction et une assemblée ordinaire siégeant à Stockholm. A côté nous trouvons des organes locaux. Ce sont des *comités communaux* qui veillent aux intérêts de la Caisse dans les communes. Le comité comprend un agent élu par la Caisse qui la représente et remplit les fonctions de secrétaire du comité. Les autres membres sont élus par les municipalités intéressées.

Comme depuis la fondation de la Caisse, ce comité est toujours chargé de fixer la valeur de la propriété qu'on désire assurer avant que la Caisse accepte le risque. En cas d'incendie le montant des sinistres est calculé d'après cette valeur déterminée avant l'événement.

Conformément au dernier règlement, l'assuré ne peut se retirer de la Caisse que s'il démontre que l'immeuble assuré était vierge d'hypothèque ou qu'il apporte l'auto-

(1) Dès la formation de la Caisse, les personnes dont les immeubles étaient assurés pour toujours jusqu'à l'annulation de la police étaient membres de la Caisse et le règlement leur conférait le droit de décider sur les affaires concernant la Caisse.

risation de tous les créanciers hypothécaires d'annuler la police. Sans qu'il soit besoin d'insister, on comprend aisément combien cette mesure était de nature à augmenter le crédit des assurés désirant obtenir des prêts hypothécaires. Au début ces comités étaient en outre chargés de contrôler, pour le compte de la Caisse, les mesures prises par les différentes communes pour préserver leurs habitants de l'incendie. Dans la suite l'assemblée de la Caisse élit, pour remplir cette mission, des députés particuliers qui de temps en temps faisaient l'inspection des services d'incendie dans les communes. A présent ce contrôle appartient à des inspecteurs spéciaux qui sont des employés de la Caisse. Si ces inspections prouvent que le service d'incendie laisse à désirer dans telle ou telle commune, la direction a le droit, conformément aux dispositions du règlement, de prier les municipalités intéressées d'y remédier.

Les résultats obtenus par ces tournées d'inspections ont été des plus satisfaisants. Notamment dans les dix dernières années, dans la plupart des 94 villes et communes où la Caisse couvre des risques, les municipalités sur la proposition de la direction ont apporté une série de perfectionnements au service-incendie. Elles ont établi des canalisations d'eau, des bouches d'incendie des corps de pompiers bien exercés et rétribués. Elles ont institué des avertisseurs télégraphiques. Elles ont fait des acquisitions de pompes à vapeur. Bref elles ont pris toutes les mesures nécessaires pour se préserver contre les grands incendies. En échange, conformément à ce que nous avons expliqué antérieurement, elles obtenaient pour leurs administrés des réductions de primes.

Les résultats obtenus par la Caisse en ce qui concerne la transformation des maisons en bois, en maisons en pierre ou tout au moins recouvertes de mortier et

autres enduits calcaires, sont aussi satisfaisants. Pour s'en convaincre, qu'il nous soit permis d'extraire une phrase des renseignements que la direction a eu l'amabilité de nous fournir :

« Un trait caractéristique de la Caisse est que : tandis que les bâtiments assurés auprès de la Caisse étaient jadis presque exclusivement des maisons en bois, des maisons en pierre sont assurées de plus en plus par la Caisse. A la fin de l'année 1899, le montant des valeurs représentant des maisons en pierre l'emportait sur celui des valeurs représentant des immeubles en bois non revêtus d'environ 9 millions de couronnes. »

Cela ne veut pas dire que la Caisse néglige d'assurer les petits risques, mais dénote une transformation heureuse dans le bâtiment, hâtée et encouragée par les agissements de la Caisse. Le portefeuille de la Caisse comprend encore beaucoup de risques dangereux, qui, depuis le dernier règlement, doivent être réassurés.

Terminons enfin notre étude sur la Caisse d'assurance immobilière pour les villes par quelques renseignements statistiques sur les résultats obtenus par la Caisse dans ces dernières années, sans craindre de jeter un coup d'œil rétrospectif permettant de suivre rapidement le développement de la Caisse.

En 1837 les sommes assurées étaient de 28.700.000 Kr. et le patrimoine de 560.000 Kr.

En 1847 les sommes assurées étaient de 43.700.000 Kr. et le patrimoine de 830.000 Kr.

En 1857 les sommes assurées étaient de 77.100.000 Kr. et le patrimoine de 1.420.000 Kr.

En 1867 les sommes assurées étaient de 141.300.000 Kr. et le patrimoine de 1.880.000 Kr.

En 1877 les sommes assurées étaient de 184.000.000 Kr. et le patrimoine de 1.320.000 Kr.

En 1887 les sommes assurées étaient de 264.800.000 Kr. et le patrimoine de 2.500.000 Kr.

En 1897 les sommes assurées étaient de 281.500.000 Kr. et le patrimoine de 3.400.000 Kr.

En 1898 les sommes assurées étaient de 291.600.000 Kr. et le patrimoine de 3.890.000 Kr.

En 1899 les sommes assurées étaient de 331.000.000 Kr. et le patrimoine de 4.500.000 Kr.

Terminons en remarquant que 1/9 seulement du portefeuille est réassuré à des Sociétés privées danoises et allemandes.

Ces chiffres sont assez éloquents par eux-mêmes. pour dispenser de tout commentaire.

Passons donc de suite à la Caisse d'assurance immobilière s'occupant des campagnes dont nous avons abandonné l'étude à 1881.

La Caisse est actuellement régie par le règlement du 8 mars 1889 successivement modifié par les décisions royales du 16 octobre 1891 et du 9 décembre 1896.

L'*Allmänna Brandförsäkringsverket för byggnader a landet* assurait en 1881 un capital de 68.378.093 Kr. et possédait un fonds de réserve de 6.606.840 Kr.

En 1885 le capital s'élève à 71.301.798 Kr. et atteint par une progression successive en 1890 la somme de 84.046.518 Kr. Le patrimoine de la Caisse s'élevait à 8.010.347 Kr.

Mais 48,61 % du fonds de réserve, soit 2.620.081 Kr. furent restituées aux assurés. Aussi le fonds de réserve n'était plus, après cette distribution que de 5.390.266 Kr.

De 1889 à 1900 le capital assuré s'est accru en moyenne de 4.605.893 Kr. par an et atteint à la fin de 1899 le total de 125.412.129 Kr. Le % des indemnités payées par rapport au montant des valeurs assurées fut successivement de 0.077, 0.137, 0.139, 0.194, 0.178, 0.083, 0.124, 0.117, 0.108, 0.132, et la moyenne décennale des indem-

nités payées annuellement par la Caisse peut être fixée à 134.595 Kr. ou 0,129 % du total des risques assurés.

L'actif net de la Caisse s'élevait au 31 décembre 1898 à 10.072.297 Kr., mais conformément au § 8 des statuts 50 % du montant du fonds de réserve ayant été distribués aux assurés, le fonds de réserve n'atteignait plus que 6.644.470 Kr. A la fin de 1899 l'actif s'élevait à 10.455.715 Kr. 6.837.056 Kr. furent versés au fonds de réserve et une somme égale à la moitié du montant du fonds de réserve fut mise en distribution, soit 3.418.528 Kr.

Reste à dire un mot en terminant de la *Stadernas bolags till brandförsäkring of lösegendom* fondée en 1842 par les pouvoirs publics, mais ayant joui dès son origine d'une certaine autonomie qui n'a fait que s'accroître avec le temps. N'empêche qu'actuellement encore les statuts, règlements et tarifs doivent être ratifiés par le roi.

La Caisse est régie par le règlement de 1877, modifié par les décisions royales de 1891 et 1892.

En 1892 la Caisse ayant résolu de recourir à la réassurance, l'assemblée générale de 1893 a voté l'extension de l'exploitation de l'assurance mobilière aux risques ruraux. Le montant des dépenses est réparti annuellement entre les assurés.

En 1899 la Caisse assurait un capital de 91.034.873 Kr. pour lesquels 368.467 Kr. de primes furent perçues. Une somme de 64.972 Kr. fut payée en indemnités. Sur ce total 3.233 Kr. furent versés par la réassurance qui avait reçu en primes cette année 140.515 Kr. Quant aux frais d'administration ils se sont élevés à 97.341 Kr. Les bénéfices se sont élevés à 177.599 Kr. Le fonds d'administration est de 10.000 Kr. et l'actif atteint 381.789 Kr.

CHAPITRE III

DE L'ASSURANCE PUBLIQUE CONTRE L'INCENDIE EN NORVÈGE

De bonne heure les procédés permettant de diminuer les effets désastreux causés par l'incendie ont préoccupé les pouvoirs publics.

Conformément aux dispositions législatives, des secours en cas d'incendie étaient organisés dans toutes les villes. Des corps de sapeurs-pompiers permanents étaient installés, aux frais des communes, dans les grandes villes telles qu'à Christiania, Bergen, Trondhjem, Drammen, Stavanger, etc. Dans les villes de moindre importance on avait organisé des corps de pompiers « bourgeois ». C'étaient des habitants des villes qui s'offraient pour remplir ces fonctions comme cela existe chez nous dans la plupart des villes et communes.

Mais bientôt les Pouvoirs publics firent un pas de plus dans cette voie. Non seulement il fallait restreindre, dans la mesure du possible, les dégâts causés par l'incendie, mais encore l'Etat devait mettre ses sujets en mesure de pouvoir réparer les pertes, que tout le zèle déployé par les sapeurs-pompiers, n'avait pu éviter. En d'autres termes c'était l'assurance contre l'incendie que le gouvernement voulait maintenant organiser.

Par décret royal du 18 août 1767 une institution *générale mutuelle obligatoire* d'assurance immobilière contre l'incendie fut établie. Cet établissement étendait sa sphère d'action à toutes les villes de la Norvège à l'exception cependant de Christiania qui, dès 1753, avait fondé une Caisse d'assurance particulière. Cette assurance était obligatoire pour les bâtiments de toutes les autres villes. Ceux même situés dans Christiania qui n'étaient pas assurés à la Société urbaine devaient être inscrits à la Caisse d'assurance d'Etat de Norvège. A partir de 1827 la Caisse privée de Christiania ayant, conformément à une décision des intéressés, cessé d'exister, tous les immeubles de la ville furent assurés à la Caisse d'Etat. Dans les campagnes, les maisons pouvaient être assurées à cette Société publique, mais pour ces bâtiments l'assurance ne revêtait pas le caractère obligatoire.

Les immeubles étaient assurés pour le montant de la valeur estimée par des évaluateurs nommés par les autorités locales. En échange on faisait face aux dépenses en recourant à des prélèvements effectués sur les propriétaires assurés. Jusqu'en 1813 on n'exigeait pas de contingent annuel fixé d'avance. On prélevait simplement la somme nécessaire pour couvrir les dommages occasionnés par les incendies. Il n'existait pas davantage de classification des bâtiments d'après le risque plus ou moins grand d'incendie qu'ils présentaient.

A partir de 1813 furent établies des contributions annuelles fixes déterminées d'avance. Dès 1817 ces perceptions annuelles sont devenues semestrielles.

En cas d'incendie, des indemnités adéquates au montant des dommages subis, étaient versées aux sinistrés. Ces sommes ne pouvaient être affectées qu'à la reconstruction des immeubles détruits ou à la réparation de l'immeuble endommagé. L'indemnité versée ne pouvait

être l'objet ni d'une saisie arrêt ni d'une saisie exécution. Mais les droits des créanciers hypothécaires restaient attachés à l'immeuble réparé et dans l'hypothèse d'une réédification étaient reportés sur la nouvelle construction.

La loi du 19 août 1845 abolit l'ancienne institution d'assurance contre l'incendie obligatoire. Elle créa d'autre part l'établissement contre l'incendie qui persiste et fonctionne encore avec tant de succès aujourd'hui.

Cette Caisse publique qui étend sa sphère d'action à tout le pays revêt à l'égard des propriétaires un caractère purement facultatif. A l'instar de l'institution qu'elle remplace, cet établissement d'Etat n'assure que les immeubles et les immeubles par nature. Elle ne s'occupe aucunement des risques mobiliers.

En principe la Caisse assure tous les immeubles. Il n'y a d'exception que pour les fabriques de matières explosives, telles que : poudre, coton-poudre, nitroglycérine, dynamite, argent fulminant ou d'autres matières similaires. L'exception s'étend également aux magasins et entrepôts où l'on manipule ou abrite ces produits.

L'établissement assure contre toute perte causée à l'objet assuré par :

a) Les incendies, les moyens employés pour les éteindre, les démolitions, ou toute autre mesure prise en vue d'arrêter ou de ralentir le feu. Toutefois ne faut-il pas qu'il ait pour origine immédiate une opération militaire.

b) Par la foudre, même s'il n'en résulte pas d'incendie.

Le montant du risque est déterminé par des hommes spéciaux élus par les autorités communales sans l'assistance de l'institution. On peut dire d'une manière générale que l'établissement d'Etat assure pour la totalité

de la valeur que représente l'objet. Toutefois pour des risques particulièrement dangereux tels que : fabriques d'allumettes, moulins, théâtres, scies à vapeur, établissements de rabotage, etc., le plus souvent la Caisse n'entend prendre à sa charge que les $\frac{2}{3}$ du risque. Ces propriétaires restent ainsi leurs propres assureurs pour $\frac{1}{3}$ du montant de la valeur de leur bien. Une autre restriction du même genre doit être également mentionnée pour les immeubles représentant une grande valeur. La loi dispose, en effet, que le risque le plus élevé que peut accepter la Caisse sur un même immeuble ou un p^oté de bâtiments réunis dans une même police ne saurait dépasser 600.000 couronnes pour des maisons d'habitation et 400.000 couronnes pour les fabriques, établissements industriels, et d'une manière générale tous les bâtiments rangés dans la catégorie des risques industriels. Ce n'est qu'à titre tout à fait exceptionnel que la Direction est autorisée à accepter un risque pouvant s'élever jusqu'à 800.000 couronnes pour les seuls immeubles servant à l'habitation.

Qu'un incendie vienne à éclater dans un bâtiment assuré auprès de la Caisse d'Etat, aussitôt le propriétaire doit en aviser la direction en même temps que les évaluateurs élus par les autorités communales. Le montant des dommages une fois établi, est porté à la connaissance de la Direction qui, dans le plus bref délai, envoie au sinistré un mandat lui permettant de se faire payer à la Caisse publique la plus voisine spécifiée sur l'ordre de paiement dont il est bénéficiaire. L'indemnité versée doit être consacrée à la réparation de l'immeuble endommagé ou à sa reconstruction si elle s'impose. Voilà le principe. Toutefois la loi autorise la Direction, dans certains cas, à accorder des dispenses spéciales. Mais nul créancier, fût-il même hypothécaire, n'a le droit de saisir le montant de l'in-

demnité lorsque l'immeuble est réparé ou reconstruit. Il ne peut que conserver ses droits anciens dans un cas et dans l'autre affecter la construction nouvelle des droits qu'il possédait sur le bâtiment détruit par l'incendie.

Les lois et règlements régissant cette institution d'Etat sont l'œuvre de l'assemblée. Comme les lois ordinaires, elles doivent recevoir l'approbation royale. Conformément aux textes législatifs, l'administration de la Caisse revient au roi. Comme tout autre service public ordinaire, l'institution fait partie du ressort d'un des représentants du gouvernement. Ce service est actuellement rattaché au département des travaux publics. Cependant la résolution royale du 15 avril 1893 a affaibli un peu le caractère purement étatiste que revêtait cette institution. Sans doute la Caisse reste toujours sous la surveillance du département auquel elle a été rattachée. Toutes les affaires de quelque importance sont toujours réglées directement par le département compétent. Mais à côté des bureaux du ministère il existe une administration spéciale propre à la Caisse qui expédie les affaires courantes. Elle comprend un *conseil d'administration* et une *Direction*.

Le conseil d'administration se compose de 36 membres élus directement par les intéressés. La Direction est formée d'un directeur-gérant nommé par le roi, un membre élu par l'assemblée nationale et trois membres élus par le conseil d'administration.

L'institution est divisée en deux sections : la *section urbaine*, la *section rurale*, dont les comptes ne relèvent nullement l'une de l'autre.

La section urbaine s'occupe naturellement de tous les bâtiments situés dans les villes. De plus appartiennent également à cette section les maisons ou groupements de maisons ou bâtiments situés dans les territoires des

campagnes, mais représentant un risque de plus de 50.000 couronnes. Rentrent enfin dans cette même section tous les établissements industriels ayant une valeur supérieure à 40.000 couronnes.

La section rurale comprend tous les immeubles situés dans les territoires des campagnes sauf ceux rattachés à la section urbaine présentant les caractères que nous venons de déterminer.

Les primes dans l'une et l'autre section sont payées semestriellement. Celles-ci sont établies d'après un tarif. Il est dressé en tenant compte et de la structure et de la destination des immeubles. Envisageant la structure des bâtiments, on range les immeubles sous six classes. Prenant en considération la destination, on distingue quatre divisions. La première comprend les maisons d'habitation ordinaires. Les deux catégories suivantes englobent les fabriques et autres établissements industriels. Enfin rentrent dans la dernière catégorie les établissements industriels où l'on travaille les matières très dangereuses au point de vue de l'incendie, ne faisant pas partie des deux catégories précédentes.

Les primes sont encaissées par les soins des percepteurs ordinaires des impôts. Il n'est pas sans intérêt de signaler en terminant la faculté que réserve la loi au roi. Il a le droit de réduire la prime jusqu'à 50 % de son montant ordinaire pour les villes et les lieux possédant un service de distribution d'eau, des bouches d'incendies et un corps de pompiers organisé. Actuellement 54 localités jouissent d'une pareille réduction,

Voici brièvement résumés l'historique et l'organisation actuelle de la Caisse d'Etat de Norvège (1). Mais notre

(1) Grâce à l'obligeance de M. le directeur-gérant, il m'a été possible de fournir une foule de renseignements non seulement

tâche est loin d'être terminée. Le lecteur est en droit de nous demander les résultats obtenus par cette institution d'Etat.

Sans insister sur la première institution d'assurance qui fut, en 1845, remplacée par une Caisse d'assurance contre l'incendie avec entrée facultative, disons seulement que lorsque la loi de 1845 entra en vigueur, le montant des risques assurés s'élevait à 117 millions de couronnes. Les risques urbains rentraient dans ce chiffre pour 84 millions, les risques ruraux pour 33 millions. A la fin de 1899 la Caisse d'Etat assurait 805 millions de couronnes de risques urbains et 368 millions de couronnes de risques ruraux. Plus exactement il vaudrait mieux dire (1) qu'à la fin de 1899 la section urbaine assurait un capital de 805 millions de couronnes et la section rurale 368 millions de valeurs immobilières.

Ce résultat très général donné, rentrons maintenant dans toute une série de détails qu'il nous est indispensable de fournir voulant faire une étude complète de la Caisse d'Etat.

Glissant sur la statistique antérieure à 1871, contentons-nous d'insister sur la période s'étendant de 1870 à 1897. Pour mettre de suite un peu d'ordre dans ces renseignements statistiques, nous allons diviser ces 27 années en 5 périodes : la première allant de 1870-1878, la seconde de 1879-1884, la troisième de 1885-1889, la quatrième de 1890-1894 et enfin la dernière de 1895-1897.

intéressants, mais ayant une qualité plus appréciable encore, celle d'être certainement exacts.

(1) Nous savons, en effet, par les renseignements fournis à la page précédente que la section urbaine assure également certains immeubles ruraux.

Section rurale.

Abordons la première période 1870-1878 avec la *Section rurale*.

Le montant des risques s'élevait pour le premier semestre de 1871 à 123.387.240 Kr. et dans le deuxième semestre de 1878 à 196.885.360 Kr. soit une augmentation de près de 73 millions et demi de Kr. Le total des risques assurés étant pendant cette période de 2.478.447.420 Kr., on peut fixer la moyenne annuelle pour cette période à 154.902.960 Kr. La plus grande partie des risques appartiennent à la première catégorie comprenant, comme on se le rappelle, les bâtiments ordinaires. Ils figurent dans le chiffre global de risques assurés pendant notre période de 2.478.447.420 Kr. pour 2.310.522.620 Kr., soit une moyenne annuelle de 144.407.660, les risques de la deuxième catégorie pour 33.627.250 Kr. soit une moyenne annuelle de 2.101.700; les risques de la troisième catégorie pour 62.240.640 Kr. soit une moyenne annuelle de 3.890.040 Kr.; enfin les risques de la quatrième catégorie pour 72.056.910 Kr. ou une moyenne annuelle de 4.503.550 Kr.

Pour cette même période les primes encaissées ne s'élèvent qu'à 1.535.037 Kr. tandis que les indemnités payées furent de 1.702.602 Kr. Ce déficit se répartit sur toutes les catégories, comme il appert des chiffres suivants :

Total des primes encaissées pour risques de la première catégorie, 1.019.747 Kr. 93, total des indemnités, 1.065.235 Kr. 96 soit un déficit de 45.488 Kr.

Pour la deuxième catégorie, total des primes 44.126 Kr. et total des indemnités, 73.112 Kr., soit un déficit de 28.986 Kr., qui pour être matériellement moins considérable que celui de la première catégorie, est ici effectivement beaucoup plus considérable si on le rapproche

du total des risques et des primes perçues. Dans le premier cas la différence n'est guère que $1/22$; dans le deuxième cas, au contraire, l'écart est de près des $2/3$. Pour la troisième catégorie il est beaucoup moins élevé. Les primes encaissées s'élèvent à 168.488 Kr. et les indemnités payées à 198.291 Kr., soit 29.803 Kr., soit un écart de moins de $1/5$. Enfin pour la quatrième catégorie les primes encaissées s'élevant à 302.673 Kr. et les indemnités payées à 365.961 Kr., l'écart est de 63.288 Kr. soit plus de $1/5$ d'écart entre les primes perçues et les indemnités payées.

Pourtant les incendies, par rapport au capital assuré, n'ont guère augmenté que pour les deux dernières catégories si on compare les moyennes de la période 1871-78 à celle de 1847-1878. Ceci résulte des chiffres suivants. La moyenne pour la 1^{re} catégorie fut de 0 Kr. 922 ‰ de risques pour 1871-78 et de 0,929 ‰ pour 1847-1878. Dans la 2^e catégorie 4,348 au lieu de 4,806 pour 1847-1878. Pour les deux dernières catégories la proportion est renversée. La moyenne est de 4,990 pour 1847-78 et de 6,371 pour 1871-78; de même pour la 4^e catégorie 9,984 pour 1847-78 et de 10,157 pour 1871-78.

Occupons-nous maintenant de notre deuxième période 1879-84.

En 1879 pendant le 1^{er} semestre les risques s'élevaient à 208.196.610 Kr. et à 258.006.710 Kr. pendant le 2^e semestre 1884. Le total des sommes assurées pendant cette période étant de 2.797.873.440 Kr., la moyenne annuelle des risques peut être fixée à 233.156.120 Kr. Si nous rapprochons ce chiffre de celui exprimant la moyenne pour la période précédente 1871-78, nous trouvons une augmentation en faveur de notre deuxième période de 78.253.160 Kr. en moyenne par an.

Voici approximativement sur quelles catégories a porté cette augmentation.

Elle fut de 76.941.400 kr. pour la 1^{re} catégorie, de 1.519.260 kr. pour la 2^e catégorie ; pour la 3^e catégorie la moyenne annuelle s'abaisse de 3.890.040 kr. à 3.552.440 kr., soit une diminution de 337.600 kr. pour cette période; enfin pour la dernière catégorie l'augmentation de la moyenne annuelle du montant des risques est de 130.110 kr.

Malheureusement les risques payés ont dépassé de beaucoup le montant des primes encaissées. Il ne s'élève qu'à 1.644.776 kr., tandis que le total des indemnités payées est de 2.023.711 kr., soit une différence de 388.953kr., près de 1/4 du total des primes perçues. Voici comment se répartit, entre les catégories, ce déficit. Une différence de 306.291 kr. pour la 1^{re} catégorie ; au contraire dans la 2^e catégorie les primes encaissées s'élèvent à 63.882 kr. tandis que les indemnités payées n'atteignent que le total de 13.569 kr., soit un excédent de primes de 50.313 kr. et de 119.461 kr. pour la 3^e catégorie. Par contre pour la 4^e catégorie, le résultat est inverse ; le déficit, par rapport aux primes encaissées, fut de 170.422 kr. La moyenne annuelle du montant des indemnités par rapport au total des risques est supérieure à 15,5 ‰. Il est vrai qu'il faut se rappeler que dans la 4^e catégorie sont rangés les immeubles industriels les plus dangereux au point de vue de l'incendie.

Abordons la période 1885-89.

Le total des risques pour le 1^{er} semestre 1885 était de 263.136.370 kr. et pour le 2^e semestre de 1889 : 293.672.150 kr. La moyenne annuelle du total des risques pour cette période est de 279.153.140 kr. soit une augmentation sur la période précédente de 45.997.020 kr. ainsi répartie suivant les catégories : une augmentation

de 47.428.120 kr. pour la 1^{re} catégorie mais une diminution de 642.470 kr. dans la 2^e catégorie, de 1.693.400 kr. dans la 3^e catégorie et enfin une diminution de 95.150 kr. dans la 4^e catégorie.

Les primes encaissées pendant cette période se sont élevées à 1.793.341 kr. Mais la caisse a payé en indemnités 1.815.306 kr. L'écart pour être beaucoup moins considérable que pour la période 1879-1884 n'en est pas moins encore de 21.965 kr. L'excédent d'indemnités payées par rapport aux primes encaissées existe principalement dans la 1^{re} catégorie où, pour un total de primes de 1.383.664 kr., la Caisse a été obligée de solder 1.476.584 kr. d'indemnités, soit une différence de 92.920 kr. et 7.055 kr. pour la 4^e catégorie. Par contre il y a un excédent de primes de 35.043 kr. représentant plus du double du montant des indemnités payées, il faut en dire autant pour la 3^e catégorie.

Enfin pour en finir avec cette période, remarquons que le ‰, par rapport au montant des risques, des dégâts causés par l'incendie s'est abaissé dans la 1^{re} et la 4^e catégorie : pour la 1^{re}, de 1, kr. 129 à une moyenne de 1,099 ; dans la 2^e catégorie la moyenne de 0,625 s'élève à 1,130 pour notre période, de même dans la 3^e catégorie la moyenne de 3,714 s'élève à 4,091. Malgré tout c'est précisément dans ces 2 catégories que l'établissement a pu encaisser des excédents de primes. Dans la 4^e catégorie, la moyenne tombe de 15,536 à 11,608 ‰ de risques assurés.

Par voie d'élimination nous arrivons à la période 1890-1894.

En 1890 le montant des risques était de 297.114.120 kr. pour le 1^{er} semestre et pour le deuxième de 1894 : 320.267.020 kr. La moyenne annuelle est de 307.497.330 kr. en augmentation sur la période précédente de 28.344.190 kr. ; cet accroissement porte surtout sur les

risques de la 1^{re} catégorie : de 268.777.180 kr. à 290.403.160 kr., ainsi què sur ceux de la 2^e catégorie : de 2.978.490 à 10.362.220 kr.

Mais il y a une diminution à enregistrer pour les deux dernières catégories. Le montant moyen annuel des risques de la 3^e catégorie tombe de 2.858.960 kr. à 2.570.620 kr. ; pour la 4^e catégorie de 4.538.510 kr. à 4.161.380 kr.

Par contre, à l'inverse de ce que nous avons relaté pour les périodes précédentes, le total des primes perçues fut de 2.053.818 kr., tandis que les indemnités payées n'ont atteint que 2.008.838 kr. Le montant des dommages l'emporte encore pour les risques de la première catégorie, les primes encaissées représentant 1.518.109 kr. et les dommages payés 1.544.662 kr., mais le ‰ par rapport au montant des risques s'abaisse de 1,099 à 1,064 pour cette période. Pour les deux catégories suivantes, le total des primes est supérieur à celui des dommages payés. (2^e catégorie, 181.016,93 kr. et 111.522,50 kr. ; 3^e catégorie, 91.043 et 16.366 kr.) Mais pour la 4^e catégorie, les dommages soldés par la Caisse s'élèvent à 336.288 kr., tandis qu'elle n'a prélevé que 263.649 kr. de primes. C'est que le ‰ des dégâts causés par l'incendie par rapport au montant des risques, au lieu d'être, comme pour la période précédente, 11,608 ‰ par an, fut de 16,162 ‰, c'est-à-dire plus élevé encore que pour la période 1879-84 où il n'est que de 15,536 ‰.

Nous arrivons maintenant à notre dernière période 1895-1897. Le total des risques assurés pendant le premier semestre était de 320.157.420 kr. et pour le 2^e semestre de 1897 de 341.926.680 kr. et la moyenne de 331.035.500 kr., soit une augmentation sur la période précédente de 23.538.170. kr. trois ans plus tard. Cet accroissement s'est produit principalement pour les

risques de la 1^{re} catégorie ; d'une moyenne de 290.403.160 kr. pour la période de 1890-94 on passe à celle de 308.991.940 kr. pour la période 1895-97, et pour la 2^e catégorie de la moyenne annuelle de 10.362.200 kr. à 15.760.260 kr.

Il y a, au contraire, diminution pour la 3^e et la 4^e catégorie. Dans le premier cas on passe d'une moyenne annuelle de 2.570.620 kr. à celle de 2.475.300 kr. et pour la dernière catégorie de 4.161.380 kr. à 3.807.990 kr. en 1895-97.

Si pour la période précédente le total des primes l'emportait sur celui des dommages payés, nous n'en pouvons dire autant pour cette période.

Les primes ordinaires pour la période 1895-97 furent de :

	1 ^{re} division par an	2 ^e division par an	3 ^e division par an	4 ^e division par an
1 ^{re} et 2 ^e classe	0,80 ‰	2,60 ‰	5,20 ‰	8,20 ‰
3 ^e , 4 ^e et 5 ^e classe	1,00 ‰	3,20 ‰	6,20 ‰	10,00 ‰
6 ^e classe	1,20 ‰	4,00 ‰	7,80 ‰	12,40 ‰

Les primes encaissées s'élèvent à 1.368.992 kr. et le montant des sinistres couverts à 1.505.219 kr. Cette différence est due à ce fait que tandis que le ‰ moyen des primes perçues par rapport au montant des risques ne fut que de 1,08 ‰, il fut de 1,14 ‰ de capital assuré dans la 1^{re} catégorie pour le montant des sinistres payés. De même pour la 2^e catégorie la prime moyenne étant de 2,50 ‰, la moyenne du montant des dommages par rapport au total des risques de la 2^e catégorie pour les six classes fut de 3,30 ‰. Pour la 3^e catégorie, c'est l'inverse que nous constatons, la prime moyenne perçue s'élève à 6,98 ‰ tandis que le taux moyen des dommages payés ne fut que de 3,40 ‰. Il est vrai que dans la 4^e catégorie, tandis que les indemnités payées se sont élevées à 23,86 ‰ du capital assuré, les primes encais-

sées ne représentent qu'une perception égale à 13,64 % du montant des risques.

Il nous a été impossible de nous fournir les statistiques des deux dernières années, mais grâce à l'amabilité de M. le directeur-gérant, nous sommes en mesure de faire connaître le montant des risques assurés par la Caisse d'Etat en 1899. Il s'élève à 368 millions de couronnes, soit un accroissement de 27 millions de couronnes par rapport au total des risques de la fin de l'année 1897.

Ainsi depuis 1870 le capital s'est progressivement élevé de 123.387.240 kr. à 368 millions de couronnes (1). Si nous avons constaté des variations dans le total des risques assurés appartenant à la 2^e catégorie et aux suivantes, il n'en fut jamais ainsi pour les risques de la première catégorie, comprenant comme on le sait les bâtiments d'habitation. Quelle que soit l'une des six classes de bâtiments qu'on envisage, la statistique nous offre une progression continue. Veut-on quelques exemples, nous dirons que pour la 1^{re} période 1871-78 : la moyenne annuelle des risques appartenant à la 1^{re} et 2^e classe s'accroît successivement de 2.052.880 kr. à 2.508.260 kr. pour 1879-84, à 2.805.000 kr. pour 1885-89. Puis en raison de l'élévation de la valeur des immeubles, une partie de ceux-ci rentrent dans la section urbaine. Aussi voyons-nous cette moyenne s'abaisser dans la section rurale et tomber pour la période 1890-94 à 2.588.750 kr. et enfin à 2.532.430 kr. pour 1895-97.

Prenons au contraire la 6^e classe de cette même catégorie où cette raison n'intervient plus, la progression est continue jusqu'au bout : de 14.803.390 pour 1871-78,

(1) Nous conseillons au lecteur de bien vouloir se reporter au tableau final page 114, où nous avons réuni tous les résultats obtenus par la Caisse d'Etat de 1870 à 1897.

cette moyenne annuelle s'élève à 29.370.830 kr. pour 1879-84 ; à 41.792.250 kr. pour 1885-89 ; à 47.610.030 kr. pour 1890-94 et enfin à une moyenne annuelle de 48.475.850 kr. pour 1895-97. Voulant ici donner des idées générales, nous épargnons au lecteur toutes les subdivisions introduites dans chaque classe et faisant de la classification de la Caisse une tarification très complexe, par contre aussi exacte que possible. Si l'on se reporte aux statistiques, il est aisé de voir que cette observation s'applique non seulement aux grandes classes de risques, mais également à leurs subdivisions. Tout ceci pour montrer que la clientèle de la Caisse comprend toutes les classes de la population rurale. Les Caisses privées n'assurent guère, pour être sûr de ne pas nous tromper, que les meubles et les marchandises dont la Caisse d'Etat ne s'occupe pas.

Section urbaine.

Au moment où la loi de 1845 entra en vigueur, créant l'institution qui fonctionne actuellement, l'établissement d'Etat assurait pour la section urbaine un capital de 84 millions de couronnes qui à la fin de 1899 atteignait 805 millions de couronnes.

On se rappelle que cette section, en dépit de son nom « urbaine », assure également des immeubles et groupements de maisons situés dans les campagnes lorsque le risque représente une valeur de plus de 50.000 kr. ou s'il s'agit d'un établissement industriel taxé pour une valeur supérieure à 40.000 kr.

Ceci rappelé, livrons-nous à une étude des résultats obtenus par la Section urbaine depuis 1870. Mais ici, comme pour l'étude que nous avons faite de la section rurale, nous diviserons ce laps de temps en plusieurs périodes que nous rapprocherons et comparerons entre

elles. Pour simplifier le plan, nous prendrons également cinq périodes : la première s'étendant de 1870-1878 ; la deuxième de 1879-1884, la troisième de 1885-1889, la quatrième de 1890-1894, la cinquième de 1895-1897.

Abordons de suite la première période allant de 1870 à 1878.

Pour le premier semestre de 1871, le montant des risques assurés par la section était de 217.422.080 kr. et pour le deuxième semestre de 1878 de 358.141.610 kr., la moyenne annuelle de cette période est de 274.186.010 kr. dont voici la répartition pour les quatre catégories.

a) La moyenne est de 221.367.956 kr. pour la première catégorie divisée, comme on le sait, en six classes et subdivisée conformément à une tarification en dix paragraphes. Sans entrer dans ces détails, contentons-nous d'indiquer la moyenne annuelle pour les risques rentrant dans les diverses classes. Nous trouvons pour la première classe une moyenne de 47.672.711 kr., pour la deuxième classe 24.778.795 kr., pour la troisième classe 10.759.150 kr., pour la quatrième classe 6.103.944 kr., pour la cinquième classe 129.954.145 kr., et enfin pour la sixième classe 2.099.211 kr.

La moyenne annuelle est de 8.132.674 kr. pour l'ensemble des classes de la deuxième catégorie, de 5.937.164 kr. pour celles de la troisième catégorie, elle est de 3.433.301 kr. pour celles de la quatrième catégorie.

b) Mais la section, nous le savons, assure également des risques ruraux. La moyenne annuelle du montant de ces risques pour notre période fut de 11.391.330 kr. pour la première catégorie, de 361.166 kr. pour la deuxième catégorie, de 51.734 kr. pour la troisième catégorie, de 104.052 kr. pour la quatrième catégorie.

c) Restent les groupements de bâtiments ruraux at-

teignant la valeur que l'on sait : la moyenne annuelle du montant des risques est pour la première catégorie de 16.790.926 kr., de 975.237 kr. pour la deuxième catégorie, de 3.480.059 kr. pour la troisième catégorie, de 2.160.416 kr. pour la quatrième catégorie.

Réunissant maintenant les trois genres de risques nous trouvons pour la première catégorie de risques une moyenne annuelle de risques de 249.550.212 kr., pour la deuxième catégorie 9.469.076 kr., pour la troisième catégorie 9.468.957 kr. et pour la quatrième une moyenne annuelle de 5.697.768 kr. Additionnons ces quatre chiffres et nous trouvons le total de 274.186.010 kr. représentant la moyenne annuelle du montant des risques assurés par la section pendant la période 1871-78.

Pendant ce laps de temps, la section a encaissé 8.222.276 kr. de primes et n'a payé en indemnités que 4.891.591 kr. dont voici la répartition d'après les catégories en nous abstenant de distinguer entre les genres de risques.

Pour les risques rangés dans la première catégorie 6.746.545 kr. de contributions ont été versés. Ces risques ont entraîné pour la section le versement de 3.618.820 kr. d'indemnités. Pour la deuxième catégorie nous trouvons 324.817 kr. comme total des primes encaissées et 396.716 kr. ont été nécessaires pour couvrir les risques réalisés. Cela porte la moyenne du montant des dégâts, par rapport au total des risques, à 5,236 ‰ pour la période 1847-1878, cette moyenne ne serait plus que de 4,817 ‰. Au contraire pour la première catégorie cette moyenne n'est que de 1,812 ‰ pour la période 1871-78 tandis qu'elle est de 3,994 ‰ pour la période 1847-78.

Pour la troisième catégorie, la Caisse a perçu 564.138 kr. et payé en indemnités seulement 320.928 kr. Par rapport au total des risques 4,236 ‰ représente la

moyenne de l'importance des dégâts causés par l'incendie pour la période 1871-78 comme 5,167 ‰ représente la moyenne annuelle du montant des dégâts par rapport à la période 1847-1875. D'où il appert que les dégâts causés par l'incendie ont diminué pour la période 1871-1878. Il faut en dire de même pour la quatrième catégorie : 12,178 ‰ est la moyenne annuelle pour la période 1871-78 et 13,600 ‰ représente la moyenne annuelle du montant des dommages causés par l'incendie pour la période 1847-78. Les primes perçues pour assurer les risques de cette dernière catégorie s'élèvent à 586.774 kr. tandis que la Caisse n'a versé pour eux en indemnités, que 555.126 kr. Donc sauf pour la première catégorie le montant des indemnités versées a été inférieur à celui des primes encaissées.

C'est de la période 1879-1884 que nous devons nous occuper en second lieu.

Le total des risques pour le premier semestre 1879 était de 368.584.880 kr. et de 416.659.390 kr. à la fin de 1884. La moyenne annuelle du capital assuré pour cette période est de 394.452.590 kr., en augmentation sur celle de la période précédente de 120.266.580 kr. En voici la répartition d'après les quatre catégories :

Pour la 1^{re} catégorie la moyenne s'élève de 249.550.212 à 357.095.760 kr. en augmentation sur la période 1871-78 de 107.545.548 kr.

Pour la 2^e catégorie de 9.469.076 à 19.029.600 kr., en augmentation de 9.560.643 kr. sur la période de 1871-78

Pour la 3^e catégorie de 9.468.957 on passe à 11.326.480 kr., en augmentation de 1.857.523 kr. sur la période 1871-78.

Pour la 4^e catégorie de 5.697.768 on passe à 7.000.750 kr. en augmentation de 1.302.982 kr. sur la période 1871-78.

La section a encaissé pour la période 1879-84 : 8.108.759 kr. mais a versé en indemnités 8.715.058 kr. Au lieu d'avoir un excédent de recettes de 3.330.685 kr. comme pour la période précédente, pour celle-ci, le total des indemnités versées l'emporte sur celui des primes perçues de 606.299 kr. dont voici le détail :

Les risques appartenant à la 1^{re} catégorie ont payé 6.616.140 kr. de primes mais ont coûté à la section 7.483.503 kr. La moyenne annuelle du montant des dégâts est ainsi de 3,493 ‰ du capital assuré pour tous les risques de la catégorie, mais elle s'élève à 5,070 ‰, dans la 5^e classe et à 6,357 ‰ dans la 6^e classe.

Les risques appartenant à la 2^e catégorie ont payé 455.964 kr. et n'ont coûté à la Section que 191.673 kr. soit 1,679 ‰ du capital assuré.

Les risques appartenant à la 3^e catégorie ont payé 460.593 kr. mais ont coûté à la Section 550.603 kr. Au contraire pour la 4^e catégorie le total des primes s'est élevé à 576.062 kr. tandis que les indemnités ne se montent, pour cette période, qu'à 490.279 kr., soit une moyenne de 11,672 ‰ de capital assuré qui n'est que de 8,102 ‰ pour la 3^e catégorie.

Arrivons à la période 1885-89.

Au 1^{er} semestre 1885 le total des risques était de 419.906.460 kr. et pour le 2^e semestre de 1889 de 462.531.370 kr. La moyenne annuelle est de 440.673.630 k. en augmentation sur celle de la période précédente de 46.221.040 kr. ainsi répartie :

Pour la 1^{re} catégorie 398.760.950 kr. en augmentation sur la moyenne de la période précédente de 41.210.738 kr.

Pour la 2^e catégorie 24.054.280 kr. en augmentation sur la moyenne annuelle de la période précédente de 5.024.680 kr.

Pour la 3^e catégorie 11.560.270 kr. en augmentation

sur la moyenne annuelle de la période précédente de 233.790 kr.

Pour la 4^e catégorie 6.298.130 kr. en diminution sur la moyenne annuelle de la période précédente de 802.620 kr.

La Section urbaine a encaissé pour notre période 7.187.324 kr. de primes et les dommages causés par l'incendie se sont montés à 6.990.510 kr. A l'inverse donc de ce que nous avons constaté pour la période précédente, ici il y a un excédent de primes sur les indemnités de près de 200.000 kr.

Les risques de la 1^{re} catégorie ont payé à la Caisse 5.896.374 kr. et lui ont coûté 5.711.130 kr. soit une moyenne de 2,864 ‰ du capital assuré, tandis que pour la période précédente elle avait été de 3,493 ‰.

Les risques de la 2^e catégorie ont payé à la Caisse 455.964 kr. et lui ont coûté 191.673 kr., soit une moyenne de 1,679 ‰ de capital assuré pour la période 1879-84, et pour notre période 466.367 kr. de primes ont été prélevées, tandis que 440.610 kr. d'indemnités ont été versées, ce qui fait une moyenne de 3,663 ‰ de capital assuré.

Les risques de la 3^e catégorie ont payé à la Caisse 383.647 kr. et lui ont coûté 424.148 kr., soit une moyenne de 7,338 ‰ de capital assuré au lieu de 8,102 ‰ pour la période 1879-84.

Enfin les risques de la 4^e catégorie ont payé à la Caisse 440.935 kr. et lui ont coûté 414.631 kr., soit une moyenne de 13,166 ‰ de capital assuré au lieu de 11.672 ‰ pour la période précédente.

Abordons la période suivante s'étendant de 1890-1894.

Au 1^{er} semestre de 1890 le montant des risques assurés était de 468.341.030 kr. et au 2^e semestre de 1894 de 580,532.230 kr. La moyenne annuelle est de 521.477.160 kr., en augmentation sur celle de la période précédente de 80.803.530 kr. Voici comment elle est répartie d'après les diverses catégories.

465.486.810 kr. pour la première catégorie, en augmentation sur le total de la période précédente de 66.725.860 kr.

36.418.540 kr. pour la 2^e catégorie, en augmentation sur la moyenne annuelle des risques de cette catégorie pour la période précédente de 12.364.260 kr.

12.304.650 kr. pour la 3^e catégorie, en augmentation sur la moyenne annuelle des risques de cette catégorie pour la période précédente de 744.380 kr.

7.267.150 kr. pour la 4^e catégorie, en augmentation sur la moyenne annuelle des risques de cette catégorie pour la période précédente de 969.020 kr.

Pour les risques assurés la section urbaine a encaissé 7.882.388 kr., mais a versé en indemnités 9.315.303 kr.; au lieu d'un excédent de primes, comme pour la période précédente, c'est un excédent du montant des dommages de 1.432.915 kr. qu'il faut enregistrer.

Les risques de la 1^{re} catégorie ont payé 6.340.066 kr. tandis qu'ils ont coûté à la Caisse 7.510. 721 kr., soit une moyenne annuelle de 3.227 ‰ de capital assuré au lieu de 2,864 ‰, moyenne de la précédente période.

Les risques de la 2^e catégorie ont payé 660.504 kr., et ont coûté à la Caisse en indemnités 539.763 kr. soit une moyenne annuelle de 2,964 ‰ du montant des risques au lieu de 3,663 ‰, moyenne de la précédente période.

Les risques de la 3^e catégorie ont payé 390.526 kr. et ont coûté à la Caisse en indemnités 312.689 kr., soit une moyenne annuelle de 5,082 ‰ de capital assuré au lieu de 7,338 ‰, moyenne de la période précédente.

Les risques de la 4^e catégorie ont payé 491.291 kr., mais ont coûté à la Caisse 952.190 kr., soit une moyenne annuelle de 26,205 ‰ de capital assuré au lieu de 13,166 ‰, moyenne de la précédente période.

Reste à nous occuper de la dernière période 1895-1897.

Le montant des risques était pour le 1^{er} semestre 1895 de 585.269.690 kr. et pour le 2^e semestre de 1897, de 667.041.880 kr. La moyenne annuelle pour cette période est de 624.831.670 kr., en augmentation sur celle de la période précédente de 103.354.510 kr. ainsi répartie :

Pour la 1^{re} catégorie la moyenne est de 558.916.430 kr. en augmentation sur celle de la période précédente de 93.429.620 kr. dont voici le détail d'après les classes en prenant toujours pour base la moyenne annuelle du montant des risques :

1^{re} classe 194.544.880 kr. au lieu de 141.019.490 kr., augmentation 53.525.390 kr.

2^e cl. 55.388.850 kr. au lieu de 47.616.230 kr., augmentation 7.772.620 kr.

3^e cl. 9.860.940 kr. au lieu de 9.753.650 kr., augmentation 107.290 kr.

4^e cl. 10.828.200 kr. au lieu de 10.093.410 kr., augmentation 734.790 kr.

5^e cl. 282.001.170 kr. au lieu de 251.308.490 kr., augmentation 30.692.680 kr.

6^e cl. 6.292.380 kr. au lieu de 5.695.540 kr., augmentation 596.840 kr.

Pour la 2^e catégorie la moyenne annuelle est de 42.141.780 kr. en augmentation sur celle de la période précédente de 5.723.240 kr. dont voici le détail d'après les classes en prenant toujours la même base de comparaison :

1^{re} cl. 15.714.860 kr. au lieu de 12.717.790 kr., augmentation 2.997.070 kr.

2^e cl. 7.352.600 kr. au lieu de 6.748.600 kr., augmentation 604.000 kr.

3^e cl. 1.631.690 kr. au lieu de 1.811.680 kr., diminution de 179.980 kr.

4^e cl. 403.220 kr. au lieu de 440.120 kr., diminution de 36.900 kr.

5° cl. 16.290.930 kr. au lieu de 14.095.430 kr., augmentation de 2.195.500 kr.

6° cl. 748.480 kr. au lieu de 604.900 kr., augmentation de 143.580 kr.

Pour la 3° catégorie, la moyenne annuelle est de 14.947.080 kr. en augmentation sur celle de la période précédente de 2.642.430 kr. dont voici le détail d'après les diverses classes.

1^{re} cl. 4.634.650 kr. au lieu de 3.838.090 kr., augmentation de 796.560 kr.

2° cl. 2.551.170 kr. au lieu de 2.433.570 kr., augmentation de 117.600 kr.

3° cl. 933.090 kr. au lieu de 790.170 kr., augmentation de 142.920 kr.

5° cl. 6.373.070 kr. au lieu de 4.973.600 kr., augmentation de 1.399.470 kr.

6° cl. 455.110 kr. au lieu de 245.680 kr., augmentation de 209.430 kr.

Pour la 4° catégorie la moyenne annuelle est de 8.836.650 kr. en augmentation sur celle de la période précédente de 1.569.500 kr. dont voici le détail d'après les diverses classes :

1^{re} cl. 3.071.540 kr. au lieu de 2.287.930 kr., augmentation de 783.610 kr.

2° cl. 1.111.520 kr. au lieu de 887.170 kr., augmentation de 224.350 kr.

3° cl. 119.070 kr. au lieu de 105.520 kr., augmentation de 13.560 kr.

5° cl. 3.864.330 au lieu de 3.405.960 kr., augmentation de 458.370 kr.

6° cl. 670.210 kr. au lieu de 573.770 kr., augmentation de 96.440 kr.

Pendant cette période 1895-97, la Caisse de la section a perçu 5.312.502 kr. de contributions mais a versé en

indemnités 5.940.689 kr. soit un excédent sur le total des primes de 628.187 kr.

Voici quel était le taux des primes ordinaires par classes et par divisions.

	1 ^{re} division	2 ^e division	3 ^e division	4 ^e division
1 ^{re} cl.	1,66 ‰ par an	3,40 ‰ par an	5,80 ‰ par an	11,60 ‰ par an
2 ^e cl.	2,00 — —	4,20 — —	6,60 — —	12,60 — —
3 ^e cl.	3,80 — —	5,00 — —	7,60 — —	13,40 — —
4 ^e cl.	4,60 — —	5,80 — —	8,40 — —	14,20 — —
5 ^e cl.	5,40 — —	6,60 — —	9,20 — —	15,00 — —
6 ^e cl.	6,20 — —	7,60 — —	10,00 — —	15,80 — —

Les risques de la première catégorie ont payé 4.202.785 kr. mais ont coûté à la Caisse 4.782.621 kr. soit en moyenne par rapport au capital assuré 2,86 ‰ tandis que les primes ne s'élèvent qu'à 2,50 ‰ du capital assuré.

Bien entendu ce sont là des moyennes, car pour la quatrième classe la prime s'élève à 3,02 ‰, à 3,80 ‰ dans la classe suivante et à 4,34 ‰ dans la sixième classe.

Mais il est vrai que le montant des dommages est égal à 4,64 ‰ du total des risques dans la cinquième classe et à 7,16 ‰ dans la sixième classe.

Les risques de la deuxième catégorie ont payé 455.118 kr. et n'ont coûté à la Caisse que 443.905 kr., ce qui représente par rapport à 1000 kr. de capital assuré une moyenne pour les six classes de 3,60 pour les primes et 3,52 pour les indemnités, et pour la troisième catégorie 6,56 pour les primes et 5,52 pour les indemnités se traduisant par un reliquat sur les primes encaissées de 46.773 kr.

Pour la quatrième catégorie c'est l'inverse qu'on enregistre. Le total des primes encaissées étant de 360.314 kr. la Caisse a dépensé en indemnités 466.367 kr. soit un

déficit de 93.947 kr. Par rapport au capital assuré dans cette catégorie, on peut dire que le montant moyen des primes perçues peut être fixé à 13,60 ‰. Ce n'est qu'une moyenne qui est dépassée dans la troisième classe : 15,14 ‰, dans la cinquième classe 15,72 ‰, dans la sixième classe 25 ‰ ; il est vrai que pour cette période, le montant des risques a même atteint 51 ‰ dans la première classe, mais la moyenne pour toute la catégorie n'est que de 17,60 ‰ du total des risques.

Voilà bien de la statistique, nous dira-t-on. Pourtant ces détails étaient indispensables pour faire connaître au lecteur la marche suivie par la section urbaine de la Caisse d'Etat.

Nous avons pu constater une progression rapide et continue du montant des risques dénotant suffisamment la faveur que cette Caisse a trouvée dans le public. On n'a pas oublié, en effet, que l'entrée dans cette Société est purement facultative. Dès lors le citoyen qui s'adresse à la Caisse d'Etat ne le fait qu'à bon escient.

Grâce aux détails que nous avons pu fournir, on peut se rendre compte que toutes les catégories de risques immobiliers bons et mauvais sont apportés à la Caisse. Si nous jetons un coup d'œil sur la composition du portefeuille de la section urbaine, nous voyons clairement que d'année en année l'accroissement se produit dans toutes les catégories ainsi que dans toutes les classes.

Naturellement la progression est toujours plus rapide dans la 1^{re} catégorie. C'est qu'elle embrasse les bâtiments servant à l'habitation. Or ceux-ci, dans tout pays quel qu'il soit, sont toujours plus nombreux que les usines et établissements industriels. Or comme la Caisse assure presque tous les risques immobiliers existants, on comprend facilement que la composition de son portefeuille reflète l'état des constructions existant sur le sol norvégien.

Nous connaissons maintenant les résultats obtenus par la Caisse pendant les 27 dernières années. Pour en bien faire saisir l'importance, nous n'avons pas craint de scinder en plusieurs périodes cette étude statistique. Agissant ainsi, nous voulions donner plus d'exactitude à nos renseignements. Mais pour permettre au lecteur de saisir d'un coup d'œil cet ensemble de résultats, nous allons réunir dans deux tableaux (1) toutes les principales données statistiques concernant la Caisse, en séparant les deux sections.

(1) Voir ces tableaux pages suivantes.

A. — *Section rurale.*

SOMMES ASSURÉES			CONTRIBUTIONS PAYÉES			SINISTRES		
	Kroner.			Kroner.			Kroner	
1 ^{er} sem. 1871	123.387.240	Dans l'an. 1871	177.043	Dans l'an. 1871	150.152			
— 1872	127.452.720	— 1872	182.342	— 1872	148.769			
— 1873	134.554.680	— 1873	180.270	— 1873	211.785			
— 1874	144.035.720	— 1874	176.558	— 1874	254.292			
— 1875	154.223.040	— 1875	186.681	— 1875	214.718			
— 1876	165.875.160	— 1876	199.872	— 1876	286.899			
— 1877	177.194.900	— 1877	210.006	— 1877	172.725			
— 1878	191.807.490	— 1878	222.260	— 1878	263.259			
2 ^e — 1878	196.885.360	Total..	1.535.034	Total..	1.702.599			
1 ^{er} sem. 1879	208.196.610	Dans l'an. 1879	237.900	Dans l'an. 1879	223.870			
— 1880	215.925.880	— 1880	245.752	— 1880	383.449			
— 1881	225.196.500	— 1881	255.880	— 1881	311.617			
— 1882	235.029.960	— 1882	265.460	— 1882	357.028			
— 1883	245.404.870	— 1883	302.197	— 1883	365.130			
— 1884	254.449.430	— 1884	337.589	— 1884	382.117			
2 ^e — 1884	258.006.710	Total..	1.644.778	Total..	2.023.211			
1 ^{er} sem. 1885	263.136.370	Dans l'an. 1885	341.425	Dans l'an. 1885	262.759			
— 1886	269.114.110	— 1886	347.917	— 1886	369.624			
— 1887	278.045.840	— 1887	360.506	— 1887	396.444			
— 1888	284.442.520	— 1888	367.292	— 1888	494.003			
— 1889	290.304.970	— 1889	376.201	— 1889	292.476			
2 ^e — 1889	293.672.150	Total..	1.793.341	Total..	1.815.306			
1 ^{er} sem. 1890	297.114.420	Dans l'an. 1890	383.620	Dans l'an. 1890	260.168			
— 1891	302.197.880	— 1891	388.935	— 1891	466.664			
— 1892	305.539.280	— 1892	416.268	— 1892	414.055			
— 1893	311.372.360	— 1893	426.522	— 1893	346.903			
— 1894	318.210.670	— 1894	438.473	— 1894	521.049			
2 ^e — 1894	320.267.020	Total..	2.053.818	Total..	2.008.839			
1 ^{er} sem. 1895	320.157.420	Dans l'an. 1895	440.606	Dans l'an. 1895	512.133			
— 1896	329.587.710	— 1896	455.717	— 1896	584.080			
— 1897	338.260.680	— 1897	482.669	— 1897	409.008			
2 ^e — 1897	341.926.680	Total..	1.378.992	Total..	1.505.321			
De 1871-78	2.478.447.420		1.535.034		1.702.599			
De 1879-84	2.797.873.440		1.644.778		2.023.211			
De 1885-89	2.791.531.360		1.793.341		1.815.306			
De 1890-94	3.074.973.320		2.053.818		2.008.829			
De 1895-97	1.986.212.980		1.378.992		1.505.321			
Totaux..	13.129.038.520		8.405.963		9.055.276			

B. — *Section urbaine.*

SOMMES ASSURÉES		CONTRIBUTIONS PAYÉES		SINISTRES	
	Kroner.		Kroner.		Kroner.
1 ^{er} sem. 1871	217.422.080	Dans l'an. 1871	853.481	Dans l'an. 1871	272.243
— 1872	223.374.920	— 1872	862.540	— 1872	801.442
— 1873	230.393.800	— 1873	884.208	— 1873	256.427
— 1874	244.219.320	— 1874	948.370	— 1874	496.457
— 1875	271.041.400	— 1875	1.045.508	— 1875	726.616
— 1876	298.160.200	— 1876	1.138.578	— 1876	441.800
— 1877	323.479.030	— 1877	1.209.719	— 1877	1.039.787
— 1878	349.125.260	— 1878	1.279.869	— 1878	856.817
2 ^e — 1878	358.141.610	Total.	8.222.293	Total.	4.881.589
1 ^{er} sem. 1879	368.584.880	Dans l'an. 1879	1.324.781	Dans l'an. 1879	1.563.569
— 1880	374.887.380	— 1880	1.311.630	— 1880	1.883.479
— 1881	389.503.470	— 1881	1.345.758	— 1881	1.585.789
— 1882	399.065.730	— 1882	1.356.641	— 1882	738.944
— 1883	406.697.800	— 1883	1.376.083	— 1883	1.035.368
— 1884	414.284.330	— 1884	1.393.866	— 1884	1.907.910
2 ^e — 1884	416.659.390	Total.	8.108.159	Total.	8.715.059
1 ^{er} sem. 1885	419.906.460	Dans l'an. 1885	1.410.381	Dans l'an. 1885	696.226
— 1886	429.364.650	— 1886	1.429.644	— 1886	3.651.610
— 1887	435.955.740	— 1887	1.436.690	— 1887	928.802
— 1888	447.164.410	— 1888	1.450.183	— 1888	782.145
— 1889	457.746.690	— 1889	1.460.426	— 1889	931.727
2 ^e — 1889	462.531.370	Total.	7.187.324	Total.	6.990.510
1 ^{er} sem. 1890	468.341.030	Dans l'an. 1890	1.463.653	Dans l'an. 1890	2.164.302
— 1891	489.234.160	— 1891	1.508.446	— 1891	694.548
— 1892	517.126.450	— 1892	1.588.481	— 1892	4.793.836
— 1893	535.392.630	— 1893	1.634.906	— 1893	784.467
— 1894	567.258.530	— 1894	1.686.902	— 1894	878.151
2 ^e — 1894	580.532.230	Total.	7.882.388	Total.	9.315.303
1 ^{er} sem. 1895	585.269.690	Dans l'an. 1895	1.714.952	Dans l'an. 1895	1.070.627
— 1896	616.781.040	— 1896	1.763.587	— 1896	1.064.974
— 1897	652.320.850	— 1897	1.833.964	— 1896	3.805.088
— 1897	667.041.880	Total.	5.312.503	Total.	5.940.689
De 1871-78	4.386.976.210	De 1871-78	8.222.293	De 1871-78	4.881.589
De 1879-84	4.733.431.060	De 1879-84	7.108.159	De 1879-84	8.715.059
De 1885-89	4.406.736.260	De 1885-89	7.187.324	De 1885-89	6.990.510
De 1890-94	5.214.771.580	De 1890-94	7.882.388	De 1890-94	9.315.303
De 1895-97	3.748.990.020	De 1895-97	5.312.503	De 1895-97	5.940.689
Totaux.	22.490.905.130		35.712.672		35.843.140

Il est certain qu'il a fallu plusieurs années recourir à des prélèvements de contributions extraordinaires pour couvrir les frais de la Caisse. Mais par contre il y a de bonnes années ayant permis non seulement de couvrir les frais, mais encore de réaliser des bénéfices. Aussi à la fin de 1899 la Caisse d'Etat, sans jamais avoir reçu aucune subvention du gouvernement, s'est développée d'une manière continue malgré la concurrence de l'assurance privée, et avait amassé un fonds de réserve de 3.600.000 couronnes. L'exercice 1898 à lui seul a enrichi le fonds d'une somme de 600.000 couronnes. Cependant non seulement l'assurance est facultative, mais encore la Caisse ne jouit d'aucun monopole. Ces résultats méritent d'autant plus de fixer notre attention, que l'institution d'assurance acceptée, peut-on dire, tous les risques et ne cantonne pas — comme trop souvent les Sociétés privées — exclusivement son assurance aux bons risques. Sans doute les résultats obtenus par la section rurale sont peut-être moins brillants du point de vue financier. Mais n'oublions pas que cette section n'assure que les petits risques et comme son nom l'indique des risques ruraux. Par contre les primes perçues sont d'une extrême modicité. Ces faits connus, on peut dire sans crainte d'être taxé d'exagération que l'ensemble des résultats obtenus permettent d'avoir les meilleures espérances sur la prospérité future de la Caisse d'Etat.

L'étude que nous venons d'achever de l'assurance publique dans les pays scandinaves nous a permis de constater — à l'inverse de ce que nous avons relevé en Allemagne (1) — l'existence de deux types de sociétés publiques. La Caisse de Norvège est franchement pu-

(1) Voir notre ouvrage : « Les assurances contre l'incendie par l'Etat, les provinces et les villes en Allemagne » paru en 1901 chez Chevalier-Marescq et Cie.

blique. Les Sociétés danoises ne sont que des Caisses officielles *imparfaites*. Enfin c'est à peine si l'on peut parler de Mutuelles publiques en Suède tellement le caractère officiel qu'elles revêtent est effacé. Nous tenions vivement à faire cette constatation avant de passer à notre deuxième partie qui doit être consacrée à la Suisse. Nous reviendrons sur cette observation dans notre conclusion. Mais dès maintenant remarquons combien il est curieux de voir que les adversaires des Sociétés publiques et notamment M. Chaufton semblent totalement ignorer les faits (1).

(1) Voir page 637, tome I, de son ouvrage sur les assurances. L'erreur commise par M. Max Déroulède est encore plus évidente lorsqu'à la page 151 de son ouvrage consacré aux divers systèmes d'assurance contre l'incendie il cite parmi les pays où fonctionne l'assurance-incendie obligatoire, la Suède, la Norvège, le Danemark.

DEUXIÈME PARTIE

Les établissements d'assurance contre l'incendie en Suisse.

INTRODUCTION

L'assurance contre l'incendie est exploitée en Suisse par deux catégories de Sociétés, comme en Allemagne, les Sociétés privées d'une part, les Sociétés publiques d'autre part.

Les Sociétés privées comprennent des Mutuelles et des Sociétés par actions. Pendant quelque temps elles furent laissées entièrement libres. Mais après les faillites qui frappèrent les Compagnies étrangères, notamment en Angleterre et en Amérique, les Suisses réclamèrent une institution de surveillance des Sociétés privées. Les autorités cantonales répondirent aux vœux exprimés par les populations des cantons et se chargèrent de cette surveillance. Cette mission ne tarda pas à être remplie par le conseil fédéral.

En 1874, à l'occasion de la révision totale de la Constitution fédérale de 1848, substituant la Confédération, sur certains points, aux cantons, on remit à la Confé-

dération le soin de surveiller les entreprises d'assurance non instituées par un canton. On estima, à juste titre, qu'en règle générale les cantons n'ont pas les organes nécessaires pour examiner en toute connaissance de cause la situation des Compagnies d'assurance. En tout cas cette surveillance serait simplifiée par le fait d'être exercée par un seul office central au lieu de 25 cantonaux.

La loi de 1885 reconnaît pourtant encore en cette matière une attribution aux autorités cantonales. Elles doivent exercer un contrôle préventif contre la surassurance. Mais conformément à la loi fédérale, le Conseil fédéral délivre des concessions et fait chaque année un rapport sur l'état des Sociétés soumises à sa surveillance. Enfin le conseil fédéral cherche à se rendre compte de la solvabilité des Sociétés auxquelles les populations suisses ont confié l'assurance de leurs meubles et immeubles.

D'après le rapport du conseil fédéral de 1899, l'assurance contre l'incendie était exploitée en Suisse par 18 Sociétés privées concessionnées, 15 Compagnies par actions et 3 Mutuelles. Elles assurent un capital de 6.020.392.891 francs. Les Sociétés suisses entraient dans ce chiffre pour les 3/4. En outre il existe trois caisses locales qui peuvent opérer sans concession, conformément à l'article premier, alin. 2, de la loi de surveillance : deux sont situées dans le canton d'Appenzell Rhodes intérieures assurant les immeubles et une dans le canton de Berne assurant les meubles. Ces trois caisses assuraient en 1897 ensemble 11.344.850 francs, dont 602.240 étaient réassurés à l'une des Sociétés concessionnées. Enfin il existe en Suisse 17 établissements cantonaux d'assurance immobilière et deux établissements cantonaux du mobilier ayant assuré en 1897 une

somme à peu près égale à celle des Sociétés privées.

N'appartiennent à notre domaine que les seuls établissements cantonaux. Pour les étudier nous allons d'abord nous occuper de ceux assurant les immeubles, puis de ceux assurant les meubles.

SECTION I

ASSURANCE PUBLIQUE IMMOBILIÈRE

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE L'ASSURANCE PUBLIQUE EN SUISSE

Au siècle dernier la Suisse était sans assurances. Il existait depuis longtemps déjà de petites institutions de bienfaisance : c'étaient des « Gildes ». Les membres de ces associations s'assuraient mutuellement contre les accidents de toute nature, ce qui comprenait également l'incendie. Il n'y avait pas à vrai dire de Sociétés d'assurance dans le sens moderne du mot où les engagements des deux parties sont calculés d'une manière technique. Chacun donnait suivant ses moyens pour venir en aide dans la mesure du possible à celui qui se trouvait dans le besoin. L'esprit de solidarité qui unit parents et voisins pour partager les joies comme les douleurs, voilà le sentiment qui guidait ces associations.

Au début du xix^e on se mit à réfléchir sérieusement en Suisse. On jeta les yeux sur l'Allemagne, dotée depuis plus d'un siècle déjà d'institutions d'assurance. Il fallait imiter son exemple. Avant le commencement de ce siècle,

la question préoccupait déjà les esprits et ne laissait pas les pouvoirs publics indifférents.

Le point de départ fut un projet présenté dès 1765 par Johann Rudolf Hofmeister et le Zunftmeister Melchior Lavater au conseil de la ville de Zurich. Ce projet de création d'une assurance locale des bâtiments était accompagné d'un exposé détaillé des motifs nécessitant une pareille Caisse. Celle-ci devait être créée d'office, ou comme Caisse privée soumise à la surveillance de l'autorité. Cette institution avait pour but de remplacer les secours dus à la charité publique par un droit à l'indemnité que chaque assuré se serait acquis par des versements réguliers. On créait en même temps le crédit hypothécaire. Ce dernier point était pour les auteurs du projet d'une importance capitale. Aussi en firent-ils l'objet d'une proposition spéciale qui devait être examinée avant toute autre considération. Désormais les reconnaissances de dettes de nature toute privée, pour lesquelles la fraude n'était que trop possible, devaient enfin faire place au prêt hypothécaire réglé par l'autorité.

Le projet fut renvoyé pas le Conseil des Deux Cents à une commission qui ne s'en occupa pas beaucoup.

Malgré tout l'impulsion était donnée. D'abord dans une conférence tenue à la « Physikalische Gesellschaft » de Zurich en 1777, puis ensuite dans un ouvrage paru en 1778 (1), un savant et ingénieux économiste, Joh. Friedrich Waser développe ses idées sur la création d'une Caisse facultative d'assurance contre l'incendie.

(1) Considérations sur les maisons d'habitation zurichoises surtout au point de vue des caisses d'assurance contre l'incendie et des registres des habitants et autres considérations d'économie politique se rattachant à ces questions par Joh. Friedrich Waser, ancien pasteur à Kreuz et membre ordinaire de la « physikalische Gesellschaft » de la ville de Zurich.

pour la ville de Zurich. Dans ce projet l'auteur comme son prédécesseur insiste sur l'inscription des créances hypothécaires dans le contrat d'assurance comme devant constituer une garantie, partant provoquer une baisse du taux d'intérêt des prêts hypothécaires. Il veut aussi créer un fonds au moyen d'une contribution annuelle de $1/4$ ‰ et d'un droit d'entrée de $1/2$ ‰ et placer ce fonds, de telle manière qu'il profite aussi à d'autres entreprises d'utilité publique. Waser admet même la possibilité de payer l'assurance par un versement unique au lieu de versements annuels, qui serait 24 fois supérieur à un versement annuel, soit 6 ‰. A l'appui de ses calculs Waser cite la statistique des incendies et remonte deux siècles en arrière.

L'ouvrage de Waser contribua à faire percer les idées de Hofmeister. Le Conseil soumit la question à l'étude d'une commission qui fit un rapport favorable. Le 6 mars 1782 les statuts de la Caisse privée d'assurance contre l'incendie élaborés avec le concours de Hofmeister, furent sanctionnés et la Caisse dirigée par des hommes nommés par le Conseil entra immédiatement en activité.

Le droit d'entrée était fixé à 1 ‰, la contribution annuelle à $1/2$ ‰. Celle-ci devait être réduite aussitôt que les sommes assurées atteindraient 4 millions et le fonds 10.000 florins.

Les propriétaires des maisons qui entreraient dans la suite auraient à verser une certaine somme pour avoir droit au fonds de réserve. Ceux qui voulaient se libérer en une fois du paiement des contributions annuelles avaient à verser 33 fois $1/3$ le montant de la contribution annuelle. Les fonctions de la direction étaient gratuites. Les résultats heureux de la Caisse furent pour beaucoup dans la création de la Caisse cantonale de Zurich qui entra en activité en 1808.

En 1788, le gouvernement du canton de Berne proposa comme sujet de concours l'étude de la question suivante : « Y a-t-il lieu d'établir dans le canton de Berne une Caisse d'assurance ; pour quels motifs et comment devrait-elle être organisée ? » La réponse qui obtint le prix concluait à l'organisation d'une Caisse officielle avec assurance facultative (1). Mais nous étions à la veille de la Révolution Française. Tous avaient l'esprit préoccupé par cette grande transformation sociale qui devait s'opérer. Les événements qui se passèrent en France pendant la fin du XVIII^e siècle absorbaient l'attention de tous les peuples de l'Europe et surtout les voisins immédiats de la France.

Après l'acte de médiation, à cette époque où les cantons rétablis, rajeunis, transformés et forts de leur neutralité, commencèrent à donner des preuves de leur vitalité et à affirmer leur droit à l'existence en rivalisant de zèle dans l'étude des questions d'utilité publique, nous voyons ces petites sociétés locales reconnaître bientôt leur impuissance en présence de sinistres un peu considérables et exprimer le désir de donner à ces établissements de bienfaisance une base plus solide. L'acte de médiation ayant d'autre part réveillé le sentiment d'autonomie dans les cantons, nous voyons naître toute une série d'institutions cantonales pour l'assurance du bâtiment : c'est dans le canton d'Argovie en 1805 ; dans ceux de Berne et de Thurgovie en 1806 ; dans ceux de Bâle (ville) et Saint-Gall en 1807 ; dans celui de Zurich en 1808 et de Soleure en 1809 ; dans ceux de Lucerne et de Neuchâtel en 1810 ; dans ceux de Vaud et Glaris en 1811 ; dans ceux de Schaffouse, de Zug et de Fribourg en 1812, soit 14 Caisses publiques

(1) Voir page 190.

d'assurance contre l'incendie en huit ans. C'était une véritable trainée de poudre.

Plus tard, par suite de la division administrative que subit le canton de Bâle, se fonda en 1833 la *Caisse officielle Bâle campagnes*. En 1841, c'est la Caisse d'Appenzel Rhodes Extérieures et enfin en 1884 la *Caisse d'Unterwalden-le-Bas*, soit en tout actuellement 17 établissements cantonaux exploitant l'assurance immobilière.

Ainsi la plus ancienne Caisse d'assurance immobilière ayant servi plusieurs fois de modèle dans la suite est celle du canton d'Argovie.

Le Brisgau autrichien dès le XVIII^e siècle avait une Caisse d'assurance générale des bâtiments étendant sa sphère d'action à toute la province ; dès lors comprenant également dans son ressort le Frickthal. Par les traités de paix de Campo-Formio (1797) et de Lunéville (1801), il fut cédé par l'Autriche à la France pour faire partie de la Suisse. Comme ces puissances n'avaient pas encore trouvé le temps d'accomplir cette cession, le Frickthal se sépara de l'Autriche en 1802 et demeura dans cette situation inconstitutionnelle sans administration réglée jusqu'à l'acte de médiation du 19 février 1803 qui l'annexa à nouveau au canton d'Argovie. Pendant les années antérieures le Frickthal apprit à connaître les avantages qu'il avait tirés de la Caisse d'assurance contre l'incendie du Brisgau. Lorsqu'il ne fit plus partie du domaine de la Caisse et qu'il n'existait plus de loi pour forcer les récalcitrants à payer leur quote-part en cas d'incendie, les créanciers hypothécaires prirent peur et demandèrent le remboursement de leurs créances. Des faillites s'en suivirent. Les habitants du Frickthal s'adressèrent alors au gouvernement pour obtenir le maintien de leur Caisse d'assurance contre l'incendie. Le gouvernement reconnaissant le bien fondé de leur

requête leur donna satisfaction tout en regrettant de ne pouvoir étendre cette sage mesure à tout le canton. Les pouvoirs publics craignaient le terrain encore insuffisamment préparé ; aussi le grand conseil du canton d'Argovie décida-t-il, le 14 mai 1804, le maintien de la Caisse d'assurance du Frickthal sur ses anciennes bases.

La Caisse était placée sous la surveillance des autorités cantonales qui devaient tenir à jour les registres du cadastre, percevoir les cotisations, payer les indemnités en cas de sinistre et faire un rapport annuel sur l'administration de la Caisse.

Cette Caisse une fois organisée, l'idée d'une Caisse générale pour tout le canton fit de rapides progrès. Dès le 16 mai 1805, le grand conseil du canton d'Argovie sanctionnait la loi qui lui était soumise par le gouvernement relative à la création d'une Caisse générale d'assurance contre l'incendie.

En présentant cette loi, les pouvoirs publics cherchaient non seulement à conserver la fortune des citoyens et à prévenir l'indigence, mais surtout à élever par cette assurance « les maisons et les bâtiments au rang d'hypothèque réelle, de consolider par là le crédit public et d'augmenter la richesse de chaque citoyen et par suite celle du canton tout entier. »

D'ailleurs voici quelques passages les plus saillants du message par lequel le département de police argovien motivait son projet de loi :

« Un capitaliste avisé qui a le choix entre un placement où il ne court aucun risque, mais qui ne lui rapporte que 4 % d'intérêt, et un placement incertain dont l'intérêt peut être de 5 jusqu'à 6 %; préfère le premier. La richesse se mesure par le crédit ; mais celui qui possède un avoir sûr trouve toujours plus de crédit qu'un autre dont la fortune est placée dans de mauvaises conditions de sécurité ; il en résulte tout natu-

rellement que par la sécurité des placements la fortune s'accroît dans la même proportion que le crédit augmente. Or, ces principes généraux sont faciles à appliquer aux maisons assurées par la Caisse cantonale. Qu'on se représente un citoyen ne possédant que sa maison pour toute fortune. Veut-il commencer une industrie pour laquelle il a besoin d'une avance, le capitaliste prudent ne lui prêtera que jusqu'à concurrence de la valeur du terrain sur laquelle elle repose et des droits qui s'y rattachent.

« Il n'y aura plus de capitaux comme souvent des fonds de veuves et d'orphelins, des fonds d'église, des fondations, qui restaient improductifs parce qu'ils ne pouvaient être placés avec toute la sécurité désirable. Chacun, même celui qui ne fera pas partie de la Caisse, jouira du crédit hypothécaire consolidé par l'assurance, crédit qui doit être d'autant plus solide et plus grand qu'il sera basé sur le crédit général du pays.

« Pour les mêmes raisons, l'assurance provoque une augmentation de la valeur des maisons ; le bâtiment assuré conserve toujours une valeur. Les gens aisés se décideront plus facilement à bâtir ou à acheter une maison quand ils n'auront plus à craindre que le capital qu'ils dépenseront devienne la proie des flammes. — La sécurité que procure la Caisse d'assurance, et qui accroît le crédit individuel du propriétaire, entraînera nécessairement un abaissement de l'intérêt et favorisera le développement des manufactures et des fabriques, ainsi que de l'industrie en général. »

Ces quelques lignes montrent suffisamment combien ces considérations ont joué un grand rôle dans la création de la Caisse argovienne ainsi que d'ailleurs dans celle de toutes les autres caisses cantonales d'assurance contre l'incendie.

Ainsi le canton d'Argovie composé de quatre terri-

toires ayant jadis été sous des dominations différentes a su mettre à profit les idées importées de l'étranger. Mais ce serait une erreur de croire que l'assurance a la même origine pour tous les cantons où elle est pratiquée. On peut trouver de nombreux exemples dans les cantons anciens où l'assurance est née spontanément du sentiment de solidarité de la population. Ce sentiment était même assez développé dans les cantons suisses. On sait, en effet, que les forêts, les champs, les pâturages étant la propriété de tous, on vivait en communauté. Quelqu'un voulait-il se bâtir une maison, il prenait à la forêt le bois dont il avait besoin. Chacun des habitants prêtait son concours à la construction des routes et des canaux, comme une chose due à la communauté. Personne ne trouvait à redire aux réquisitions de bêtes de somme effectuées toutes les fois qu'elles devenaient nécessaires. Qu'un citoyen tombe dans l'indigence, c'est de bonne grâce qu'on lui venait en aide par des prestations de travail. Après de grandes calamités le gouvernement ne manquait pas d'ordonner des collectes dans toute la contrée. Ces quêtes, souvent donneront lieu à l'assurance. Aussi insistons quelque peu.

C'est dans le canton de Glaris qu'on rencontre la plus large application de cet usage. Il fut en même temps un des premiers cantons qui prirent l'initiative d'une pareille mesure. Ainsi la « Landgemeinde » alla jusqu'à disposer que les excédents de recettes encaissés par la Caisse du canton devaient être consacrés à venir en aide aux citoyens victimes d'un incendie ou d'une inondation.

Le « Landbuch » de 1807, reproduisant le principe de décisions prises déjà en 1789 et en 1805, contient une disposition suivant laquelle les dommages causés à la propriété foncière par le feu ou l'eau devaient être éva-

lués par l'autorité, et suivant le cas, indemnisés. On ne pouvait pourtant recevoir en secours plus de 10 % du montant des dommages. Bien mieux, un règlement du 29 mars 1808 prescrit que ces dommages devaient être estimés dans les huit jours et qu'une indemnité devait être accordée par la Caisse du canton. Des collectes facultatives étaient également prévues pour les pertes de mobilier mais elles ne pouvaient avoir lieu qu'une fois par an. On comprend aisément comment ce système de secours accordé par le canton jusqu'à concurrence de 10 % du montant des dommages devait conduire à l'assurance.

La logique ne disait-elle pas que pour subvenir à ces frais, il fallait imposer les propriétaires proportionnellement à la valeur de leurs biens immobiliers? Cet impôt spécial, qu'était-ce, sinon une espèce de prime d'assurance ?

Les établissements cantonaux n'ont pas été construits d'après un type, une théorie. Sans doute on a souvent pris à des caisses existantes ce qu'elles avaient de bon, mais en somme on peut dire qu'ils ont surtout été organisés suivant les besoins et les idées de la population à laquelle ils étaient destinés. On ne cherchait pas davantage à s'opposer aux sociétés par actions car elles ne jouaient aucun rôle à l'époque de la fondation de la plupart des établissements cantonaux ; ce qu'on voulait, c'était instituer l'assurance.

Il serait intéressant de rechercher comment ces institutions cantonales ont été organisées à l'origine, puis quelles transformations cette première organisation a subies. Faire cette étude pour chaque Caisse nous entraînerait beaucoup trop loin. Aussi, avons-nous songé à partager le siècle en périodes et à suivre ainsi le développement des transformations dont l'organisation de ces caisses fut l'objet en prenant une Caisse

comme type pour chaque période envisagée. Quant aux autres, sans les délaissier entièrement, nous ne ferons connaître de leur organisation que les principales lignes. Chacun de ces points principaux formera un paragraphe dans lequel nous pourrons parler d'un certain nombre d'établissements cantonaux.

CHAPITRE II

ORGANISATION DES CAISSES CANTONALES — TRANSFORMATIONS QU'ELLE A SUBIES

A) *Organisation primitive des Caisses cantonales pendant les 20 premières années du siècle.*

La base de toute l'organisation consiste en ce que l'autorité législative du canton : le *Grand Conseil* ou la *Landsgemeinde*, élabore, comme représentants des propriétaires de bâtiments, la loi fondamentale ou les statuts de l'établissement. Le pouvoir exécutif se charge de les faire appliquer.

Mais chaque établissement doit se suffire à lui-même il a ses ressources propres. L'Etat ne peut que faire des avances.

Cette idée générale donnée, faisons une étude complète des principales dispositions régissant l'organisation de la plus ancienne Caisse : celle du canton d'Argovie.

Organisation de la Caisse cantonale argovienne

La loi argovienne de 1805 commence par poser le

principe mutuel qui doit servir de base à l'organisation de la Caisse. Celle-ci couvre dans une certaine mesure, fixée par la loi, les pertes subies par les membres de la Caisse en cas d'incendie de leurs immeubles. L'obligation pour chacun des membres de contribuer au paiement des indemnités allouées aux autres sociétaires proportionnellement à la valeur de leurs biens immobiliers est la condition réciproque.

L'assurance contre l'incendie s'étend à tous les bâtiments situés dans le canton y compris ceux du Frickthal. Quant aux châteaux et autres bâtiments publics pouvant être la proie des flammes, ils pourront, sur une décision du gouvernement, être assurés également à l'établissement cantonal. Certains risques enfin sont exclus. Ce sont les fabriques, magasins de poudre, fonderies, verreries, les raffineries, les tuileries, les fabriques de poterie et de faïence, les maisons de chasse, serres et pavillons éloignés des localités.

La Caisse couvre des pertes causées par l'incendie à moins qu'il n'ait été allumé intentionnellement par le propriétaire. Ces incendiaires « Mordbrenner » sont en outre punissables conformément aux lois pénales ; s'ils n'ont ni ascendants ni descendants, le terrain sur lequel était bâti l'immeuble incendié devient la propriété de la Caisse. Il en sera de même si les parents sont convaincus de complicité. Si le prix du terrain et la vente des matériaux sont insuffisants à payer les créanciers hypothécaires, la Caisse versera jusqu'à concurrence du montant de leurs créances les sommes nécessaires pour parfaire la différence. L'incendie est le résultat d'une imprudence : il ne s'en suivra pas une déchéance du droit, mais l'auteur de l'incendie est dans ce cas punissable conformément aux règlements de police. L'incendie est-il le fait d'un tiers, la Société se réserve le droit de recours.

L'assurance s'étend aussi aux risques d'incendie en temps de guerre. Cependant en cas de sinistre considérable le paiement des indemnités ainsi que le prélèvement des contributions qu'il entraîne seront répartis sur plusieurs années. Les contributions ne pouvaient excéder par an $1/3\%$ du montant des sommes assurées.

Aux termes de la loi, les conseils communaux ont à tenir un registre des bâtiments à assurer indiquant le genre de construction. L'évaluation des bâtiments était faite en présence du propriétaire par des délégués du conseil communal assistés de deux experts. La valeur estimée était portée au cadastre. L'estimation se basait sur le prix de vente moyen dans la localité. Ne rentraient en ligne de compte ni les caves voûtées, ni le terrain, ni les jardins, ni les droits se rattachant à la propriété de la maison. Le propriétaire ne saurait s'assurer pour une somme supérieure à la valeur estimée, mais pour une somme moindre sans qu'elle puisse être inférieure au tiers de l'estimation. Il y a exception pour les bâtiments industriels avec foyer qui doivent être assurés pour leur valeur totale. L'assurance doit porter sur des sommes rondes divisibles par 50. Copie du registre doit être remise à l'autorité du district et au gouvernement. Les changements de valeur importants et les nouvelles constructions doivent être portés chaque année dans le registre et notifiés aux autorités supérieures au moyen d'un formulaire spécial.

Survient un sinistre. L'« ammann » du district fait évaluer le dommage par le conseil communal assisté de deux experts. Si le bâtiment n'est plus réparable, le dommage est considéré comme complet et les matériaux restant sont laissés au propriétaire pour l'indemniser des frais de déblaiement. Lorsque le bâtiment n'a pas été totalement détruit par le feu ou qu'il a été démoli pour arrêter la propagation de l'incendie, le dommage

est estimé de la même manière que le bâtiment lui-même quand il a été assuré. L'on fixe le quantième de la somme assurée qui a été détruit en tenant compte des matériaux encore utilisables. En cas de recours du propriétaire, l'« ammann » ordonne aux frais du propriétaire une expertise juridique. Lors de toute expertise, l'« ammann » doit présenter au conseil des finances du canton un procès-verbal relatant en détail les causes connues et présumées de l'incendie d'après l'enquête des experts.

Reste à fixer la contribution. C'est ce que fait le conseil des finances après chaque sinistre. Connaissant, de par le cadastre, la valeur des immeubles assurés, il répartit l'indemnité sur tous les sociétaires y compris le sinistré proportionnellement au montant de la valeur des bâtiments assurés par chaque propriétaire. Puis le conseil communal fixe aussitôt le jour où la perception devra avoir lieu. Au jour indiqué les sommes seront recueillies et le résultat en est aussitôt porté à la connaissance du conseil des finances. A défaut de paiement il est procédé immédiatement à une saisie-exécution pour le double du montant de la contribution. Cette seconde contribution ainsi que les excédents en sus de la somme due tombent dans la Caisse communale et servent à l'achat des pompes à incendie et autres engins pour le service des pompiers. Les communes en retard sont responsables et sont elles-mêmes exécutées.

En cas d'absence du propriétaire, le locataire paie pour lui sur le compte du loyer ; le tuteur paie pour le propriétaire mineur ou mis sous tutelle, la commune pour les bâtiments communaux, le gérant de la masse pour les faillis. Les contributions sont considérées comme une charge foncière privilégiée. Les indemnités sont payées par l'intermédiaire des conseils communaux dès que l'on s'est assuré qu'elles seront employées

à la reconstruction de la maison ou au remboursement des créanciers hypothécaires. De plus, détail plein d'intérêt, les maisons doivent être recouvertes en tuiles et non pas en chaume. Le conseil des finances fait un compte rendu annuel de manière à s'assurer qu'aucune somme n'a été détournée de sa destination.

En revanche, en principe, toute collecte en cas d'incendie est dorénavant interdite, sous peine d'amende, dans tout le canton. Il n'y a que dans des cas extraordinaires que des collectes pourront être autorisées par le Petit conseil. A l'avenir dans les actes de partage, dans les reconnaissances de dettes, dans les titres de vente, doit figurer la valeur assurée des bâtiments dont il s'agit.

Pour éviter les abus, toutes les autorités de police sont chargées de la police des incendies. A cet effet, en 1806 fut élaborée une nouvelle loi très complète accompagnée d'un règlement d'exécution concernant la police du feu et des constructions. Voici analysée, dans ses traits principaux, l'organisation du premier établissement (1) cantonal d'assurance contre l'incendie qui a servi de modèle dans la création de la plupart des autres. Aussi pouvons-nous, pour caractériser les autres établissements, nous borner à rechercher comment furent réglés les points les plus essentiels. Toutefois pour rester fidèle au plan que nous nous sommes proposés de suivre, nous n'envisagerons ici que l'organisation qui s'offre à notre analyse pendant les 20 premières années de ce siècle. Somme toute, c'est uniquement de l'organisation primitive que nous allons continuer à nous occuper. D'ailleurs les lois élaborées pendant cette

(1) Grâce aux précieux renseignements que nous avons trouvés dans une étude publiée dans la statistique des assurances du bureau fédéral.

période sont fort nombreuses et règlent l'assurance contre l'incendie dans bon nombre de cantons. C'est, après la loi du canton d'Argovie de 1805, celles de 1806 pour les cantons de Thurgovie et de Berne ; celles de 1807 pour les cantons de Bâle et Saint-Gall ; celles de 1808 pour le canton de Zurich ; celles de 1809 pour les cantons de Soleure et Schaffhouse ; celles de 1810 pour les cantons de Neuchâtel et Lucerne ; celles de 1811 pour le canton de Vaud ; celles de 1812 pour les cantons de Zug et Fribourg ; celles de Genève en 1821.

Ces lois contiennent de nombreux points communs ; aussi grouperons-nous toutes les caisses présentant une organisation à peu près identique sur les points principaux qui vont retenir notre attention, sauf à signaler brièvement les exceptions qui s'offriront à nous.

α L'assurance obligatoire pour tous les propriétaires de maisons, voici le principe fondamental appliqué dans presque tous les cantons. Seuls les établissements de Berne, Neuchâtel et Fribourg avaient admis l'assurance facultative. Dans tous les autres établissements l'obligation de l'assurance était étendue autant que possible à l'origine.

Schaffouse n'excluait aucun bâtiment de l'assurance, Genève seulement les fabriques et magasins de poudre et les théâtres ; d'autres cantons comme celui d'Argovie, excluent, outre les fabriques et magasins de poudre, les fonderies, verreries, tuileries à cause des dangers exceptionnels qu'elles présentent ; d'autres, pour une raison identique, les fabriques de poterie et salpêtrières ; la plupart aussi les petites constructions d'une valeur inférieure à 100, 200, ou 300 francs ; enfin les établissements des cantons de Vaud et de Bâle, les bâtiments de l'Etat et les églises qu'ils considèrent comme des risques très peu dangereux.

A l'origine, la grande majorité des cantons ne voyaient aucun inconvénient à assurer les bâtiments pour *leur valeur* totale et acceptaient trop facilement l'estimation fournie par le propriétaire. C'est ainsi que dans les cantons de Zurich et de Schaffhouse, par exemple, l'établissement d'assurance admettait l'évaluation du propriétaire lorsqu'elle ne dépassait pas d'un quart la valeur réelle de la maison. Nous ne connaissons guère à l'origine que les cantons de Lucerne et de Neuchâtel, qui décidèrent que l'assurance ne pourrait porter que sur les $\frac{3}{4}$ de la valeur. Ajoutons encore le canton de Bâle qui ne couvrirait pas plus d'une valeur de 50.000 francs sur un seul bâtiment privé. Par contre les établissements des cantons de Zurich, Soleure, Schaffhouse et Genève permettaient au propriétaire de n'assurer son bâtiment que pour une partie de sa valeur sans toutefois qu'elle puisse être inférieure aux $\frac{3}{4}$ de la valeur totale.

L'établissement du canton de Schaffhouse exigeait même que l'assurance fût complète pour les risques très dangereux.

Les établissements des cantons de Fribourg, Berne, Lucerne, Neuchâtel et Argovie se montraient encore moins exigeants.

Le taux minimum était des $\frac{2}{3}$ pour le premier, pour les trois suivants de $\frac{1}{2}$ et même pour le canton de Zug on pouvait n'assurer que $\frac{1}{4}$ de la valeur de son immeuble ; enfin, comme nous le savons déjà, pour le canton d'Argovie, le minimum était fixé à $\frac{1}{3}$.

Au point de vue de l'évaluation des immeubles, nous rencontrons pour la plupart des établissements, une grande liberté. Il n'y avait guère à l'origine que le canton de Soleure où les estimateurs étaient nommés en majorité par les autorités du canton. Dans les cantons de la Suisse allemande c'étaient les autorités commu-

nales plus ou moins dépendantes des autorités et des experts en bâtiment nommés par elles, qui faisaient les évaluations des bâtiments. Mais empressons-nous d'ajouter, pour être exact, que les lois postérieures élaborées dans d'autres cantons modifiaient cet état de choses. Dans le canton de Fribourg, était adjoint aux délégués de la commune, le contrôleur du district. Dans le canton de Vaud on taxait sur la valeur cadastrale, qu'on majorait de 50 %. L'estimation du cadastre étant très faible même avec cette augmentation, on avait à peine la valeur complète du bâtiment. Dans les cantons de Neuchâtel et de Genève, les estimateurs étaient désignés par les autorités du canton.

L'estimation des dommages se faisait d'une manière à peu près identique. En cas d'incendie total, c'était fort simple, on accordait une indemnité égale au montant du capital assuré. L'incendie n'est que partiel : d'une manière générale on peut dire que les dommages étaient évalués par les mêmes experts que ceux qui avaient estimé la maison. Dans les cantons de Fribourg et de Soleure, les estimateurs étaient nommés par le préfet du district ; par le président du tribunal dans le canton de Neuchâtel ; par le juge de paix dans le canton de Vaud ; par la chambre des comptes dans le canton de Genève. Après tout incendie la commission d'estimation devait procéder à une enquête circonstanciée principalement sur les causes du sinistre.

Le procès-verbal de leur expertise devait être aussitôt envoyé à l'autorité gouvernementale chargée de la surveillance.

Etudiant l'organisation au point de vue de l'étendue de la garantie des établissements, nous sommes frappés par la grande libéralité de ces premières lois d'assurance.

Naturellement les divers établissements couvraient

les pertes causées par l'incendie, les mesures prises pour arrêter la propagation du feu, la foudre alors même qu'elle n'entraînait pas d'incendie. De plus toutes les lois de cette période déclaraient expressément l'établissement cantonal responsable des sinistres de guerre ; la plupart des caisses cantonales garantissaient aussi expressément, sous réserve de peines de police assez légères, les incendies par imprudence.

Cette libéralité fut vivement critiquée plus tard. C'est ainsi qu'on peut lire dans le rapport du bureau fédéral de 1897 (1) : « Cette simplicité et cette coulance de l'administration centrale, ne se concilient guère avec l'assurance contre l'incendie... il est nécessaire de prévenir par des censures énergiques les incendies par spéculation ou par négligence et de refuser tout ou partie de l'indemnité suivant le degré de la faute. » Ce passage qui dans l'esprit de l'auteur s'appliquait surtout à la première période exprime à notre avis une critique, sinon mal fondée, tout au moins excessive.

En effet, d'abord il existait une réserve venant diminuer cette libéralité, consistant dans des peines de police supportées par le sinistré dans le cas d'incendie par imprudence. De plus dès l'origine dans les cantons de Lucerne, Zug, Soleure, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie, le gouvernement pouvait priver le sinistré totalement ou partiellement de son droit à l'indemnité suivant le degré de négligence qu'on pouvait lui imputer.

Si l'incendie était dû au fait d'une tierce personne, l'indemnité était payée au sinistré, mais l'établissement pouvait se retourner contre la personne fautive.

(1) Page 61 du rapport du Bureau fédéral des assurances sur les entreprises privées en matière d'assurances en Suisse, en 1897.

Seul le « Mordbrenner », c'est-à-dire celui qui mettait le feu à sa propre chose, ou qui était complice, ou de connivence avec l'incendiaire, était déchu de tous droits à l'indemnité sans préjudice des peines prévues par les lois pénales. Mais dans tous les cas les créanciers hypothécaires conservaient vis-à-vis de la caisse d'assurance un droit pour le montant de leur créance tant qu'ils ne pouvaient pas être couverts par le reste de la fortune du sinistré.

Même les dispositions de ces lois concernant le paiement de l'indemnité protégeaient les intérêts des créanciers hypothécaires. Si l'incendié voulait reconstruire sa maison, son indemnité lui était payée par tiers. Le premier tiers lui était payé immédiatement, ou quand il commençait la construction, le second à la pose de la toiture, le troisième une fois la maison achevée.

S'il ne reconstruisait pas sa maison, son indemnité ne lui était payée qu'avec le consentement des créanciers hypothécaires (1).

Voici maintenant quelques particularités propres au canton de Fribourg. Jusqu'en 1815 fut appliquée une disposition d'après laquelle l'incendié qui ne voulait pas reconstruire, n'avait droit qu'à la moitié de la somme assurée — les droits des créanciers hypothécaires réservés — et cela seulement lorsqu'il avait d'autres bâtiments qui restaient assurés à la caisse cantonale. Sinon il ne recevait rien du tout. Ceci revenait presque à imposer au propriétaire la reconstruction de l'immeuble détruit. En outre disons encore que dans le cas où l'incendié ne voulait pas reconstruire dans une ville, Fribourg garantissait aux créanciers hypothé-

(1) L'établissement du canton de Genève accordait aussi aux ouvriers occupés à la reconstruction un droit personnel sur l'indemnité.

caires la somme assurée entière lorsqu'ils reconstruisaient la maison incendiée au lieu et place de l'ancien propriétaire.

En parcourant les lois d'assurance élaborées pendant les vingt premières années de ce siècle, nous constatons que la perception des contributions avait lieu dans les divers établissements cantonaux, d'après le système de la répartition des dommages sur tous les assurés. On ne prélevait en contributions que juste les sommes nécessaires pour couvrir le dommage. Bien mieux, d'après les lois d'Argovie et de Thurgovie, le dommage était même réparti après chaque sinistre sur les propriétaires, et les contributions étaient immédiatement encaissées. L'indemnité payée, restait-il des excédents, ils tombaient dans la Caisse communale comme la prime double que devait payer le propriétaire en retard pour le paiement de la prime. Ces ressources étaient consacrées aux besoins du service d'incendie.

La loi bâloise prescrivait donc de ne recourir aux perceptions immédiates de contributions qu'en présence d'un incendie ayant entraîné de gros dégâts. Dans les incendies de moindre importance, l'Etat avançait les sommes à la Caisse d'assurance. Dans tous les autres établissements, la perception des contributions n'avait lieu qu'à la fin de l'exercice. Les avances du canton étaient la règle. Toutefois, lorsque le montant des indemnités était très considérable, le remboursement sous forme de contribution était réparti sur plusieurs années et l'on ne prélevait que le maximum légal qui était fixé à $2\frac{1}{2}\%$ dans le canton de Zug, à 3% dans les cantons de Berne, Vaud et Genève, à $3\frac{1}{3}\%$ dans ceux de Saint-Gall, Argovie et Thurgovie, à 5% dans ceux de Bâle et Neuchâtel. Quant aux cantons de Zurich et Lucerne, ils n'avaient pas de maximum. Le canton de

Saint-Gall était le seul qui perçût un minimum annuel de $2/3 \text{ ‰}$ pour couvrir les frais d'administration.

Les contributions étaient fixées proportionnellement au montant des sommes assurées sans recourir à une classification des risques, voilà l'idée générale. Mais il nous semble trouver déjà un germe de classification dans la loi bâloise et saint-galloise. Toutes deux, en effet, augmentent la prime à percevoir lorsque dans l'immeuble assuré est exploitée une industrie quelque peu dangereuse. Aux termes des dispositions de la loi bâloise, cette augmentation était de $1/4$ et de $1/10$ seulement dans le canton de Saint-Gall.

Les comptes rendus à présenter à l'autorité législative à la fin de chaque exercice, devaient démontrer que les contributions n'avaient été affectées qu'au paiement d'indemnités en cas d'incendie et des frais d'administration.

L'assurance simultanée à d'autres Sociétés était sévèrement interdite de bonne heure. C'est ainsi qu'on peut lire dans les premières lois des cantons limitrophes de France : ceux de Vaud, Neuchâtel et Genève, que les propriétaires qui se rendaient coupables d'infraction à cette défense, perdaient leur droit à une indemnité à la charge de l'établissement cantonal.

Enfin toutes les lois primitives interdisent les collectes en cas d'incendie tout en réservant au gouvernement le droit de les autoriser dans certains cas exceptionnels.

De même partout le législateur juge nécessaire de recommander fortement d'éviter que l'assurance soit une cause de relâchement dans l'observation des règlements de police, des bâtiments et des incendies.

A en croire le rapport du Bureau fédéral, ces recommandations n'auraient pas porté leurs fruits. Si pendant les 10 années qui suivirent, le ‰ des incendies n'augmenta pas, il faudrait l'expliquer par la force de l'habi-

tude. Cette génération accoutumée à prendre toute espèce de précautions contre l'incendie, qui faisait chaque soir une révision de la maison et de la grange pour s'assurer que tout foyer, toute lumière, étaient éteints, existait encore. Le « Mordbrenner » était considéré comme criminel au même titre qu'un autre incendiaire.

Il paraîtrait que les choses auraient changé pendant les 10 années suivantes. Les règlements de police du feu et des bâtiments deviennent de jour en jour plus minutieux, l'installation des paratonnerres se développe, le service des pompiers s'améliore. Malgré tout, le $\frac{\%}{\infty}$ des dommages payés par les Caisses d'assurances, s'accroît continuellement. Il paraîtrait que dans les cantons de Zurich, Berne, Soleure, Argovie, Vaud, cette augmentation serait du double ; dans les cantons de Lucerne et de Thurgovie du quadruple, et du sextuple dans le canton de Neuchâtel.

Remarquons tout d'abord que cette objection porterait et porte contre toute institution d'assurance quelle qu'elle soit. De plus, bien souvent cette augmentation est le résultat d'une statistique plus exacte. Dès lors qu'on a un intérêt direct à déclarer un incendie, on comprend aisément qu'on n'hésite pas à le faire, surtout lorsque pendant plusieurs années, de nombreux exemples auront comme fait passer dans les mœurs cette coutume.

Enfin — et notre rapport ne le conteste pas — le développement de l'industrie, l'introduction des allumettes, et un genre de vie plus approprié aux inventions modernes sont de nature à augmenter le risque d'incendie. Qu'il y ait un peu plus de nonchalance de la part des propriétaires à prendre des précautions pour éviter l'incendie, à surveiller les enfants et les domestiques : c'est possible. Mais le plus souvent ce sera inconsciem-

ment, sans aucune arrière-pensée, qu'agiront les propriétaires.

Toujours est-il que pendant la période 1821-1861 que nous abordons maintenant, on n'a pas craint de compliquer l'organisation primitive si simple en y introduisant une série de dispositions nouvelles destinées à sauvegarder les intérêts généraux contre l'insouciance, l'inobservation des règlements et la mauvaise foi.

B) Etudions cette seconde période de l'histoire de l'assurance se terminant à l'incendie de Glaris, qui constitue dans le développement de l'assurance comme un point de départ vers une direction nouvelle.

Pendant cette période, à la liste des établissements cantonaux déjà cités, il faut ajouter celui de Bâle (campagnes) fondé en 1833 et n'étant que le résultat d'une scission du canton en deux demi-cantons.

En 1841 c'est l'établissement cantonal obligatoire d'Appenzel Rhodes Extérieures remplaçant l'ancienne Société privée et facultative. En 1835 l'établissement de Glaris est doté d'un règlement nouveau.

Les lois de ces cantons entendaient mettre à profit les enseignements que l'expérience avait donnés.

On reprochait surtout à l'assurance, telle qu'elle était pratiquée dans plusieurs cantons, de permettre de réaliser des bénéfices. Les propriétaires de bâtiments, surtout lorsqu'ils avaient assuré aussi leurs meubles, ne perdaient plus rien. Peut-être même avaient-ils avantage à voir leurs bâtiments devenir la proie des flammes.

Pour remédier à ce vice, on recourut au procédé déjà employé pour les petites caisses d'assurance du bétail consistant à n'assurer qu'une partie de la valeur estimée. C'était, pensait-on, un moyen d'intéresser le propriétaire à la conservation de son bien.

Ainsi le règlement de Glaris de 1835 n'autorise que

l'assurance des $\frac{3}{4}$ de la valeur estimée ; la loi d'Appenzell Rhodes Extérieures, de 1841, les $\frac{7}{8}$ seulement. La loi argovienne statue en 1834 que lorsque des réparations sont jugées urgentes par la Commission d'estimation, le bâtiment ne saurait être assuré que jusqu'à concurrence de la moitié de sa valeur tant que les réparations ou changements réclamés n'auront pas été faits. Dans tous les cas le mobilier ne peut plus être assuré que pour les $\frac{3}{4}$ de sa valeur sous peine d'amende et de nullité de l'assurance en cas d'infraction ; d'après la loi argovienne de 1849, un bâtiment ne peut être assuré que pour les $\frac{4}{8}$, $\frac{5}{8}$ ou $\frac{6}{8}$ de sa valeur, sans pouvoir pourtant être assuré pour une valeur inférieure à celle du montant de la dette hypothécaire et le mobilier seulement à la Société suisse d'assurance du mobilier.

D'après la loi zurichoise de 1840, l'indemnité en cas d'incendie ne peut être que des $\frac{9}{10}$ de la valeur assurée détruite.

L'établissement de Fribourg en 1854 n'assurait que les $\frac{8}{10}$, $\frac{7}{10}$ ou $\frac{6}{10}$, et si l'intéressé n'indique pas la fraction pour laquelle il veut être assuré, les bâtiments ordinaires sont assurés pour les $\frac{7}{10}$ de leur valeur et les édifices publics pour les $\frac{6}{10}$. D'après la loi vaudoise de 1849, l'établissement n'indemnise les dommages que pour les $\frac{4}{5}$ de la valeur estimée. La loi bernoise de 1852 réduit l'assurance aux $\frac{4}{5}$ de la valeur estimée officiellement. La loi du canton de Schaffhouse de 1853 ne permet l'assurance que des $\frac{5}{6}$ de la valeur des bâtiments privés et des $\frac{3}{4}$ de celle des églises. Les lois de St-Gall de 1848, de Thurgovie de 1851, de Zurich de 1852 n'assurent les édifices publics que pour les $\frac{3}{4}$ de leur valeur.

La législation de quelques cantons au contraire s'oriente dans un sens opposé. La loi de Lucerne de

1833 autorise l'assurance pour la totalité jusqu'aux $\frac{3}{4}$ de la valeur ; la loi de Neuchâtel de 1849 jusqu'aux $\frac{7}{8}$ de la valeur du bâtiment, chiffre porté à $\frac{9}{10}$ en avril 1861 ; Bâle-Ville permet déjà en 1829, sans exception, l'assurance complète, et Soleure exige dès 1848 l'assurance pour la valeur entière ; Zug laisse varier l'assurance entre la totalité et les $\frac{3}{4}$ de la valeur en 1855 ; et Glaris autorise à descendre jusqu'à la moitié de la valeur.

L'assurance double étant beaucoup plus à redouter que l'assurance simple trop élevée, la double assurance est sévèrement interdite dans les cantons de Zurich, Fribourg, Zug, Soleure, Bâle (campagne), Schaffhouse, St-Gall et Argovie, sous peine de déchéance à tous droits à une indemnité en cas d'incendie. Pourtant toutes ces dispositions législatives entendent réserver les droits des créanciers hypothécaires. Soit dit en passant, la loi du canton de Bâle-Ville confisque en outre l'indemnité éventuelle à payer par la Société privée, et menace d'amende et de prison. Dans les cantons d'Argovie et de Fribourg, la double assurance de bâtiments entraîne la perte de l'indemnité ; que le fait vienne à être connu avant tout incendie, le propriétaire sera passible d'une amende s'élevant à 10 % du montant de la valeur assurée. La loi bernoise de 1847 ne prive pas du droit à l'indemnité, mais inflige une amende pouvant s'élever de une à trois fois le montant de la somme assurée.

Berne qui déjà en 1834 avait déclaré l'assurance obligatoire également pour les bâtiments des communes et des personnes sous tutelle et pour les bâtiments grevés d'hypothèques, interdit en 1852 aux sociétés ou établissements étrangers au canton, toute exploitation en matière d'assurance des immeubles. C'était un moyen efficace pour empêcher les propriétaires de se sous-

traire aux prescriptions de la loi bernoise relative à l'assurance contre l'incendie.

Toutes ces lois applicables aux établissements cantonaux, établissant le principe de l'indemnisation partielle, ont été rédigées non seulement pour augmenter l'intérêt du propriétaire à conserver la chose, mais encore afin de faire peser plus lourdement sur celui qui use de la Caisse et en reçoit une indemnité le fardeau de l'assurance que sur celui qui n'utilise pas les bienfaits de la Caisse. Si l'idée est équitable, on conviendra qu'on impose ce sacrifice à l'assuré à un bien mauvais moment. Ne vaudrait-il pas mieux répartir cette charge sur un grand nombre d'années en réclamant une prime plus élevée à ceux qui, d'après les calculs des probabilités, sont destinés à mettre la Caisse davantage à contribution ?

Personne ne contestera qu'il soit juste et équitable au même degré que l'indemnisation partielle de percevoir des primes graduées d'après l'importance du risque. De plus la graduation a un caractère préventif incontestable et ne peut être qu'approuvée lorsqu'elle est appliquée avec discernement. Mieux que toutes les prescriptions de police des bâtiments, elle pousse les propriétaires à supprimer les installations défectueuses présentant de grands dangers d'incendie, à éloigner les industries du centre des localités. Bref, ce sont les principaux avantages de la classification des risques que nous venons d'énumérer.

Malheureusement, pour classer les risques, il les faut bien connaître. Il faut pour cela pouvoir disposer d'une statistique complète et s'étendant sur un certain nombre d'années. Ces travaux de statistique exigent beaucoup de peine et de temps. On comprend donc aisément que les établissements cantonaux n'aient pas été dès leur fondation dotés d'une classification des risques. Toute

fois déjà dans les cantons de Fribourg, Bâle (ville) et Saint-Gall, les Sociétés recourent à la classification des risques, mais ce principe pénètre également dans le domaine de l'assurance publique.

Dans le canton de Glaris, la loi de 1835 autorise l'assurance des fabriques d'impression, des filatures mécaniques et des teintureries au tarif des bonnes Sociétés privées d'assurance contre l'incendie.

L'établissement cantonal d'Appenzell Rhodes Extérieures introduit dès le début le principe de la classification tel qu'il avait déjà été admis par l'ancienne Société mutuelle pour l'assurance contre l'incendie.

Dans l'établissement cantonal facultatif de Neuchâtel, la prime des bâtiments recouverts en bois est calculée à partir de 1829 déjà sur la valeur entière du bâtiment, tandis que l'assurance ne portait que sur les trois quarts ou la moitié de cette valeur ; en 1849, la Caisse introduit trois classes de risques avec les primes afférentes suivantes : 1, 1 1/2 et 2 ‰.

L'établissement de Soleure, dès 1818, avait déjà élevé la prime de 1/5 pour les maisons couvertes en bois ; mais, en 1848, il la porte au double, de même que pour les tuileries et fabriques de poterie.

Dès 1829, nous trouvons dans l'établissement de Bâle une classification des bâtiments. Elle comprenait quatre classes avec une prime variant de 1 à 3 ‰. Bâle (ville), en 1833, conserva cette classification pour son établissement, mais l'abandonna en 1857. Bâle (campagne), à partir de 1852, se contente de trois classes. En 1832, l'établissement de Zurich est également doté d'une classification tripartite. Mais on y renonce en 1852 faute de s'entendre sur le mode de répartition des immeubles dans ces diverses classes.

Dans l'établissement de Schaffhouse, dès 1853, nous trouvons cinq classes et les primes peuvent s'élever

jusqu'à quatre fois celles perçues dans la première classe. Dans l'établissement de Saint-Gall, il existe quatre classes de risques, en 1848, et la prime perçue dans la dernière classe est quatre fois supérieure à celle fixée pour la première classe.

Dans l'établissement de Thurgovie, il existait en 1835 trois classes de risques ; la prime s'élevait jusqu'à deux fois la prime de la première classe : en 1851, le nombre des classes est porté à quatre et la prime pouvait s'élever jusqu'à quatre fois celle perçue dans la première classe.

D'autre part, nous voyons les établissements diminuer les cas entraînant pour eux l'obligation de verser, le cas échéant, une indemnité. A la fin de notre période, il n'y a plus guère que l'établissement de Bâle (ville) qui garantisse encore une indemnité pour les sinistres résultant de guerre ou trouble. Le plus souvent on réserve à l'Etat l'obligation de couvrir les intéressés de ces pertes.

En cas d'incendie par imprudence, tous les établissements s'attribuent le droit de réduire ou de supprimer complètement l'indemnité.

En parcourant les lois régissant les divers établissements cantonaux, on trouve encore plusieurs autres restrictions, dont nous allons donner les principales :

La loi de Zurich de 1852 se réserve en outre le droit d'exclure temporairement de l'assurance, les propriétaires qui ne se conforment pas aux dispositions des autorités de police locale concernant les améliorations à apporter dans la construction du bâtiment. Cette même loi prévoit le refus de l'indemnité lorsqu'un incendie ou commencement d'incendie qui n'a pas été porté à la connaissance du public n'aura pas été notifié dans les 24 heures au Conseil communal.

La loi de 1853 applicable à l'établissement de Schaff-

house statue qu'en cas d'incendie d'un bâtiment qui a été vendu pour une somme inférieure à celle pour laquelle il avait été assuré et qui n'aurait pas été estimé à nouveau, l'indemnité, en cas d'incendie total, ne saurait être supérieure au prix de vente, déduction faite de la valeur du sol. L'indemnité sera également réduite si le propriétaire, lors d'une revision annuelle, a négligé de faire connaître les modifications ou les destinations différentes ayant entraîné, si elles avaient été connues, la perception d'une prime supérieure. Nous rencontrons une disposition similaire dans la loi de 1848 applicable à l'établissement de Saint-Gall. Elle étend même cette prescription au cas de dépréciation de l'immeuble. Les lois de 1840 et de 1849 régissant l'établissement de Vaud disposent de même pour les bâtiments qui tombent en ruine. La loi de 1827 applicable à l'établissement cantonal de Genève n'accorde d'indemnité que pour le dommage effectif en cas d'incendie d'un bâtiment en démolition.

La lecture des différentes lois cantonales nous permet de constater une insistance de plus en plus large à veiller à l'observation des règlements de police du feu et des bâtiments. Les propriétaires et constructeurs en faute sont punis d'amende ou d'autres peines. Presque toutes les lois cantonales promulguées dans des cantons dotés d'établissement d'assurance contre l'incendie interdisent d'ériger dorénavant des maisons couvertes en bois en chaume. La loi glaroise va même plus loin. Depuis 1835 l'établissement encourage cette transformation dans la construction en accordant des primes à ceux qui remplaceraient des couvertures de bois ou de chaume par une couverture à l'épreuve du feu. La loi de 1835 du canton de Schaffhouse se montre plus énergique encore lorsqu'elle dispose que tous les toits de chaume et de

bardeaux devaient disparaître dans un espace de six ans à compter de la promulgation de la loi.

Pour empêcher les incendies par spéculation — qu'on accuse trop à la légère l'assurance publique de développer, nous pouvons relever dans les dispositions législatives de notre période toute une série de mesures prises :

Pour que les bâtiments ne soient pas admis à l'assurance pour une somme supérieure à leur valeur réelle ou à la fraction de cette valeur fixée par la loi.

Pour qu'ils soient assurés au tarif correspondant à leur risque ; pour que les dommages soient estimés exactement et que l'enquête sur l'incendie et ses causes soit faite convenablement.

Dans ce but on eut recours à des personnes expertes et absolument indépendantes pour procéder aux estimations des bâtiments et des dommages. On craignait, en effet, que malgré les revisions des estimations que les autorités administratives supérieures ou les tribunaux étaient tenus de faire dans l'intérêt de l'établissement et des assurés, l'institution d'assurance ne soit victime de quelque irrégularité commise qui lui aurait été cachée.

Aussi, tandis que dans la période précédente — comme nous l'avons vu — les estimations dans la plupart des cantons étaient faites par les communes et que dans quelques cantons seulement les estimateurs étaient nommés tous ou en partie par les autorités cantonales, désormais dans notre période, ce qui avant était l'exception va devenir la règle. Des commissions d'estimation des bâtiments pouvant agir avec beaucoup plus d'autorité furent instituées. Ce sont les autorités cantonales qui nommeront tous les experts dans les cantons de Zurich, Berne, Fribourg, Soleure, Argovie, Vaud et Genève, et la plus grande partie d'entre eux dans les

autres cantons, sauf dans le canton de Saint-Gall où les experts sont nommés par le conseil communal et dans les cantons de Vaud et de Neuchâtel où ils sont nommés par le juge de paix; dans tous les autres cantons où existe l'assurance publique, les experts chargés de l'estimation des dommages étaient également nommés par les autorités cantonales.

Comme on se le rappelle, dans la période précédente, on appliquait le système de la répartition des dommages dans toute sa rigueur. Les sommes nécessaires au paiement des indemnités et des frais d'administration n'étaient perçues qu'après coup sous forme de contributions ; dans la règle à la fin de l'exercice ; en attendant l'Etat faisait l'avance des sommes. On ne prélevait que juste assez pour couvrir le dommage même dans les années favorables ; si bien que l'on n'économisait rien tandis que dans les mauvaises années, limitée qu'était la Caisse par la contribution maximum, une dette pouvait se former qu'il eût été bon d'amortir.

Mais dès la première période il y avait déjà des exceptions. C'est ainsi que dans le canton de Saint-Gall, la première loi régissant l'établissement cantonal d'assurance contre l'incendie, prescrivait déjà une contribution annuelle payable d'avance de $2/3$ ‰ pour couvrir les frais d'administration et qui, par une loi de 1852, fut élevée à un minimum de 1 ‰ pour la 1^{re} classe de risques avec augmentation correspondante pour les autres classes jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le chiffre de 600.000 francs. En 1852 dans les cantons de Glaris et d'Appenzell Rh. ext., lors de l'introduction du système monétaire français, la contribution minimum fut élevée de $2/3$ à $7/10$ ‰. L'établissement de Bâle-Campagne à partir de 1852, perçut une contribution de $1/2$ ‰ dont le versement ne devait cesser que du jour où le fonds de réserve ne dépasserait pas 30.000 fr.

Dès 1835 l'établissement cantonal de Schaffhouse prélevait une contribution minimum de $1/3$ ‰, qui fut portée par la loi de 1853 à 1 ‰ jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint 100.000 francs.

Par suite de ces dispositions ces Caisses possédaient au commencement de 1861 les fonds de réserve suivants :

Etablissement de Saint-Gall : 570.658 francs, soit 4 ‰ du capital assuré.

Etablissement de Glaris : 544.725 francs, soit 27 ‰ du capital assuré.

Etablissement d'Appenzell Rhod. Ext. : 486.094 fr., soit 17 ‰ du capital assuré.

Etablissement de Bâle-Campagne : 45.803 francs, soit 1 ‰ du capital assuré.

Etablissement de Schaffhouse : 82.105 francs, soit 4 ‰ du capital assuré.

C'est, comme on le voit, l'établissement de Glaris qui s'était montré le plus prévoyant. Les simples intérêts de ce capital accumulé eussent suffi à payer la prime exigée pour réassurer à toujours tout son portefeuille tel qu'il était composé en 1861.

Mais la réassurance était alors très peu pratiquée par les établissements cantonaux. Je ne connais guère que la loi de Saint-Gall de 1848 permettant la réassurance avec le consentement du Grand Conseil et la loi de Bâle-Ville de 1852 qui autorisait le gouvernement à dépenser chaque année pour la réassurance, jusqu'à $1/20$ ‰ de la somme assurée totale. Les conditions qu'offraient les Compagnies de réassurance étrangères ne permirent pas à ces établissements d'user de cette faculté qui leur était offerte.

Par ces explications on voit que le législateur se montrait trop optimiste. Sans doute l'établissement d'assurance trouvait dans la Caisse cantonale une aide sérieuse pour liquider les indemnités un peu importantes.

Mais le législateur ne semble pas avoir assez songé à l'éventualité d'une grande catastrophe. Les événements ne tarderont pas à donner une sérieuse leçon.

Nous voulons parler de l'incendie de Glaris qui réduisit en cendres dans la nuit du 10 au 11 mai 1861 en l'espace de quelques heures plus de la huitième partie du montant total de valeurs assurées par l'établissement cantonal d'assurance des bâtiments. Les dégâts causés s'élevaient à 2 millions 1/2.

Mais empressons-nous d'ajouter que malgré l'énormité de la dépense, la Caisse paya toutes les indemnités. Le canton qui était responsable de l'établissement aurait pu, en recourant à l'emprunt, solder toutes ces dépenses. Mais la confédération et un Consortium de citoyens généreux prêtèrent à la Caisse, à des conditions d'intérêt et d'amortissement extrêmement favorables, la somme de 2.402.100 francs, dont elle avait besoin. Une période de 20 ans était accordée pour amortir l'emprunt. Malgré tout la charge était trop lourde pour les propriétaires de bâtiments. Ils n'en supportèrent qu'un tiers. Les deux autres tiers de la dette furent amortis au moyen des impôts que payaient tous les contribuables.

Malheureusement les bâtiments, aux termes de la loi, n'étaient assurés que pour les 3/4 au plus de leur estimation et celle-ci était faible. Cette perte fut en grande partie couverte grâce à un dévouement exemplaire de tous les Suisses. La collecte organisée pour venir en aide aux incendiés de Glaris produisit 27.000.000 francs sans parler des dons en nature. Ces sommes permirent d'indemniser 65 à 95 ‰ de la perte en bâtiments et 60 à 90 ‰ de la perte en mobilier dont la plus grande partie n'était pas assurée.

Si épouvantable que soit cette catastrophe, elle ne fut pas inutile. Elle fit sérieusement réfléchir. Ce désastre démontra tout ce que pouvait la solidarité et donna

une impulsion nouvelle au développement de l'assurance contre l'incendie.

Cette expérience montrait mieux que toute démonstration théorique que le territoire du canton était trop restreint pour l'exploitation rationnelle de l'assurance. « Le ciel nous garde de sinistres semblables, mais nous y sommes tous exposés de la même manière dans les autres cantons », disait Von Taur dans son excellent « Aperçu des établissements cantonaux d'assurance des bâtiments en Suisse ». Tout le monde pensait à peu près de même.

Quelques semaines après cet incendie, J.-C. Elmer d'Unterstrass de Zurich, présenta à l'assemblée fédérale une pétition l'invitant à créer un établissement cantonal d'assurance contre l'incendie pour toute la Suisse. L'assemblée fédérale était alors préoccupée par une série de questions (1) dont la solution était urgente et ne put s'en occuper aussitôt.

Sur ces entrefaites, pendant l'été de 1861 paraissait à Zurich un ouvrage de Meyer et Zeller intitulé : *Projet d'assurance immobilière entre les divers établissements cantonaux*, composé par la rédaction des archives pour la statistique suisse. Si modeste que soit ce travail, il eut une grande importance. Il donna l'idée au Bundesrath de remettre au conseil fédéral la pétition en l'invitant à faire les démarches nécessaires pour la constitution d'un concordat entre les différents cantons en matière d'assurance contre l'incendie. On réclamait au département de l'Intérieur un travail officiel donnant les renseignements statistiques désirables. Le Bureau de statistique fut mis à contribution. Il

(1) La Suisse était alors un Etat en voie de formation, on comprend aisément qu'une multitude de questions de la plus haute importance occupait les esprits.

parvint à réunir tous les chiffres pouvant intéresser l'assurance contre l'incendie pour une période de dix ans. L'assemblée renonçait ainsi à l'idée d'une caisse monopole fédérale qui ne tenait pas un assez grand compte de la souveraineté des cantons.

Un projet de concordat fut donc effectivement élaboré comme le feront dix ans plus tard les Caisses de l'Allemagne centrale⁽¹⁾.

Le projet de concordat élaboré sous la direction du conseil fédéral et avec la coopération du statisticien G. Fried. Kolb, prévoyait que des secours suffisants pourraient être accordés dans les cas graves par les cantons concordataires sans que l'on touchât à l'organisation de leurs établissements d'assurance contre l'incendie. Toute la réassurance consistait en ceci : en cas de sinistre dépassant 200.000 francs dans un canton du concordat (2), le canton était autorisé à recourir pour l'excédent à tous les cantons concordataires, en raison du montant total des capitaux assurés par chacun d'eux. Le concordat devait entrer en vigueur aussitôt que l'on aurait réuni un capital d'assurance d'au moins un milliard.

La première séance de la conférence des députés des cantons suisses pour l'assurance contre l'incendie intercantonale s'ouvrit le 2 décembre 1861, à 9 heures du matin, dans la salle de conseil de Berne, sous la présidence du président du Bundesrath.

Etaient représentés les cantons suivants :

(1) Comme nous avons eu l'occasion de le dire en traitant de l'assurance publique en Allemagne, cette association comprenait quatre Sociétés publiques voisines. Voir notre ouvrage : *Les assurances contre l'incendie par l'Etat, les provinces ou les villes en Allemagne*, paru chez Chevalier-Marescq, Paris, 1901.

(2) Ce qui n'est arrivé que huit fois depuis le commencement du siècle.

Zurich, Berne, Glaris, Fribourg, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Schaffhouse, les deux Appenzell, Saint-Gall, Grisons, Argovie, Tessin, Vaud et Neuchâtel.

Bien que le projet répondît le plus possible aux exigences des grands comme des petits cantons, et qu'il fût arrivé à aplanir les difficultés provenant de la diversité des chiffres des sinistres par canton, il ne parvint pas à réunir un nombre suffisant de votants. Ne se prononcèrent pour que les quatre cantons de Glaris, Bâle-Ville, Saint-Gall et Neuchâtel qui ne réunissaient qu'un capital de 400 millions.

Elmer peu de temps après avoir déposé sa pétition y ajoutait un supplément dans lequel, par égard à la souveraineté des cantons, il ne demandait plus qu'une Caisse nationale de réassurance qui aiderait à supporter les sinistres extraordinaires. On gardait ainsi complètement les caisses cantonales auxquelles le peuple tenait tant. A peu près à la même époque le canton de Saint-Gall élaborait un projet qui ne préjudiciait en rien à celui d'un concordat et suivant lequel les cantons se seraient entendus pour la réassurance réciproque de risques de même classe et de même valeur. Ce projet n'obtint pas plus de succès que celui de C. Winder demandant une caisse de réassurance pour les cantons. Comment se fait-il qu'une idée si opportune d'un concordat de réassurance qui ne changeait rien aux établissements existants n'ait pas été mieux accueillie ?

La réponse est facile à donner. Les partisans de la nouvelle économie politique profitèrent de la situation pour mener une campagne effrénée en faveur de l'assurance libre. Ces partisans n'étaient pas nombreux, mais se posaient en pionniers du progrès. Pour la plupart c'étaient les principaux hommes d'Etat d'alors sans la coopération desquels on ne pouvait accomplir aucune réforme, si modeste soit-elle. Ils prêchaient

partout que le moment était venu de déclarer l'assurance libre et de frayer ainsi un chemin à cette forme de l'assurance qui avait déjà fait ses preuves dans la majorité des pays civilisés et dans une partie de la Suisse : l'assurance par des Sociétés anonymes. Encouragées par cette campagne, deux Sociétés anonymes se formèrent aussitôt en Suisse. En 1861 c'est l'*Helvetia* et en 1863 la *Bâloise*, toutes deux avec un capital de 10 millions, et en 1864 une Société suisse de réassurance avec un capital social de 6 millions.

Malgré le zèle ardent mis par ces économistes à recommander l'assurance libre, ils ne remportèrent de succès que dans un seul canton, celui de Genève, c'était là où les risques assurés étaient le plus concentrés sur un seul point. Encore est-ce grâce au concours de l'Etat, qui reconnut le danger que courait l'établissement cantonal, en raison de la grande agglomération des risques, que cette victoire fut remportée. Mais la loi dissolvant l'établissement cantonal ne date que du 5 novembre 1864. Jusqu'à cette époque le gouvernement hésita.

Il commença d'abord par élaborer une loi qui fut promulguée le 6 octobre 1861, abrogeant toutes les dispositions antérieures (1) contraires, aux termes de laquelle sont exclues de l'assurance cantonale, les industries dangereuses. D'autre part les bâtiments admis à faire partie de l'association obligatoire pour l'assurance contre l'incendie étaient divisés en trois classes :

La première classe comprenait les bâtiments édifiés en maçonnerie qui, par leur position, leur construction et l'usage auquel ils étaient destinés n'offraient que peu de chance d'incendie.

Dans la seconde classe on groupait les bâtiments de

(1) Ces dispositions étaient inscrites dans la loi de 1827.

même genre que ceux de la première classe, mais moins à la portée des secours, plus légèrement construits et présentant de plus grandes chances d'incendie.

Dans la troisième classe étaient rangés les bâtiments en bois, ainsi que les bâtiments construits partie en bois et partie en maçonnerie.

Le minimum de primes était fixé à 0,20 ‰ pour la 1^{re} classe, à 0,30 ‰ pour la 2^e et à 0,60 ‰ pour la 3^e classe.

Le maximum était de 2, 3, et 6 ‰ suivant les classes. Ainsi la contribution variait avec la nature de la construction, mais n'était pas plus forte pour les industries dangereuses. Cette loi avait été faite pour donner satisfaction aux réclamations de ceux qui demandaient au nom de la justice et dans l'intérêt d'une bonne police du feu de faire une classification des bâtiments. C'était insuffisant. Aussi les adversaires de l'assurance par le canton parvinrent à l'emporter. L'établissement cantonal fut dissous par la loi du 5 novembre 1864. Une foule de dispositions garantissant les droits des créanciers hypothécaires avaient été prises pour diminuer les effets fâcheux de l'assurance facultative et rendre acceptable l'assurance privée.

Il n'est pas sans intérêt de voir moyennant quelles concessions l'assurance privée l'a emporté sur l'assurance publique.

La nullité, la résolution de l'assurance ne peuvent être opposées au créancier hypothécaire ; l'assureur qui, en raison de cette disposition, a dû payer un créancier est subrogé dans les droits de celui-ci vis-à-vis de l'assuré, il a aussi un privilège pour les primes qui lui sont dues. L'assureur doit déposer le montant de l'indemnité à la caisse des consignations et notifier ce dépôt aux créanciers par une publication dans la feuille d'avis officiels. Les titulaires de créances hypothé-

caires, résultant d'actes passés avant la promulgation de la loi, peuvent exiger de leurs débiteurs qu'ils fassent assurer leurs bâtiments hypothéqués par une *Compagnie autorisée* dans le canton et pour un laps de temps dépassant l'époque d'exigibilité de leurs créances, sinon ils peuvent les faire assurer aux frais du débiteur.

Au moment de sa dissolution la Caisse cantonale assurait 186 millions de risques. Ce capital passa à l'assurance privée.

Voilà tout le résultat obtenu par les apôtres de l'assurance entre les mains des Compagnies privées. Par contre en 1884 le canton d'Unterwalden-le-Bas est doté d'une Caisse cantonale. Il n'est donc pas exagéré de dire que le mouvement en faveur de l'assurance privée, quelques efforts que l'on fit, resta sans succès.

Après le grand incendie des 12 et 13 septembre 1865, de Travers, le Conseil de gouvernement mit au concours, le 10 décembre de la même année, les questions suivantes :

1° Quels sont les avantages et les inconvénients du système de la liberté d'assurance exercée par les Sociétés privées à prime fixe et du système d'assurance mutuelle obligatoire ?

2° Quel est celui des deux systèmes qui convient le mieux pour le canton de Neuchâtel ?

3° Dans le cas où il conviendrait de conserver l'institution cantonale, quels seraient les moyens de diminuer les risques sans sacrifier les avantages que procure la Caisse cantonale ?

Trois prix : un de 800 fr., un de 500 fr. et un troisième de 200 fr. devaient récompenser les meilleurs mémoires déposés.

Le mémoire qui obtint le premier prix est celui d'un membre du Grand Conseil du canton, M. H. Dupas-

quier. Il conclut en faveur de l'assurance obligatoire exercée par une Caisse cantonale.

On nous permettra, en raison de la situation qu'occupe l'auteur de ce mémoire, de faire une courte analyse de ce travail.

Dans son introduction, il s'élève contre ce courant d'opinion qui, au mépris de tous les services rendus par la Caisse cantonale dans la première partie de son existence, attaque avec véhémence cette institution. Il remarque que c'est l'incendie de Glaris qui fut le point de départ de toute cette agitation en faveur de l'assurance facultative privée. Elle engendra la suppression de la Mutuelle officielle du canton de Genève et fit naître dans les divers cantons suisses tout un parti en faveur de l'assurance privée. Par contre, il note que ce sont précisément les cantons désolés par les grands sinistres qui restent les plus fervents partisans de l'assurance publique. Il eût été cependant assez naturel de voir les cantons de Glaris et de Saint-Gall se prononcer pour les Compagnies privées. Bien plus, après le terrible incendie de Hambourg, la Mutuelle publique n'a rencontré que plus de partisans. Personne ne songe à la supprimer. Seul le canton de Genève, sans motif plausible, fit tache. Il regrette que la campagne menée par les Compagnies à primes fixes ait eu une pareille influence sur le public, alors qu'il aurait dû remarquer, dans l'acharnement mis par les Compagnies à combattre le projet de concordat entre les institutions cantonales, qu'elles parlaient uniquement en intéressées qui luttent pour la vie.

Abordant la première question, il déclare que bien qu'en principe ennemi de l'immixtion de l'Etat dans les affaires privées, il doit se prononcer en faveur de l'assurance obligatoire. N'est-ce pas conforme à l'adage : « les exceptions confirment la règle ». Sans doute, l'Etat

laisse le citoyen libre de choisir qui il veut comme médecin, pharmacien, avocat et notaire, mais il le protège dans son choix en exigeant certaines garanties de ces professionnels.

L'Etat n'a pas à intervenir dans l'éducation des enfants par leurs parents, cependant il décrète l'instruction obligatoire. L'Etat laisse chacun libre de choisir la carrière qui lui plaît, mais défend la mendicité et le vagabondage bien que cela ne porte aucune atteinte à la liberté d'autrui. Pourtant ces restrictions admises par tous les citoyens comme nécessaires pour maintenir la sécurité et la moralité, ne sont pas moins rigoureuses et plus nécessaires que l'assurance immobilière obligatoire. Bien des arguments militent en sa faveur. Grâce à elle, toute une catégorie de propriétaires qui, par ignorance, engouement ou négligence, ne se seraient pas assurés, avec cette obligation qui leur serait imposée, échapperaient à la ruine qu'engendre pour eux un incendie.

On sait que les grands incendies de Glaris, Berthoud et Travers ont causé la plus grande partie de leurs dégâts sur des immeubles non assurés.

Même les partisans de la liberté de l'assurance reconnaissent que l'assurance contre l'incendie a plus qu'une portée privée. La loi genevoise, tout en déclarant l'assurance libre, n'a-t-elle pas introduit une exception en faveur des créanciers hypothécaires ? Dès lors si l'on admet une exception, pourquoi se défendrait-on d'en multiplier le nombre ? Pourquoi restreindre ce privilège à une petite classe seulement de créanciers, et ne pas l'étendre par exemple aux bénéficiaires d'effets de commerce, qui peuvent être aussi rigoureusement frappés par l'incendie d'un immeuble qui constituait leur gage ? Nul ne contestera d'autre part que cette question est intimement liée à celle de l'assistance du paupé-

risme. Enfin le peuple suisse oublierait-il la devise : « Un pour tous, tous pour un » qu'il a pourtant un si grand intérêt à observer ?

L'auteur du mémoire remarque qu'on pourrait lui objecter qu'il n'y a aucune bonne raison pour ne pas étendre l'assurance obligatoire aux valeurs mobilières. Mais il prend la peine de réfuter d'avance l'argument qu'il déclare tout théorique, or il ne poursuit ici qu'un but pratique. Les partisans de l'économie nationale soutiennent avec raison, tout en reconnaissant la puissance du levier de l'intérêt personnel, que l'Etat doit agir là où l'individu reste inactif lorsqu'il doit en résulter un bien-être général. Or ici l'Etat ne porte aucune atteinte à la liberté des citoyens déjà assurés, mais force uniquement ceux qui ne sont pas assurés, qui restent inactifs à agir, à s'assurer. Mais encore doit-il être sûr de ne pas se méprendre. Ceci pourrait être à craindre pour l'assurance mobilière. Aucune appréhension de ce genre n'existe pour l'assurance immobilière. Un long passé en fait foi. De plus l'individu a déjà depuis longtemps été habitué à subir cette restriction à sa liberté. Le jour où l'on pourra constater que tout le monde assure ses immeubles, l'intervention de l'Etat deviendra superflue. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, l'assurance obligatoire s'imposera.

L'assurance rendue obligatoire, il faut l'organiser du mieux possible. Quel est le système qui doit avoir notre préférence ?

Pour répondre à cette question, on peut se placer à deux points de vue bien différents : celui de l'intérêt général de tout le pays et celui des assurés.

Du premier point de vue les Compagnies présentent une plus grande sécurité et par leur puissance financière peuvent venir plus efficacement en aide aux si-

nistrés que les Mutuelles, partant épargnent à notre pays une grande ruine.

D'autre part les Mutuelles offrent deux avantages nullement négligeables. Elles font naître chez les intéressés le sentiment de la solidarité. Nulle part les dommages causés par l'incendie ne sont plus vite réparés que chez nous, dit l'auteur. Cela tient évidemment à ce fait que le sinistre frappe aussitôt tous les mutualistes à la fois.

En deuxième lieu toutes les cotisations annuelles payées restent dans le pays. On évite ainsi une exportation lente, il est vrai; mais continue de capitaux. Sans doute il y a également une importation de capitaux entraînée par le versement des indemnités. Mais il reste à savoir de quel côté penche la balance.

L'auteur déclare ensuite, avec une série de chiffres à l'appui, que jamais les Compagnies par actions ne pourraient assurer la *totalité* des immeubles moyennant des primes aussi modestes que celles perçues par la Caisse cantonale. Un des arguments qu'avec raison il met en relief est le suivant : Les primes de réassurance payées par la Caisse cantonale aux Sociétés privées sont plus élevées que celles perçues en moyenne par la Caisse.

Plaçons-nous maintenant au point de vue des assurés. Voici quels sont les avantages et les inconvénients que présentent les Compagnies par actions.

Les Compagnies par actions perçoivent une prime fixe, ne variant pas, tant que dure l'assurance, à moins de modification dans la nature du risque. L'assuré sait donc à l'avance ce qu'il aura à payer. Ce n'est pas le cas dans une Mutuelle. De plus les Compagnies établissent des primes graduées d'après la qualité du risque. Il en résulte pour toute une catégorie de propriétaires précisément les plus à l'aise, ayant des immeubles dans les villes et habitant seuls leur hôtel, de bénéficier de ce

fait d'une prime très peu élevée. Ces privilégiés de la fortune ne sont pas le plus souvent partisans des Mutuelles. Ceux au contraire qui, en raison de la nature de leurs risques, payent aux Compagnies des primes plus élevées que les cotisations des Mutuelles penchent fortement en faveur des dernières. L'auteur remarque qu'une classification bien comprise supprimerait en partie cette différence de vue.

Enfin la Caisse cantonale n'assure que pour les 9/10 de la valeur, tandis que les Compagnies admettent l'assurance pour la totalité du montant de la valeur. L'auteur remarque en passant qu'au point de vue social, engendrant la négligence et la spéculation, cette faculté ne doit pas être considérée comme un avantage.

L'auteur s'occupe ensuite des désavantages. Les Compagnies ne contrôlent pas le montant de la valeur déclarée. C'est un danger pour la collectivité comme pour l'assuré. Celui-ci s'il a majoré la valeur du bien espère retirer un gain de l'incendie de sa maison. Cet espoir bien que souvent mal fondé n'en existe pas moins chez beaucoup. Ils pensent que l'indemnité sera réglée d'après le montant du capital assuré. Ils oublient que la Compagnie se basera sur les frais que coûterait la reconstruction de l'immeuble détruit. D'autre part le propriétaire consciencieux avec la meilleure intention du monde sera quelquefois fort embarrassé pour fixer la valeur de son immeuble. S'il l'a estimé au-dessus de sa valeur véritable, il payera pendant de longues années peut-être des primes trop élevées. Dans l'hypothèse inverse en cas d'incendie partiel, l'assuré ne recevra qu'une partie de l'indemnité à laquelle il croyait avoir droit et sera ainsi, pour une partie, son propre assureur. Enfin si l'assuré est exactement fixé sur le montant des primes qu'il a à verser, il est loin d'en être ainsi sur l'importance de l'indemnité qu'il touchera en

cas d'incendie. Par voie de conséquence les créanciers hypothécaires souffrent également de cette situation incertaine.

Parmi les inconvénients que présentent les Compagnies par actions, l'auteur relève encore la multitude de clauses de réticence émaillant les polices.

En troisième lieu, toutes ces clauses, en raison de leur subtilité, sont autant de sources propres à engendrer de nombreux différends entre l'assuré et l'assureur.

En quatrième lieu, les deux parties sont inégalement armées pour la lutte. Les Compagnies trouvent toujours une arme sûre dans les stipulations de leurs polices dont les clauses ont été le fruit de longues et mûres réflexions.

Passant à la deuxième question, l'auteur se prononce en faveur d'une institution obligatoire cantonale d'assurance contre l'incendie. Dans le canton de Genève, où ce sont les risques urbains, partant les meilleurs risques, qui dominent, les Compagnies peuvent les assurer moyennant des primes modérées. Ce n'est pas le cas pour les cantons de Glaris et Saint-Gall. Aussi comprend-on que le canton de Genève se soit prononcé pour l'assurance libre et les cantons de Glaris et Saint-Gall, au contraire, pour l'assurance obligatoire cantonale.

Quant au canton de Neuchâtel, étant dans une situation moyenne au point de vue de la nature des risques, on comprend que les avis soient partagés. Mais, si l'on considère qu'avec des réformes et des modifications les inconvénients que présentent les assurances mutuelles sont presque réduits à néant, on ne peut plus hésiter à se prononcer en faveur des dernières.

Mais l'auteur est le premier à reconnaître que l'institution cantonale d'assurance contre l'incendie a besoin d'être réformée.

Voici les principales modifications qu'il proposait :

1° Une nouvelle classification des immeubles fondée sur le danger plus ou moins grand d'incendie.

2° Etablissement d'un tarif de primes fixes à l'instar de ce qu'on rencontre dans les Compagnies.

3° La création d'un fonds de réserve permettant de couvrir les dégâts causés par les grands incendies.

4° Lorsque le fonds de réserve aura atteint un certain quantum, distribuer les excédents de recettes entre les assurés.

5° Rendre chaque membre de la Caisse son propre assureur pour 1/10 du montant de la valeur assurée.

6° Diminuer autant que possible les risques de la Caisse cantonale. Les moyens pour y aboutir seraient multiples. On pourrait prendre des règlements de police pour diminuer les incendies, par exemple, en prescrivant l'établissement de postes d'incendie et en déclarant qu'à partir d'un certain délai à déterminer, les toitures légères devraient être remplacées par des toitures offrant une résistance à l'incendie. On pourrait encore établir des rondes de nuit. Ces veilleurs de nuit seraient accompagnés d'une échelle, d'une pompe et ses accessoires et de deux tonneaux d'eau. Quelquefois ces gens aidés de deux ou trois voisins pourraient ainsi éteindre un commencement d'incendie.

Pour permettre de couvrir les dégâts sans avoir à percevoir des primes trop élevées, l'auteur conseille : la création d'un important fonds de réserve, la réassurance auprès des Compagnies, un concordat entre plusieurs cantons pour créer une institution mutuelle de réassurance.

Si le concordat pouvait réunir un capital de 300 millions au lieu de 113 millions, montant du capital assuré par la Caisse cantonale, nous aurions une sécurité triple.

Le mémoire de M. J. Moschell, ingénieur à Genève, qui obtint le second prix, réclame également l'assurance obligatoire, mais exploitée par les Compagnies par actions.

Enfin, le mémoire de M. Jules-F. Picard, commissaire général à Lausanne, qui obtint le troisième prix, se prononce franchement en faveur de la liberté complète de l'assurance. Il demande, en outre, qu'elle ne soit exploitée que par les entreprises privées.

Il s'efforce de démontrer, en se basant sur la statistique des incendies, que l'assurance augmente les incendies. Il est vrai que l'auteur lui-même reconnaît que ce n'est là qu'un facteur de cette augmentation. Les transformations sociales, celle des usages, des matériaux employés pour satisfaire nos besoins sont mises en ligne de compte par l'auteur. Mais il les place au second plan.

Le gouvernement mit à profit cette consultation. La Caisse cantonale fut conservée, mais subit une revision dont voici les principaux points :

Assurance obligatoire pour tous les immeubles, sauf pour les moulins à poudre et pour les bâtiments en construction n'atteignant pas une valeur de 400 fr. Une classification des immeubles fut introduite. Enfin, la Caisse devait recourir à la réassurance.

Comment expliquer cette antipathie du public suisse pour l'assurance privée ?

Les raisons en furent exposées suffisamment et souvent aux grands conseils cantonaux.

Les assurés ne voulaient pas échanger les garanties qu'ils avaient eues jusque-là contre quelque chose d'indéterminé. La population campagnarde bénéficiait dans l'établissement cantonal, là même où l'on avait introduit une classification, d'un tarif encore plus favorable que dans l'assurance privée. D'autre part les créanciers

hypothécaires ne pouvaient, dans aucune institution privée, trouver tant de garanties que dans les établissements cantonaux. Enfin les autres assurés ne trouvaient pas une sécurité aussi grande dans la gestion de l'assurance par des Compagnies privées qui n'étaient pas plus avantageuses même pour les meilleurs risques. On comprendra, sans peine, maintenant, pourquoi l'assurance privée ne pouvait pas l'emporter en Suisse en matière immobilière.

Cependant les défenseurs de l'assurance libre ont pu voir, pour leur consolation, entreprendre toute une série de modifications.

On se proposa de réformer les établissements cantonaux existant en tenant compte des critiques faites et des désirs émis sur leur organisation. Mais je crois fort que ce fut surtout la catastrophe de Glaris qui fut cause de toutes les revisions dont les lois applicables aux établissements cantonaux furent l'objet. Il n'y a guère que dans le canton de Thurgovie que fut maintenue la loi de 1851 encore en vigueur actuellement.

Avant d'aborder notre dernière période, indiquons brièvement les critiques qu'on adressait aux établissements cantonaux.

a) On demandait de rendre possible l'assurance complète du risque ou de payer tout le dommage au lieu de faire, comme dans une dizaine de cantons encore, une retenue sur l'indemnité s'élevant de $1/10$ à $1/4$ du montant des dommages.

b) On se plaignait de ce que les établissements cantonaux acceptaient de trop mauvais risques et de trop gros risques.

c) Les propriétaires des villes surtout se plaignaient des conséquences qu'entraînait le principe de la répartition des dommages entre les bons risques et les mauvais risques.

d) Enfin on réclamait une plus grande répartition des risques.

Voilà quelles étaient les principales critiques qu'on adressait aux établissements cantonaux.

C) Jetons un coup d'œil sur les transformations qui se sont produites depuis 1861. Ceci nous permettra de voir dans quelle mesure on a eu égard à ces réclamations.

Les partisans des établissements obligatoires souscrivaient bien aux réformes demandées, mais ils ne perdaient pas de vue non plus qu'il fallait protéger et les intérêts de l'établissement et la généralité des assurés. Il ne fallait pas oublier que l'assurance, sous aucun prétexte, ne devait être pour le sinistré une source de bénéfices. Il fallait à tout prix d'une façon quelconque intéresser les propriétaires à la conservation de leur bâtiment. D'autre part si l'on voulait abaisser les primes afférentes aux bons risques, il fallait pour protéger les finances des établissements cantonaux, élever en même temps la contribution réclamée pour assurer les mauvais risques.

Voyons comment la nouvelle législation s'en est tirée.

Pour quels bâtiments l'assurance à la Caisse cantonale serait-elle obligatoire et sur quelle somme l'assurance devrait-elle porter, était une des premières questions qui se posait.

A ce point de vue on peut diviser les cantons où existaient des établissements d'assurance en deux catégories.

Dans la première on peut ranger quelques cantons dont les établissements continuent toujours à exclure aussi peu de bâtiments que possible.

Citons comme appartenant à cette catégorie les éta-

blissements des cantons de Zurich, Berne (1), Lucerne (2), Zug, Soleure (3), Bâle-Ville et Campagne (4), Appenzell Rh. Extérieures, Thurgovie, Vaud et Neuchâtel.

A cette liste on pourrait même ajouter les établissements des cantons d'Unterwalden-le-bas, Fribourg et Argovie si les gouvernements de ces cantons n'avaient pas la faculté d'exclure les industries dangereuses. Observons toutefois que Berne et Lucerne n'assurent les industries dangereuses que sous la condition qu'elles puissent être réassurées, ce qui a lieu au compte du propriétaire.

Dans une seconde catégorie, on peut classer les cantons excluant de l'assurance par la Caisse cantonale les industries dangereuses dans des proportions assez grandes et que dans plusieurs cantons les gouvernements peuvent encore étendre.

La loi saint-galloise exclut : les immeubles de moins de 100 francs, les cabanes de charbonniers, les granges et les cabanes dans les montagnes, les fours de verreries, les fours à salpêtre, les fours à calciner, les fabriques de potasse, de vitriol, d'acide chlorhydrique, d'acide nitrique, ainsi que les fabriques de produits chimiques et les laboratoires où l'on emploie ou prépare des substances explosibles ou spontanément

(1) Depuis la loi de 1881 l'assurance fut déclarée obligatoire pour tous les bâtiments.

(2) Tous les immeubles sauf ceux de moins de 300 francs et les moulins à poudre, et Bâle-Ville, les églises d'Etat, immeubles de moins de 300 francs, magasins et moulins à poudre et magasins d'artifices, théâtres, fabrique de ouate, d'explosifs ou matières inflammables ; aussi pourrait-on déjà ranger cet établissement dans la deuxième catégorie.

(3) Etaient exclus les magasins à poudre, fonderies, verreries et immeubles de moins de 100 francs.

(4) N'étaient exclus que les magasins à poudre, usines à gaz, hauts fourneaux et immeubles de moins de 200 francs.

inflammables, les fabriques de vernis, laque, poix, goudron, les raffineries de pétrole et autres substances inflammables, les dépôts et fabriques de poudre, les fabriques de coton-poudre, d'allumettes, d'amadou, les distilleries d'éther, les constructions pour le séchage du bois où l'on ne fait pas usage de la vapeur ; le conseil peut en outre, en tout temps, exclure encore d'autres bâtiments renfermant des installations spécialement dangereuses. L'établissement de Glaris exclut tous les établissements industriels ainsi que les bâtiments qui leur sont contigus. La commission de police peut aussi exclure les bâtiments avec installations dangereuses pour le feu (1) ainsi que les bâtiments en démolition.

La loi de l'établissement de Zurich donne à l'administration le droit d'exclure de l'assurance les bâtiments laissés sans surveillance. Cette exclusion ne peut cependant avoir lieu qu'après un avertissement auquel le propriétaire n'a pas donné suite et notification de cet avertissement aux créanciers hypothécaires.

La loi de 1881 régissant l'établissement du canton de Berne stipule que vis-à-vis des bâtiments qui sont négligés, sans surveillance, et dans un état impliquant une aggravation du risque d'incendie, la garantie de la Caisse cantonale contre l'incendie cesse après un avertissement dont il n'a pas été tenu compte aussi longtemps que cet état de choses n'a pas été modifié. Un délai de deux ans est réservé aux créanciers hypothécaires.

Comme on le voit, les dispositions concernant l'exclusion des risques devinrent de plus en plus rigoureuses. On augmenta la liste des bâtiments qui, comme risques dangereux, ne pouvaient pas être assurés ou qui ne pouvaient être acceptés que moyennant une réassu-

(1) Les créanciers hypothécaires doivent en être avertis.

rance contractée aux frais du propriétaire. Des cantons très industriels exclurent de l'assurance toutes les fabriques et bâtiments à proximité immédiate de fabriques présentant de grands risques d'incendie.

Presque tous les établissements cantonaux en sont arrivés à assurer pour la totalité de la valeur. Cependant l'établissement de Glaris n'assurait que pour les 9/10; Fribourg pour 6/10, jusqu'à 8/10, et quand le propriétaire ne se prononçait pas, pour 7/10, les églises pour 6/10 seulement, Appenzel Rhodes extérieures pour 7/8. L'établissement cantonal de Thurgovie n'assurait les bâtiments publics que pour les 3/4 de leur valeur.

En outre l'établissement de Soleure n'assure pas au-delà de 50.000 francs sur un bâtiment privé; pour le reste, sur le désir exprimé par le propriétaire, l'immeuble ne sera assuré que moyennant réassurance contractée aux frais de l'assuré.

L'établissement de Zug n'assure pas au-delà de 150.000 francs sur un bâtiment privé, mais le reste peut être assuré autre part.

La loi bernoise de 1881, au lieu de laisser à la charge du propriétaire une partie du risque, inaugure un système nouveau. C'est la commune et le district, et non pas le propriétaire qui doivent se charger du risque pour une partie de la valeur du bâtiment. Voilà d'ailleurs dans quelles proportions se fait cette répartition: 7/10 à la Caisse centrale, 2/10 à la Caisse de district et 1/10 à la Caisse communale. A partir de 1892 il fut décidé que lorsque le déficit d'une Caisse communale contre l'incendie dépassait 10 ‰ et dans certains cas 12 ‰, la Caisse centrale se chargerait du surplus.

Sauf ces exceptions, l'assurance pour l'estimation totale est non seulement permise mais exigée. Deux cantons seulement permettent au propriétaire de s'assurer

pour une valeur moindre que l'estimation, L'établissement de Berne permettait une assurance des $\frac{4}{5}$ et l'établissement d'Argovie des $\frac{4}{8}$. Encore était-il loisible aux créanciers hypothécaires de demander une assurance supérieure.

L'assurance facultative joue un rôle très effacé dans les Caisses cantonales d'assurance contre l'incendie. Elle est parfois permise pour les installations mécaniques se rattachant aux bâtiments.

Depuis 1860 cette assurance s'est développée assez dans le canton de Soleure pour donner naissance en 1864 à une section spéciale. Dès le début, tout le portefeuille de la division fut réassuré aux frais des intéressés.

Comme déjà dans la période précédente, les lois régissant les différents établissements cantonaux contiennent des dispositions énergiques pour détourner de la double assurance. Dans toutes, cette interdiction est sanctionnée par la perte du droit à une indemnité de la part de l'établissement cantonal en cas de sinistre. La plupart des lois prévoient en outre une amende de quelque centaines de francs ou d'autres peines. Les lois régissant les établissements de Fribourg et Soleure menacent même d'une amende de $\frac{1}{10}$ de la somme assurée ; Bâle campagne de la privation du droit à l'indemnité et d'une amende.

Mais il n'y a pas double assurance. La Caisse cantonale accordera une indemnité. Oui, mais encore pour couvrir les pertes résultant de quels dommages ? Bien que cette question ait été résolue différemment dans les diverses Caisses, en faisant abstraction de quelques petites divergences on peut indiquer comme solutions générales les suivantes :

Toutes les Caisses accordent une indemnité proportionnelle à la somme assurée pour les objets détruits

par l'action du feu, pour les dommages causés par l'eau et toutes mesures prises pour empêcher la propagation de l'incendie ; il faut en dire autant pour les dommages causés par la foudre, alors même qu'elle n'aurait rien enflammé. Par contre, les dommages causés par les explosions n'ayant pas créé de foyer d'incendie ne seront indemnisés que par les établissements des cantons de Zurich, Lucerne, Schaffhouse et Argovie.

D'autre part, presque toutes les Caisses ne se considèrent pas obligées à verser une indemnité pour couvrir des pertes causées par un incendie allumé par une guerre ou une révolte. La Caisse bernoise ne les couvre que dans la mesure où elles n'auraient pas été indemnisées par la Confédération ou le canton. La Caisse saint-galloise ne couvre ces pertes que dans les limites du produit des primes ordinaires.

En dehors des cas de double assurance, il en existe d'autres où l'assuré pourra être privé de toute indemnité. Toutes les lois privent le propriétaire incendiaire ou complice, de son droit à l'indemnité, sans préjudice des peines légales qu'il encourt. L'incendie est-il dû à l'imprudence du propriétaire ou d'un des membres de sa famille, les Caisses de Berne, Lucerne, Unterwalden-le-Bas, Bâle (campagne), Appenzell Rhodes Extérieures et Saint-Gall, le privent, conformément aux lois respectives, d'une partie de son droit à l'indemnité. Les Caisses de Zurich, Zug, Fribourg, Soleure, Schaffhouse, Argovie, Thurgovie et Vaud apprécient la responsabilité du propriétaire. Suivant le degré de sa culpabilité, il subira pour tout ou pour partie la charge du dommage.

S'il en est résulté des préjudices pour des tiers, les Caisses de Zug, Soleure et Vaud se réservent en outre le droit de recours. Les lois régissant les établissements de Glaris et de Bâle (ville) ne parlent pas de retenue d'indemnité, mais de pénalités. La loi neuchâteloise

est muette sur ce point, mais l'établissement pourrait, le cas échéant, faire usage de l'article 50 du Code des obligations.

Notons cependant que quelle que soit la cause privative d'indemnité, les créanciers hypothécaires conservent leurs droits jusqu'à concurrence du montant de leurs créances.

Même en dehors de ces clauses de déchéance que nous venons de passer en revue, il se peut que, dans telles ou telles circonstances que nous allons essayer de déterminer, l'assuré ne touche pas, en présence d'un incendie total, sous forme d'indemnité l'intégralité de la somme assurée. En d'autres termes, nous trouvons des dispositions législatives s'inspirant du principe que l'assurance ne peut pas être une cause de bénéfices.

Dans le canton de Zurich, la loi de 1885 déclare que si l'indemnité, calculée conformément à la loi, est supérieure au dommage effectif, la direction de police a le droit et est tenue de refuser le surplus. La loi fribourgeoise prévoit une réduction de l'indemnité pour le propriétaire qui n'a pas indiqué une diminution de valeur en cas de détérioration ou de changement de destination du bâtiment. L'immeuble a-t-il été vendu à un prix inférieur à l'estimation ou les circonstances locales ou générales ont-elles abaissé le prix de l'immeuble en-dessous de l'évaluation, la solution sera la même.

Déjà la loi de 1851 du canton de Thurgovie disposait que lorsqu'un bâtiment avait été vendu à un prix inférieur à l'évaluation faite par l'assurance et qu'il n'a pas encore été réévalué, l'indemnité en cas d'incendie ne peut pas être supérieure au prix d'achat. Il en est de même dans la loi argovienne de 1805. La loi vaudoise de 1888 dit expressément que l'assurance ne peut devenir pour l'assuré une cause de bénéfices, qu'en conséquence l'indemnité ne peut jamais dépasser le

prix d'une reconstruction semblable, sous déduction de la moins-value résultant de l'âge, de la dégradation, des vices de construction ou du mauvais entretien. L'indemnité pourtant ne saurait être inférieure aux $\frac{4}{5}$ de la taxe cadastrale.

La loi neuchâtelloise de 1887 dit que si un bâtiment incendié avait subi depuis la dernière évaluation et avant le sinistre une diminution de valeur pour cause de démolition partielle ou par accident, que de plus cette dépréciation peut être établie juridiquement, le propriétaire n'est indemnisé que de la valeur du bâtiment au moment du sinistre. Dans les autres cantons précités, cette question est également tranchée par des tribunaux composés de la même manière qu'un tribunal arbitral.

Tout changement dans la construction ou la destination du bâtiment pouvant entraîner la classification d'un bâtiment dans une catégorie de risques plus élevée, doit être l'objet d'une notification lors de la revision des évaluations, soit dans un certain délai fixé, sous peine d'une réduction plus ou moins forte de l'indemnité en cas d'incendie. Cette disposition, nous la trouvons dans les lois des cantons de Lucerne, Unterwalden-le-Bas, Schaffhouse, Appenzell Rhodes Extérieures, Saint-Gall.

En cas d'incendie le propriétaire n'est généralement pas tenu d'en aviser la Caisse. C'est que les autorités doivent se rendre d'office sur les lieux, tant pour diriger le service des pompiers que pour se livrer à l'enquête sur les causes de l'incendie, ainsi qu'à l'évaluation des dommages. Il se peut pourtant que l'incendie ne parvienne pas à la connaissance du public.

La loi argovienne prévoyant cette espèce dispose que le propriétaire doit dans les 24 heures aviser de l'incendie le conseil communal qui en informe la préfec-

ture du district, sous peine d'une amende et éventuellement de la perte du droit à l'indemnité. La loi du canton de Schaffhouse envisageant l'hypothèse où le propriétaire aurait contribué à l'extension de l'incendie en laissant couvrir dans son bâtiment un commencement d'incendie, menace l'intéressé d'une privation partielle, qui dans les cas graves peut être totale, de son droit à prétendre à une indemnité.

Il se peut qu'on essaye de frauder l'assureur en se rendant coupable pendant un incendie de procédés portant préjudice à la Caisse cantonale, en n'empêchant pas, par exemple, des actes frauduleux lors de la fixation du dommage. La loi de Lucerne menace dans ce cas le fauteur de la privation de l'indemnité. La loi de Schaffhouse édicte la même peine à l'encontre du propriétaire qui entreprend, avant la fixation du dommage, des actes tendant à rendre l'évaluation difficile, ou à augmenter le dommage, de même que toute indication fausse concernant le dommage.

L'énumération de toutes ces conditions posées par les établissements cantonaux à leurs assurés, démontre surabondamment que nous sommes loin maintenant de cette entreprise de solidarité et de fraternité qu'on admirait encore au commencement de ce siècle. C'est désormais en présence de véritables institutions d'assurance qu'on se trouve. En vain l'on voudrait soutenir que cette assurance publique favorise l'incendie-spéculation et l'insouciance. Aussi comprend-on aisément cette phrase que l'on peut lire même dans le rapport du Bureau fédéral — qui n'a pas l'habitude de se montrer tendre pour les établissements cantonaux — « l'établissement de l'Etat veut remplir ses devoirs, mais il ne veut pas être victime de la spéculation ou de l'insouciance ; » quoi de plus exact ? Dès le début déjà nous voyons les établissements, pour atteindre ce but, n'assurer qu'une

partie de la valeur assurée. Après l'incendie de Glaris, cédant aux réclamations pressantes faites en faveur de l'assurance complète, la plupart des établissements renoncent à ce procédé. Ils acceptent l'assurance complète, mais ils n'entendent pas cependant être victimes d'incendie-spéculation. Que font-ils ? Ils prennent des décisions rigoureuses, de nature à détourner ceux qu'un esprit malsain de lucre pousserait à commettre des crimes : à incendier leur maison ou à laisser brûler leur bâtiment. Poussés dans ces actes par le désir de toucher une forte indemnité, l'établissement supprimant l'objet de convoitise, les propriétaires désintéressés renoncent à leurs noirs projets. Malgré tout ils doivent assurer leurs immeubles, la loi les y oblige.

Quant aux règlements des sinistres, des dispositions précises, contenues dans la plupart des lois régissant les établissements cantonaux, en assurent la promptitude et fixent les délais pour le paiement des indemnités.

L'agglomération des risques étant inévitable pour des établissements confinés dans des territoires restreints, peut entraîner des pertes de plusieurs millions, causées par un seul incendie. Il est donc de la première importance de se demander comment le paiement des indemnités est garanti.

La loi glaroise de 1888, s'exprime ainsi sur ce point : « L'établissement cantonal est sous la garantie de l'Etat. Ce dernier répond vis-à-vis des assurés du paiement intégral et à temps des indemnités qui leur sont assurées par la loi en cas d'incendie. » C'est, comme on le voit, l'ensemble des contribuables qui garantissent le paiement des indemnités. Dans tous les autres cantons cette garantie est sous-entendue mais n'en existe pas moins. Elle est reconnue comme un avantage offert par l'établissement de l'Etat. On comprend en effet que l'Etat qui impose au propriétaire l'assu-

rance s'engage à lui faire obtenir la somme qui lui est due à titre de dédommagement dans des pertes que l'incendie lui a fait éprouver.

N'empêche que l'Etat n'a pas été sans se préoccuper des moyens à employer pour diminuer les charges éventuelles qui pouvaient être très lourdes.

Comme les établissements cantonaux ne pouvaient pas arriver à une assez grande répartition dans l'espace, des sinistres extraordinaires pouvaient engendrer des embarras financiers sérieux. On chercha à remédier à cet inconvénient par une compensation dans le temps en recourant à la constitution d'un fonds de réserve. Les sommes amassées avant le sinistre, grossies des intérêts composés, diminuent d'autant la dette due après le sinistre. Aussi depuis 1861 tous les cantons à l'exception de ceux de Fribourg, Thurgovie, Argovie et Neuchâtel, ont prévu dans leurs lois la constitution d'un fonds de réserve, qui en 1892 était de 17 millions $\frac{1}{2}$ et de plus de 22 millions $\frac{1}{2}$ en 1897.

Si presque toutes les lois prévoyaient la constitution d'un fonds de réserve, les dispositions que l'on trouve dans les diverses lois, étaient loin d'être toutes aussi efficaces.

Il ne suffisait pas de dire que les excédents de primes serviraient à alimenter le fonds de réserve jusqu'à concurrence de telle ou telle somme. Avant tout il fallait créer la possibilité de réaliser des excédents ; on verrait après comment les utiliser.

On arrive à un résultat positif avec des dispositions comme celle-ci :

10 % de la contribution perçue par l'établissement de Lucerne ou une somme de 6.000 francs au moins imputée sur les contributions encaissées par la Caisse d'Unterwalden-le-Bas, ou $\frac{1}{10}$ ‰ des primes réclamées par

l'établissement de Bâle (campagne) tomberont dans le fonds de réserve.

Les établissements des cantons de Zurich, Glaris, Bâle-Ville, Schaffhouse, Appenzell Rhodes Extérieures, Saint-Gall, en percevant des contributions annuelles fixes assez élevées pour donner généralement des excédents, peuvent également compter posséder un fonds de réserve. Mais la tendance actuelle des établissements est de diminuer — comme dans ces dernières années l'ont fait les établissements de Glaris, Schaffhouse et Zurich — les contributions demandées.

Le fonds de réserve atteignait en 1892 environ 17 millions et demi et pour l'exercice 1897 un total de plus de 22 millions et demi. Malgré tout pour un capital assuré de plus de 5.100 millions de valeurs immobilières, c'est plutôt insuffisant. Car dans ce fonds de réserve de 22 millions et demi sont comptées certaines primes non encore encaissées. Une prime annuelle non encore encaissée à la fin de l'exercice est bien — comme on l'a fait remarquer — un avoir du bilan qui en temps ordinaire remplit son but de couvrir les dépenses de l'année en indemnités ; mais si dans l'année suivante on doit se procurer des ressources pour couvrir un dommage extraordinaire, c'est un grand obstacle pour l'administration que de prélever d'abord après coup des contributions pour couvrir les dommages ou les avances de l'Etat de l'année précédente. Le système adopté par la Caisse de Berne consistant à comprendre dans le fonds de réserve des caisses communales et de district pour l'assurance contre l'incendie, les sommes s'y trouvant, déduction faite des déficits, semble devoir avoir nos préférences.

Le procédé employé dans les cantons de Unterwalden-le-Bas, Bâle-Ville, Schaffhouse, Appenzell Rh. Extér., Saint-Gall, consistant à prélever d'avance les

primes destinées à couvrir les dommages de l'année ne saurait trop être recommandé. C'est à tort, selon nous, que dans quelques cantons tels que ceux de Thurgovie et de Vaud, les sommes restant dues à la fin de l'exercice sur les sinistres de l'exercice ne sont pas encore complètement portées en compte lors de l'établissement du bilan.

Faisant la part de toutes ces déductions, le fonds de réserve serait insuffisant à parer à un embarras financier en présence d'une catastrophe, alors même qu'on tablerait sur un canton comme celui de Glaris, ayant un des fonds de réserve les plus considérables.

Le rédacteur du rapport des assurances du bureau fédéral estime qu'il faudrait pour les 17 établissements un fonds de réserve de 50 millions. Alors il se demande en quelles valeurs cette somme considérable pourrait être placée. Certes pas, ajoute-t-il, en hypothèques ni en valeurs à cours variables. Cependant on placerait une partie des fonds en prêts hypothécaires consentis à des propriétaires habitant des cantons différents, je n'y verrais pas d'objection sérieuse.

De plus il existe un placement tout indiqué : acheter avec le fonds de réserve de la rente suisse, ou des valeurs communales.

Enfin il y a certaines valeurs industrielles qui valent presque au point de vue de la sécurité des valeurs de tout repos, comme on se plaît à les appeler. Ce ne seraient dès lors plus des capitaux soustraits à la vie économique.

La plupart des cantons au lieu d'augmenter considérablement leur fonds de réserve ont préféré diminuer la charge qu'ils avaient à supporter provenant des mauvais risques. Pour ce ils ont eu recours à deux moyens : à la *réassurance* d'une part et à une *classification rigoureuse d'autre part*.

Par la réassurance les établissements augmentaient la répartition territoriale des risques. A l'exception des établissements des cantons de Zug, Schaffhouse, Appenzell Rh. Extér., Saint-Gall et Vaud, la réassurance fut ordonnée par les lois régissant les établissements cantonaux ou par des arrêtés des grands Conseils dans les cantons de Fribourg, Argovie et Thurgovie. Les cantons de Zurich et Saint-Gall n'ont abandonné que tout récemment la réassurance. Par contre certains autres établissements cantonaux font un large usage de la réassurance. C'est l'établissement de Soleure qui réassure les $\frac{4}{5}$ de son portefeuille, celui de Bâle-Ville les $\frac{3}{4}$, celui de Neuchâtel les $\frac{3}{5}$ de son portefeuille.

Renonçant au vieux principe de la répartition appliqué dans toute sa rigueur, la plupart des établissements cantonaux ont créé des classifications de risques en rapport avec les chances plus ou moins probables d'incendie qu'offraient les immeubles assurés.

A la fin de la période précédente nous ne trouvions de classification que dans huit établissements cantonaux, à l'heure actuelle elle existe dans douze.

Elle fut introduite pour le canton de Berne par la loi de 1881, par celle de 1869 dans le canton de Lucerne et, dès le principe, c'est-à-dire par la loi de 1884 dans l'établissement d'Unterwalden-le-Bas, enfin la loi vaudoise de 1874 en dota l'établissement cantonal d'assurance contre l'incendie.

Pour faire cette classification on tint compte en première ligne de la construction du bâtiment et des industries dangereuses au point de vue de l'incendie ; dans d'autres lois on prenait également en considération la couverture des bâtiments situés dans un certain rayon.

Dans le canton de Berne, le nombre de classes de risques s'élevait à quatre ou plus exactement il y avait

une prime ordinaire de 1 ‰ et suivant certaines circonstances que nous indiquons en détail dans notre exposé de la Caisse de Berne (1), le risque pouvait être augmenté, partant la prime était frappée d'un supplément plus les frais de réassurance en matière d'assurance d'industrie, déclarées dangereuses.

Dans le canton de Lucerne la classification de la loi de 1869 était tripartite: La première classe comprenait les immeubles couverts d'un toit dur, la deuxième les immeubles ayant un toit mou, la troisième les immeubles où se trouvaient des machines dangereuses au point de vue de l'incendie. Un immeuble rangé dans la deuxième classe lorsqu'il était isolé montait dans la première classe. Les primes perçues étaient dans les rapports de 10, 12, 15. Actuellement, il existe quatre classes de risques; les primes perçues sont de 1 ‰ dans la 1^{re} classe et de 1,5 ‰ dans la dernière classe, non compris les frais de réassurance pour les industries dangereuses.

Pour le canton d'Unterwalden-le-Bas, le nombre des classes de risques est de quatre et les primes sont fixées à 1/2 ‰ dans la première classe et 3 ‰ dans la dernière classe.

L'établissement de Bâle (ville) a quatre classes de risques, quant aux primes elles furent en 1897 de 1/2 ‰ dans la première classe, de 0.8 ‰, de 1.2 ‰, de 1.8 ‰ dans les classes suivantes.

Dans Bâle (campagne), il n'y avait que deux classes; la première comprenait les maisons ordinaires payant une prime de 1 ‰, la deuxième comprenant les fabriques de toutes sortes payant 1 1/2 ‰.

Dans le canton de Schaffhouse, il existe cinq classes

(1) Voir notre exposé pages 217 et suivantes.

de risques ; ceux appartenant à la première classe payent 1 ‰ et 4 ‰ dans la dernière classe.

Dans le canton d'Appenzell Rhodes Extérieures, la loi du 26 avril 1860 avait créé six classes de risques payant suivant les classes 0.70, 1.00, 1.50, 2.00, 3.50, 6.00 ‰. Il existe bien encore actuellement six classes mais 22 taux de contribution.

Dans le canton de Saint-Gall, il existe, depuis 1850, une classification des risques ; le règlement du 25 novembre 1869 fixe le nombre des classes à six et les primes à 1 ‰ dans la première classe, à 4 ‰ dans la dernière classe.

Dans le canton de Thurgovie il existait avant 3 classes de risques, mais actuellement leur nombre est porté à 4 classes de risques payant suivant les classes : 1, de 1 1/2 à 2, 3 et 4 ‰.

Dans le canton de Vaud, on perçoit une prime minimum de 0,8 ‰ mais à côté il existe 10 suppléments différents suivant la construction et la destination du bâtiment.

Enfin, dans le canton de Neuchâtel, nous trouvons 3 classes principales avec ensemble 7 subdivisions et suppléments de 1/2 ‰ pour les bâtiments dans lesquels s'exerce une industrie augmentant les risques ; quant aux primes, elles sont fixées à 1/2 ‰ dans la 1^{re} classe et à 4 ‰ dans la dernière classe.

Dans les autres cantons, notamment ceux de Glaris, Fribourg, Argovie, Zug, la prime perçue est la même pour tous les immeubles, quelle que soit la qualité du risque. On a su, dans ces cantons, montrer que le principe de la proportionnalité de la prime au risque, considéré comme essentiel à la notion même de l'assurance par la plupart des auteurs, ne s'imposait pas. C'est la réalisation de l'idée que Wagner soutient dans son pays en disant qu'on ne doit pas demander une prime plus

forte à un propriétaire parce qu'il possède un immeuble présentant plus de chances d'incendie. Le plus ou moins grand danger offert par un bâtiment ne saurait être imputé à son propriétaire. C'est, dit Wagner, la conséquence de sa pauvreté à laquelle il ne demanderait pas mieux que de se soustraire, ou bien d'autres circonstances indépendantes de sa volonté.

Les primes sont perçues par les receveurs communaux, non pas gratuitement, comme se plaisent trop souvent à le dire les adversaires des Sociétés publiques. Les communes touchent de ce chef une indemnité qui, dans les cantons d'Unterwalden-le-Bas et Fribourg, peut s'élever jusqu'à 2 % des encaisses.

Les primes sont fixées d'après le montant des évaluations, il importe donc qu'elles soient faites avec le plus grand soin. Aussi, pour éviter des évaluations trop élevées et fixer dans les revisions annuelles la diminution de valeur des bâtiments qui se déprécient ou se détériorent, on apporte un grand soin dans le choix des commissions chargées de l'estimation et de la classification. Dans les cantons de Zug, Soleure, Vaud, cette commission est nommée entièrement par les autorités cantonales; dans les autres cantons, en partie par les autorités cantonales, en partie par les autorités communales mais avec prédominance des autorités du canton. Il n'y a que le canton de Saint-Gall où le Conseil communal choisit les experts sous réserve de revision des estimations par le préfet du district et par la Chambre d'assurance. Dans les divers cantons des recours sont ouverts tant aux propriétaires qu'aux établissements contre une évaluation. Dans la plupart des cantons, ces nouveaux experts sont nommés par les mêmes autorités que les premiers.

Concernant l'évaluation elle-même, dans la majorité des cantons, a été admis le principe que l'on doit déter-

miner tant le prix de construction (1) que la valeur du bâtiment aux conditions du marché dans la localité et prendre pour base la plus faible de ces deux valeurs.

Quant à l'estimation des dommages, on peut dire, en général, qu'elle est faite par la Commission qui a évalué le bâtiment. Nous ne connaissons guère, comme faisant exception à la règle, que les cantons de Bâle-campagne, Schaffhouse et Saint-Gall où les dommages sont évalués par des experts désignés par les autorités cantonales, et Neuchâtel où cette évaluation est faite par des experts nommés par le juge de paix avec l'assistance d'un membre de la Chambre d'assurance.

En cas de recours du propriétaire ou de l'établissement d'assurance, le différend est tranché presque partout en premier ressort par des tribunaux composés pour la plupart comme des tribunaux arbitraux. A Berne, Zug, Soleure et Bâle-Ville ce sont des experts nommés par l'autorité centrale qui décident. A Neuchâtel ces experts sont nommés par le juge de paix.

Enfin l'enquête sur les causes de l'incendie et le rapport qui en est dressé pour être communiqué à l'autorité centrale sont confiés en règle générale à des fonctionnaires du district.

Nous avons déjà vu, dans le cours de cette étude, que les finances des Caisses étaient distinctes des finances publiques sans insister autrement sur leur gestion. Elle est généralement directement confiée à un corps administratif constitué pour veiller à l'ensemble des affaires administratives du canton, ou du moins préposé à l'un des objets spéciaux de l'administration générale.

Dans les cantons de Lucerne, Zug, Soleure, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Saint-Gall, Vaud, c'est le département des finances qui est chargé de l'administration

(1) On tiendra compte de la détérioration.

des assurances. Ailleurs il existe *des chambres d'assurances* chargées de la gestion des établissements d'assurance.

Terminons enfin cette étude en remarquant que contrairement à ce qui existe dans les Compagnies privées, tout se fait et doit se faire au grand jour. Il n'y a pas de secrets pour le public. Des comptes rendus annuels le renseignent avec la même précision sur la marche des établissements cantonaux que les dispositions législatives qu'il a votées sur les droits et obligations des Caisses.

Pour donner une idée d'ensemble au lecteur de ce qu'est et comment fonctionne un établissement d'assurance des bâtiments, nous allons nous livrer à une étude complète de l'établissement d'assurance contre l'incendie s'étendant au plus grand canton suisse. C'est de la Caisse de Berne que nous allons parler.

CHAPITRE III

A. — *Etude approfondie sur la Caisse du canton de Berne.*

(1) Au XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e siècle il existait dans la plupart des communes du canton des unions privées se donnant pour mission de procurer des secours aux incendiés que le sinistre aura plongés dans la misère.

Comme ces secours étaient le plus souvent insuffisants on y suppléait par des collectes. Enfin l'Etat lui-même

(1) Ouvrages à consulter avec profit : 1^o « Mittheilungen über Brandversicherungswesen in der Schweiz » fournissant sur tous les établissements d'assurance immobilière des comptes rendus instructifs ; 2^o « Die gesetzgebung über das Versicherungswesen in der Schweiz ; » 3^o « Allgemeine Beschreibung und Statistik des Schweiz ; » 4^o « Statistisches Jahrbuch d'Ehrenzweig ; » 5^o Brochure de Méyer parue en 1871 à Zurich ; 6^o M. Von Hulsen ouvrage sur l'histoire et l'étendue de l'assurance publique ; 7^o Comptes rendus de la conférence des partisans des Sociétés publiques allemandes tenue à Berlin en juin 1867 ; 8^o « Mittheilungen » du syndicat des Sociétés publiques allemandes, notamment année 2^e, année 5^e, n^o 7, année 7^e, n^o 13. Enfin rapports officiels suisses et plus spécialement rapport du président du conseil M. Const. Badenheimer.

accordait certaines ressources après un grand sinistre. Mais la question de l'organisation d'une solide institution d'assurance contre l'incendie préoccupait de bonne heure déjà les pouvoirs publics.

En 1788, le gouvernement du canton de Berne proposa comme sujet de concours l'étude de la question suivante :

« Est-il opportun de créer dans le canton de Berne une Caisse d'assurance contre l'incendie et pour quels motifs ? »

Quelle serait la meilleure et la plus rationnelle organisation d'une Caisse semblable en tenant compte de la configuration et des circonstances particulières du canton ? »

L'auteur du mémoire couronné recevait en récompense un prix de 50 ducats.

Le gouvernement ne reçut pas moins de 17 réponses qu'il soumit à la Société d'économie politique du canton de Berne.

Certains travaux combattaient le projet en se plaçant sur le terrain de la liberté et de l'intérêt général, insistant sur les abus qu'ils croyaient pouvoir être engendrés par la création d'une pareille Caisse.

Un autre travail attribué à Joh. Albert Mutach cherche à réfuter ces objections et recommande une Caisse d'assurance facultative, dans laquelle, suivant les idées de Waser, on pourrait s'assurer à tout jamais moyennant un versement modique de 2 % de la somme assurée. La prime jouerait le rôle d'un capital qui sans cesse s'accroît par la capitalisation des intérêts.

Les intérêts dans ce système remplacent le versement annuel de primes.

On propose une autre solution consistant encore à déposer une obligation rapportant un intérêt annuel de 4 %.

Le mémoire (1) qui fut couronné est dû à la plume de Brückner qui expose dans tous ses détails l'organisation d'une Caisse semblable. Cette Caisse devait être facultative et n'assurer environ que les 5/6 de la valeur des bâtiments. Brückner basait ses calculs sur le nombre de maisons d'habitation qu'avait donné le recensement de 1764 d'une part, et le nombre des incendies que révèlent les statistiques d'autre part. Il envisageait les résultats obtenus pendant les dix dernières années et raisonnait sur le nombre et l'importance des incendies couverts en grande partie par les collectes faites dans les églises.

Le gouvernement accueillit favorablement le projet mais croyant le terrain encore trop peu sûr il n'osa pas s'y aventurer franchement. Aussi ne donna-t-il pas suite immédiate au projet.

Par contre cet ouvrage fit naître tout un courant d'opinion qui aboutit au décret du 29 août 1798. Aux termes de ce décret, les conseils législatifs de la République Helvétique invitaient le Directoire à charger le ministre de l'Intérieur de soumettre au grand Conseil un projet de création d'une Caisse générale d'assurance contre l'incendie pour toute la République.

Dans le « projet de création d'une Caisse d'assurance contre l'incendie en Helvétie, par le citoyen Dorner, maître de mathématiques à l'école littéraire de Berne », publié environ une année plus tard, ainsi que dans le « supplément » à cet ouvrage par Hopfner, on peut trouver des reproductions d'idées et de tableaux statistiques de Bruckner.

Au même ordre d'idées se rattache aussi la requête de J. M. Meyer d'Aaran au Directoire, du 22 novembre

(1) Il fut publié en français en 1789 et traduit en allemand en 1790.

1799 où l'auteur exprime le désir que les municipalités soient tenues de recevoir pour le compte de la Caisse générale les inscriptions pour l'assurance contre l'incendie et de veiller à ce que les estimations ne soient pas trop élevées. Cinq semaines après, voyant qu'il n'avait pas encore été répondu à son désir, Meyer retira sa requête. Mais bientôt, c'était le 30 décembre, le Directoire, sur le rapport du ministre de l'Intérieur, répondit au sénateur Meyer que l'on attendrait des temps plus tranquilles pour examiner son projet.

L'acte de médiation ayant amené cette situation souhaitée, la tranquillité semblant régner en Suisse, on reprit dans le canton de Berne l'étude des anciens projets.

Mutach et ses adeptes publient, après s'être assurés au préalable l'appui du gouvernement, un projet. Son esprit se rapprochait fortement des idées émises dans le travail de concours de Mutach.

Se basant sur les relevés statistiques relatant que sur 42.216 maisons, 31 sont la proie des flammes, ces auteurs croyaient pouvoir couvrir les sinistres annuels avec les intérêts d'un capital de 2 % des sommes assurées. En tablant sur un taux d'intérêt de 5 %, ce serait l'équivalent d'une prime de 1 ‰. Ceci posé, ils invitaient leurs concitoyens à indiquer les sommes qu'ils pourraient assurer et à s'obliger au paiement d'un intérêt de 5 % sur le 2 % de ces sommes. Mais ils ne reçurent des inscriptions que pour une somme d'environ 5 millions de francs à assurer, ce qui ne représentait qu'un capital à verser de 100.000 francs, ou une somme annuelle d'intérêts de 5.000 francs. Les auteurs du projet s'aperçurent rapidement qu'une pareille somme était tout à fait insuffisante pour s'exposer aux coups du hasard. Aussi élaborèrent-ils vite, en mettant à profit les lois d'assurance contre l'incendie, édictées déjà dans les cantons d'Ar-

govie et de Thurgovie, un nouveau projet. Il fut accepté presque sans modifications par les autorités délibérantes et finalement par le grand Conseil du 28 mai 1806.

Les principes fondamentaux de la Caisse étaient :

Une Caisse cantonale avec entrée facultative. Elle n'était obligatoire que pour les édifices publics et communaux, les immeubles appartenant à des propriétaires en tutelle et curatelle ainsi que ceux grevés d'hypothèque. N'étaient refusés par la Caisse que les risques particulièrement mauvais. L'assurance pouvait porter sur toute la valeur d'estimation. Les sinistres étaient répartis. La contribution annuelle maximum fut fixée à 3 ‰. Les avances faites par l'Etat ne pouvaient dépasser 5 ‰. La Caisse fut fondée par la loi du 28 mars 1806. Mais elle ne devait fonctionner que pour 25 ans à compter de 1807. A partir de cette date toutes les collectes pour incendie et les secours destinés à soulager les incendiés, devaient être supprimés. Au 1^{er} janvier de cette année la Caisse assurait 5.707 immeubles et le capital qu'ils représentaient s'élevait à 13.961.500 fr. Ces succès ne tardèrent pas à susciter des jalousies. On recourut jusqu'au charlatanisme pour détourner le public de l'établissement cantonal. Pour ce, on l'alléçait par des promesses mirifiques. On faisait briller devant ses yeux les conditions les plus libérales. Les frais d'administration devaient être réduits au minimum. C'est ainsi qu'on ne craignait pas de déclarer qu'un seul secrétaire suffirait pour tout le canton.

Des caisses communales d'assurance des bâtiments, même des bâtiments et du mobilier à la fois, avec estimation sommaire et superficielle et laissant l'assuré libre de se retirer à la fin de chaque année, furent créées dans la Haute-Argovie, dans le Bas-Emmenthal et le Seeland. Les crédules qui les préféraient à l'établissement cantonal allaient être victimes de leur légèreté.

Aussi le gouvernement crut-il devoir intervenir pour faire cesser cet état de choses. L'avoyer et le Conseil du canton de Berne émirent, le 26 octobre 1808, un décret qui interdit de créer des Caisses privées pour l'assurance des immeubles ou du mobilier sans l'autorisation de l'autorité sous peine d'amende de 50 à 100 fr. pour les personnes qui y prêteraient leur concours et pour les entrants. Des punitions plus sévères frappaient les fondateurs. Quant aux Caisses privées déjà existantes, elles furent supprimées et les engagements contractés, déclarés nuls. Cependant les conventions entre communes voisines pour l'assistance réciproque par des dons charitables en cas d'incendie, n'étaient pas touchées par ce décret.

Le 22 juin 1816, la chambre de l'assurance contre l'incendie émit le vœu de voir la direction de la Caisse chargée de la surveillance et de la confection des règlements de police concernant le feu, ainsi que du service des postes d'incendie pour tout le canton.

Lorsqu'on arrivait à l'échéance du temps d'essai pour lequel la Caisse avait été créée, on proposa des projets de réforme pour la Caisse. Bien des avis différents étaient exprimés, le temps passait toujours. En attendant, on prolongeait toujours, d'année en année, la durée du fonctionnement de la Caisse. Cette situation dura ainsi jusqu'en 1834.

A la fin de 1829 (1), le total des recettes en primes l'emportait, sur le montant des indemnités allouées, de 177.350 fr. pour les immeubles de pierre couverts en pierre, de 47.758 fr. pour les bâtiments en bois, mais couverts en tuiles, et de 28.912 fr. pour les maisons couvertes en bardeau. Au contraire, pour les construc-

(1) C'était la date d'échéance du délai de 25 ans pour lequel la Caisse avait été créée.

tions n'ayant qu'une toiture en paille, le total était supérieur au montant des primes afférentes perçues, de 252.351 fr. Aussi dans la nouvelle loi du 21 mars 1834, qui entra en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1835, donna-t-on satisfaction à ceux qui demandaient qu'on introduisît une classification des immeubles. Aux termes de cette loi, la Caisse devait accepter tous les risques. Toutefois, fallait-il au moins que la maison à assurer ait une valeur de 200 fr. L'entrée dans la Société était rendue obligatoire pour certains propriétaires possédant des immeubles rangés dans certaines classes de risques. Pour les autres, les intéressés pouvaient rester leur propre assureur ou bien s'adresser à des Sociétés privées. Le maximum des primes annuelles qu'on pouvait percevoir était fixé à 3 ‰. On pouvait assurer son immeuble pour toute la valeur d'estimation.

La loi du 31 mars 1847 décida qu'en cas d'incendie, l'évaluation des meubles et immeubles serait faite par des experts assermentés. Elle prohibait également l'assurance double pour un même bien.

Dans les années 1845 à 1851, le nombre des incendies s'étant très sensiblement augmenté, il s'en suivit une augmentation des primes. La désertion des propriétaires non soumis à l'assurance auprès de la Caisse en fut la conséquence. Dès 1847 on avait essayé d'enrayer cette retraite par une série de réformes portant notamment sur la classification. Ces réformes ne se précisèrent guère qu'avec le décret du 11 décembre 1852 qui entra en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1853. Une ordonnance provisoire déclare que les assurances désormais ne pourraient plus porter que sur les 8/10 de la valeur d'estimation du bien à assurer. Quant aux polices d'assurance immobilières et mobilières pour les risques non assurés à la caisse cantonale, elles ne pouvaient être faites que par la Compagnie suisse d'assu-

rance mobilière. De plus en présence d'une négligence grossière du propriétaire, en cas d'incendie, l'indemnité pourra de ce fait être diminuée de 2 à 3/10 de son montant. Cette situation provisoire, malgré les nombreuses pétitions de réformes déposées, dura jusqu'en 1865. On ne parvenait pas à se mettre d'accord sur les réformes à introduire.

Après le grand incendie de Glaris des 10 et 11 mai 1861, on songea à une caisse centrale d'assurance contre l'incendie s'étendant à toute la Suisse. On avait à cet effet délégué un député dans 16 cantons pour la conférence qui s'est tenue à Berne les 2 et 3 décembre 1861. Cette assemblée déclara qu'une caisse unique n'était pas possible, mais elle proposait une association de réassurance intercantonale.

En 1862 le Conseil de gouvernement, sur la proposition de la Direction de l'Intérieur, se demandait s'il ne valait pas mieux proclamer le principe de la liberté complète en matière d'assurance et supprimer la caisse cantonale ainsi que le monopole concédé à la Compagnie suisse d'assurance mobilière. Mais en octobre 1863 une pétition signée de 200 notaires réclamait au nom de tous leurs clients créanciers hypothécaires, le maintien de la Caisse cantonale et l'obligation de l'assurance pour tous les immeubles grevés d'hypothèques.

Après le grand incendie de « Burgdorfer » des 20 et 21 juillet 1865 une pétition couverte d'un grand nombre de signatures fut adressée au gouvernement demandant qu'on supprimât la limitation du taux de 8/10 apportée en matière d'assurance.

Le grand Conseil décida à la majorité les dispositions suivantes contenues dans le décret du 21 décembre 1865 qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1866 :

Un fonds de réserve devait être formé avec les excédents de recettes pour permettre à la Caisse cantonale

de faire face aux frais occasionnés par de grands incendies. Mais après les incendies de Burgdorf, Radelingen, Billeret, etc., le déficit de la Caisse avait atteint des proportions extraordinaires. Aussi, pour le couvrir, dut-on recourir à un emprunt de 500.000 fr.

La multitude de ces incendies souleva bien des mécontentements particulièrement dans les villes qui prétendaient être grevées d'une prime trop élevée.

Pour donner satisfaction aux partisans comme aux adversaires de la Caisse cantonale, le gouvernement par un décret du 13 janvier 1870 supprima le monopole concédé à la Compagnie suisse d'assurance mobilière. La même année le grand Conseil nommait une commission aux fins d'étudier les principales bases de la rédaction d'une nouvelle loi d'assurance contre l'incendie. Le rapport de la Commission fut présenté en mars 1871. Il concluait au maintien de l'assurance cantonale, à l'établissement d'un système de classification des risques. Il se prononçait en faveur de l'assurance obligatoire auprès de la Caisse (Beitritzwang).

Voici d'ailleurs en quelques mots les dispositions principales de ce rapport :

1° L'assurance obligatoire pour la totalité du montant des valeurs assurées. Mais les églises pouvaient n'être assurées que pour la moitié de leur valeur.

Les caves qui ne pouvaient être la proie des flammes n'étaient pas soumises à l'obligation de l'assurance pas plus que les bâtiments isolés d'une valeur moindre de 300 fr.

2° Pouvaient engendrer une indemnité tous les dégâts causés soit par le feu, la foudre ou les pompiers. Toutefois, les pertes causées par des incendies allumés par l'ennemi ou les insurgés n'étaient pas couvertes par la Caisse.

3° Étaient exclus de l'assurance certains risques

particulièrement mauvais, tels que : moulins ou magasins à poudre, ateliers d'artificiers, les fabriques de produits chimiques ou de matières inflammables.

4° En ce qui concerne la classification, l'auteur du rapport fixait une prime annuelle au minimum de 0,8 ‰. Elle était élevée de 0,15 ‰ pour les immeubles construits sous une toiture légère ou montés en murs pouvant prendre feu, et si les murs sont entièrement formés en matières inflammables, l'augmentation était de 0,2 ‰. Immeuble attenant et séparé par un mur n'offrant aucune issue : l'élévation de la prime sera de 0,1 ‰. Y a-t-il des ouvertures, l'augmentation sera de 0,2 ‰. Si le mur mitoyen est construit en matériaux pouvant facilement prendre feu, la majoration de la prime sera de 0,3 ‰. Pour les bâtiments dont les cheminées seront en bois ou bien qui n'auront même pas de cheminée, la prime sera augmentée de 0,4 ‰. Les bâtiments ayant des appareils de chauffage contigus à des granges, des hangars à foin et des écuries payeront un supplément de prime de 0,3 ‰ ainsi que les bâtiments appartenant à la première classe servant à l'exploitation d'une industrie présentant des dangers d'incendie.

La prime sera élevée de 0,5 ‰ si ces bâtiments sont de la 2^e classe et 0,7 ‰ s'ils sont de la 3^e classe.

5° Enfin un fonds de réserve devait être formé des excédents de recettes, jusqu'à ce qu'il ait atteint 10 millions.

Avant d'en arriver à l'étude de la situation actuelle de la Caisse, donnons quelques renseignements statistiques.

En 1807 le capital assuré s'élevait à 15.815.500 francs (ancienne monnaie) (1) représentant 6896 immeubles. Il s'est accru progressivement. En 1834 la Caisse assu-

1) Le franc ancien valait 1 fr. 4493 d'après la valeur actuelle.

rait 48.561 immeubles représentant une valeur de 84.175.900 francs (ancienne monnaie). Veut-on une moyenne pour la période 1807-1834, nous dirons que la Caisse assurait annuellement 32.585 immeubles, représentant une valeur de 83.039.898 francs (valeur actuelle). Pendant ce temps on a eu à déplorer 671 incendies qui ont engendré pour la Caisse l'obligation de couvrir les dégâts causés à 1.317 bâtiments. Le montant des indemnités versées pour ce par la Caisse s'est élevé à 1.629.032 francs (nouvelle valeur). Les frais d'administration pour ces 27 années se chiffrent par 46.103 francs et le total des primes perçues par 1.629.032 francs (nouvelle valeur). Pour deux années aucune prime n'a été perçue, pour 13 années, la Caisse a réclamé moins de 1 ‰ de primes, pour 5 années 1 ‰, pour 5 autres années $1\frac{1}{4}$ ou $1\frac{1}{2}$ ‰, pour 2 années 2 ‰ et seulement pour une année $2\frac{3}{4}$ ‰. Tous ces chiffres étant connus, on peut dire que la prime annuelle moyenne perçue pendant ce laps de temps peut être évaluée à 0,96 ‰. Pourtant pendant cette période, on ne compte pas moins de 20 grands incendies qui détruisirent 14 immeubles et en endommagèrent 425 autres, entraînant pour la Caisse le versement d'indemnités dont le total fut de 627.298 francs. L'incendie du 9 juin 1834 à lui tout seul coûta déjà à la Caisse 115.400 francs (ancienne valeur).

De 1835-1850 le capital assuré s'est élevé de 100.085.750 à 138.420.500 francs et le nombre des immeubles assurés de 56.432 à 66.429, soit une moyenne annuelle de 62.186 immeubles représentant une valeur de 173.695.668 francs (nouvelle valeur).

Pour 6 années les primes ont été inférieures à 1 ‰, pour 4 inférieures à 2 ‰ et enfin pour 6 inférieures à 3 ‰ et atteignirent le total de 4.289.703 francs.

Les frais d'administration furent de 67.047 francs.

Pour la période 1851-1872 le nombre des immeubles assurés par la Caisse passe de 65.049 à 82.013 et le capital assuré de 197.574.700 à 428.156.700 francs, malgré la baisse constatée vers 1850. En moyenne la Caisse pendant ces années a assuré 68.703 immeubles et un total de valeur s'élevant à 199.528.774 francs. Seulement pour une année la prime fut inférieure à 1 ‰, pour neuf années, elle n'atteignit pas 2 ‰, et pour 8 années elle resta en dessous de 3 ‰, pendant 4 années seulement elle atteignit ce taux. Le total des primes encaissées fut de 12.354.393 francs. Les frais d'administration se sont élevés à 370.334 francs.

Si nous envisageons maintenant toute la période d'années s'écoulant entre 1835 et 1872, voici les résultats que nous obtenons :

Nous comptons 164 incendies qui entraînèrent pour la Caisse une dépense de plus de 10.000 francs, obligeant la Caisse à verser en indemnités une somme de 6.828.685 francs servant à couvrir les dégâts causés à 499 immeubles et la destruction de 1.271 immeubles.

Avant de passer à l'étude de la loi de 1881 qui règle la situation actuelle de la Caisse, qu'il nous soit permis d'attirer encore l'attention du lecteur sur un point auquel nous tenons beaucoup, à savoir la nature des risques assurés par la Caisse. Pour apporter toute la précision nécessaire, nous prenons une année au hasard, l'année 1868, et nous relatons qu'au 1^{er} janvier 1869 :

Le nombre des immeubles assurés par la Caisse est de 79.991 représentant une valeur de 395.200.400 francs dont voici le détail :

I. Immeubles montés en pierre et couverts de tuiles.....	4.248	—	56.039.400 fr.
II. Immeubles dont les murs extérieurs seuls sont en pierre mais dont le toit est en tuiles.....	7.686	—	56.782.500 fr.
III. Immeubles montés en pierre et bois couverts de tuiles.....	21.589	—	149.816.700 fr.
IV. Immeubles montés en pierre et couverts en paille ou bardeau...	21.359	—	66.881.800 fr.
V. Maisons en bois couvertes de chaumes.....	25.109	—	65.680.300 fr.
Total.....	79.919	—	395.200.400 fr.

Que dirait une Compagnie privée qui aurait un portefeuille ainsi composé, dont plus du 1/4 comprend des risques médiocres et plus des 2/4, presque les 5/8, des mauvais risques. Aussi sur les 1.347 immeubles détruits de 1859 à 1868, exactement 659 appartenaient à la III^e et IV^e classe (1) et 539 à la V^e classe. Sur les 972 immeubles simplement endommagés, nous en trouvons 318 appartenant à la III^e classe, 176 à la IV^e classe et 250 à la V^e classe.

Etude de la loi du 30 octobre 1881.

Organisation actuelle de la Caisse d'assurance cantonale de Berne.

Cette loi réorganisa la Caisse cantonale d'assurance immobilière fondée en 1806. Elle fut complétée par deux décrets, l'un du 1^{er} mars, l'autre du 30 août 1882, et ne rentra en vigueur que le 1^{er} janvier 1883.

Cette loi ayant été pendant 10 ans l'objet de minutieuses études qui finirent par aboutir en 1881, mérite d'être étudiée tout spécialement.

Elle nous montrera à quels perfectionnements on peut aboutir en s'inspirant de la doctrine de l'assurance par l'Etat.

(1) 330 à la III^e classe et 329 à la IV^e classe.

La méthode logique qui vient à l'idée serait de suivre l'ordre chronologique et d'étudier successivement la loi du 30 octobre 1881, le décret du 1^{er} mars, puis celui du 30 août 1882. Sans contester les mérites de cette méthode, nous ne l'adopterons cependant pas. Cela pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'elle serait trop longue, en second lieu parce qu'elle ne permet pas d'embrasser l'ensemble de la législation, enfin parce que ne faisant pas une étude de la législation de l'assurance du canton de Berne, mais nous proposant simplement de faire connaître au lecteur l'organisation de la Caisse, nous devons avant tout lui en faire connaître le mécanisme dans son entier sans en séparer, en quelque sorte, les divers rouages. Voilà les motifs qui nous font préférer dans l'espèce, la méthode synthétique à la méthode analytique.

*Sphère d'action de l'établissement, ses droits,
ses obligations.*

L'établissement cantonal, comme son nom l'indique, étend sa sphère d'application à tout le territoire du canton de Berne. En principe il assure tous les bâtiments construits ou qui seront construits à l'avenir dans le canton. Il n'y a d'exception que pour les bâtiments qui servent à la fabrication et au dépôt de poudres et artifices ainsi que pour les magasins de dynamite. L'exception s'étend en second lieu aux fabriques de produits chimiques dans lesquelles on utilise ou prépare des substances explosibles ou spontanément inflammables. Les propriétaires toutefois, ont le droit dans ces derniers cas, de demander l'admission de ces bâtiments à l'assurance cantonale. Si la réassurance de ces risques est acceptée, les propriétaires recevront satisfaction. Leur bâtiment sera assuré, mais non les appareils mécaniques qui s'y trouveraient. Ne sont pas exclus

cependant les immeubles par nature tels que les parties des appareils scellées à mortier ou tenant à fer et à clou ou attachées au bâtiment à demeure fixe. Comme exemple, la loi donne les roues mues par eau, les turbines, les chaudières à vapeur, etc. L'assurance de ces immeubles par nature n'est pas imposée au propriétaire, mais s'il a recours à l'assurance, il ne lui est pas permis de s'adresser ailleurs qu'à l'établissement cantonal. Y a-t-il contestation sur la nature de l'objet, le conseil d'administration décide si l'on se trouve oui ou non en présence d'une immeuble par nature.

Ces bâtiments ou parties de bâtiments constituent les risques dont l'admission est imposée à la Caisse. Ils doivent être assurés, par les intéressés, à l'établissement cantonal. Les propriétaires qui ne satisfont pas à cette obligation sont passibles d'une amende pouvant s'élever du dixième à la moitié du montant de l'assurance à l'établissement cantonal. En outre, ils sont déchus de tout droit à l'indemnité de l'assurance cantonale. Mais les créanciers hypothécaires qui n'auraient pu rentrer dans leurs créances en recourant aux autres sûretés qui leur restent recevront de la Caisse le paiement de la créance qu'ils ont sur leur débiteur fautif: ajoutons que l'assurance reste facultative pour un cinquième de l'évaluation du bien.

Nous connaissons maintenant quels sont les objets qu'assure l'établissement cantonal.

Voyons maintenant contre les dégâts causés par quels événements il indemnise. En principe il ne couvre que les pertes causées par le feu, la foudre, qu'il y ait eu embrasement ou non, par les mesures prises pour éteindre le feu ou en arrêter les progrès et encore faut-il que le dommage causé puisse s'évaluer à 20 francs. En ce qui concerne les sinistres causés par les guerres,

L'établissement cantonal n'en répond que pour la partie du dommage qui ne serait remboursée ni par la confédération ni par le canton. Mais la Caisse n'indemnise pas pour les dommages qu'éprouverait un bâtiment par une explosion. Toutefois s'il y a eu incendie à la suite d'un accident de cette nature, l'indemnité est garantie pour le montant des dommages causés par le feu ou les mesures prises pour le combattre.

Le propriétaire de son côté doit faire connaître à la Caisse les modifications qu'il fait subir à son bien et payer la prime déterminée tant qu'il n'aura pas cessé d'être propriétaire et que son immeuble est toujours existant.

Grâce à ces recettes, la Caisse paye, outre les indemnités, ses frais d'administration ainsi que ceux entraînés par les évaluations dont elle supporte la charge. De plus elle accorde des subsides généraux, en faveur des caisses de secours des corps de pompiers et pour permettre aux communes de perfectionner sans cesse leurs moyens de préservation et de défense contre le feu, sans toutefois que ces subsides puissent dépasser 0,05 ‰ de capital assuré. L'établissement délivre enfin des récompenses aux particuliers ou aux pompiers qui se sont fait remarquer par leurs services et leurs secours extraordinaires. Ajoutons en dernier lieu que la caisse promet des récompenses à ceux qui découvrent des incendiaires.

Ces notions générales données, il nous tarde de faire connaître l'organisation et le fonctionnement de cet établissement cantonal.

Administration de l'établissement cantonal. — L'administration centrale est assurée par un *conseil d'administration*, une *direction* et les *fonctionnaires de l'établissement*.

Le *Conseil d'administration* est nommé par le Conseil exécutif. Il se compose de quinze membres, avec le Directeur de l'Intérieur, ou un autre membre du conseil exécutif comme président, les 14 autres membres seront pris dans les différentes parties du canton, quatre d'entre eux doivent habiter Berne ou ses environs et 10 au moins doivent être propriétaires de bâtiments.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour 5 ans, mais tous les trois ans ils sont renouvelés par série de sept. Le sort désigne les membres sortants.

Le Conseil d'administration se réunit à Berne en séance ordinaire une fois par an, et, en séance extraordinaire, aussi souvent que la Direction le juge nécessaire ou que cinq membres le demandent. Huit membres doivent être présents pour pouvoir valablement délibérer. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. Le président vote comme les autres membres, mais, en cas de partage, sa voix est prépondérante.

Le Conseil a pour attribution principale la surveillance générale de l'établissement. Ses autres attributions sont multiples :

1° Il nomme son vice-président, 4 membres de la Direction, les fonctionnaires de l'administration centrale, mais la nomination du gérant est soumise à la ratification du Conseil exécutif.

2° Il arrête les règlements et instructions nécessaires pour la gérance de l'établissement.

3° Fixe la cote d'assurance et ordonne la perception.

4° Nomme les vérificateurs des comptes, examine les comptes de gestion de la Direction et les soumet ensuite à l'approbation du Conseil exécutif.

5° Fait les propositions au Conseil exécutif touchant la revision des estimations dans tout le canton ou dans certaines parties du canton de même que pour la réassurance des risques de l'établissement ou de l'une ou l'autre de ses subdivisions.

Enfin les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites.

Toutefois, les membres qui ne demeurent pas à Berne recevront une indemnité de route à raison de 0,30 par kilomètre aller et retour.

La *Direction* se compose de 5 membres : le président du Conseil d'administration et 4 membres nommés par ce dernier Conseil pour trois ans. Elle se réunit aussi souvent que le besoin l'exige. La présence de trois membres au moins est nécessaire pour pouvoir délibérer valablement. Elle prend ses décisions à la majorité des voix. Le président vote comme les autres membres ; en cas de partage sa voix est prépondérante.

L'attribution principale de la Direction est de gérer les affaires de l'administration centrale, mais elle a une multitude d'autres attributions accessoires :

1° Elle nomme son vice-président, les estimateurs d'arrondissement et les employés de bureau.

2° Elle exerce le contrôle sur le personnel de l'administration et surveille la tenue des registres.

3° Elle fixe l'époque des estimations ordinaires de chaque année.

4° Elle forme opposition, s'il y a lieu, contre les estimations des bâtiments et contre les évaluations des dommages et reçoit les réclamations des propriétaires de bâtiments.

5° Elle décide, sous réserve de la ratification du Conseil exécutif, l'introduction d'actions en justice.

6° Elle prend des décisions sur la réassurance de certains bâtiments ou propriétés.

Le président et les membres de la direction reçoivent une indemnité de 12 francs par séance.

Les fonctionnaires de l'administration centrale sont :

1° Le gérant, recevant un traitement de 4.500 à 5.500 francs.

2° L'inspecteur technique, ayant droit à un traitement variant de 4.000 à 4.500 francs.

3° Le conservateur des livres et comptable, avec un traitement de 3.500 à 4.000 francs.

Ces fonctionnaires sont nommés pour 4 ans. La Direction nomme, quand les besoins l'exigent, d'autres employés. Dans ce cas, elle en fixe le traitement.

La Caisse de l'établissement est tenue en compte courant par la Caisse de l'Etat. Son gérant fournit, dès son entrée en fonction, un cautionnement de 10.000 francs.

Pour assurer une répartition plus équitable des risques, il existe à côté de la Caisse centrale d'assurance des *Caisses d'assurance de District* ainsi que des *Caisses communales*.

Caisses communales d'assurance. — Les propriétaires de bâtiments qui constituent la Caisse communale statuent à la majorité des voix :

1° Sur leur union avec d'autres communes à l'effet de n'établir qu'une seule Caisse communale comme aussi sur leur sortie de l'association.

2° Sur la perception, à l'effet de couvrir plus tôt un déficit éventuel, de contributions annuelles excédant le double de la contribution ordinaire.

3° Sur la réassurance des risques dont la Caisse communale doit se charger pour son propre compte.

Une *commission* d'au moins 3 membres, administre

la Caisse communale et la représente auprès de l'administration centrale. Lorsque la paroisse ne se compose que d'une seule municipalité ou qu'une municipalité comprend plusieurs paroisses, le conseil municipal ou une section de ce Conseil, désignée par lui, forme la commission. La paroisse comprend-elle plusieurs municipalités ou plusieurs communes, se sont-elles réunies pour ne former qu'une seule Caisse d'assurance, la commission se compose des maires de toutes ces communes ; les conseils municipaux ont cependant la faculté de désigner tout autre de leurs membres pour en faire partie. S'il n'existe que deux municipalités, le conseil de celle des deux qui a la plus grande valeur assurée, désigne le troisième membre de la commission.

La commission nomme son président et son secrétaire. Le président vote comme les autres membres ; en cas de partage sa voix est prépondérante.

Voici les principales attributions de cette commission :

1° Elle nomme pour 3 ans, deux représentants à l'assemblée des délégués de la Caisse de District.

2° Elle convoque l'assemblée des propriétaires de bâtiments à l'effet de se prononcer sur les questions que nous avons vu dépendre de leur ressort.

3° Elle reçoit communication du compte rendu annuel que l'administration centrale doit transmettre aux communes.

4° Elle surveille la tenue des registres matricules dans les secrétariats communaux. A cet effet les registres seront collationnés une fois par an par un membre de la commission avec ceux du secrétariat de préfecture.

Les Caisses de district. — Elles comprennent une assemblée composée de deux délégués de chaque Caisse communale d'assurance ; elle représente les propriétaires de bâtiments qui constituent la Caisse d'assu-

rance de district. Cette assemblée est présidée par le préfet et c'est le secrétaire de préfecture qui remplit les attributions de secrétaire. Le président exerce le droit de vote de la même manière que le président de la commission de la Caisse communale.

L'assemblée des délégués a les attributions suivantes :

1^o Elle nomme pour 3 ans une commission de district de 3 à 5 membres.

2^o Elle se prononce sur la réunion avec d'autres districts comme aussi sur la sortie de son district d'une pareille association d'assurance. Toutefois lorsqu'une commune le demande, la décision à prendre à cet égard appartient à l'assemblée des propriétaires de bâtiments de l'association.

3^o Elle se prononce également sur la perception, à l'effet de couvrir plus tôt un déficit éventuel, de contributions annuelles plus élevées que le double de la contribution ordinaire.

4^o Elle prend les décisions nécessaires sur la réassurance des risques dont la Caisse de district doit se charger pour son propre compte.

Lorsque plusieurs districts ne forment qu'une seule et même Caisse d'assurance de district, il n'existe qu'une seule et même assemblée de délégués pour tous ces districts. Cette assemblée choisit dans son sein une commission de district de 5 à 7 membres, qui choisit elle-même son président et son secrétaire.

La commission de district est chargée :

1^o De recevoir communication du compte rendu annuel que l'administration centrale doit transmettre aux districts.

2^o De convoquer l'assemblée des délégués aussi souvent que les affaires l'exigent et de discuter préalablement les objets à traiter par cette assemblée.

Nous savons enfin qu'il peut exister des associations d'assurance.

La réunion de plusieurs communes ou districts en une seule association, ne peut s'opérer que pour le commencement d'un nouvel exercice. Toute décision y relative, doit être prise avant le 1^{er} novembre et communiquée avant la même époque à l'administration centrale. L'association doit se former pour une durée de dix ans et il n'est pas permis d'en sortir avant l'expiration de ce terme. De nouvelles communes ou de nouveaux districts ne sauraient être admis dans une association que du consentement de tous ses membres.

Lorsqu'une commune ou un district se retire d'une association ou que celle-ci se dissout, la répartition de l'actif ou du passif existant a lieu en proportion de la valeur assurée des communes ou des districts. La déclaration de sortie doit être faite au plus tard six mois à l'avance.

Nous connaissons maintenant l'organisation, l'administration de l'établissement cantonal ; voyons-en, maintenant le fonctionnement.

La Caisse, nous le savons, doit accepter la plupart des risques immobiliers. D'autre part, les propriétaires sont tenus d'assurer leurs biens immobiliers pour les 4/5 de leur valeur au moins. Ceci suppose une évaluation des bâtiments.

Comment se fait cette évaluation des risques dont se charge la Caisse, voilà, tout naturellement, le premier point qui doit attirer notre attention.

Une commission composée de deux experts d'arrondissement et d'un expert communal, est chargée de procéder à l'évaluation des bâtiments, à la fixation de leur valeur pour l'assurance, à leur classification. Pour l'évaluation de certaines parties de bâtiments ou d'installations mécaniques dont l'appréciation exige des con-

naissances spéciales, la direction peut adjoindre à cette commission, si celle-ci le désire, un expert.

A cet effet, le canton est divisé *en arrondissements d'estimation* dont le conseil exécutif détermine la circonscription. La direction de l'établissement nomme, dans chaque circonscription, sur la proposition des préfets, deux estimateurs et deux suppléants ; chaque conseil communal désigne un estimateur communal et un suppléant. Le même estimateur ou suppléant peut être choisi pour plusieurs communes. Les estimateurs sont nommés pour quatre ans, mais révocables à toute époque par la direction pour incapacité ou manquement à leurs devoirs. Ils sont assermentés par le préfet. Ils touchent, s'ils sont estimateurs d'arrondissement, une vacation qui est fixée par la direction entre 10 et 15 fr. par jour et entre 5 et 8 fr. pour un estimateur communal.

Nous savons qu'à côté de l'évaluation ordinaire il peut y avoir une évaluation extraordinaire réclamée par l'intéressé. Il importe donc de distinguer.

Occupons-nous d'abord de l'évaluation ordinaire faite par les estimateurs.

Tout d'abord, ceux-ci doivent fonctionner en présence du propriétaire ou du constructeur du bâtiment dans les conditions d'un témoin irrécusable. L'immeuble à assurer peut être de ceux qui ne peuvent être assurés qu'avec l'assentiment de la direction (1).

Il faudra d'abord, dans ce cas, que l'intéressé présente aux estimateurs une autorisation de la direction de l'établissement qui ne la donnera que si le requérant apporte la preuve qu'une réassurance de ces bâtiments est possible.

Il peut se faire également que les estimateurs se

(1) Voir page 202.

trouvent en présence de baraques de foire et de spectacle de toute espèce. Comme ce ne sont pas des bâtiments dans le sens de la loi, les estimateurs s'abstiendront. Sont-ce des huttes de maçons et tailleurs de pierre, des cantines de fêtes, des guérites de gardes-voie, des pavillons de bains et autres objets d'une valeur aussi modique, les estimateurs consulteront le directeur qui peut refuser d'assurer ces objets. Mais leurs propriétaires sont libres de les assurer ailleurs.

Supposons que la direction consente d'assurer ces biens ou bien que nos estimateurs se trouvent en présence d'immeubles ordinaires dont l'assurance à la Caisse est obligatoire, comment l'estimation aura-t-elle lieu ? On évaluera exactement le prix de construction et le prix de vente. La plus faible des deux sommes sera celle prise pour base de l'établissement du montant du risque que couvrira la Caisse cantonale. Pour les bâtiments qui servent effectivement et exclusivement à une exploitation agricole ou industrielle et dont on ne peut déterminer le prix de vente, la taxe, pour l'assurance, se basera sur le prix de construction. Il est représenté par la somme qu'exigerait à l'époque des taxations, d'après une évaluation modérée, la construction d'un bâtiment semblable, eu égard aux circonstances d'entretien, de dégradation, etc., du bâtiment dont on fait l'estimation. La valeur du sol ne sera pas comprise dans le prix de vente.

L'estimation des fondements et des murs d'appui des bâtiments, de la maçonnerie des portes de grange, des canaux, des puits, etc., ainsi que leur admission à l'assurance, n'ont lieu que sur la demande formelle du propriétaire. Les estimations seront accompagnées d'une description exacte des lieux, notamment l'indication précise des installations mécaniques qui appartiennent aux bâtiments. A toute évaluation, devra également

être ajouté un aperçu des prix normaux de construction. On devra indiquer l'état général du bâtiment. S'il est complètement détérioré ou qu'il présente de grandes chances d'incendie, l'évaluation n'en doit être faite qu'autant qu'une amélioration aura été apportée.

En ce qui concerne les églises, les taxateurs s'entendent avec les propriétaires pour fixer la valeur de l'édifice pour l'assurance. En cas d'incendie, l'établissement cantonal rembourse les dommages causés jusqu'à concurrence de cette valeur.

Voilà la valeur, pour l'assurance, de l'immeuble fixée. Les estimateurs doivent ensuite procéder à la classification. La prime minima de 1 ‰, en effet, augmente dans certaines circonstances dont voici les principales :

Lorsque la couverture d'un bâtiment est entièrement ou partiellement combustible et que l'immeuble est distant d'un autre, appartenant à un patrimoine étranger, de moins de cinq mètres.

Ou bien lorsque, les faces extérieures entièrement ou partiellement combustibles, cet immeuble est situé à une distance de moins de 25 mètres du bâtiment du propriétaire voisin, ou bien qu'il y est contigu sans murs de séparation incombustibles. Les distances se mesurent horizontalement d'un avant toit à l'autre. D'ailleurs sur tous ces points les estimateurs se conforment à des instructions qu'ils reçoivent mais dans les détails desquels nous ne pouvons rentrer ici. En cas de difficultés relatives à la classification la direction les tranche.

Lorsque les trois membres de la Commission ne sont pas d'accord sur la valeur d'un bâtiment ou de parties d'un bâtiment, le chiffre qui obtient deux voix prévaut, et s'il y a trois avis différents le chiffre intermédiaire fait règle. Pour éviter les fractions on supprime tout ce qui dans l'évaluation d'un bâtiment, n'excédera pas

50 francs. Toute somme de plus de 50 francs comptera pour 100 francs.

Les estimateurs qui, au préalable, reçoivent de l'administration de l'établissement, un rôle des bâtiments, dans lequel toutes les évaluations sont enregistrées suivant les rubriques, le remplissent, puis signent. Les rôles des bâtiments servent de base à l'établissement des registres matricules. Après l'achèvement, au moment où la loi est entrée en vigueur, des estimations dans chaque arrondissement, ces rôles ont été conservés au bureau de l'administration centrale.

Le registre matricule de chaque commune municipale fut, après la première évaluation générale, établi en trois doubles par les soins de l'administration : l'un des doubles fut conservé au bureau de l'administration centrale ; un autre au secrétariat de préfecture et le troisième au secrétariat communal. Toute nouvelle assurance, tous changements de l'estimation et toute radiation d'un bâtiment sont immédiatement transcrits au rôle des bâtiments dans les trois doubles du registre matricule.

Mais revenons à nos évaluateurs ayant terminé leur estimation et leur classification.

L'administration délivre pour chaque évaluation une police d'assurance à l'assuré.

Ils devront, dans les quarante-huit heures, en communiquer les résultats au propriétaire du bâtiment où à son représentant.

Si le propriétaire entend :

- a) Recourir contre l'évaluation;
- b) Ne pas assurer son bâtiment pour le montant total de l'estimation ;
- c) Exclure, comme c'est son droit, de l'assurance des caves voûtées ou des installations mécaniques.

Il devra, au pied de la lettre d'avis, mentionner ses

déclarations, les signer et adresser la lettre franco au secrétariat de préfecture, dans les quatorze jours de la communication.

Supposons que le propriétaire déclare qu'il entend recourir contre l'évaluation ou bien que l'établissement d'assurance use du bénéfice de revision qui lui est réservé.

La revision se fera par trois experts nommés librement par le conseil exécutif. Ils statuent sur le recours après avoir procédé à une nouvelle expertise. Cette revision est définitive. Les frais en sont supportés par la partie requérante si la modification apportée à la première évaluation n'entraîne pas une différence de plus de $\frac{1}{20}$ du montant de la valeur fixée. Mais en attendant que la revision ait lieu c'est la première estimation qui servirait de base pour établir le montant des dommages.

Les évaluations dont nous connaissons maintenant le fonctionnement peuvent être *ordinaires*, c'est-à-dire annuelles ou *extraordinaires*.

Les estimations ordinaires servent à établir la valeur des bâtiments déjà assurés, dans les risques qu'ils présentent et dans l'obligation de payer la contribution d'assurance.

Elles ont lieu chaque année en octobre et novembre et sont faites aux frais de l'établissement.

Les évaluations annuelles comprennent :

a) Tous les bâtiments construits pendant l'année à moins qu'ils n'aient déjà fait l'objet d'une évaluation extraordinaire.

b) Les bâtiments en construction qui ont augmenté de valeur par l'avancement des travaux ainsi que les changements apportés aux bâtiments déjà existants, s'ils ne rentrent pas dans les ouvrages d'entretien ordinaire.

c) Tous autres changements qui peuvent exercer de l'influence sur la classification établie.

d) Les réductions des assurances existantes.

e) Les modifications à faire aux estimations primitives par suite de mutation, vente, héritage, partage, etc. que les autorités communales sont tenues de faire connaître à l'établissement.

Les estimateurs d'arrondissement dressent chaque année leur itinéraire ; ils en envoient un double aux secrétariats de préfecture et un autre à l'administration pour le 1^{er} août au plus tard. Les secrétaires de préfecture en avisent immédiatement les maires et leur font connaître l'époque à laquelle aura lieu l'estimation.

Ceux-ci en avertissent les propriétaires et les invitent à faire leurs demandes d'estimation jusqu'au 31 août au secrétariat communal. Ils devront également déclarer, dans le même délai, tous les changements importants survenus dans l'état de leurs bâtiments.

Enfin le conseil communal est tenu de dresser, pour le remettre à la commission, un état des bâtiments dont il juge la réévaluation nécessaire.

Évaluations extraordinaires. — Elles peuvent avoir lieu en tout temps notamment :

α) Lorsque le propriétaire intéressé dans les 14 jours de la communication use du droit de revision que la loi lui confère.

β) Lorsque, dans l'hypothèse d'une construction nouvelle ou d'une ancienne, considérablement augmentée, le propriétaire du bâtiment en fait la demande par écrit au secrétariat de la préfecture par l'intermédiaire du secrétariat communal.

γ) Lorsque, en présence de modifications telles survenues dans l'état du bâtiment, la classification s'en trouve changée, et que pourtant la Caisse n'en aura pas été instruite par l'intéressé au moment des évalua-

tions ordinaires. L'administration de la Caisse informée, ordonnera elle-même une évaluation.

δ) Lorsque pour un motif quelconque le Conseil communal ou l'administration reconnaît la nécessité de cette évaluation extraordinaire.

Dans tous ces cas le secrétariat de préfecture invitera la commission à procéder à l'évaluation.

Dans les cas prévus dans β et γ l'évaluation aura lieu aux frais du propriétaire ; dans le premier cas, la partie requérante payera ou non suivant l'importance de la différence reconnue entre l'ancienne et la nouvelle estimation (1).

Dans le dernier cas enfin, c'est l'administration qui prendra à sa charge les frais de l'évaluation extraordinaire.

Fixation des primes. — L'évaluation des bâtiments faite, l'administration délivre à l'intéressé une police ; de ce jour il est assuré, dès lors il doit à l'établissement cantonal des primes.

L'obligation de payer la prime commence avec le semestre dans lequel l'assurance a été faite et finit avec le semestre pendant lequel survient la cessation de l'assurance (incendie, démolition). C'est la même règle qu'il faut appliquer lorsqu'il s'agit d'une augmentation ou d'une diminution de l'évaluation.

En principe, la prime est fixée à 1 fr. $\frac{1}{100}$ fr. de capital assuré. Mais c'est là, la prime minima que certaines circonstances peuvent augmenter, savoir :

Une augmentation de 0,20 lorsque le bâtiment ayant une couverture entièrement ou partiellement combustible est situé à une distance de moins de cinquante mètres du plus proche bâtiment d'un autre propriétaire.

Une augmentation de 0,10 lorsque la construction

(1) Voir page 215.

ayant les faces extérieures entièrement ou partiellement combustibles n'est éloignée que d'une distance de moins de 25 mètres du plus proche bâtiment d'une autre propriété.

Lorsque cette distance est de moins de 6 mètres ou que le bâtiment est contigu à un ou plusieurs bâtiments, sans murs de séparation incombustibles l'augmentation est de 0,20.

Enfin les bâtiments dans lesquels s'exerce une industrie augmentant les risques payerait en sus de la contribution simple la somme nécessaire pour compléter la prime de réassurance.

Sont considérés comme bâtiments dans lesquels s'exerce une industrie augmentant les risques :

Les fabriques d'asphalte et de carton bitumé ; les brasseries avec distilleries de malt ; les blanchisseries avec séchoirs pourvus de fourneaux et de tuyaux en fer non garnis ; les fabriques de produits distillés ; les fabriques de cigares ; les fabriques de produits chimiques et les laboratoires de chimie lorsque l'assurance en est acceptée ; les teintureries avec séchoirs chauffés ; les fabriques de feutre ; les fonderies ; les verreries ; les séchoirs pour le bois ; les fabriques de laine artificielle ; les fabriques de laque et de vernis ; les entrepôts et magasins contenant des marchandises ou des minéraux facilement inflammables ; les raffineries d'huile ; les huileries de toute espèce ; les parqueteries ; les poisseries ; les dépôts de pétrole ; les théâtres ; toutes les filatures mécaniques ; les fabriques de tabac ; les fabriques d'essence de térébenthine et de résine ; les fabriques de couleurs aniliques ; les fabriques de vitriol ; les fabriques d'allumettes ; les dépôts d'allumettes.

Les églises ne paient que la prime simple.

On se rappelle que pour assurer une répartition plus équitable des risques, il existe à côté de la Caisse cen-

trale, des Caisses de district ainsi que des caisses communales.

Mais toutes les caisses sont gérées par l'administration centrale et à ses frais. L'administration centrale transmet chaque année aux districts et aux communes un compte rendu de leur caisse.

La perception des contributions s'opère par les soins des conseils communaux qui en chargent un percepteur, sous leur responsabilité. Le montant des contributions est versé à la recette de district, l'établissement bonifie de ce chef une provision de 2 % aux conseils communaux.

Les contributions annuelles entrent pour 7/10 dans la Caisse centrale, pour 2/10 dans la Caisse de district et pour 1/10 dans la Caisse communale d'assurance. Ces trois caisses participent dans la même proportion au paiement des indemnités.

Au moyen des excédents de recettes annuelles et des intérêts on alimente un fonds de réserve pour la Caisse centrale; conformément à la loi de 1881 il devait être porté à 2 millions au moins. Montant actuel ?

Un fonds de réserve alimenté par les mêmes ressources existe pour les Caisses de district et communales. Ces fonds de réserve serviront en premier lieu à couvrir le déficit que pourrait présenter la Caisse respective.

En cas d'insuffisance de la contribution ordinaire et du fonds de réserve des Caisses communales et de district pour couvrir les dépenses de l'année, le conseil d'administration de l'établissement ordonne la perception de contributions supplémentaires dans les communes ou districts respectifs ou dans tout le canton. Toutefois le chiffre total des contributions ne pourra dépasser le double de la contribution ordinaire, à moins d'une décision contraire du grand conseil ou que

les propriétaires aient manifesté le désir de voir les avances faites à leur Caisse remboursées rapidement.

Si ces ressources ne suffisent pas, le fonds de réserve de la Caisse centrale d'assurance et éventuellement de la Caisse cantonale feront les avances nécessaires aux Caisses qui en auront besoin. Dans ce cas, la perception de la double contribution continuera pour les dites Caisses jusqu'à l'entier remboursement des avances.

Si la perception de la double contribution pendant trois années est insuffisante à couvrir les dépenses annuelles de la Caisse centrale d'assurance, le grand conseil peut encore augmenter les contributions.

Lorsque le fonds de réserve de la Caisse centrale atteint 2 millions ou lorsque le fonds de réserve d'une Caisse de district ou d'une Caisse communale aura atteint le 1 % du capital assuré de ce district ou de cette commune, le Conseil d'administration peut avec l'approbation du Conseil exécutif réduire les contributions fixées ou en arrêter la perception.

Constatacion des dommages et fixation de l'indemnité.

Lorsqu'un bâtiment a été réduit en cendres ou endommagé par l'incendie, la foudre, les mesures prises pour éteindre le feu, le propriétaire doit dans les 48 heures, en aviser le maire de la commune. Il en informera le préfet et le secrétaire de préfecture qui portera le fait à la connaissance de l'établissement d'assurance. Mais il convoque de suite la commission d'estimation pour procéder à l'évaluation du dommage. Il y sera procédé aux frais de l'établissement :

a) Par l'estimateur communal seul si le dommage ne lui paraît pas excéder 100 francs.

b) Par l'estimateur communal et un estimateur d'arrondissement si le premier ne prévoit pas un dommage de plus de 500 francs.

c) Par la commission d'évaluation ordinaire, s'il s'agit d'un dommage plus considérable.

La commission constate les dommages en présence du propriétaire ou de son représentant et d'un délégué de la commune. Puis elle les détermine et évalue consciencieusement. Dans les 24 heures à compter du commencement de l'évaluation, la commission dresse un procès verbal qui doit être contresigné par le sinistré ou son représentant, puis est transmis immédiatement au Préfet.

Avant l'évaluation du sinistre et l'enquête à laquelle on précède sans délai, aucun changement ne saurait être apporté à l'état des lieux sauf les mesures ordonnées par l'autorité de police ou nécessaires pour empêcher la détérioration des parties conservées.

Lorsque le bâtiment est réduit en cendres ou que sa restauration est devenue impossible, le montant des dommages, sera celui de la valeur assurée inscrite au registre matricule. Toutefois s'il résulte de l'évaluation du prix de vente des matériaux encore existants qu'il doive rester, tous frais de déblayement couverts, un reliquat, il viendra en déduction sur le total de l'indemnité.

Le bâtiment n'est que partiellement détruit. La Commission déterminera exactement la proportion existant entre les parties endommagées et celles épargnées. Se reportant à la somme inscrite au registre matricule comme valeur assurée, l'indemnité sera fixée d'après la proportion déterminée au préalable. Ici encore on tient compte de la valeur des matériaux encore utilisables

mais on prend également en considération les frais de consolidation des parties restées debout.

Nous savons déjà que le sinistré ou son représentant contresigne le procès-verbal d'évaluation et d'estimation des dommages signé par les estimateurs. L'exécution de cette formalité n'en laisse pas moins persister le droit du propriétaire de recourir contre l'estimation. Mais la signature apposée détermine le point de départ, du délai de 14 jours accordé à l'intéressé pour former son recours.

Tant qu'il n'aura pas été statué sur la réclamation, aucun changement ne saurait être apporté dans l'état des lieux à moins qu'il ne soit conforme aux ordres de l'autorité de police ou autorisé spécialement par la Commission d'estimation.

Comme en matière d'évaluation d'immeuble, trois experts seront librement nommés par le Conseil exécutif à l'effet d'examiner le bien fondé du recours. Pour ce, on procédera à une nouvelle expertise dont les frais seront supportés par le réclamant à moins que le dommage n'ait été supérieur à 20 francs.

Nous connaissons maintenant la procédure suivie pour la détermination du montant des dommages et la fixation des indemnités, voyons maintenant quelles sont les hypothèses dans lesquelles le bénéficiaire d'une indemnité peut être privé entièrement ou partiellement du droit d'en réclamer le payement.

En première ligne nous citerons le cas où le propriétaire a été déclaré coupable d'avoir mis le feu à son bâtiment ou reconnu coupable de ce crime. L'établissement d'assurance est déchargé, par le fait de la condamnation, de toute obligation de payer une indemnité. L'immeuble peut être grevé d'hypothèque. Si la prétention du créancier hypothécaire ne peut être couverte au moyen des autres sûretés, l'établissement d'assurance

délivre l'indemnité au créancier hypothécaire jusqu'à concurrence du montant de sa créance.

L'incendie a été simplement occasionné par la négligence du propriétaire, il pourra être déchu de son droit à l'indemnité dans une mesure qui variera selon le degré de sa culpabilité. Pourtant cette déchéance ne saurait aller au-delà de la moitié du montant du dommage.

Quant à la négligence de ses gens, le propriétaire n'en sera responsable que dans la mesure où il l'aura favorisée.

Cette réduction est opérée par une décision de l'autorité chargée d'administrer l'établissement. Le propriétaire proteste-t-il, le chiffre de la réduction sera fixé par le tribunal compétent.

L'incendie est le fait d'un tiers. Sans distinguer s'il y a intention ou négligence, l'établissement payera l'indemnité conformément aux règles que nous venons de faire connaître, soit au propriétaire lésé, soit aux créanciers hypothécaires. Naturellement l'établissement se réserve un recours jusqu'à due concurrence contre les coupables.

Conditions du paiement de l'indemnité.

Le montant de l'indemnité ne sera pas versé avant qu'un rapport sur les causes du sinistre ait été transmis par l'autorité de police ou par l'autorité chargée de l'enquête. Le paiement n'aura pas lieu sans l'autorisation des créanciers hypothécaires, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que le propriétaire reconstruit ou non son bâtiment. Dans les régions du canton où reste appliqué le régime hypothécaire français, le consentement des personnes ayant hypothèque légale sur le bâtiment sera de plus nécessaire.

Supposons qu'aucune de ces questions ne soit en jeu, il faut encore distinguer, au point de vue du paiement, suivant que la destruction fut partielle ou totale et également s'il y a ou non reconstruction.

Il y a eu destruction totale et le propriétaire entend reconstruire : le premier tiers de l'indemnité lui sera versé immédiatement. La toiture élevée, il a droit au second tiers. Le dernier tiers lui sera versé lorsque la reconstruction sera entièrement achevée. Mais le propriétaire touche également, pour les deux derniers tiers, un intérêt de 4 % à compter du jour de la fixation définitive du dommage jusqu'au versement.

Le propriétaire déclare ne pas vouloir reconstruire, Trois mois après il pourra toucher le montant intégral de l'indemnité sous réserve des droits des créanciers hypothécaires. Encore faut-il que le lieu de l'incendie ait été auparavant parfaitement déblayé.

Reste le cas où le dommage ne fut que partiel. L'indemnité ne sera payée qu'après entière exécution des réparations.

Jusqu'ici nous avons envisagé les cas où il n'y aurait pas de créanciers hypothécaires ou bien où ils autoriseraient le versement de l'indemnité.

Cette autorisation peut être refusée. Alors l'indemnité sera remise au secrétaire de préfecture pour être délivrée à qui de droit. Une contestation pourrait s'élever. Le cas est prévu. L'indemnité serait consignée entre les mains du juge.

Enfin, il se peut que l'incendie ait eu pour cause un vice de construction ou l'inobservation des prescriptions de la police de feu. Dans ce dernier cas, le propriétaire ne touchera l'indemnité qu'après avoir exécuté les changements nécessaires.

Le lecteur connaît maintenant tout le fonctionnement et l'administration de la Caisse cantonale de Berne.

Ajoutons, pour terminer l'étude de cet établissement, quelques renseignements statistiques permettant de connaître la situation de la Caisse dont nous avons cessé de nous occuper à partir de 1870.

Jetant un coup d'œil rétrospectif, voici les résultats obtenus par la Caisse depuis 1850 :

De 1850 à 1860, le total moyen annuel des risques assurés s'est élevé à 185.106.629 fr. Les primes perçues furent en moyenne de 1.57 ‰ du capital assuré ; les indemnités atteignirent 1.47 ‰.

De 1861 à 1870, le total moyen annuel des risques assurés fut de 316.976.700 fr. ; les primes encaissées s'élevèrent à 2.35 ‰ du capital assuré et les indemnités payées peuvent être évaluées en moyenne à 2.15 ‰ du montant des risques.

De 1871 à 1878, la somme moyenne annuelle des risques assurés est de 494.496.950 fr. La moyenne annuelle des primes encaissées s'élève à 2.39 ‰ ; celle des indemnités versées à 2.15 ‰ du montant des risques.

En 1892, les sommes assurées s'élevaient à 778.561.300 fr. dont près de 50.000.000 fr. étaient réassurés. Exactement 19.072.801 fr. étaient réassurés à des Sociétés privées suisses et 30.876.639 fr. à des Sociétés privées étrangères. Les primes encaissées se sont élevées à 1.796.297 fr. en 1892 et le fonds de réserve atteignait 774.617 fr.

Enfin, en 1897, le montant des risques assurés s'élevait à 888.818.400 fr. sur lesquels 130.280.619 fr. étaient réassurés à des Sociétés privées étrangères. A cette garantie venait s'ajouter un fonds de réserve de 2.575.675 fr. Le total des primes encaissées fut de 1.405.437 fr. Voici en gros les résultats obtenus.

Mais cette année était la dernière pour laquelle nous

ayons des renseignements statistiques complets. Qu'il nous soit permis de rentrer dans les détails.

Au point de vue de l'organisation de l'établissement cantonal, il existait, à la fin de 1897, à côté de la Caisse centrale, 10 associations de districts et de communes, 20 caisses de districts et 142 caisses communales.

La Caisse centrale a fait une recette de 1.125.232 fr. dont 911.704 fr. représentent le versement des primes. Les 10 associations ont encaissé 110.698 fr. dont 91.711 fr. de primes. Les Caisses de districts ont fait une recette de 328.779 fr. dont 252.281 fr. ont été versés en primes. Enfin, les Caisses communales avaient aux recettes 185.362 fr. sur lesquels 149.740 fr. représentent le montant des primes versées. Additionnons ces différents totaux, nous trouvons que l'établissement cantonal a encaissé 1.750.072 fr. dont 1.405.437 fr. proviennent de la perception des primes et 147.477 fr. versés par les réassureurs.

Passons aux dépenses.

La Caisse centrale a déboursé 1.199.130 fr. dont 652.525 fr. ont servi à payer des indemnités ; 163.825 fr. de primes de réassurances ont été versés ; une somme de 88.154 fr. a été consacrée au service d'extinction des incendies. Les frais d'évaluation se sont élevés à 90.878 fr. ; 36.223 fr. ont été versés par la Caisse centrale en bonifications accordées aux receveurs de primes ; les frais d'administration proprement dits ont absorbé une somme de 76.538 fr. et les intérêts des indemnités remis aux intéressés jusqu'à complet versement représentent une somme de 90.984 fr.

Les Caisses d'associations ont dépensé 65.354 fr. dont 34.723 fr. en paiement d'indemnités et 27.982 fr. en versement de prime de réassurance ; leurs frais d'administration se sont élevés à 722 fr. et les intérêts des indemnités liquidées à 1.926 fr.

Les Caisses de districts ont soldé pour 220.228 fr. de dépenses dont voici les plus importantes : 163.206 fr. d'indemnités, 56.389 fr. de primes de réassurance, 248 fr. de frais d'administration, 304 fr. d'intérêts pour indemnités dues.

Enfin, les Caisses communales ont versé 108.957 fr. pour couvrir les dépenses suivantes : 81.643 fr. d'indemnités, 25.744 fr. de primes de réassurance, 423 fr. de frais d'évaluation, 20 fr. de frais d'administration et 1.126 fr. d'intérêts pour indemnités dues, mais dont le versement était différé pour partie.

Réunissant tous ces chiffres, nous arrivons à un total de dépenses pour l'établissement cantonal de 1.593.669 fr. Mais de cette somme il faut déduire 40.845 fr. représentant le gain de réassurance, soit donc 1.552.826 fr. de dépenses ; les recettes s'élevant à 1.750.072 fr., c'est un reliquat de 197.246 fr. qu'il faut enregistrer pour 1897. Cet excédent se répartit ainsi d'après les Caisses : 45.344 fr. pour les Caisses d'associations, 108.551 fr. pour les Caisses de districts, 76.404 fr. pour les Caisses communales. Ajoutons le gain de réassurance de 40.845 fr. et nous retrouvons notre total de 197.246 fr., car, d'autre part, nous avons un excédent de dépenses sur les recettes de 73.898 fr. pour la Caisse centrale.

Comme nous le savons déjà, en 1897, l'établissement cantonal assurait : 888.818.400 francs de risques, répartis sur 144.598 immeubles, Mais on se rappelle que si la prime uniforme est de 1 ‰ il y a 3 hypothèses où la prime peut être augmentée d'un supplément. A côté de ces trois classes, on s'en souvient, on distingue les bâtiments où est exercée une industrie réputée dangereuse au point de vue de l'incendie. Ces notions remémorées, voici comment se décompose ce total de 888.818.400 francs.

1^{re} classe, 136,471,600 francs, répartis sur 44,065 bâtiments ; 2^e classe, 193.306.800 francs, répartis sur 30.198 bâtiments, 3^e classe, 205.745.700 fr. répartis sur 38.700 bâtiments, enfin les risques industriels s'élevaient à 7.378.500 francs, répartis sur 380 immeubles.

Au commencement de 1898, voici quelle était la situation de l'établissement cantonal.

Il assurait 922.115.900 francs de risques répartis sur 146.885 bâtiments.

44.469 appartenaient à la première classe pour une valeur de 138.352.300 francs.

30.952 appartenaient à la 2^e classe pour une valeur de 200.624.300 francs.

39.134 appartenaient à la 3^e classe pour une valeur de 212.599. 900 francs.

Enfin le total des risques industriels était de 74.843.700 fr. répartis sur 3.145 immeubles, tandis qu'au commencement de l'année 1897, le capital assuré de cette catégorie n'était que de 7.578.500 francs et le nombre des bâtiments où sont exercées des industries réputées dangereuses, n'était que de 380. Pendant cette année 2.762 immeubles nouveaux de ce genre furent assurés par l'établissement cantonal.

Le montant du capital assuré à la fin de 1897 était ainsi réparti entre les Caisses de l'établissement cantonal : 50 % soit 922.115.900 francs à la Caisse centrale ; 200.918.100 francs aux 10 Caisses d'associations ; 30 % soit 721.197.800 francs aux 20 Caisses de district et seulement environ 721.197.800 francs aux Caisses communales.

Nous savons déjà qu'il a été encaissé pour l'exercice 1897, pour 1.405.437 francs de primes ; en voici le détail :

En primes simples de 1 ‰ une somme de 1.263.492 fr. 89 en suppléments pour la 1^{re} classe 40.438 fr. 73, pour la

2^e classe 28.224 fr. 32, pour la 3^e classe 59.530 fr. 63, pour les risques industriels, 13,750 fr. 56.

A la fin de 1897, était réassurée à des Sociétés privées une somme de 130.280.619 francs :

Par la Caisse centrale 9.206 im-			
meubles représentant un ris-			
que de.....	81.927.930 fr.	pour	59.344.076 fr.
Par les Caisses d'associations			
14.747 immeubles représen-			
tant un risque de.....	37.050.720	—	19.472.094 fr.
Par les Caisses de district 18.666			
immeubles représentant un			
risque de.....	54.641.520	—	40.687.894 fr.
Par les Caisses communales			
13.749 immeubles représen-			
tant un risque de.....	14.368.640	—	10.776.555 fr.
Totaux.	187.988.810		130.280.619

Terminons enfin notre étude de l'établissement cantonal en faisant connaître le patrimoine respectif de chaque groupe de Caisses.

Le patrimoine actif de la Caisse s'élevait à 747.417 fr. 76 cent., celui des associations à 336.730 fr. 81 avec un passif de 45.800 fr. 75 ; le patrimoine actif des Caisses de district était de 804.323 fr. 18 et celui des Caisses communales 745,597 fr. 85, mais le passif était de 12.592 fr. 55. Le patrimoine global de l'établissement s'élevait donc en 1897 à 2.674.914 francs et le patrimoine passif à 58.393 fr. 30, soit un patrimoine actif de 2.616.521 fr. 39.

Ces chiffres se suffisent à eux-mêmes. Ils nous permettent de constater que l'établissement cantonal est en excellente voie. Aussi comprend-on aisément que personne ne songe à le supprimer et à proclamer le régime de l'assurance libre avec concurrence.

Mais l'assurance contre l'incendie des immeubles est seule pratiquée par la Caisse cantonale. Ce sont les

Sociétés privées qui se chargent de l'assurance mobilière. Il n'en est pas partout ainsi. Il existe actuellement deux cantons où l'assurance contre l'incendie des meubles est également exploitée par une Caisse cantonale. C'est l'établissement d'assurance du canton de Vaud depuis 1849, celui de Glaris depuis 1895.

Certes, il serait intéressant de pouvoir faire une étude approfondie de ces deux établissements. Mais il faut nous borner, il nous faut choisir. Nous faisons porter nos préférences sur l'établissement du canton de Vaud, d'abord parce que c'est un canton français et que nous avons déjà fait l'étude d'un canton allemand, d'autre part l'assurance mobilière est pratiquée depuis plus longtemps dans le canton de Vaud. Cette étude est donc plus apte à nous montrer ce qu'on peut espérer de l'assurance mobilière exploitée par les services publics.

Mais avant, nous voudrions faire connaître en quelques mots l'organisation et le développement des autres Caisses cantonales.

**B. — Rapide aperçu sur les autres caisses cantonales.
Leurs résultats.**

Canton d'Argovie. — Le montant des risques assurés s'élevait en 1805 à 30.196.250 francs, à 60.345.534 francs en 1829 ; à 87.266.550 francs en 1857 ; à 135.091.200 francs en 1869. Le nombre des immeubles assurés était de 25.419 francs en 1816, de 33.932 francs en 1850, de 34.594 francs en 1860, enfin de 35.731 francs en 1868. Voici maintenant quelle était la nature de ces immeubles :

Années	Immeubles avec habitation		Immeubles sans habitation	
	sous toit en tuiles	toit en paille	toit en tuiles	toit en paille
1850	14.589	9.095	8.579	1.689
1860	15.449	8.522	9.082	1.538
1868	16.583	8.080	9.687	1.281

La moyenne annuelle du capital assuré de 1850 à 1860 peut être fixée à 86.662.540 francs, la moyenne annuelle des primes perçues à 1,27 ‰ du montant des risques et celle des indemnités payées à 1,15 ‰ du total des valeurs assurées. Pour la période décennale suivante la même moyenne annuelle s'élève pour le montant des risques à 115.495.535 francs, ainsi que celle des primes qui peut être évaluée à 1,30 ‰ tandis que les indemnités payées atteignent 1,24 ‰ du montant des risques. Pour la période 1871-78 les trois moyennes s'élèvent encore, celle du total des risques est de 179.924.731 fr., celle des primes encaissées peut être fixée à 1,60 ‰, celle exprimant le montant des indemnités versées à 1,40 ‰ du total des risques. En 1884 la Caisse a perçu 349.931 francs de primes et n'a versé en indemnités que 287.743 francs, les frais d'administration ne furent que de 6.724 francs. Toutes dépenses soldées, la Caisse gardait un reliquat de 32.703 francs.

Pendant l'exercice 1897 l'établissement a encaissé 727.511 francs dont 532.802 francs de primes, a reçu 22.278 francs d'indemnités d'estimations, 152.766 francs provenant de la réassurance ; son fonds de réserve lui a rapporté 14.187 francs d'intérêts. Ses dépenses se sont élevées à 561.143 francs seulement. Voici les principaux chefs de dépense : 470.045 francs d'indemnités payées, 29.131 francs de primes de réassurances versées aux Sociétés privées ; 5.516 francs consacrés au service d'incendie et des sapeurs-pompiers ; 24.999 francs versés sous forme de subvention en vue du remplacement des toits en chaume par des toits incombustibles ; 15.612 fr. en frais d'évaluation et 8.197 francs en frais d'administration. En additionnant toutes ces dépenses on trouve encore un reliquat de recettes de 166.367 francs. Le fonds de réserve s'élève à 541.673 francs, celui de l'administration à 152.179 francs, ce qui fait un patri-

moins brut de 693.853 francs. Si l'on en déduit le passif de 154.007 francs, on trouve un actif net de 539.845 francs. La Caisse assurait 42.020 bâtiments représentant une valeur de 296.117.769 francs. Parmi les immeubles 36.391 étaient couverts en tuiles mais 5.629 étaient montés sous un toit de chaume ou de paille.

Canton de Thurgovie. — La Caisse cantonale date du 6 mars 1806. Une revision importante fut opérée par la loi de 1851. L'assurance est obligatoire pour tous les immeubles sauf pour les moulins à poudre et les bâtiments de moins de 100 Fl. (212 francs); les immeubles rangés sous 3 classes.

Voici les résultats obtenus par la Caisse :

En 1806, la Caisse assurait pour 21.105.424 francs de risques ; 27.905.356 francs en 1816 ; 30.321.329 francs en 1826 ; 37.528.730 francs en 1836 ; 51.391.278 francs en 1846 ; 56.767,628 francs en 1856 et 75.022.225 francs en 1866.

De 1806-15, les indemnités payées se sont élevées à 0,25 ‰; à 0,30 ‰ de 1816-25, à 0,41 ‰ de 1826-35, à 0,54 ‰ de 1836-45, à 1,28 ‰ de 1846-55, à 0,74 ‰ de 1856-65.

Pour les 18 premières années, la prime annuelle n'était que de 1/2 ‰; dans les dix dernières années elle était de près de 1 ‰.

En 1872, l'établissement cantonal assurait 92.850.055 francs de risques pour une population qui s'élevait alors à 93.308 habitants. La Caisse n'a perçu pendant cette année que 59.519 francs de primes tandis qu'elle a payé en indemnités 69.051 francs.

Si l'on envisage la période 1871-1878 on trouve des moyennes annuelles plus satisfaisantes. Pour un capital de 109.447.914 francs la Caisse n'a perçu en primes par an que 0,96 ‰ du montant des valeurs assurées mais

elle n'a payé en indemnités que 0,89 ‰ du montant des risques.

Pendant l'exercice novembre 1897 au 31 octobre 1898, l'établissement a encaissé 312.537 fr. dont 228.118 fr. de primes et 84.343 francs versés par les réassureurs. Mais 336.460 francs ont été déboursés. Voici les principales dépenses : 312.822 francs payés en indemnités, 15.918 fr. de primes de réassurances, près de 6.000 fr. consacrés au service d'incendie et ses annexes, 5.262 fr. pour couvrir les frais de revision des évaluations et moins de 450 francs en frais d'administration. Réunissant toutes les dépenses, on arrive à 336.460 francs, soit un excédent de dépenses sur les recettes de 23.923 francs. Il faut malheureusement joindre à ce déficit un passif de 79.071 francs.

Le capital assuré est réparti suivant 4 classes ainsi qu'il suit :

204.069 francs dans la 1^{re} classe, 1.331.900 francs dans la 2^e classe, 2.939.500 fr. dans la 3^e classe, 3.308.000 fr. dans la 4^e classe. Ceci fait un total de 211.649.140 francs pour le 1^{er} novembre 1897, mais à la fin de l'exercice le montant des risques était de 228.118 francs. Quant aux primes perçues, elles sont fixées à 1 ‰ du capital assuré pour les risques de la 1^{re} classe, à 1 1/2 ‰ dans la 2^e classe, à 3 ‰ dans la 3^e classe et 4 ‰ dans la dernière classe.

Canton de Bâle. — Il est actuellement doté de deux Caisses, l'une exploitant l'assurance sur les territoires du canton de Bâle, datant du 14 février 1807, l'autre plus récente fondée en 1833 exploitant l'assurance dans les régions de Bâle-Campagne. En 1834 la Caisse Bâle-Ville fut modifiée; dans la suite, citons les revisions du 28 décembre 1857 ainsi que celle du 19 avril 1869. Cette Caisse est placée sous la haute surveillance du Grand

Conseil et dirigée par le Petit Conseil. De 1834-1865 la moyenne annuelle du montant des risques fut de 57 millions, la somme des risques payés de 0,33 ‰ du total des valeurs assurées tandis que l'ensemble des primes perçues ne fut guère que de 0,30 ‰ du capital assuré. En 1850 le montant des risques était de 50.286.821 francs, de 66.535.666 francs en 1866, de 103.836.500 francs en 1869. La ville de Bâle à elle seule assurait auprès de la Caisse pour 99.961.500 francs de risques.

La Caisse Bâle-Campagne fondée en 1833 ne fut que la conséquence d'une modification administrative. A cette date le canton de Bâle avait été divisé en deux demi-cantons. La Caisse d'assurance contre l'incendie fut également scindée en deux Caisses qui continuèrent à être administrées d'après le même règlement du 12 février 1829. Mais en 1852 une revision intervint introduisant un règlement spécial pour la Caisse Bâle-Campagne. Une nouvelle revision importante survint en 1868.

En 1851 la Caisse couvrait 40.778.984 francs de risques, 45.255.175 francs en 1860 et 51.612.250 francs en 1870. De 1851-1860 la Caisse a payé pour 40.674 francs de risques en moyenne annuellement pour un capital assuré moyen de 42.992.846 francs, soit 0,65 ‰, et la moyenne des primes encaissées est de 0,77 ‰. Pour la période décennale suivante (1861-1870) le montant moyen annuel des risques fut de 49.796.315 francs, la moyenne annuelle des sinistres 1,12 ‰, celle des primes 1,21. En 1872 la Caisse assurait 54.112.250 francs de risques pour lesquels elle perçut 53.480 francs et déboursa en indemnités 37.744 francs. La population était alors de 54.135 habitants. Pour la période 1871-78 la moyenne annuelle du montant des risques fut de 64.167.263 francs, la moyenne des sinistres de 0,91 ‰,

celle des primes perçues de 1,09 ‰. En 1885 le montant des risques s'élevait à 80.510.700 francs, la prime moyenne à 0,90 ‰ et le montant des sinistres à 0,87 ‰ du total des risques. Enfin en 1897, la Caisse Bâle-Campagne couvrait 96.897.775 francs de risques. Elle réassurait à des Sociétés suisses 185.636 francs, et 140.000 francs à des Sociétés étrangères. Le total des primes encaissées fut de 106.588 francs. Elle possédait un fonds de réserve de 587.349 francs.

La Caisse Bâle-Ville eut toujours un portefeuille plus important. Le montant moyen annuel des risques peut être fixé pour la période 1850-1860 à 58.771.612 francs, le montant des sinistres à 0,24 ‰ et la prime perçue ne fut que de 0,20 ‰. Aussi la prime ne tarda-t-elle pas à être élevée pour la période décennale suivante. Pour cette période le montant des risques peut être annuellement fixé à une moyenne de 96.162.691 francs et les sinistres à 0,50 ‰, la prime à 0,53 ‰. La moyenne pour la période 1871-1878 s'accroît encore et atteint 137.526.416 francs, tandis que la moyenne des sinistres tombe à 0,35 ‰; la prime reste égale en moyenne à 0,50 ‰ du montant des risques. A la fin de 1889 la Caisse assurait 13.176 immeubles pour une valeur de 217.262.900 francs pour lesquels elle a perçu 130.270 francs de primes et a payé 48.055 francs d'indemnités, 64.136 francs de primes de réassurance, 5.000 francs au service d'incendie, 10.000 francs au service d'inspection des fours et 6.455 francs de frais d'administration. Malgré tout, elle encaisse un reliquat de 58.838 francs à côté d'un actif total de 831.873 fr.

La situation financière de la Caisse pour l'exercice 1897 est plus brillante encore. L'établissement encaisse 264.750 francs dont 187.266 francs de primes, 25.849 fr. sont versés par les Sociétés françaises se chargeant de la réassurance de 75 ‰ de son portefeuille; enfin son

patrimoine lui rapporte un intérêt de 45.274 francs. Les dépenses ne furent que de 163.515 francs dont voici les principales : 34.466 francs d'indemnités payées, 91.951 francs de primes de réassurance, 25.000 francs au service d'incendie, 4.272 francs sous forme d'indemnités allouées à la commission d'évaluation, enfin 7.110 francs de frais d'administration. Toutes les dépenses additionnées, nous n'arrivons qu'à 163.515 francs. La Caisse bénéficie donc d'un reliquat respectable de 101,054 fr. Son patrimoine est riche de 1.484.504 francs. Son portefeuille comprenait à la fin de 1897 : 315.931.600 francs de risques répartis sur 15.975 immeubles, mais les 75 % sont réassurés à deux Sociétés françaises. Les valeurs assurées se distribuaient ainsi d'après les classes :

	Sommes assurées		Primes
1 ^{re} classe	267.043.900 francs.	Encaissées	133.521 francs
2 ^e classe	33.967.400	—	27.173 —
3 ^e classe	10.263.900	—	12.316 —
4 ^e classe	4.656.400	—	8.381 —

Pour ce total de 315.931.600 francs, la Caisse a payé en indemnités 34.466 francs pour couvrir des dommages survenus à des immeubles représentant une valeur de 1.099.400 francs.

Canton de Saint-Gall. — Il fut doté par la loi du 9 mai 1807 d'une Caisse cantonale d'assurance contre l'incendie. Elle fut l'objet de bien des révisions. Les plus importantes furent faites par les lois de 1848, 1852, 1869, etc.

En 1808 le montant des risques s'élevait à 40.171.960 fr. ; à 58.605.260 fr. en 1826 ; à 64.902.992 fr. en 1830 ; à 99.901.458 fr. en 1844 ; à 105.268.764 fr. en 1851 ; à 135.439.675 fr. en 1860 ; à 195.853.650 fr. en 1868.

Pour les 16 années de 1836-1851, pour un capital

assuré moyen de 44.690.834 Fl. ont été perçus 852.257 Fl., soit 1,19 ‰ du total des risques, et les indemnités payées s'élevaient à 1,08 ‰. De 1852-1868 une prime moyenne annuelle de 1,15 ‰ fut encaissée et 1,32 ‰ du total des risques couverts furent payés.

Mais de 1836 à 1847 jamais la prime réclamée ne fut supérieure à 1 ‰. Il est vrai qu'en 1854 elle atteignait le double de ce taux.

D'après le compte rendu annuel de 1868, les primes perçues étaient de 1,1 1/2, 2, et 2 ‰ suivant les 4 classes. Les indemnités payées s'élevaient à 357,250 fr. Une somme de 12.833 francs a été consacré à payer la réassurance faite par 5 Sociétés portant sur 1.770 immeubles représentant une valeur de 15 millions. Les frais d'administration étaient de 6.303 francs.

Terminons cette statistique en fournissant quelques chiffres indiquant la situation du fonds de réserve à cette époque. En 1838 il était déjà de 128.379 Fl., puis, jusqu'en 1848 s'appauvrit de 6.521 Fl. Mais en 1853 il atteint 400.277 francs et après quelques hauts et bas, nous le retrouvons en 1864 à 628.121 francs. Malheureusement il décroît et n'est plus en 1868 que de 454.349 francs.

En 1872 le montant des risques assurés s'élevait à 220.645.850 francs pour une population de 191.096 habitants. Les primes perçues se chiffrent par 275.713 francs, tandis que les indemnités versées s'évaluent à 186.206 fr. De 1871 à 1878 le montant annuel des risques peut être fixé en moyenne à 278.374.487 et la totalité des primes encaissées annuellement à 1,48 ‰ du capital assuré ; les indemnités payées ne se sont élevées annuellement qu'à une moyenne de 0,94 ‰ du capital assuré.

En 1893 malgré l'augmentation de prime de 4 ‰, les primes ne se sont élevées qu'à 754.157 francs pour assurer un capital de plus d'un demi-milliard qui lui a coûté 344.225 francs. Malgré les 1000 francs alloués au ser-

vice des sapeurs-pompiers, des 10.000 francs versés à la Caisse d'Etat pour frais d'administration et des 7.540 francs de bonification accordés aux percepteurs de primes la Caisse a conservé un excédent de 409.136 fr., Son actif était alors de 722.013 francs.

La situation financière de la Caisse n'est pas moins satisfaisante en 1897. L'établissement d'assurance a encaissé 628.445 francs dont 564.319 francs de primes, 50.283 francs d'intérêts et 7.853 versé par les Sociétés privées au fonds du service d'incendie. Les dépenses se chiffrent par 427.220 francs, dont voici les plus importantes : 297.139 francs, consacrés au paiement d'indemnités, 111.210 francs affectés au service d'incendie dont plus de 100.000 francs ont été versés aux communes à titre de subvention pour assurer le service d'extinction des incendies, 10.000 francs ont été payés à la Caisse d'Etat pour couvrir les frais d'administration et 5.639 fr. de bonification ont été alloués aux percepteurs de primes. Si l'on additionne toutes les dépenses, on trouve un total de 427.220 francs au lieu de 628.445 francs, total des recettes, soit un reliquat de 201.224 francs. Le patrimoine actif de la Caisse étant alors de 1.392.577 fr. et son passif que de 41.694 fr., son patrimoine net était de 1.350.883 francs dont 1.305.300 francs forment le fonds de réserve et 45.582 francs, celui du service d'incendie.

Quant au capital assuré il s'élevait à 352.244.800 francs pour la 1^{re} classe ; à 83.433.500 francs pour la 2^e classe ; à 21.421.600 francs dans la 3^e classe ; à 5.110.300 francs dans la 4^e classe, à 10.409.700 francs dans la 5^e classe et à 19.100 francs dans la dernière classe. Le montant total des risques en augmentation de 7.085.400 francs sur l'exercice précédent est donc de 472.639.000 francs. Le montant des dommages à solder par la Caisse s'est élevé à 296.646 francs.

Canton de Zurich. — C'est en 1783 qu'avait été fondée la Caisse d'assurance urbaine facultative. Déjà en 1784 plus de 860 maisons étaient assurées à cette institution. En 1808 c'étaient 1.042 maisons qui étaient assurées, représentant une valeur de 6.149.600 Fl. La prime annuelle fut, dans ces dernières années, régulièrement de $1\frac{1}{2}\text{‰}$. Pour 4 années seulement, la Caisse a compté un total de 16.513 Fl. aux sinistrés tandis que la Caisse n'a perçu en primes, pour les 26 premières années de son fonctionnement, que 77.419 Fl. Pour cette même période les primes encaissées se sont élevées à 51.219 Fl. et les frais d'administration seulement à 944 Fl.

En 1808 le patrimoine de la Caisse urbaine s'élevait à 121.053 Fl. qui furent répartis entre les intéressés lorsqu'en 1808 elle fut remplacée par la Caisse cantonale avec entrée obligatoire pour les propriétaires auprès de cette dernière. Organisée en 1808, la Caisse fut successivement modifiée dans son fonctionnement par les lois de 1831, 1840, 1852, 1863, etc.

Dans la première période, depuis sa fondation jusqu'en 1831, on ne percevait pas de primes fixes mais on répartissait les frais entre les assurés au prorata du montant du capital qu'ils avaient d'assuré à la Caisse. Le capital assuré s'élève d'une manière continue, de 44.699.330 Fl. qu'il atteignait en 1809 à 68.289.730 Fl. en 1831. La moyenne annuelle, pendant cette période de 23 ans, serait de 54.828.809 Fl. La totalité des dépenses faites n'a pas dépassé, pour ce laps de temps, 782.499 Fl.; les primes prélevées pour faire face à ces dépenses furent environ de 0,618 ‰ de capital assuré.

En 1832 fut introduite une classification des immeubles comprenant 3 classes. En 1840 le capital assuré s'élevait à 84.500.000 Fl. et la moyenne pour la période 1832-1840 peut être fixée à 82.388.340 Fl. Pour ces neuf ans la prime annuelle fut en moyenne de $1,203\text{‰}$.

En 1840 la Caisse fut l'objet d'une nouvelle réforme. A la place de l'évaluation personnelle on substitue l'évaluation de cercle. L'indemnité versée ne pouvait dépasser les 9/10 du montant des dommages fixés. Une 4^e classe de risques était ajoutée englobant les fabriques. Le capital assuré a suivi une ascension progressive et atteint en 1851 la somme de 96.923.000 Fl. La prime moyenne annuelle peut être fixée à 1,096 ‰.

En 1852, nouvelle réforme; le capital assuré qui était alors de 227.887.076 francs s'élève en 1862 à 267.054.225 francs.

Les dépenses se sont élevées pendant cette période à 1.610.054 fr. et les primes encaissées à 1.651.326 fr. soit 0,644 ‰ et par an. Le montant de la prime a varié pendant cette période décennale de 0,3 à 0,9 ‰. Les valeurs assurées en 1863 s'évaluent à 302.095.345 fr. en 1865 à 373.942.040 fr. ; en 1869 à 409.269.945 fr. et pour la période 1863-69 la moyenne annuelle peut être fixée à 374.049.709 fr.

Pendant ces 7 ans les dégâts causés par l'incendie se sont montés à 1.823.794 fr. soit 0,697 ‰ du capital assuré. Quant aux frais d'administration, ils se sont élevés pour ces 7 ans à une moyenne annuelle de 362.934 fr. soit 0,139 ‰ du capital assuré.

En 1872 les sommes assurées pour l'établissement s'élevaient à 431.219.575 fr., les indemnités payées à 302.127 fr. et les primes encaissées à 431.220 fr. Le canton comprenait alors 284.867 habitants.

De 1871-78 la moyenne annuelle du total des risques assurés peut être évaluée à 497.451.200 fr. celle des sinistres ‰ de capital assuré à 0,94 et celle des primes à 0,98 ‰.

En 1886 le capital assuré était de 717.303.613 fr. Conformément au § 47 de la loi du 25 octobre 1885, la prime perçue était de 1 ‰. Le total des primes encais-

sées s'élevait à 717.644 fr., celui des indemnités payées à 401.251 fr. D'autre part 18.478 fr. ont été versés au service incendie, 80 fr. en récompenses accordées aux personnes ayant porté secours ; 16.830 fr. ont été payés au service des sapeurs pompiers ; de plus 568 fr. ont été déboursés à titre d'indemnités journalières. Enfin 13.544 fr. ont été employés à donner satisfaction à des intérêts publics.

En 1897 l'établissement cantonal a encaissé 848.305 fr. dont 700.390 fr. de primes. Les dépenses s'élevèrent à 751.542 fr. dont 373.337 ont été consacrés au paiement d'indemnités et 255.527 fr. au service d'incendie et à ses annexes, 21.423 fr. pour l'entretien et la réparation des paratonnerres, 45.501 fr. en frais d'évaluation, 22.862 fr. en frais d'administration et une somme à peu près identique en bonifications accordées aux receveurs de primes.

Il ressort donc pour 1897 un excédent de recettes sur les dépenses de 96.762 fr.

Le patrimoine actif de l'établissement était de 3.881.344 fr. pour un passif de 617.665 fr. La Caisse possède donc un fonds de réserve de 3.263.678 fr.

Canton de Soleure. Une Caisse cantonale fut fondée le 13 janvier 1809. Les lois de 1818, 1848 et du 3 mars 1868 contiennent les principales réformes dont la Caisse fut l'objet. L'assurance n'était obligatoire pour les immeubles valant plus de 50.000 fr. que jusqu'à concurrence de cette somme et facultative pour les églises et les fondations des maisons.

Déjà en 1811 le montant des risques assurés s'élevait à 17.998.850 fr. En 1818, 10.898 immeubles représentant une valeur de 19.782.350 fr. soit une moyenne par immeuble de 1.815 fr. ;

En 1826, 11.240 immeubles pour une valeur de

20.749.862 fr., soit une moyenne par immeuble de 1.846 fr. ;

En 1842, 12.305 immeubles pour une valeur de 30.161.899 fr., soit une moyenne par immeuble de 2.451 fr. ;

En 1852, 12.798 immeubles pour une valeur de 35.732.425 fr., soit une moyenne par immeuble de 2.792 fr. ;

En 1860, 12.993 immeubles pour une valeur de 40.453.405 fr., soit une moyenne par immeuble de 3.114 fr. ;

En 1869, 17.208 immeubles pour une valeur de 63.393.735 fr., soit une moyenne par immeuble de 3.684 fr.

Voici maintenant qu'elle était la nature de construction de ces immeubles assurés :

En 1819 sous toit dur	5.462	immeubles	sous toit mou	5.436
1826	—	5.915	—	5.325
1853	—	8.118	—	4.680
1861	—	8.576	—	4.417
1869	—	11.505	—	5.703

Comme on le voit la Caisse a toujours eu près de la moitié de son portefeuille composé de mauvais risques jusqu'en 1826. Après cette date la proportion change et cela en faveur des maisons couvertes en toits résistants à l'incendie. Cependant dès 1818 les maisons construites sous toit mou payaient déjà 20 % de plus que celles bâties sous toit dur. Mais il fallait un certain temps pour permettre aux propriétaires d'effectuer cette transformation. En 1848 les maisons couvertes en toit mou payaient 100 % de plus que celles construites sous toit dur. Grâce à cette tarification énergique et aux secours accordés par la Caisse afin d'encourager cette transformation, dès 1853 nous pouvons constater

qu'il y a deux fois plus d'immeubles couverts en toits résistants qu'en toits légers.

Depuis la fondation de la Caisse jusqu'en 1866 la Caisse a versé en indemnités une somme de 1.980.503 fr. et n'a dépensé en frais d'administration que 96.070 fr.

Les primes annuelles perçues pendant cette même période s'élèvent à 1.13 ‰ du total des risques. Mais pendant les années 1829, 32, 35, 38, 43, 52, 56, 58 et 60 aucune prime n'a été réclamée. Il est vrai que pour les années 1826, 40, 42, 44, 55, 64, 65, 66, 67, la prime à verser fut élevée de près du double. Enfin pour en terminer avec les primes, disons que pour la période 1848-1866 une somme de 686.279 fr. a été payée par les immeubles couverts d'un toit dur qui n'ont coûté à la Caisse que 440.600 fr.; par contre les immeubles ayant un toit mou ont payé, bien que deux fois moins nombreux 430.208 fr.; mais ont coûté à la Caisse 644.000 fr.

En 1872, pour une population de 74.718 habitants que comprenait le canton de Soleure, l'établissement d'assurance couvrait 68.165.095 francs de risques pour lesquels il percevait 112.000 francs de primes. Mais il a déboursé en indemnités, cette année, 135.994 francs.

La moyenne annuelle des risques pour la période 1871-1878 peut être évaluée à 72.650.465 francs, celle des primes ‰ de capital assuré à 2,02 et celle des indemnités versées à 1,86 ‰.

En 1893, dans les deux classes de bâtiments, l'établissement assurait 18.528 immeubles pour une valeur de 116.036.625 fr. pour lesquels elle percevait 263.348 fr. de primes. Celles-ci étaient fixées à 2 ‰ dans la 1^{re} classe et à 4 ‰ dans la 2^e classe. A la 1^{re} classe, comprenant des immeubles ayant un toit dur, appartenaient 110.399.100 francs de risques et 15.637.525 francs à la 2^e classe. La caisse a payé 138.501 francs de primes de réassurance. Les dommages qu'elle a eu à supporter

se sont élevés à 26,6 % du capital assuré dans la 1^{re} classe et à 73,9 % dans la 2^e classe.

Voilà enfin brièvement résumée la situation financière de la Caisse en 1897.

L'établissement a encaissé 422.977 fr. dont 303.604 fr. de primes et 107.670 francs versés par la compagnie de réassurance le Phénix.

Les dépenses se sont élevées à 332.655 francs dont 134.588 francs ont été affectés au paiement d'indemnités et 177.504 francs en versement de primes de réassurance ; 322 francs ont été alloués à titre de gratification au service des sapeurs-pompiers. Les frais d'administration se sont élevés à 5.490 francs, mais les percepteurs de primes ont reçu une bonification de 15.042 francs.

En tout les dépenses se ramènent à 332.655 francs soit un reliquat des recettes sur les dépenses de 90.322 francs.

A la fin de 1897 le patrimoine de la Caisse s'élevait à 835.373 francs.

Quant au portefeuille de la Caisse il comprenait, à la fin de 1897, 135.639.490 francs de risques répartis sur 19.277 immeubles. 15.433 appartenaient à la 1^{re} classe et représentaient une valeur de 119.449.735 francs pour lesquels 238.899 francs de primes ont été perçus ; les 3.844 immeubles restant représentaient des maisons couvertes d'un toit mou, et des risques industriels pour lesquels 64.759 francs ont été réclamés. L'établissement a réassuré sur le montant des risques qu'il couvrait 108.540.820 francs, et l'établissement des risques industriels tout son portefeuille comprenant 1.351.790 francs de risques.

Canton de Lucerne. — Le capital assuré s'élevait, en 1812, à 14.989.220 francs ; en 1834, à 21.020.850 francs ; en 1851, à 42.220.670 fr. ; en 1852, à 60.920.910 francs ; en 1867, à 107.233.643 fr.

Les indemnités versées peuvent être fixées à 0,34 ‰ du capital assuré pour 1812-1821, à 1,04 ‰ pour 1822-1831, à 0,84 ‰ pour 1832-1841, à 1,45 ‰ pour 1842-1851, à 1,02 ‰ pour 1852-1861 et enfin à 1,17 ‰ pour 1862-1867.

Pour la période de 20 ans, allant de 1848 à 1867, pour un total moyen de risques de 70.115.178 francs, la prime perçue peut être évaluée à 1,119 ‰ par an et le montant des indemnités payées à 1,18 ‰ tandis que les frais d'administration n'ont atteint que 0,015 ‰ du capital assuré par an.

Pour les 58 ans s'écoulant entre 1810 et 1867, l'institution cantonale a encaissé environ 2.391.960 francs de primes et versé sous forme d'indemnité 2.396.626 francs. La moyenne de prime perçue pour 56 ans ne dépasse pas 0,77 ‰ et pour les 40 années (1828-1867) la moyenne n'est guère que de 0,97 ‰.

Cela n'empêcha pas M. Berchtold de faire paraître en 1866 une brochure intitulée : « Assurance de nos immeubles contre l'incendie » où il demande la suppression de l'institution cantonale tout en conservant l'assurance immobilière obligatoire. Mais les sociétés privées seules assureraient. Les idées émises dans cette brochure furent consignées dans un rapport du Conseil de gouvernement au Grand Conseil en 1868. Mais cette campagne n'aboutit qu'à la rédaction de la loi du 1^{er} décembre 1869 qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1871.

En 1872, l'établissement cantonal assurait 134.071.950 francs de risques dans un canton ayant une population de 132.337 habitants. Les primes encaissées se sont élevées à 142.480 francs tandis que la Caisse n'a déboursé en indemnités que 84.782 francs.

En 1874, au 1^{er} janvier, la Caisse assurait dans la 1^{re} classe, pour 103.547.800 francs de risques, dans la 2^e classe 41.523.500 francs et dans la 3^e classe 1.317.900

francs de risques. De 1871 à 1878, la Caisse a assuré une moyenne annuelle de risques qu'on peut évaluer à 150.436.528 francs pour lesquels elle a perçu une somme de primes s'élevant à 1,38 ‰ du capital assuré. Celui-ci lui a coûté en indemnités en moyenne 1,25 ‰ par an.

Insistons un peu sur la situation financière de notre établissement en 1897. Pendant cette année il a encaissé 316.728 fr. dont 276.182 fr. de primes et a reçu 28.802 fr. en exécution du contrat de réassurance. Les dépenses se sont élevées à 224.564 francs dont 177.241 francs ont été consacrés en paiement d'indemnités, 19.534 francs en primes de réassurance des risques, pour lesquels cette opération est imposée à la Caisse, et 16.916 francs de primes afférentes à la réassurance facultative; au service d'incendie et à ses annexes, l'établissement a versé 512 francs; pour l'entretien des paratonnerres, la Caisse a déboursé 2.361 francs et 100 francs en récompenses allouées à ceux qui avaient découvert des incendiaires; en évaluation d'immeubles, la Caisse a dépensé 2.928 fr., et en frais d'administration 3.723 francs; si l'on y ajoute quelques autres dépenses secondaires on arrive au total de 224.564 francs. Cette somme, rapprochée de celle des recettes, laisse ressortir un excédent de recettes sur les dépenses de 92.164 francs. Le patrimoine de l'établissement s'élevait déjà à 64.193 francs.

Quant au capital assuré, il était de 244.855.500 francs dont 191.431.420 fr. pour la 1^{re} classe, 45.480.680 fr. pour la 2^e classe, 667.100 francs pour la 3^e classe et 7.273.300 francs pour la 4^e classe comprenant alors 64 établissements industriels. Les primes perçues furent de 191.434 francs pour la 1^{re} classe, de 54.576 francs pour la 2^e classe, de 1.000 francs pour la 3^e classe, de 25.975 francs pour la 4^e classe, ce qui fait un total de 272.987 francs pour les 244.855.500 francs de risques assurés. Ceux ci ont coûté à la Caisse 177.241 francs.

Canton de Neuchâtel. — Conformément au plan que nous avons suivi pour les autres Caisses, donnons quelques renseignements sur les résultats obtenus par la Caisse depuis sa fondation. On se rappelle que la Caisse fut fondée en 1810 pour 10 ans. Dans cette première période, la prime annuelle perçue pendant ce laps de temps n'ayant pas dépassé $1/3$ ‰, en 1829 la Caisse obtint la prolongation. Mais dans les dix-huit années qui suivirent, la Caisse ayant eu à réparer les dégâts causés par une multitude d'incendies, la prime moyenne réclamée a atteint 2 ‰. L'Union allait cesser de fonctionner lorsque le Grand Conseil décréta le 31 décembre 1849 l'assurance obligatoire pour tous les propriétaires.

De 1852 à 1865 la prime annuelle moyenne fut de 1,2 ‰ et de 2,10 ‰ pour l'année 1868-69. Le 30 avril 1874 la Caisse assurait 12.865 immeubles pour une valeur de 151.210.400 francs, en augmentation de près de 10 millions sur le capital assuré en 1871-72. Sur les 12.865 immeubles assurés, environ 6.100 appartenaient à la 1^{re} classe (1^{er} risque 156, 2^e 1.259, 3^e 4.698), près de 2.500 à la 2^e classe (1^{er} risque 180, 2^e 2.258), enfin à la 3^e classe plus de 4.300 immeubles (1.262 au 1^{er} risque et 3.048 au 2^e risque).

Au point de vue de la réassurance, en 1871-72 sur un capital de 142.405.500 francs, 35.840 francs de primes de réassurance ont été encaissés ; en 1874, une somme de 46.094 francs pour un capital de 151.881 francs. Mais en 1872-73 la Caisse n'avait perçu en primes de réassurance pour un capital de 146.250.900 francs que 23.199 francs.

Le montant des indemnités versées s'est élevé en 1874 à 121.820 francs et les primes encaissées à 151.881 fr. Les frais d'administration se sont élevés à 3.847 francs et les frais d'évaluation à 3.858 francs.

L'excédent de recettes s'est élevé à 13.095 francs (1).

De 1871-1878 la moyenne annuelle des risques fut de 174.783.246 francs, celle des sinistres de 0,94 ‰ du capital assuré et celle des primes perçues de 1,05 ‰ du montant des valeurs assurées. En 1895 le montant des risques assurés s'élevait à 281.237.500 francs, le total des sinistres payés à 1,06 ‰ du capital assuré ; les primes perçues peuvent être fixées en moyenne à 0,83 ‰ seulement. En 1897 les sommes assurées s'élevaient à 296.935.900 francs, dont 178.161.540 francs étaient réassurés à des Sociétés étrangères. Le montant des primes réclamées aux assurés atteignait 242.809 francs.

Canton de Glaris. — Depuis longtemps déjà le canton accordait des secours destinés à couvrir jusqu'à 10 % du montant des dégâts causés par les sinistres. Mais tout naturellement on songea à augmenter ce secours. Pour cela il fallait des ressources budgétaires supplémentaires, partant percevoir de nouveaux impôts ou augmenter ceux déjà existants. On créa un impôt spécial. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il n'était que juste de faire peser cette nouvelle perception sur les propriétaires et proportionnellement à la valeur estimée de leur immeuble. De là à l'assurance il n'y avait qu'un pas. C'est ce qui ne tarda pas à se produire. Bien que la statistique de la Suisse de Franchine, parue en 1827, ne parle pas de cette Caisse, ni au point de vue de ses résultats financiers ni au point de vue de sa date de fondation, on paraît d'accord aujourd'hui pour reporter la date de fondation de cette Caisse en 1811. MM. le docteur Oswald Heer et J.-J. Blumer-Heer dans leur

(1) Nous prenons intentionnellement des dates différentes de celles de nos tableaux généraux de manière à permettre au lecteur de compléter ces renseignements statistiques par les données statistiques générales.

ouvrage paru en 1849, intitulé « Description du canton de Glaris », indiquent 1811 comme année de fondation.

D'autre part si l'on s'en rapporte au compte sur l'exercice de 1839, on voit que le fonds de réserve s'élevait déjà à cette époque à 77.974 7/40 Florins. Enfin le Landbuch glaronais parle successivement des décisions de 1831, 1833 et 1835. A cette époque la Caisse cantonale d'assurance des bâtiments est complètement organisée. Tous les bâtiments sont obligatoirement assurés pour les 3/4 de leur valeur. Il n'y a d'exception que pour les filatures mécaniques, les fabriques d'impression des tissus et les teintureries pour lesquelles l'assurance est facultative depuis 1835. Ces derniers bâtiments paient annuellement une contribution minimum de 1 %. Tous les autres ne payent que 2/3 ‰ et au plus 5 ‰.

La Caisse publique du canton de Glaris fut modifiée successivement, notamment par les lois de 1852 et 1865 et du 6 mai 1881. Par quelques chiffres essayons de faire connaître la marche de cette institution.

De 1813-1861 la moyenne des primes perçues s'est élevée à 7/10 ‰. Ce prélèvement a de plus permis de réunir un fonds de réserve de 1/2 million de francs. En 1861 la Caisse eut à supporter les pertes causées par les incendies des 10 et 11 mai 1861. Pendant ces deux journées 325 maisons d'habitation, 182 écuries et 87 exploitations industrielles furent dévorées par les flammes. Les dégâts que la Caisse a eu à couvrir s'élevèrent à 2 millions 1/2, soit 1/8 du total des risques assurés. Aussi la Caisse fut-elle obligée de recourir à un emprunt d'une part et à l'établissement de primes extraordinaires d'autre part. La dette de la Caisse s'élevait encore en 1869 à 2.157.100 francs. Et en 1866 pour 37.402.570 francs de risques on perçut 12 ‰, soit 44.883 francs de primes extraordinaires ; en 1867, pour 38.033.250 francs de risques, 12 ‰, soit 45.639 francs de

primes extraordinaires, mais seulement 38.886 francs en 1868, soit 10 % du capital assuré qui était alors de 38.886.700 francs. Le fonds de réserve s'élevait en 1869 à 538.000 francs et les indemnités payées de 1862-1867 à un total de 13.646 francs, en 1868 à 17.650 francs et en 1869 à 36.320 francs.

De 1852 à 1874 le total des risques assurés s'est élevé de 16.105.206 francs à 42.297.660 francs. Les frais d'administration pour toute cette période ne furent que de 62.410 francs, tandis que les primes perçues forment un total de 611.404 francs. Le montant des dégâts causés par l'incendie se sont élevés à 3.798.756 francs (1). Quant au fonds de réserve de 166.392 Fl. en 1851, de 378.419 fr. en 1852, s'élève en 1874 à 776.904 francs. Si nous envisageons maintenant la période 1871-78, nous trouvons comme moyenne annuelle pour le total des risques 43.092.685 francs, pour les dégâts indemnisés une somme égale à 0,47 % du montant des risques tandis que la prime annuelle moyenne s'est élevée à 4,02 %. En 1885 la Caisse pour un total de risques de 51.268.340 francs payait en indemnités 0,39 % de cette somme et percevait une prime moyenne de 1 %. Enfin en 1897 la Caisse couvrait pour 77.268.100 francs de risque. Elle réassurait sur ce total pour une valeur de 1.670.000 francs à des Sociétés Suisses, bien que son fonds de réserve s'élevât à 2.440.397 francs. Pour un portefeuille de plus de 77 millions, elle n'encaissait en primes malgré tout que 38.634 francs.

(1) Après le grand incendie de Glaris des 10 et 11 mai 1861 qui coûta à la Caisse 2.553.920 francs et obligea la Caisse à percevoir une prime quadruple de celle établie plus tard en 1866, il faut encore citer 2 années particulièrement malheureuses pour la Caisse : celle de 1869 pendant laquelle 36.320 francs furent déboursés et l'année 1874 où le total des indemnités versées atteignit 73.800 francs.

Canton de Schaffhouse. L'institution cantonale fut fondée en 1812 et subit une série de modifications. Tandis qu'avant on n'indemnisait en cas d'incendie que pour $\frac{1}{6}$ du montant des dommages, désormais l'indemnité sera égale au montant des dommages.

Le fonds de réserve avant ne pouvait s'élever au-dessus de 100.000 fr. Bientôt le maximum fut fixé à 500.000 fr.

En 1851 le montant des risques était de 21.493.270 fr., de 19.067.900 fr. en 1860 et en 1869 de 35.573.250 fr. La moyenne pour la période 1851-1860 fut de 19.531.082 fr. par an, soit 864 fr. par tête d'habitant. Pour cette même période, les indemnités payées s'élevèrent à 0,66 ‰ du total des risques.

Pour la période 1861-70 la moyenne annuelle des capitaux assurés peut être fixée à 29.687.395 fr., celle des sinistres payés à 1,27 ‰ du total des risques et celle des primes payées est la même : 1,27 ‰. En 1872 pour une population de 37.721 habitants, la Caisse cantonale assurait 37.209.400 fr. de risques qui lui ont coûté 45.737 fr. et pour lesquels elle a perçu 43.543 fr. Pour la période 1871-78 la moyenne des capitaux assurés par an peut être évaluée à 46.898.477 fr. qui ont coûté à la Caisse en indemnités une somme égale à 0,84 ‰ du total des risques, quant aux primes encaissées, elles peuvent en moyenne être fixées à 1,66 ‰ du montant des valeurs assurées. En 1885 pour un total de risques de 65.782.230 fr. qui ont coûté à l'établissement cantonal 0,44 ‰ du total des capitaux assurés, la Caisse a perçu en moyenne 0,76 ‰ du montant des valeurs assurées en primes. En 1897 le total des risques assurés s'élève à 99.065.800 fr. que la Caisse a gardés intégralement en portefeuille sans recourir à la réassurance. C'est qu'elle avait un fonds de réserve de 1.340.965 fr. permettant de parer aux éventualités. Cependant pour ce capital assuré

de près de 100 millions, l'établissement n'a guère perçu plus de 40.500 fr.

Canton de Zug. — La Caisse du canton de Zug fut fondée le 30 avril 1812 par le « Stadt-und Amtrat ». Elle était facultative. Mais 6 communes seulement avaient complètement et définitivement adhéré à la Caisse. Une autre n'y était entrée que pour 10 ans, trois avec une partie seulement des propriétaires, une s'abstint complètement ; aussi le 2 mai 1813 la Landsgemeinde la rendit obligatoire pour tous les propriétaires de bâtiments du canton. La Caisse fut l'objet d'une série de revisions dont les plus importantes sont celles du 9 juillet 1855 et du 27 mai 1867.

En 1826 la Caisse assurait 7.500.000 francs, en 1851 le montant des risques s'élevait à 10.957.698 francs et à 16.164.800 francs, en 1860 ; dix ans plus tard 24.953.700 francs de risques étaient assurés par la Caisse. Quant aux indemnités versées pour la période 1832-1841, la moyenne annuelle fut de 2.136 francs, de 6.832 pour la période 1842-1851 et de 6.794 pour la période 1852-1861.

Pour la période 1861-1870 il n'y eut que 61 incendies ayant endommagé 79 immeubles, 22 seulement furent incendiés par une main criminelle.

En 1872 pour une population de 20.993 habitants, la Caisse cantonale couvrait 25.633.000 francs de risques pour lesquels elle perçut 25.633 fr. et versa en indemnités 23.293 francs. Pour la période 1871-1878 la moyenne annuelle des capitaux assurés peut être fixée à 27.958.175 francs, celle des primes à 0,74 ‰ du montant des valeurs assurées, celle des sinistres à 0,61 ‰ du montant des risques.

En 1885 la Caisse couvrait pour 40.939.750 francs de valeurs, la prime moyenne perçue peut être fixée à 1 ‰

et le ‰ des sinistres par rapport au montant des capitaux assurés à 0,89.

En 1897 la Caisse assurait 47.075.550 francs de valeurs pour lesquelles elle encaissait 37.661 francs de primes. Elle ne recourait pas à la réassurance mais possédait un fonds de réserve de 200.647 francs.

Canton de Fribourg. — Le grand Conseil du canton de Fribourg décida en 1810 la création d'une caisse d'assurance immobilière avec entrée facultative. Le gouvernement était chargé de l'organisation complète de l'établissement. Mais aussitôt à l'œuvre les pouvoirs publics s'aperçurent qu'une Caisse facultative ne saurait avoir tout l'effet désiré. La loi du 15 mai 1812 institue dès lors une Caisse obligatoire, cette loi édictait en même temps des prescriptions tendant à diminuer les chances d'incendie. Dans ce but elle défendait aux jeunes gens de fumer avant 16 ans et exigeait qu'on fumât la pipe dans des pipes avec couvercle. Des bâtiments en bois ne pouvaient être construits qu'à une distance l'un de l'autre de 50 pieds. Dans la suite de nombreuses revisions sont intervenues : citons seulement celles effectuées par la loi du 5 décembre 1833 et du 21 février 1854. En 1870 les autorités ayant été invitées à faire connaître leur opinion sur le maintien ou la fermeture de la Caisse centrale, 96 voix contre 21 se prononcèrent en faveur de son maintien.

En 1814 près de 18.090 immeubles étaient assurés à la Caisse pour une valeur de 20.018.337 fr. ; en 1824 c'est 20.880 bâtiments pour une valeur de 29.998.397 fr. et 40.669.455 fr. comprenant 22.922 immeubles en 1836. En 1851 c'est 25.063 immeubles pour 56.775.144 fr., en 1860 c'est 26.281 bâtiments pour 58.200.160 fr. En 1869 le montant des risques s'élevait à 68.711.798 fr. représentant 27.927 maisons.

Les primes perçues de 1814-1824 s'élèvent en moyenne à 0,67 ‰ du capital assuré, à 1,60 ‰ pour la période 1851-1860 et pour celle de 1861 à 1869 à 2,00 ‰.

Enfin en 1869 moins de 13.500 immeubles possédaient des toits pouvant résister à l'incendie. La valeur de ces risques s'élevait à 48.398.155 fr. Par contre près de 14.420 bâtiments montés sous toit mou représentant une valeur de 20.313.640 fr. étaient assurés par la Caisse. Si l'on rapproche le nombre des bâtiments de leur valeur et qu'on le compare aux 48.398.155 fr. que valent les 13.509 immeubles, il est aisé de se rendre compte que la plus grande partie du portefeuille de l'établissement cantonal comprenait des mauvais risques ces petites maisonnettes que les Compagnies dédaignent d'assurer. On comprend maintenant pourquoi une forte majorité s'est prononcée en faveur du maintien de l'établissement cantonal.

En 1872 pour une population de 110.897 habitants, l'établissement cantonal couvrait 73.468.455 fr. de risques qui lui coûtèrent 27.767 fr. et pour lesquels elle a perçu en primes 110.203 fr. Pour la période 1871-78 la moyenne annuelle des risques s'est élevée à 78.559.263 fr., la moyenne des sinistres payés peut s'exprimer par 1,62 ‰ et celle des primes perçues par 1,91 ‰ du montant des valeurs assurées. En 1885 les risques couverts par la Caisse s'élevaient à 100.078.670 fr. qui lui ont coûté 0,84 ‰ du total assuré et pour lesquels elle a encaissé une prime moyenne de 1,50 ‰. En 1897 nous trouvons comme total des sommes assurées 135.676.025 fr., dont 108.540.820 étaient réassurés à des Sociétés étrangères. De plus, son fonds de réserve s'élevait à 488.104 fr. Les primes encaissées par la Caisse pendant l'exercice 1897 se chiffrent à 217.082 fr.

Canton d'Appenzell Rhodes Extérieures. — Après le grand incendie de Herisau qui éclata dans la nuit du jour de l'an du 31 décembre 1811 au 1^{er} janvier 1812 et causa 220.000 fr. de dégâts, on conçut le plan de créer une Caisse cantonale obligatoire. Cette fondation engendra bien des discussions sans aboutir à la formation d'une pareille institution. Mais en 1820 on décida d'instituer une Caisse cantonale avec entrée facultative sous l'administration de l'Etat. La participation ayant été trop faible, cet établissement ne vit pas le jour. Les Compagnies étrangères avaient installé des agences dans le canton. Mais on se montrait très mécontent de voir l'argent sortir ainsi du pays. Pour répondre au désir exprimé le 18 décembre 1822 se fonda dans le canton une Société privée. Celle-ci ne tarda pas à se développer. En 1833 on comptait déjà 1.734 propriétaires assurés à cette Société. La Caisse couvrait 2.592.650 fl. représentant 2.202 immeubles. Enfin le fonds d'avances s'élevait à 74.925 fl.

Jusqu'en 1838 elle encaissa 51.767 fl. de primes et paya en indemnités 9.616 fl. Mais le 7 septembre éclata le grand incendie de Heiden qui à lui seul coûta à la Caisse 280.900 fr. Pour solder ces dépenses on dut employer les 130.754 fr. du fonds de réserve et de plus percevoir une prime cinq fois plus forte. Enfin la Caisse dut liquider en 1842. Entre temps la Landsgemeinde décida le 25 avril 1842 la création d'une Caisse cantonale obligatoire. Une importante revision est intervenue par les lois du 29 avril 1860 et du 30 avril 1893. Cette dernière déclare l'assurance obligatoire pour toute la propriété bâtie.

De 1841-1845 la moyenne des risques assurés fut de 23.528.099, les indemnités payées s'élèvent à 0,35 ‰ du capital assuré, à 0,27 ‰ pour la période 1846-1850 à une moyenne de risques annuels de 25.566.524 qui

s'élève à 26.503.690 pour la période 1851-1855, la moyenne des indemnités payées annuellement fut de 0,43 ‰ et de 0,40 ‰ du capital assuré qui pour la période 1856-1859 tombe à 20.907.100 fr. mais atteint vite une moyenne de 41.366.534 fr. annuellement pour la période 1860-1862.

En 1867, 10.490 immeubles étaient assurés auprès de la Caisse pour une valeur de 38.894.300 fr.; en 1868 : 10.529 immeubles pour une valeur de 39.362.400 fr. soit une moyenne par immeuble de 3.738 fr.

Le fonds de réserve en 1864 de 660.143 fr. atteint en 1870 : 1.055.696 fr. Quant aux frais d'administration, ils représentent une dépense annuelle moyenne d'environ 2.000 fr.

En 1872 la Caisse assurait pour une population de 48.734 habitants, 42.260.500 fr. de risques pour lesquels elle a perçu 50.314 fr. de primes et a payé en indemnités 15.715 fr.

De 1871 à 1878 la moyenne annuelle du montant des risques peut être fixée à 53.729.450 fr. celle des sinistres payés à 0,74 ‰ du capital assuré et celle des indemnités 1,15 ‰ du montant des valeurs assurées.

Pour la période précédente 1861-1870 pour un total moyen de risques de 37.872.350 fr. le ‰ des sinistres payé n'avait été que de 0,32. Le montant des dommages causés par l'incendie a donc sensiblement augmenté pour 1871-78. En 1885 les risques assurés représentaient 73.274.600 fr. et les sinistres payés s'évaluent à 0,26 ‰ du capital assuré, tandis que les primes encaissées s'élèvent à 1,14 ‰ du montant des valeurs assurées. En 1897, le portefeuille de la Caisse comprenait pour 95.536.100 fr. de risques dont elle assumait toute la charge sans recourir à la réassurance. C'est qu'elle avait un fonds de réserve s'élevant à 3.796.539 fr. Cependant en 1897 le montant des primes

encaissées n'atteignait pas 75.800 fr. pour un capital assuré de plus de 95 millions et demi.

Nous savons maintenant comment les établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie des bâtiments ont pris naissance, nous avons vu par quelles phases ils ont passé, de quelles améliorations ils ont bénéficié. Les principales bases de l'organisation de ces institutions d'assurance nous sont connues.

L'étude détaillée de la Caisse de Berne nous a permis de réunir tous les rouages du mécanisme de l'organisation d'un établissement cantonal. Les renseignements statistiques sommaires que nous avons fournis sur les divers établissements cantonaux, nous mettent à même de nous rendre compte de leur situation financière. La réunion de ces éléments, nous semble-t-il, est suffisante, pour permettre au lecteur de se former une conviction.

Sans insister ici sur ce point, nous proposant de faire connaître notre appréciation à la fin de cette étude, il est intéressant dès maintenant de reproduire quelques lignes du rapport du bureau fédéral. Cet organe de renseignements, hostile par principe à l'assurance par l'Etat, dit pourtant :

« Il faut reconnaître que, dans les 17 cantons qui
 « possèdent un établissement d'assurance des bâtiments,
 « le fait du travail ininterrompu, occasionné aux auto-
 « rités législatives et administratives par l'assurance
 « contre l'incendie, et de la mise à contribution de
 « l'Etat quand l'établissement ne suffit pas, exerce une
 « heureuse influence. C'est pour l'Etat un stimulant
 « puissant et continuel sans lequel les autorités n'au-
 « raient peut-être pas pris tant à cœur de prévenir les
 « causes des incendies par des prescriptions de police
 « du feu et des constructions et par des mesures exéc-
 « tives efficaces, en outre de développer, d'améliorer et
 « de généraliser le service des pompiers ; d'autre part

« les fonds des caisses d'assurance, augmentés des contributions que doivent payer à l'Etat les compagnies
 « privées contre l'incendie, sont des ressources qui lui
 « permettent de favoriser ce qui se fait dans ces directions, en même temps aussi d'accorder des gratifications pour des services éminents rendus à l'établissement, sans avoir besoin de faire appel aux intéressés
 « (surtout aussi aux non-assurés).

« Mais bien que nous reconnaissons et que nous
 « sachions apprécier ces incontestables progrès, nous
 « devons cependant mettre en garde contre ceux qui
 « croient que par ces progrès l'on a dompté la puissance du feu, et qui, sans craindre aucunement le
 « retour des catastrophes, engagent les cantons à
 « joindre au risque actuel un autre risque d'égale importance. »

Désireux de ne pas être accusé de partialité, nous nous faisons un devoir de reproduire les chiffres sur lesquels on base son peu de confiance. Il est remarqué que depuis le commencement du siècle jusqu'à l'incendie de Glaris (1861), le nombre des incendies ayant entraîné une perte en bâtiments de plus de 200.000 francs chacun ne s'élevait qu'à huit, ayant coûté 5.521.390 francs y compris l'incendie de Glaris. De 1861 à 1892, c'est-à-dire pour une période moins longue, le nombre de ces grands incendies a juste doublé. Il est de 16 seulement dans les 17 cantons possédant un établissement cantonal avec une perte totale de 8.726.784 francs (1).

(1) Voici la liste des incendies ayant occasionné une perte supérieure à 200.000 francs depuis le commencement du siècle dans les cantons ayant un établissement d'assurance contre l'incendie.

1805: Bulle (Fribourg) 840.250 francs; 1812: Heissan (Appenzell Rhodes extérieures) 225.229 francs; 1833: Locle (Neuchâtel) 344.317 francs; 1837: Heiden (Appenzell Rhodes extérieures)

Cet argument appelle plusieurs observations :

Il faudrait d'abord pouvoir démontrer qu'il n'en est pas ainsi dans les autres cantons de Genève, du Tessin, des Grisons et dans les 5 petits cantons de Uri, Schwyz, Unterwald, Appenzell et le Valois où il n'existe pas d'établissements officiels, où les Sociétés anonymes ont le champ libre.

Malheureusement, comme le constate d'ailleurs le rapport fédéral, des renseignements exacts manquent sur ce point.

Même pour l'incendie d'Airolo qui éclata en 1877 on ne connaît qu'approximativement qu'il causa une perte totale de près de 3 millions qui donna lieu à de nombreuses collectes faites dans toute la Suisse en faveur des incendiés. Cet aveu démontre déjà sans conteste, que la statistique est bien mieux dressée dans les cantons où existe l'assurance publique. De plus le peu que nous savons sur les autres cantons n'est guère encourageant. Même l'incendie de Glaris, le plus considérable du siècle dans les cantons où existe l'assurance cantonale, n'atteignait pas de pareilles proportions.

Il faudrait d'autre part démontrer que les risques

623.154 francs ; 1848 : Les Breuiets (Neuchâtel) 213.655 francs ; 1854 : Kappel (Saint-Gall) 310.418 francs ; 1856 : Saint-Imier (Berne) 310.943 francs ; 1861 : Glaris, 2.653.426 francs ; 1865 : Berthoud (Berne) 519.894 francs ; Saint-Imier (Berne) 228.078 francs ; Travers (Neuchâtel) 665.055 francs ; 1872 : Berne (fabriques) 700.000 francs ; 1874 : Bonjean (Bienne) (Berne) 367.640 francs ; 1876 : Albeuve (Fribourg) 263.230 francs ; Elgg (Zurich) 274.785 francs ; Wattingen (fabriques) (Argovie) 205.000 francs ; 1879 : Meiringen (Berne) 350.358 francs ; 1883 : Vallorbes (Vaud) 818.925 francs ; Hôtel Giessbach (Berne) 619.400 francs ; 1889 : Muri (Argovie) 630.000 francs ; 1890 : Rütli-Moos (Saint-Gall) 613.647 francs ; 1891 : Meiringen (Berne) 1.524.840 francs ; 1892 : Sevelen (Saint-Gall) 280.491 francs ; 1892 : Grindelwald (Berne) 665.441 francs.

immobiliers assurés par les Sociétés privées dans les cantons où existe l'assurance publique, sont à l'abri de pareilles catastrophes. Cette preuve est impossible à faire, les Compagnies dans leurs bilans se gardent bien de séparer les risques mobiliers des risques immobiliers, toute comparaison dès lors devient impossible.

Enfin cette augmentation peut s'expliquer pour partie par d'autres circonstances, notamment, la diminution de la valeur des métaux précieux et en sens inverse un développement très sensible du luxe dans le bâtiment. Sans parler exclusivement de la classe riche possédant des immeubles somptueux représentant de grandes valeurs, même dans les petites classes de la société, les propriétaires ont des bâtiments bien plus confortables. C'est qu'heureusement même les petites gens jouissent aujourd'hui d'une aisance relative comparativement à leur situation au commencement du siècle.

De plus le prix de la main-d'œuvre ayant augmenté et les matériaux plutôt renchéri, on comprend aisément que la valeur moyenne des bâtiments a dû s'élever.

Il nous faut donc conclure que cet argument vaut pour l'assurance en général et ne s'applique pas spécialement à l'assurance publique.

Toujours est-il que ces catastrophes effrayent le rédacteur du rapport au point de recommander aux cantons de bien se garder de joindre au risque actuel un autre risque d'égale importance. C'est à l'assurance mobilière qu'il est fait allusion.

Dans quelle mesure les établissements cantonaux ont-ils assuré les meubles contre l'incendie ? Depuis quelle époque ?

Bref c'est de l'assurance mobilière qu'il faut maintenant nous occuper.

SECTION II

ASSURANCE MOBILIÈRE

INTRODUCTION

L'assurance des biens meubles est de date plus récente. Elle fut bien postérieure à l'assurance immobilière. Le besoin de cette assurance se fit d'abord sentir pour les marchandises du commerce international. Pourquoi le millionnaire n'aurait-il risqué son argent que pour assurer les marchandises transportées par mer et non pour celles entassées dans un magasin ? Le propriétaire de ces meubles n'a-t-il pas le même intérêt à les assurer contre le feu que, le cas échéant, contre les risques de transport par mer.

Pourtant depuis longtemps il existait déjà une vaste organisation d'assurance contre les risques de transport et ce n'est qu'au XVIII^e siècle, que malgré la grande analogie on rencontre l'assurance-incendie. Mais en Suisse aucune institution de ce genre n'existait, on recourait aux Sociétés anonymes étrangères.

En 1826, pour tenir en échec ces Sociétés et donner à la population suisse une institution d'utilité publique pour l'assurance générale du mobilier, analo-

gue à l'assurance publique des bâtiments, fut créée à Berne une Société Mutuelle : la *Société Suisse pour l'assurance du mobilier*. Cette Société acceptait tous les risques mobiliers moyennant des primes modiques, beaucoup plus avantageuses que celles réclamées par les Sociétés étrangères. Pendant les premières années, des citoyens, en raison de l'intérêt qu'ils portaient à l'institution, se chargèrent gratuitement de la gestion. Le président Von Lerber, plus tard avoyer de Berne, fit à la Société un don de 1.000 francs et l'administration centrale offrit son concours gratuitement.

D'après les statuts du 15 février 1826 (1), la contribution ordinaire était fixée à 1 ‰ et la contribution habituelle atteignait le même taux ; les sinistrés étaient indemnisés à la fin de l'année dans la mesure où les fonds appartenant à la Société le permettaient.

Ceci parut insuffisant vis-à-vis des garanties offertes par les Compagnies par actions. Aussi, avant même la rédaction des statuts définitifs de 1827, s'était-il formé une Société de gérants qui souscrivirent plus de mille parts (2) à 200 fr. l'une, en s'engageant à faire au besoin des avances à la Société d'assurance jusqu'à concurrence du montant du capital souscrit. Ces avances devaient porter intérêt à 5 ‰ et être remboursées aussitôt que la perception du maximum de la contribution le permettrait. Cette garantie devait être renouvelée tous les 3 ans et déjà avant le premier renouvellement il fut arrêté qu'elle ne s'étendrait pas aux sinistres de guerre. Les sinistres ordinaires étaient ainsi assurés par les premières contributions, par les contributions supplémentaires, par les excédents éventuels des années précédentes, et en dernière ligne par le capital de

(1) Les statuts de 1825 étant provisoires, nous n'en parlons pas.

(2) Ces parts étaient appelées des actions.

garantie. Les sinistres de guerre n'étaient plus indemnisés qu'éventuellement si, et dans la mesure où la Société possédait encore des fonds disponibles, les indemnités pour les sinistres ordinaires étant payées, et sans qu'on soit obligé de faire appel aux gérants. En outre n'avaient droit à une indemnité fournie par le capital de garantie que les assurés ayant adhéré à la Société pour une période de 5 années.

Grâce à la popularité dont jouit bientôt la Société suisse, cet arrangement atteignit son but sans qu'il fût jamais nécessaire de faire appel aux actionnaires. D'autre part la Société obtenait toujours facilement des banques l'argent qui lui manquait et au taux d'intérêt ordinaire.

Mais l'organisation de l'assurance publique dans les cantons pour les bâtiments ne cessait d'attirer l'attention.

On insistait volontiers sur ce fait que puisque le territoire du canton était considéré comme suffisant pour l'assurance contre l'incendie des bâtiments, pourquoi ne pourrait-on pas étendre cette institution à l'assurance mobilière ? D'autre part n'était-il pas à craindre que l'assurance mobilière telle qu'elle était pratiquée ne fit sortir plus d'argent du canton qu'il n'en rentrait sous forme d'indemnités versées.

C'est le canton de Vaud qui donna l'exemple. En 1849 il créa un établissement central d'assurance mobilière obligatoire. Cet exemple ne fut pas suivi. Ce n'est pourtant pas l'envie qui manquait à un grand nombre d'esprits de doter leurs cantons d'un établissement semblable. Mais la Société d'utilité publique perfectionnait sans cesse son organisation, offrait au public l'assurance moyennant des primes assez modiques.

On comprend dès lors que les propriétaires aient eu une certaine tendresse pour cette Société d'assurance.

Cependant l'hésitation ne cessa qu'après l'incendie de Glaris.

Ce désastre, le plus affreux qu'on pouvait éprouver, refroidit considérablement les partisans de l'assurance mobilière publique dans leur zèle à réclamer des établissements cantonaux d'assurance pour les meubles. D'autre part cette catastrophe donna une impulsion nouvelle au développement de l'assurance en Suisse.

Aussi la plupart des mutuelles privées d'assurance mobilière datent de 1861.

Le fiasco dont furent l'objet nombre de Sociétés étrangères, notamment en Angleterre et en Amérique, alarmèrent tellement les Suisses habitués aux garanties de l'Etat que dans la plupart des cantons les autorités durent, pour éviter de créer des établissements cantonaux d'assurance, instituer une surveillance officielle sur les Compagnies d'assurance contre l'incendie. Cette surveillance, comme nous l'avons vu, ne resta pas longtemps aux cantons

D'après le rapport de 1897 que nous avons sous les yeux, en 1897 le nombre des Sociétés privées concessionnées pour l'assurance contre l'incendie s'élevait à 18. Elles assurent indifféremment les meubles et les immeubles. Mais à côté, il existe 2 établissements cantonaux d'assurance du mobilier, l'un que nous connaissons déjà : celui du canton de Vaud, datant déjà de 1849, l'autre tout récent dans le canton de Glaris créé en 1895. Ces deux établissements assuraient en 1897 un capital mobilier de 410.321.779 fr. dont 396.299.943 fr. étaient assurés par l'établissement de Vaud et 14.021.836 par celui de Glaris. Ce dernier en échange avait encaissé 10.273 fr. de primes et le premier 362.777 fr. Celui-ci possédait un fonds de réserve de 1.646.681 fr., l'autre un fonds de réserve de 119.732 fr.

Ces deux établissements doivent seuls nous occuper.

Pour en faire connaître l'organisation, nous allons nous livrer à une étude approfondie de l'un d'entre eux, le plus ancien.

Les renseignements que nous avons fournis sur la Caisse de Berne ont permis au lecteur de saisir dans son ensemble l'organisation d'un établissement cantonal d'assurance des bâtiments.

Il nous suffirait maintenant d'insister uniquement sur l'assurance mobilière exploitée par l'établissement de Vaud. Pourtant nous parlerons également de la section immobilière. Cela pour plusieurs raisons : d'abord on pourra, par ce moyen, saisir dans tout son ensemble le mécanisme de l'assurance contre l'incendie telle qu'elle est pratiquée par des services publics. Ensuite cette étude nous permettra de faire connaître une nouvelle forme d'organisation d'assurance cantonale assez différente de celle de la caisse bernoise qui est — il faut en convenir — un peu spéciale.

CHAPITRE I

ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE DU CANTON DE VAUD

A. — Caisse d'assurance des immeubles.

C'est en 1811 que le canton de Vaud fut doté d'un établissement cantonal d'assurance contre l'incendie pour les bâtiments. Il fut organisé par la loi du 28 mai 1811. La loi du 27 mai 1826 est venue augmenter le taux de l'indemnité versée en cas d'incendie. La loi du 17 juin 1840 a modifié les lois antérieures. Le décret du 19 janvier 1849 touchait à l'indemnité due aux propriétaires de bâtiments en cas d'incendie. Enfin le décret du 3 juin 1852 admettait les tuileries, les verreries et les fours à chaux et à plâtre au bénéfice de l'assurance immobilière contre l'incendie.

N'ayant pas l'intention de faire ici un historique de cet établissement, comme la loi du 15 août 1874 rapporte toutes ces dispositions antérieures, n'insistons pas davantage sur ces lois et décrets.

La loi du 15 août 1874 modifiée par celles du 28 mai 1878, du 28 mai 1888 et du 27 août 1891 sur la taxe des bâtiments, voilà les seules dispositions régissant actuel-

lement l'établissement cantonal. Pour éviter des longueurs et rendre notre exposition plus nette nous allons essayer de faire connaître l'organisation de la Caisse d'assurance en combinant les dispositions contenues dans ces différentes lois. Par ce moyen nous pouvons passer sur les transformations dont la loi de 1874 fut l'objet.

Aux termes de l'article premier il existe dans le canton un établissement d'assurance mutuelle obligatoire contre la perte résultant de l'incendie des bâtiments. Font obligatoirement partie de l'assurance mutuelle tous les bâtiments construits ou qui seront construits dans l'avenir sur le territoire du canton à l'exception de ceux qui servent à la fabrication et au dépôt de poudres explosives. Tout ce qui est considéré comme immeuble par destination est compris dans l'assurance immobilière.

L'établissement à cette époque administré par le département de l'Intérieur l'est actuellement par celui des Finances. Les dommages causés par la foudre qu'il y ait un embrasement ou non, ou par les mesures prises pour combattre le feu ainsi que les dégâts causés par un incendie allumé par une explosion étaient assimilés à ceux causés par l'incendie et indemnisés dès lors par la Caisse. Nous avons maintenant une idée superficielle du but que se propose d'atteindre la Caisse. Pénétrons maintenant dans l'organisation de la Caisse.

La première question qui se pose à nous au seuil de cette étude est celle de savoir comment ces immeubles étaient évalués ?

Aux termes de la loi de 1874 la valeur qui devait être attribuée aux bâtiments soit pour la fixation de la cote d'assurance soit pour celle de l'indemnité était déterminée par la taxe des bâtiments au cadastre. On comprend,

dès lors, qu'il est du plus haut intérêt pour nous de connaître les dispositions réglant la taxation des bâtiments. Ce point est réglé par la loi du 27 août 1891 sur la taxe des bâtiments et conformément au règlement tout récent du 6 septembre 1898 rédigé après préavis du département des Finances et en application de la loi du 11 mai 1897 sur l'inscription des droits réels immobiliers.

L'inscription au cadastre des bâtiments neufs, réparés, agrandis ou fractionnés, s'opère chaque année en suite de taxes faites en mars (taxe n° 1), juillet (taxe n° 2) et octobre (taxe n° 3).

Les taxes sont faites dans chaque district par une commission composée conformément à l'article 125 de la loi sur l'inscription des droits réels immobiliers. Le président et le secrétaire de cette commission sont désignés spécialement par le Conseil d'Etat.

Sont évalués et inscrits au cadastre : les bâtiments neufs, les bâtiments qui, par suite de reconstruction ou de réparations, auraient notablement augmenté de valeur, les bâtiments partiellement démolis ainsi que ceux dont l'entretien laisse à désirer, les bâtiments fractionnés par suite de partage ou de vente, les bâtiments dont les propriétaires demandent une nouvelle évaluation, enfin tout bâtiment en construction peut être taxé pourvu qu'il soit couvert.

Pour les taxes ordinaires de mars et juillet les propriétaires doivent adresser à la direction du cadastre une demande écrite accompagnée d'un extrait de cadastre officiel de date récente ou d'un acte authentique équivalent. Lorsque la taxe a lieu d'office, l'extrait de cadastre est requis par la commission et, s'il y a lieu, le coût en est ajouté aux frais de taxe avec mention spéciale.

La direction du cadastre transmet ces demandes au président de la commission de chaque district.

Pour la taxe ordinaire d'octobre, la direction du cadastre adresse chaque année aux municipalités, avant le 1^{er} septembre un tableau sur lequel les demandes de taxe seront inscrites. Toutes les rubriques du tableau doivent être remplies aussi exactement que possible en mentionnant d'une façon précise la date de la demande et le motif de la taxe.

Dès que les municipalités ont reçu ces tableaux elles invitent les intéressés par affiche, publication ou avis direct à faire inscrire les bâtiments qui doivent être cadastrés et dont nous connaissons l'énumération. Les propriétaires doivent en demander l'évaluation. Le tableau reste déposé au greffe municipal pendant un délai de quinze jours fixé par la direction du cadastre et publié dans la feuille des avis officiels.

Il peut se faire que des propriétaires aient négligé de demander l'inscription de leurs bâtiments. Dans ce cas les municipalités doivent porter d'office dans ce tableau ces immeubles qui seront taxés.

A l'expiration du délai fixé, les municipalités adressent sans retard au conservateur des droits réels du district le tableau qu'elles ont dû dresser, avec leurs observations s'il y a lieu.

Le directeur du cadastre de son côté envoie également aux conservateurs des droits réels avant le 1^{er} octobre les demandes de taxe qui lui sont parvenues depuis le 1^{er} juillet.

Le conservateur des droits réels complète ces tableaux en y ajoutant la taxe des bâtiments à revoir, celle du sol avec le prix par are, et modifie les tableaux, s'il y a lieu, pour les rendre conformes au cadastre. Il vérifie en outre si tous les bâtiments fractionnés pendant l'année par suite de partage ou de vente sont inscrits pour

une nouvelle évaluation. Il inscrit d'office sur le tableau ceux qui ne le seraient pas et y porte également les demandes qui lui ont été transmises par la direction du cadastre. Puis il transmet les tableaux pour le 1^{er} octobre au plus tard au président de la commission de taxe instituée par la loi de 1891.

La commission de district se réunit sur la convocation de son président. Si l'un des membres est empêché, il en avise immédiatement le président qui convoque le suppléant autant que possible, le syndic est averti du jour où la commission procédera dans la commune. La municipalité porte à la connaissance du public la date de la réunion de la commission dans la commune en invitant les propriétaires non portés au tableau et qui auraient des bâtiments à taxer, à s'annoncer et à se procurer un extrait du cadastre pour être remis à la commission. La municipalité met à la disposition de la commission un agent communal pour l'accompagner dans ses opérations et transporter le plan cadastral. Lorsqu'il s'agit d'évaluer des bâtiments d'une certaine nature ou des bordereaux industriels imparfaits, il est loisible à la commission de s'adjoindre un ou deux experts qu'elle choisit pour avoir leur avis.

Le secrétaire inscrit à l'encre le résultat des opérations de la commission dans les *carnets-minutes* dont les formulaires sont fournis par l'Etat. Il le transcrit ensuite dans les polices de taxe. L'évaluation d'un bâtiment comprend la taxe du sol sur lequel il repose et celle de la construction proprement dite. Ces évaluations sont distinctes. La dernière seule doit nous retenir.

Les bâtiments sont taxés autant que possible à leur juste valeur et indépendamment de leur valeur de position, laquelle rentre dans celle à assigner au sol. Cette juste valeur doit dans la règle être basée sur le

prix de revient de la construction. Toutefois il est tenu compte du degré de vétusté du bâtiment et de son état d'entretien, ainsi que de son revenu locatif ou de sa valeur rurale lorsque celle-ci est inférieure au coût présumé de la construction.

Il est recommandé tout particulièrement à la commission de s'abstenir de faire entrer dans ses estimations des considérations provenant du paiement de l'impôt ou de l'indemnité à recevoir en cas d'incendie. Elle doit également soigneusement éviter de se laisser influencer par les motifs particuliers que certains propriétaires pourraient avoir pour désirer une taxe plus ou moins élevée de leur bâtiment, telle l'intention de vendre, d'hypothéquer ou d'acquérir dans un partage, etc.

La taxe d'un bâtiment comprend tout ce qui est considéré comme immeuble par destination, notamment les objets ci-après appartenant au propriétaire, sinon ils rentrent dans l'assurance mobilière, savoir :

1° Pour les moulins, scieries et autres usines : les rouages, les machines et l'outillage nécessaire à l'exploitation ;

2° Pour les forges et ateliers de construction : le foyer, le soufflet, l'enclume, les gros tours, les machines à percer, les étaux ainsi que leurs accessoires nécessaires.

3° Les pressoirs et leurs accessoires, les mâts et assises des vases de cave ;

4° Les cloches, horloges, orgues, chaires, tables et bancs renfermés dans les tours, églises, chapelles et autres édifices publics ;

5° Les stores, tentes, doubles portes et doubles fenêtres ;

6° Les appareils à eau et à gaz, les lustres, l'appareillage pour les sonneries, la lumière et la force électriques ;

7° Les installations pour bains et buanderies (coulages) ainsi que leurs accessoires ;

8° Les cheminées, fourneaux, calorifères et autres moyens de chauffage, de même que les fourneaux potagers ;

9° Les vitrines, banques, casiers, étagères et rayons de magasins et bureaux ;

10° Enfin tous autres objets parallèlement attachés à l'immeuble par le propriétaire à perpétuelle demeure.

Les objets désignés aux §§ 1, 2, 3, 4, composent le bordereau industriel du bâtiment et sont spécifiés dans la police de taxe avec la valeur afférente à chacun d'eux. Tandis que les objets examinés sous les numéros suivants ne sont pas portés dans le bordereau industriel, mais la police de taxe doit en faire mention par une annotation inscrite à la suite de la désignation du bâtiment. Mais cette mention n'est pas transcrite au cadastre.

Chaque bâtiment est inscrit dans la police avec une cote minimum de 0,80 ‰.

Cette cote subit une augmentation par suite des circonstances suivantes :

1° La couverture entièrement ou partiellement combustible, de 0,25 ‰ ;

2° Les faces extérieures mixtes (1) c'est-à-dire partiellement combustibles, de 0,10 ‰ ;

3° Les faces extérieures combustibles dès le plancher du rez-de-chaussée, de 0,15 ‰ ;

4° Les galetas non carronnés, dallés ou bétonés, de 0,05 ‰ ;

5° La contiguïté à un ou plusieurs autres bâtiments

(1) Les faces de bâtiments construites en maçonnerie, avec revêtement de bardeaux, sont considérées comme faces mixtes.

avec mur de séparation jusqu'au faite, sans ouvertures de 0,10 ‰ ;

6° La contiguïté à un ou plusieurs autres bâtiments sans ce mur ou avec un pareil mur, mais présentant des ouvertures, de 0,20 ‰ ;

7° Les granges (1) fenils, écuries et chalets de 0,20 ‰.

8° L'exercice d'*industries* de moindre risque : fours publics et boulangeries, moulins (2) d'une ou de deux paires de meules, pilons à écorce, magasin de chiffons, hôtel (3), de 0,20 ‰.

9° L'exercice d'*industries* de deuxième risque : pape-teries, scieries à eau, fabriques de bougies, de savon, de colle, magasins de combustibles, tissages mécaniques, fonderies et ateliers de construction, teintureries, tuileries et fabriques de drains, fours à chaux, plâtre et ciment, casernes, gares des marchandises, de 0,40 ‰.

10° L'exercice d'*industries* de grand risque : théâtres, moulins de plus de deux paires de meules, distilleries non agricoles, battoirs à blé pour le public, scieries à vapeur, filatures, fabriques de ouates, huileries, parqueteries, verreries, fabriques de produits chimiques et d'allumettes ; ou des dépôts et magasins contenant les

(1) Les remises, bûchers, étables à porcs, hangars et couverts, payent le supplément de 0,20 comme assimilés aux granges et écuries à moins qu'ils ne soient construits entièrement en matériaux incombustibles.

(2) Dans les moulins les machines walz sont assimilées aux meubles.

(3) Le risque de 20 centimes n'est applicable qu'aux établissements où on loge. Si un bâtiment est utilisé pour hôtel ou pension, mention doit en être faite dans la désignation et l'augmentation de 0,20 sera appliquée. Ceci ne s'applique pas aux pensions d'étrangers ouvertes une partie de l'année seulement et ne disposant pas de plus de 5 chambres.

marchandises suivantes : pétroles (1), essences et vernis, spiritueux et autres substances explosibles et facilement inflammables, de 0,60 ‰.

Les usines électriques ainsi que les bâtiments renfermant des machines actionnant l'énergie électrique payent l'augmentation de 0,40 et 0,60 centimes. Les moteurs à pétrole et à néoline sont assimilés aux machines à vapeur et les bâtiments qui les renferment payent une augmentation de 0,40 centimes si d'ailleurs l'industrie ne comporte pas un risque plus grand.

Pour les fabriques de limes, les bâtiments ayant des fours à recuire sont affectés d'une élévation de prime de 0,40 centimes.

Le bâtiment qui renferme deux risques industriels ne peut être chargé que du risque le plus élevé : s'il en renferme trois et au-delà, il ne peut être chargé que des deux risques les plus élevés. De même on ne peut cumuler sur un même bâtiment les risques de deux contiguïtés, le risque le plus élevé est seul applicable. Précisons un peu à ce propos le cas où il y aura contiguïté. Supposons un bâtiment construit en maçonnerie avec un mur de refend entre l'habitation et la partie rurale : au point de vue du risque de contiguïté l'immeuble sera réputé ne formant qu'un tout alors même que deux taxes distinctes eussent été faites. Il suffit que le bâtiment soit isolé pour qu'on n'applique aucun risque de contiguïté et qu'il n'appartienne pas à un autre propriétaire, sinon ce sera le risque le plus élevé des deux propriétés attenantes qui sera appliqué. Il en sera de même lorsque dans la propriété d'un même individu, l'habitation n'est pas séparée de la partie rurale par un mur de refend.

(1) Les magasins qui vendent du pétrole en détail sont libérés du risque de 0,60 centimes.

Les bâtiments contigus appartenant à un même propriétaire font l'objet d'une taxe distincte :

- a) Lorsqu'ils ont des risques différents.
- b) Lorsque la destination du bâtiment est complètement distincte de celle du bâtiment principal.
- c) Lorsqu'une adjonction ne s'élève pas à la même hauteur que le bâtiment principal. Toutefois, les vérandas, marquises, galeries et appentes, sont taxées avec le bâtiment dont elles dépendent et sont mentionnées dans la désignation.

Il peut se faire que les étages d'un même immeuble appartiennent à des personnes différentes ou que dans une construction il existe des fractions enchevêtrées appartenant à plusieurs propriétaires; ces étages et ces fractions seront évalués séparément mais paieront l'augmentation de 0,20 pour contiguïté. Si ce bâtiment n'a pas de galetas carrelé (1), le risque de 0,05 s'applique à toutes les fractions du bâtiment. Toute construction nouvelle qui vient s'adosser à un ancien bâtiment isolé crée le cas de contiguïté pour les deux bâtiments. Aussi la commission établit d'office une nouvelle police pour l'ancien bâtiment.

Les bâtiments servant à la fabrication et au dépôt des poudres et autres matières explosives étant exclus de l'assurance ne reçoivent pas de risque d'incendie en inscrivant après la désignation du bâtiment les mots : exclus de l'assurance immobilière.

Le propriétaire d'un bâtiment nouvellement construit ou d'un bâtiment partiellement détruit ou démoli doit

(1) Le risque de 0,15 pour galetas non carrelé, dallé ou bétonné n'est applicable qu'aux anciens bâtiments, mais les nouveaux bâtiments devront se conformer aux conditions fixées par l'article 78 de la loi sur la police des constructions, sinon ils payeront également cette augmentation de 0,05 centimes et la municipalité sera avisée.

en fournir un plan spécial, dressé par un géomètre breveté à l'échelle du plan cadastral ou à une échelle plus grande si cette échelle est trop petite. A défaut il est établi d'office par le géomètre membre de la commission.

Pourtant un plan ne sera pas exigé :

a) Pour les constructions provisoires, simples couverts et adjonctions en bois ;

b) Pour les constructions qui, élevées en matières combustibles, n'ont pas une surface totale supérieure à cinq centiares. ;

c) Pour les bâtiments tombant en ruines, dans ce cas la commission se borne à diminuer la taxe.

Par contre le plan sera exigé pour un bâtiment construit sur le sol de tiers s'il présente un caractère définitif ou s'il est en maçonnerie. Les mesurages nécessaires à l'établissement du plan sont faits par le géomètre avec l'aide des membres de la commission si l'opération ne doit pas durer longtemps.

En principe, tout établissement est porté au nom du propriétaire du sol. Si le propriétaire du sol veut le mettre au nom de celui qui a construit le bâtiment, il doit en faire la demande par acte notarié. L'acte ne produira ses effets qu'autant qu'il aura été revêtu de l'autorisation du département des finances. Si le propriétaire du sol avisé par la commission ne procède pas à ces formalités, la police est établie en son nom. Mais il peut se faire que le bâtiment soit construit sur un sol appartenant à plusieurs propriétaires. Une police spéciale sera faite pour chaque propriétaire. La taxe du bâtiment est autant qu'il est possible répartie proportionnellement à la surface de chaque fraction. Si le constructeur n'est pas un des propriétaires du sol, il est avisé, comme nous savons, de ce qu'il lui est loisible de faire.

Une autre hypothèse plus compliquée encore peut se présenter : le bâtiment est divisé par étages entre plusieurs propriétaires. La surface sera cadastrée conformément aux actes au chapitre particulier de chacun d'eux. Une police est établie pour chaque propriétaire, indiquant, outre la taxe de sa fraction de bâtiment, la taxe du sol afférente à cette fraction, ou bien son droit au sol s'il y a lieu.

Mais encore quelles sont les parties de cet immeuble qui devront être évaluées ? Les dispositions de notre règlement sont fort nettes. Doivent être considérées comme bâtiments et par conséquent taxées comme tels, les constructions qui s'élèvent au-dessus du niveau du sol ou qui sont situées partie en sous-sol et partie hors du sol comme caves, serres, bûchers, ateliers, etc., et dont la portion supérieure forme terrasse gravelée, asphaltée, couverte en zinc ou même cultivée comme jardin. Ces bâtiments figurent au plan par un trait rouge et une teinte grise. Les constructions souterraines n'affleurant pas le sol sont également considérées comme bâtiments et taxées comme tels, mais on écrira à côté : « *construction souterraine* ». Si une portion du bâtiment fait saillie dans un autre bâtiment attenant, sans être en communication avec ce dernier, la taxe de cette dépendance doit être comprise dans celle du bâtiment principal ; la police de taxe en fait mention dans la désignation en disant : « Bâtiment etc... faisant saillie dans l'article... ». Il en sera de même lorsqu'une construction fait saillie au-dessous du niveau du sol dans un terrain appartenant à un propriétaire voisin.

La commission doit taxer d'office dans ses opérations ordinaires tous les bâtiments neufs, réparés ou agrandis dont la demande de taxe n'aura pas été faite ainsi que ceux dont les propriétaires lui en feraient la demande au moment où elle opère dans les communes. La com-

mission revise également d'office la taxe des bâtiments dont la valeur a considérablement diminué par suite de mauvais entretien ou vétusté.

Les carnets et les polices tiennent lieu de procès-verbaux de la commission. Cette attestation doit figurer au pied du répertoire des taxes ordinaires pour l'opération en bloc et au pied de chaque police spéciale.

Les polices de taxe indiquent pour chaque bâtiment :

a) Les nom et prénoms et filiation du propriétaire d'après le cadastre ;

b) Le nom local, d'après le cadastre, du fonds sur lequel repose le traitement ;

c) La description sommaire du bâtiment et l'usage auquel il est destiné ;

d) Le motif de la taxe ;

e) L'article ou les fractions d'articles, le folio du plan, le numéro ou les fractions de numéro du plan ;

f) Les numéros *ad hoc* du plan spécial, quand il y en a un, et la lettre de chaque bâtiment ;

g) La surface prise sur chaque numéro ou fraction de numéro indiquée séparément :

h) La taxe du sol du bâtiment au centiare, la taxe par numéro arrondie au franc et la taxe totale ;

i) La taxe nouvelle du bâtiment arrondie ;

à fr.	10	de fr.	0	à fr.	500
—	50	—	500	à —	1000
—	100	—	en sus de 1000		

k) L'ancienne taxe à radier ;

l) Le bordereau industriel avec le détail des objets qu'il renferme et la taxe afférente à chacun d'eux, puis le total du bordereau ;

m) La désignation et la surface des bâtiments démolis avec indication de la nature dans laquelle le sol est porté ainsi que sa taxe ;

n) Les risques d'incendie ;

o) L'indication de l'acceptation de la taxe par le propriétaire ou la déclaration du secours ;

p) Les polices de taxe contiendront en outre des notes explicatives pour les cas spéciaux, notamment ceux où la simple désignation du bâtiment ne justifierait pas le risque appliqué ou l'absence de risques ; il en est de même pour les appendices qui sont compris dans la taxe du bâtiment.

Lorsqu'une taxe est modifiée, la nouvelle police annule et remplace entièrement l'ancienne, car il ne saurait exister deux polices de taxe en vigueur pour un même immeuble.

Toutes les polices d'une commune sont établies en double par le secrétaire. De plus il établit pour tout le district un répertoire alphabétique par commune servant de tableau récapitulatif. Enfin ce répertoire est suivi d'un résumé général.

La commission donne immédiatement connaissance aux propriétaires présents ou représentés du résultat de ses opérations. Elle fait droit séance tenante aux réclamations qu'elle reconnaît fondées. Ces réclamations peuvent porter sur la désignation du bâtiment, sur les risques ou leur évaluation ; dans ce dernier cas le réclamant doit indiquer la somme à laquelle il évalue son bâtiment.

Les réclamations auxquelles la commission n'a pu faire droit mais qui sont néanmoins maintenues sont consignées par écrit et adressées dans les quinze jours au président de la commission qui les transmet avec son préavis à la direction du cadastre en même temps que les polices de taxe.

Il peut se faire que les propriétaires soient absents ou non représentés. La commission leur communique la taxe par lettre *en les informant qu'un délai de cinq*

jours leur est accordé pour se prononcer sur l'acceptation de la taxe. Passé ce laps de temps si aucune réclamation n'a été adressée au président, la taxe est censée admise. L'admission de la taxe, la déclaration de recours ou l'admission tacite après avis doivent toujours être mentionnées dans la police.

Le directeur du cadastre examine les réclamations et les soumet, avec son préavis, au département des Finances. Celui-ci peut commettre de nouveaux experts et statue sauf recours au Conseil d'Etat. Mais si finalement les réclamations sont écartées, la partie perdante en supporte les frais.

Lorsque les réclamations ont été liquidées, la direction du cadastre procède au collationnement des polices avec les carnets, plans et pièces annexes et transmet les polices et les plans au conservateur, des droits réels avec l'ordonnance d'inscription. Le conservateur complète aussitôt les polices, les numérote, calcule la cote annuelle d'assurance pour chaque bâtiment, inscrit en diminution l'ancienne taxe du sol, ainsi que l'ancienne cote d'assurance. Il complète également le répertoire en y portant les numéros des polices, les valeurs en augmentation et en diminution concernant les taxes des bâtiments.

Ceci posé, examinons maintenant une hypothèse que nous avons réservée.

Nous avons vu que la commission prenait note de toutes les infractions à la loi sur la police des constructions, qu'elle les signalait à la municipalité et au président de la commission d'inspection.

Comment se fait cette inspection des bâtiments, voilà une seconde question qui se pose à nous et à laquelle il nous faut maintenant répondre.

Inspection des bâtiments.

Dès 1850 nous trouvons l'arrêté du 31 août 1850 édictant les mesures préventives contre les dangers du feu. La commission de taxation des bâtiments instituée par la loi de 1891 était chargée plus tard de veiller à l'application de ces dispositions.

L'expérience se chargea de démontrer leur insuffisance. Aussi en 1893, après préavis du département des finances, fut rédigé un nouvel arrêté : celui du 22 décembre 1893 sur l'inspection des bâtiments au point de vue des dangers d'incendie modifié par l'arrêté du 11 avril 1895.

Aux termes de ces arrêtés tout bâtiment situé dans le canton doit être inspecté au moins une fois tous les deux ans, en vue des précautions à prendre contre les dangers d'incendie. Mais si la commission de taxe des bâtiments estime que les bâtiments de telle ou telle commune doivent être soumis à d'autres inspections que l'inspection bisannuelle, elle est tenue d'en référer au département des finances qui décide.

Cette inspection est faite dans chaque commune par une commission composée de trois membres, savoir :

Un des membres ou suppléant de la commission de taxe des bâtiments, président ;

Un délégué municipal ;

Un maître ramoneur.

Chaque année, sous réserve de la ratification du département des finances, le président de la commission de taxe désigne :

a) Le membre de sa commission qui doit présider celle d'inspection des communes qu'il aura désignées pour être soumises à cette opération ;

b) Le maître ramoneur.

Mais il est loisible au président de la commission de taxe de présider lui-même les commissions d'inspec-

tion. Si aucun des membres ou suppléants de la commission de taxe ne peuvent se charger des inspections, le président désigne, après en avoir référé au département des finances, un ou deux suppléants en qualité de membres présidents de ces commissions. Toute contestation qui pourrait s'élever entre le président de la commission de taxe et ses membres au sujet de la répartition des communes à inspecter est tranchée par le département des finances.

Le président de la commission de taxe fixe l'époque pendant laquelle doivent avoir lieu les inspections qui devront avoir lieu dans les communes rurales avant la récolte des foins et dans les autres en hiver. Le président de la commission de taxe donnera connaissance au département des finances.

a) De la date fixée pour ces inspections et des communes qui y sont soumises ;

b) Du membre désigné en qualité de président ;

c) Du maître ramoneur qui a été choisi.

Ces indications données sur un formulaire (1) fourni

(1) Voici ce formulaire.

District de	Année
<i>Inspection des bâtiments au point de vue des dangers d'incendie.</i>	

Conformément à l'article 6 de l'arrêté du 22 décembre 1893, je porte à la connaissance du département des finances ce qui suit :

Communes soumises à l'inspection pour l'année 1

Date de ces inspections pour les communes rurales :

Date villes

M. présidera les commissions des communes de

M. présidera celles

M. maître ramoneur à fonctionnera dans les communes d

M. maître ramoneur à fonctionnera dans celles de

Autres renseignements

le

Le Président de la Commission de taxe des bâtiments.

NOTA. — Ces indications doivent parvenir au département des finances chaque année pour le 1^{er} février au plus tard.

par l'administration doivent parvenir au département des finances chaque année pour le 1^{er} février au plus tard.

Puis le président enverra aux différents membres de la commission sa feuille de service, pour les présidences de commission d'inspection des bâtiments.

Le président de la commission d'inspection priera le ramoneur, de se rencontrer le à heures du matin (soir) à pour procéder à l'inspection des bâtiments de cette commune au point de vue des dangers d'incendie. Il lui indiquera le lieu du rendez-vous, datera et signera.

Le président des commissions d'inspection remplissant en même temps les fonctions de secrétaire reçoit des formulaires officiels pour établir ses rapports d'inspections dont voici le modèle :

District de commune de

Inspection des bâtiments au point de vue des dangers de l'incendie.

La commission d'inspection instituée par l'arrêté du 22 décembre 1893 composée de :

M. membre de la commission de taxe (ou suppléant).

M. délégué municipal à

M. maître ramoneur à

a procédé à l'inspection de tous les bâtiments de la commune de en se conformant aux prescriptions du dit article

L'inspection a eu lieu le

Réparations et modifications signalées aux suivants conformément à l'article 9 de l'arrêté.

Numéros d'ordre	Propriétaires Noms prénoms	Nature et destination des bâtiments (1)	Réparations ou modificat.
--------------------	-------------------------------	--	------------------------------

(1) Indiquer la destination du bâtiment : logement, hôtel, fabrique, usine, forge, four, chambre à lessive, etc.

Enfin la quatrième page du formulaire comprend les inscriptions suivantes :

Le président soussigné après avoir procédé le 19 à la 2^e inspection prévue à l'art. 9 de l'arrêté du 22 décembre 1893 déclare :

1^o Que les réparations et modifications signalées ci-devant sous N^{os} ont été exécutées et reconnues acceptables.

2^o Que celles sous N^{os} n'ont pas été exécutées et que les propriétaires récalcitrants ont été dénoncés à la municipalité.

Les frais d'inspection s'élevaient à la somme de. frs.

Savoir :

Au président demi-journées à 6 frs. (1)..... frs.

Indemnité de transport pour kilomètres..... »

Au délégué municipal demi-journées à 3 frs... »

Au maître ramoneur demi-journées à 4 frs..... »

Total... frs.

Ainsi fait à le 19

Président de la Commission d'Inspection.

Les Commissions, s'assurent avec soin :

a) Que les cheminées sont construites en bons matériaux, qu'elles ont les dimensions voulues, qu'elles sont à la hauteur réglementaire sur le toit, sans fissures ou dégradations.

(1) Le président de la commission de taxe des bâtiments reçoit une indemnité fixe de 5 francs à 50 francs annuellement pour le travail qui lui incombe en vertu du présent arrêté. Cette indemnité est proportionnée au nombre des communes inspectées pendant l'année. Tous ces frais y compris ceux de la Commission d'inspection dont les états sont définitivement réglés par le département des finances sont supportés par la Caisse d'assurance des bâtiments.

Notons que conformément à l'art. 12 bis de l'arrêté modificatif du 11 avril 1895, les caisses d'assurance n'assument aucune responsabilité pour les accidents qui pourraient arriver aux membres des commissions à l'occasion de leur travail.

b) Que les appuis sur lesquelles elles reposent sont solides.

c) Que les porte-crémaillères sont en fer.

d) Que les cheminées sont dégagées de foin, paille, bois et autres matières inflammables.

e) Qu'il n'existe aucune pièce de bois apparente ou cachée pouvant communiquer le feu au dehors du canal de la cheminée.

f) Que le point de raccordement de chaque conduit à fumée rejoignant la cheminée est solidement établi et qu'il ne présente aucun danger.

g) Que les fourneaux ou poêles sont en bon état.

h) Que les planchers sur lesquels repose tout moyen de chauffage sont préservés, sous l'ouverture du foyer, par un garde-feu incombustible.

i) Que chaque cuisine est pourvue d'un cendrier en pierre ou en fer carrelé dans le fond.

j) Que les fours, forges et chambres à lessive sont plafonnés.

k) Spécialement que dans les ateliers travaillant le bois ou autres matières inflammables, toutes les précautions voulues ont été prises pour parer au danger du feu.

l) Enfin d'une manière générale, qu'aucun bâtiment, tant par sa construction que par son aménagement, ne présente quelque danger d'incendie.

Les commissions d'inspection prennent note de toutes ces observations qui doivent être faites pour satisfaire à toutes les exigences précitées sur les premières pages du formulaire dont nous venons de donner le modèle.

Le président en informe séance tenante le propriétaire du bâtiment objet d'une observation et lui laisse le formulaire suivant dont il remplit les blancs :

M.

Lors de l'inspection des maisons et cheminées qui vient d'être faite dans la commune de en exécution de l'arrêté du Conseil d'Etat du 22 décembre 1893, sur l'inspection des bâtiments au point de vue des dangers d'incendie ainsi que directions fournies par l'administration cantonale des assurances, les observations ci-dessous ont été faites relativement au bâtiment que vous possédez (gérez).

Veillez en conséquence faire les travaux nécessaires dans le plus bref délai possible et en tout cas dans le terme maximum de 60 jours dès la date de la présente.

L'inexécution dans ce délai des travaux prescrits constituera une contravention qui sera dénoncée à la Municipalité (art. 9 de l'arrêté du 22 décembre 1893), laquelle agira contre vous conformément à la loi sur la police des constructions.

Le Président de la Commission.

Désignation des locaux. Observations, nature des réparations, constructions, etc.

Après 60 jours comme il est dit dans le formulaire, le président seul fait une deuxième inspection; dénonce s'il y a lieu les propriétaires récalcitrants et de plus veillera à la suite qui sera donnée à sa dénonciation.

Enfin les municipalités sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et combattre les incendies. Elles peuvent notamment défendre de faire du feu pendant qu'il souffle un fort vent et mettre sur pied un piquet de pompiers.

Pour ce qui touche au ramonage des cheminées, les municipalités et les maîtres ramoneurs devront se conformer aux prescriptions contenues dans les articles 14 et 20 de l'arrêté du 31 août 1850.

A côté de cette inspection des bâtiments, le décret du 18 novembre 1890 organisait déjà la surveillance des machines agricoles et industrielles. L'arrêté du 19 janvier 1897 sur l'exécution, l'exploitation et la surveillance des installations électriques, comme son titre le dit

suffisamment a organisé la surveillance des installations électriques.

Toutes les installations électriques extérieures ou intérieures exécutées dans le canton de Vaud doivent l'être conformément au règlement de l'Association suisse des électriciens adopté le 9 août 1896 sous le titre de « *Règlement concernant les mesures de sécurité à observer dans l'exécution et l'exploitation des installations électriques* » (1).

(1) Voici ce règlement reproduit en annexe de notre arrêté et qui dès lors devient le règlement officiel pour l'exécution et l'exploitation de toutes les installations électriques.

A. MACHINES

Article premier. — Les machines électriques doivent être installées dans des locaux secs à l'abri des gaz ou des matières facilement inflammables.

Art. 2. — a) Les machines doivent pouvoir supporter sans inconvénient une augmentation anormale de la vitesse et de la tension, limité à un maximum de 1,5 à 2 fois la vitesse et la tension normales.

b) Dans les machines dites à haute tension c'est-à-dire dont la tension normale est supérieure à 500 volts pour le courant alternatif et à 750 volts pour le courant continu les parties conductrices non isolées doivent être disposées de manière à empêcher autant que possible, le contact simultané de deux pôles différents par le personnel de service.

c) Des machines de haute tension et isolées de la terre doivent être entourées d'un plancher isolé.

B. APPAREILS

Art. 3. — Si la conduite des machines électriques et de leurs moteurs incombe au même surveillant, les appareils de commande et de réglage doivent être placés de manière qu'il puisse surveiller et commander toutes les machines d'un seul point (sous réserve de l'article 6).

Art. 4. — Les appareils de connexion, de mesure et de contrôle ainsi que les conducteurs qui relient ces appareils entre eux et les machines doivent être montés sur des supports de matière isolante, incombustible et non hygroscopique. Les appareils doivent être désignés de manière que leur manœuvre soit visible.

Art. 5. — Lorsque des appareils ou des connexions sont placés derrière le tableau, celui-ci doit être disposé de telle sorte qu'il reste un espace libre d'au moins 70 centimètres de profondeur entre les parties conductrices du tableau et la paroi.

Le 17 septembre 1897 fut créé un bureau de contrôle chargé de vérifier toutes les installations électriques extérieures et intérieures exécutées dans le canton et

Art. 6. — Les appareils et les connexions à haute tension doivent être sur le tableau, séparés des appareils et des connexions à basse tension.

Les connexions à haute tension doivent être peintes en rouge.

La manœuvre des appareils doit pouvoir se faire sans danger; le personnel doit être isolé de la terre par un plancher isolé disposé tout autour du tableau ou, éventuellement contre la paroi.

Art. 7. — Les appareils et leurs connexions ne doivent pas s'échauffer au passage du courant, leur température devant toujours permettre d'y maintenir la main. Toutefois la température des rhéostats, ou résistances, montés sur cadre incombustible, peut atteindre 200 degrés; mais ils doivent être placés de manière que les objets avoisinants ne s'échauffent pas au-dessus de 60°.

Art. 8. — Les interrupteurs métalliques doivent être à contact glissant et construits de manière à rester sûrement dans la position « ouvert » ou « fermé », la longueur de rupture doit être telle qu'il ne puisse se former d'arc permanent. On doit placer un interrupteur sur chaque dérivation et sur chaque pôle.

Art. 9. — Les coupe-circuits doivent être disposés de manière que la fusion du fil ne détermine pas de court-circuit et ne donne pas lieu à des projections de métal fondu.

Les coupe-circuits à haute tension doivent être autant que possible placés en dehors du tableau principal et dans une position horizontale.

Les coupe-circuits doivent être disposés de manière à pouvoir être remplacés facilement et sans danger pendant le service. On doit placer un coupe-circuit sur chaque dérivation et sur chaque pôle à l'exception des neutres dans la distribution à plusieurs conducteurs.

Art. 10. Les coupe-circuits et les interrupteurs automatiques doivent être dimensionnés et réglés d'après la capacité des lignes et organes qu'ils commandent et non d'après la puissance maximum de l'installation: les constantes de ces appareils doivent être inscrites d'une manière apparente.

Art. 11. — Les parafoudres doivent être placés en dehors du tableau dans un endroit facilement accessible.

C. MOTEURS

Art. 12. — Les moteurs doivent satisfaire aux conditions des articles 1 et 2.

Art. 13. — Les rhéostats, les appareils de mise en marche de mesure et de sûreté doivent satisfaire aux articles 4 à 11.

D. TRANSFORMATEURS

Art. 14. — Les articles 1 et 2 s'appliquent aux transformateurs. Les locaux destinés aux transformateurs doivent être ventilés.

de s'assurer si elles sont établies conformément au règlement. Ce bureau de contrôle relève directement du département des finances. Toutefois afin d'utiliser

Les transformateurs doivent être en tout temps, et sans danger, accessibles au personnel de service.

Si les transformateurs sont placés dans des constructions métalliques (tourelles, etc.), celles-ci doivent être reliées à la terre conformément aux articles 20 et 21.

Art. 15. — Les lignes primaires et secondaires doivent être pourvues, sur chaque pôle, de coupe-circuits et d'interrupteurs ou de coupe-circuits faisant en même temps fonction d'interrupteurs; toutefois le pôle neutre doit être dépourvu de coupe-circuit.

Les appareils primaires et secondaires doivent être montés sur des tableaux séparés auxquels s'appliquent les dispositions des articles 4, 7 et 8.

Art. 16. — Les transformateurs en circuit sur des lignes aériennes doivent être suffisamment protégés de la foudre et isolés suivant l'alinéa c de l'article 2.

E. ACCUMULATEURS

Art. 17. — Dans les locaux accumulateurs on ne doit utiliser pour l'éclairage que des lampes à incandescence. Ces locaux doivent être constamment bien aérés. Les accumulateurs doivent être isolés du bâti, et celui-ci du plancher soit par du verre, de la porcelaine ou par d'autres substances isolantes et non hygroscopiques. Les mesures nécessaires doivent être prises pour éviter toute détérioration du bâtiment par des fuites d'acide.

Pour ce qui concerne la solidité et l'entretien des locaux, il est recommandé de tenir compte du poids considérable des accumulateurs, des vapeurs qu'ils dégagent et des fuites d'acide qui peuvent se produire.

E. PROTECTIONS CONTRE LA Foudre

Art. 18. — Les lignes principales aériennes doivent être pourvues de parafoudres à leurs extrémités.

Art. 19. — Partout où il y a possibilité il faut employer une plaque de terre spéciale pour le parafoudre de chaque pôle des lignes à haute et à basse tension, si cela n'est pas possible les mesures nécessaires doivent être prises pour éviter tout court circuit.

Par contre, les parafoudres des divers pôles d'une ligne à basse tension, de peu de longueur, peuvent utiliser une plaque de terre commune.

Art. 20. — La mise à la terre d'un parafoudre doit être exécutée avec des conducteurs en cuivre (fil ou ruban) de 28 millimètres de section au minimum, placée à l'abri de tout contact de la part du public et de manière à éviter les risques d'incendie.

Art. 21. — Les conduites de gaz ne peuvent pas tenir lieu de fil ou plaque de terre.

G. LIGNES

Art. 22. — Dans les lignes aériennes, la résistance à la rupture du

les ressources techniques et scientifiques des installations universitaires, le bureau de contrôle est, au point de vue technique, attaché au laboratoire d'électricité industrielle de l'Université de Lausanne.

fil et la flèche doivent être telles qu'à 20 centig., le coefficient de sécurité soit supérieur à 5.

Les conducteurs nus en cuivre ne doivent pas être employés en fil d'un diamètre inférieur à 3 mil.

Art. 23. — Les câbles souterrains peuvent être placés directement dans le sol s'ils sont armés; sinon ils doivent être protégés par des canaux en grès, ciment, bois imprégné, etc.

Les câbles de retour des tramways à courant continu, ou les conducteurs neutres d'un réseau à plusieurs fils à courant continu peuvent être posés directement dans le sol et sans isolation.

Art. 24. — Les poteaux doivent être, à moins de circonstances spéciales (régions montagneuses, éloignées des chantiers d'injection), injectés soigneusement.

Les poteaux en sapin doivent être dimensionnés suivant les prescriptions minima suivantes en mètres :

Longueur totale du poteau	Diamètre minimum à la base	Diamètre minimum au sommet
8	0,18—0,25	0,12—0,14
10	0,20—0,28	0,12—0,14
12	0,24	0,15
16	0,28	0,15
20	0,32	0,15

Si le sommet des poteaux n'est pas surmonté d'un isolateur, il doit être protégé par une cape métallique.

Les poteaux doivent être plantés solidement dans le sol à une profondeur suffisante, suivant la nature du terrain et renforcés selon les besoins.

Dans le cas où un hauban doit être fixé à un bâtiment, ce hauban doit être isolé électriquement du poteau ou relié à la terre d'après l'art. 20.

Art. 25. — Les isolateurs doivent être placés de manière que l'eau ne puisse pas s'y accumuler. L'emploi des isolateurs à simple cloche, des poulies ainsi que de tous les isolateurs de moins de 8 cm de hauteur est pros crit dans la construction des lignes aériennes.

Art. 26. — Les conducteurs sont dits à haute tension quand ils sont parcourus par un courant alternatif dont la tension absolue est supérieure à 500 volts ou par un courant continu dont la tension absolue est supérieure à 750 volts.

Art. 27. — Pour les lignes à haute tension les prescriptions suivantes doivent, en outre, être rigoureusement observées :

a) Les isolateurs ou les poteaux doivent être marqués en rouge.

b) Dans les endroits fréquentés les poteaux doivent être munis d'une inscription apparente mettant le public en garde contre les

A cet effet le bureau est placé sous la direction du professeur d'électricité industrielle à qui il est adjoint le personnel nécessaire. Malgré tout, les dépenses sont couvertes par la Caisse d'assurance des bâtiments.

dangers de la haute tension. Il en doit être de même des consoles fixées contre les murs ou sur les toits.

c) Dans les traverses de routes ou de rues, la ligne doit être complétée par un filet protecteur. Les fils tendeurs du filet doivent être fixés à des isolateurs ou reliés à la terre d'après l'art. 20.

d) La hauteur minimum d'un conducteur nu au-dessus du sol est de 6 mètres sauf dans les traverses de routes où ce minimum est de 8 mètres.

e) Les conducteurs doivent être à une distance telle des arbres fruitiers ou des parties accessibles des maisons qu'on ne puisse les atteindre sans employer des moyens spéciaux.

f) Les poteaux en fer et les pylones doivent être munis de paratonnerres reliés à la terre conformément aux prescriptions des art. 18, 20 et 21.

g) Les fils de terre des paratonnerres ainsi que les haubans ne doivent pas être en contact avec les ferrures des isolateurs. Les haubans doivent être coupés un peu au-dessus de la zone des conducteurs par une pièce en matière isolante et non hygroscopique, ou reliés à la terre d'après l'art 20.

h) Dans la règle, les traversées de chemin de fer doivent être exécutées conformément aux prescriptions de l'alinéa c). Les poteaux qui sont placés à une distance de la plateforme de la voie ferrée inférieure à leur longueur doivent être pourvus d'un hauban vers le côté extérieur de manière qu'en cas de rupture, la chute se produise en dehors du profil de la voie. On peut aussi employer des poteaux en fer sans haubans spéciaux; dans ce cas il faut exécuter les fondations avec beaucoup de soins.

Les filets de protection à travers la voie ferrée doivent être complètement fermés.

i) Toutes les dérivations primaires alimentant un centre d'utilisation séparé du groupe principal doivent être pourvues d'interrupteurs.

k) Les centres importants de distribution doivent être reliés téléphoniquement à la station génératrice par un circuit qui peut être placé sur les mêmes poteaux que la ligne à haute tension; dans ce cas il faut disposer un plancher isolant autour du poste téléphonique qui doit lui-même être isolé de la paroi, ou intercaler dans le circuit de chaque poste un transformateur isolé pour la haute tension. Les stations téléphoniques doivent être accessibles à la police et au service du feu.

En outre dans chaque centre doit se trouver un employé chargé de manœuvrer en cas d'incendie ou d'accident l'interrupteur spécial prévu à l'alinéa i).

l) Les câbles souterrains doivent être armés. Toutefois dans les endroits où des fouilles ne sont pas probables, ils pourront être non

Les propriétaires d'installations doivent en faire la déclaration. Pour les abonnés à un service de distribution d'énergie électrique, cette indication doit être

armés, mais devront être placés dans des canaux en grès, ciment, fer, bois imprégné, etc. En aucun cas on ne doit placer des câbles à haute et à basse tension dans les mêmes canaux.

Art. 28. — On peut placer des conducteurs à haute et à basse tension sur les mêmes poteaux, mais en les espaçant autant que possible, et en n'utilisant le courant à haute tension qu'au travers d'un transformateur.

On peut aussi utiliser directement le courant à haute tension en plaçant entre les deux circuits un filet isolé ou relié à la terre d'après l'art. 20.

H. INSTALLATIONS INTÉRIEURES.

Art. 29. — Les installations intérieures doivent être exécutées conformément au règlement spécial suivant :

I. QUALITÉ DES MATÉRIAUX.

Art. 30. — Tous les câbles et fils conducteurs doivent être en cuivre d'une conductibilité au moins égale à 90 % de celle du cuivre pur, c'est-à-dire d'une résistivité inférieure à 1,8 microhm centimètre à 0°.

Art. 31. — La section doit être déterminée par la condition que la perte de charge entre l'introduction et la lampe la plus éloignée ne dépasse pas 3 % du voltage à l'introduction. En outre elle doit être toujours suffisante pour que le passage accidentel d'un courant d'une intensité double de la normale ne détermine pas un échauffement supérieur à 40° au-dessus de la température ambiante. Ce résultat est obtenu en général, si la densité du courant ne dépasse pas :

3	ampères	par	mm ²	pour des sections de 1 à 5 mm ² .
2	»	»	»	5 à 50 »
1,5	»	»	»	au-dessus de 50 mm ² .

Enfin on ne doit employer aucun conducteur dont l'âme soit formée par un fil unique d'un diamètre inférieur à $\frac{9}{10}$ de millimètre.

Art 32. — L'emploi des fils nus interdit en principe, peut être autorisé dans certains cas particuliers.

Quelle que soit la nature des locaux, la couverture isolante du fil, ou la gaine de protection mécanique, doit être (l'une ou l'autre) *imperméable*.

L'isolation est obtenue par une ou plusieurs couches de matières non conductrices. Cette couverture isolante doit être assez solide pour résister aux détériorations dues au montage et au nettoyage.

Art. 33. — En règle générale les fils doivent être pourvus d'une protection mécanique indépendante de leur couverture isolante.

Dans les locaux humides et si les conducteurs ne sont pas posés sur des isolateurs à cloche, cette protection doit former une gaine imperméable.

On ne peut employer les bois moulurés que dans les locaux secs.

faite directement par les organes de l'entreprise elle-même. En même temps, chaque entreprise doit fournir la liste complète de ses abonnés avec le nombre et la

Ces moulures doivent être en bois bien sec et fermées à l'aide de couvercles ; l'arrête qui sépare les deux rainures doit avoir au moins 1 cm. de largeur.

Lorsque les fils sont laissés apparents, ils devront être protégés par un ruban, une tresse ou toute autre couverture indépendante de la matière isolante et posés sur des cavaliers en matière isolante, incombustible et non hygroscopique à une distance d'au moins 5 mm. des parois et plafonds.

Art. 34. — La matière formant la base des interrupteurs doit être incombustible, isolante et non hygrométrique.

Les interrupteurs doivent assurer un bon contact et ne pas s'échauffer par le passage du courant.

Lorsque la rupture peut donner lieu à un arc notable, par exemple au-dessus de 5 ampères sous 100 volts, il est nécessaire que l'appareil ne puisse pas rester dans une position intermédiaire.

Art. 35. — Les coupe-circuits doivent être disposés de telle sorte que la fusion d'un fil fusible ne détermine pas le court-circuit.

Les fils fusibles doivent être faciles à remplacer, ne pas donner lieu à des projections de métal fondu.

Sur les circuits d'une tension supérieure à 150 volts tous les coupe-circuits doivent être bipolaires.

Ils doivent être marqués d'un chiffre bien apparent représentant le courant normal pour lequel ils sont établis.

Ils doivent fondre pour un courant au plus égal au triple du courant normal.

Art. 36. — Les lampes à arc doivent être pourvues d'enveloppes et de cendriers. Les lampes placées à l'extérieur doivent être bien protégées de la pluie.

II. CONDITIONS DE POSE.

Art. 37. — Les moulures servant de protection mécanique aux conducteurs ne devront présenter aucune discontinuité dans les raccords ou dans les angles vifs. Les conducteurs ne doivent y être maintenus que par le couvercle, et éviter de mettre 2 fils dans la même rainure.

Aux croisements des tuyaux d'eau et de gaz il doit y avoir un supplément d'isolement et de protection mécanique.

À la traversée des murs et plafonds la protection mécanique est avantageusement formée d'un tube en matière dure et à angles arrondis.

Si ce tube est métallique, une gaine isolante supplémentaire doit recouvrir le fil et déborder les extrémités du tube. Lorsque les conducteurs séparés sont apparents, ils doivent être à un écartement minimum de 1 centimètre, et assujettis de manière à conserver cet écartement.

Art. 38. — Des conducteurs doubles renfermant, sous une même tresse ou ruban, les deux fils isolés séparément peuvent être employés ;

nature des appareils d'utilisation de l'électricité. Tous les trois mois, cette liste, s'il y a lieu, doit être complétée. Les électriciens du bureau de contrôle visitent

mais l'isolement électrique des deux âmes et leur écartement devront être parfaitement assurés.

Art. 39. — Les fils souples ne doivent pas être employés que lorsqu'ils sont inévitables. Ils sont reliés aux appareils de telle sorte que la traction ne puisse déchirer l'isolement des fils.

Un coupe-circuit unipolaire doit être placé à l'un des points d'attache d'un fil souple à deux conducteurs. Il ne doit pas être pris de dérivation sur les fils souples.

Art. 40. — Toutes les ligatures des fils doivent être soudées. Les soudures doivent être faites en évitant l'emploi des substances décapantes acides. Elles ne doivent pas former de points faibles, soit mécaniquement, soit électriquement, et l'isolement électrique doit être établi avec des matières isolantes au moins équivalentes à celles qui servent d'enveloppe aux câbles et fils.

Art. 41. — Il est toujours désirable que le départ des circuits s'effectue à partir de tableaux sur lesquels la subdivision est poussée aussi loin que possible. Ces tableaux doivent être écartés et isolés des murs, et les attaches des fils et câbles doivent être placées, autant que possible, sur la face apparente. Il faut prendre les précautions nécessaires pour éviter tout court circuit pendant les manipulations des appareils.

Art. 42. — Chaque circuit doit être pourvu à son origine d'un coupe-circuit bipolaire.

Chaque branchement doit en être également pourvu; et de même chaque subdivision dans laquelle l'intensité peut atteindre 5 ampères.

Les coupe-circuits doivent être accessibles et mis à l'abri des matières inflammables.

Art. 43. — Si des appareils portent chacun un grand nombre de lampes, celles-ci doivent être divisées en plusieurs groupes consommant chacun 5 ampères au plus, et chaque groupe doit être muni de son double coupe-circuit.

Les appareils tels que lustres, appliques, etc., doivent être isolés électriquement à leur point d'attache; il est interdit d'employer la lustrerie comme conducteur du courant.

Les douilles doivent être fixées de manière à ne pas pouvoir tourner.

Lorsque les appareils servent à la fois au gaz et à l'électricité, ils devront remplir les conditions suivantes.

a) La masse de l'appareil doit être isolée électriquement de la canalisation du gaz par 500,000 ohms au moins.

b) Les douilles des lampes incandescentes ou la masse de la lampe à arc doivent être, en outre, isolées électriquement de l'appareil.

c) Enfin les fils fortement isolés et protégés doivent être assujettis de manière à n'être pas détériorés par la chaleur du gaz.

Art. 44. — Chaque circuit de lampe à arc doit comprendre un interrupteur et un coupe-circuit sur chaque pôle.

périodiquement et gratuitement ces installations électriques. Mais les propriétaires devront fournir à ces inspecteurs le matériel indispensable à la vérification.

Art. 45. — L'isolation de chaque conducteur par rapport à un autre ou à la terre doit être supérieure à celle donnée par la formule

$$R = \left(10,000 + \frac{2,000,000}{n} \right) \text{ ohms}$$

dans laquelle n est le nombre de lampes alimentées par le conducteur; dans la détermination de ce nombre chaque lampe à arc et chaque électro-moteur compte pour dix lampes.

Art. 46. — Dans la mesure de l'isolation il faut satisfaire aux conditions suivantes :

a) Si l'on effectue la mesure avec du courant continu il faut relier le pôle négatif au conducteur à mesurer et ne faire la lecture qu'après contact d'au moins une minute.

b) Pendant la mesure de l'isolation, les lampes à incandescence ou à arc, les moteurs et les autres récepteurs de courant doivent être débranchés, par contre les lustres et les coupe-circuits doivent être en circuit et les interrupteurs fermés.

I. EXPLOITATION

Art. 47. — A l'usine génératrice de toute exploitation électrique ainsi que dans toute station importante de moteurs doivent être affichés :

a) Le règlement général de l'exploitation.

b) Le règlement spécial de l'usine.

c) Le schéma du tableau.

d) Les instructions pour les premiers soins à donner en cas d'accident.

Art. 48. — Dans les installations qui utilisent les courants à haute tension, les instructions pour les premiers secours à donner en cas d'accident aux personnes foudroyées doivent être affichées à l'usine génératrice et dans tous les postes de transformation et remises, en outre à tout le personnel.

Art. 49. — Les indications des appareils de mesurage et de contrôle du tableau doivent être relevées à intervalles réguliers par le personnel de service et inscrites dans un registre spécial dans lequel doivent être mentionnés tous les faits pouvant intéresser l'exploitation ainsi que les résultats des essais périodiques d'isolation.

Art. 50. — Les lignes aériennes doivent en outre être soumises à un contrôle régulier.

Art. 51. — Dans les installations à courant alternatif à haute tension, aucune réparation ne peut avoir lieu aux lignes ou aux organes dans lesquels circule le courant à haute tension. Exception est faite pour les installations à courant continu en série dans les parties du circuit où un seul pôle est accessible. Le chef d'exploitation responsable doit prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette règle. Dans ce but il est recommandé de mettre les conduc-

Après chaque visite le bureau du contrôle dresse un procès-verbal qui est transmis à l'intéressé avec prière de procéder s'il y a lieu aux modifications ou adjonctions.

Si un accident ou un cas d'incendie se produit dans une installation ou dans un immeuble, le propriétaire ou l'entreprise de distribution qui l'alimente doit immédiatement en prévenir le syndic de la commune sur le territoire de laquelle a eu lieu l'accident et le receveur du district. Ceux-ci en informent sur le champ le département des finances. Toute convention à ces dispositions est punie d'une amende de 20 à 300 francs et jusqu'à 500 francs en cas de récidive. Mais les caisses d'assurance des bâtiments et du mobilier n'en conservent pas moins intact leur droit de recours contre les propriétaires en défaut si l'incendie est dû à une inobservation des prescriptions édictées.

Nous savons maintenant comment les immeubles sont évalués, surveillés et également d'après quel processus les primes sont établies et quel en est le montant. Ajoutons que cette quote part sera payée sur les bases que nous connaissons, de manière à pouvoir produire des excédents de recettes qui vont alimenter le fonds de réserve. Cependant lorsque le fonds de réserve aura atteint 5 millions, le Conseil d'Etat réduira par arrêté d'une manière proportionnelle le minimum de 80 centimes $\frac{\text{‰}}{\text{‰}}$ ainsi que l'échelle des risques. Inversement, décret du grand Conseil d'Etat pourra, le cas échéant, augmenter le minimum de 80 centimes $\frac{\text{‰}}{\text{‰}}$. Ces contributions seront perçues en même temps que les autres impôts et les mêmes droits sont accordés à

teurs en court circuit entre l'endroit de la réparation et l'usine, ce court circuit devant être relié à la terre.

Art. 52. — Le service de l'usine génératrice et du réseau ne doit être fait que par du personnel bien au courant.

la Caisse pour faire rentrer les primes qu'à l'Etat pour parvenir à encaisser les impôts.

Un incendie éclate qui détruit ou endommage un bâtiment. Il sera procédé sur la réquisition du juge de paix à l'évaluation des dommages par la commission de district pour la taxation des bâtiments. Le juge de paix de son côté procède sans délai à une enquête sur les causes de l'incendie. Le juge d'instruction donne connaissance au département des finances du résultat de cette enquête. Pendant ce temps la commission de district opère seule ou en s'adjoignant, si elle le juge nécessaire, des experts pour la conseiller. En tout cas elle devra rendre son rapport dans les cinq jours au plus tard sur un formulaire de procès-verbal d'évaluation des dommages dont voici le modèle :

Procès-verbal d'évaluation des dommages.

Nous soussignés membres de la commission d'expertise chargée de constater l'identité d bâtiment incendié le dans la commune de et de fixer l'indemnité due au propriétaire ensuite de ce sinistre (sous les réserves de droit) déclarons avoir procédé aux opérations d'expertise au plus près de notre conscience, en nous conformant à la loi du 15 août 1874, modifiée par celle du 28 mai 1888.

Désignation cadastrale d bâtiment incendié.

NOMS ET PRÉNOMS D PROPRIÉTAIRE			RÉSULTAT DES OPÉRATIONS			
Cadastré article	PLAN folio N°	Nom local et autres désignations	Taxe cadastr.	Valeur nette au moment du sinistre	Valeur de la partie restante	Indemnité
.....						
.....						
.....						

Observations éventuelles :

Nous disons que l'indemnité fixée ensuite de sinistre est de (en toutes lettres):

Ainsi fait à le

Les membres de la Commission d'expertise, Le Receveur,

.....

Le soussigné après avoir pris connaissance du procès-verbal qui précède, déclare accepter les évaluations qu'il renferme. Il déclare de plus, n'être assuré auprès d'aucune Société ou Compagnie d'assurance autre que l'assurance cantonale vaudoise.

Signature de propriétaire,

La commission dans les 24 heures transmet une copie de ce procès verbal au receveur. Il en donne immédiatement connaissance au département des finances et au propriétaire du bâtiment endommagé.

Le département des finances et l'assuré peuvent dans les 10 jours qui suivent cette communication, demander la revision de l'évaluation. Le recours est adressé au juge de paix qui le communique par copie dans les 3 jours au plus tard à l'autre partie. Un tribunal arbitral nommé conformément aux dispositions de la procédure civile, à la réquisition de la partie la plus diligente, statuera sur le recours. Le président du tribunal ne sera appelé à désigner les arbitres, que dans le cas où les parties ne pourraient pas s'entendre sur le choix.

Le recours porte-t-il à la fois contre l'évaluation de la perte subie par le bâtiment et contre l'évaluation de la perte du mobilier, de la part du même assuré ou de la part de l'établissement cantonal d'assurance, pour éviter des longueurs il sera statué sur les deux recours par un seul et même tribunal arbitral.

Lorsque c'est l'assuré qui a recours, les frais de recours sont mis à sa charge si l'évaluation du dommage, ne dépasse pas celle de la première expertise.

Notre tribunal arbitral pourra être appelé également à se prononcer sur d'autres espèces qui lui seront soumises relatives aux résultats auxquels l'enquête ordonnée par le juge de paix aura conduit.

Nous sommes ainsi amené à nous occuper de l'indemnité à laquelle peut prétendre un sinistré.

En principe l'indemnité à payer en cas d'incendie ou pour les dommages que nous connaissons est déterminée ainsi qu'il suit :

Si la perte du bâtiment est totale, l'indemnité en général est égale à la somme portée au cadastre.

Mais la loi du 28 mai 1888 insistant sur l'idée que l'assurance ne doit jamais devenir pour l'assuré une cause de bénéfice, dispose en conséquence que, quelle que soit la taxe cadastrale, l'indemnité pour le bâtiment et ses accessoires considérés comme immeubles ne pourra jamais dépasser le prix d'une reconstruction semblable, sous déduction de la moins-value résultant de l'âge, de la dégradation, des vices de construction ou du mauvais entretien. Cependant lorsqu'un immeuble assuré aura été complètement détruit, l'indemnité allouée ne pourra être inférieure aux $\frac{4}{5}$ de la taxe cadastrale.

Si la perte est partielle, l'indemnité est calculée à raison du dommage éprouvé. Cette indemnité est exprimée par une partie aliquote de la valeur totale du bâtiment et pour une somme fixe pour les petits sinistres pour lesquels cette détermination serait trop difficile.

L'indemnité due dans ces différents cas est fixée dans le procès-verbal d'évaluation des dommages et nous connaissons déjà dans quelle mesure des recours contre

ces évaluations sont ouverts aux intéressés. Mais ce qu'il nous faut maintenant indiquer, ce sont les recours ouverts pour réclamer contre un refus de payer tout ou partie de l'indemnité déterminée.

Dans quels cas ces refus pourront ils se présenter? Les hypothèses sont multiples, passons-les rapidement en revue.

Celui qui a été condamné en application des articles 312 et 319, du Code Pénal, pour délit d'incendie causé volontairement, non seulement sera privé de toute indemnité pour l'incendie de son propre bâtiment, mais pourra en outre être poursuivi par la Caisse d'assurance pour le paiement des indemnités qu'elle doit ou qu'elle a payées à des tiers.

Cependant les créanciers qui ont privilège ou hypothèque sur son immeuble ont droit au paiement de leur créance jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité. Mais la Caisse est subrogée à leur créance.

L'établissement cantonal d'assurance pourra également recourir contre l'auteur de l'incendie qui sera accusé (ou ceux dont il a la charge ou dont il répond) de dol ou de faute grave.

Mais encore faut-il que l'incendie provienne d'une négligence ou d'une imprudence présentant un caractère particulier de gravité, personnellement imputable à l'assuré. Dans ce cas l'établissement cantonal d'assurance pourra demander aux tribunaux la suppression ou la diminution de l'indemnité et s'il y a lieu la restitution des indemnités qu'il aura été obligé de payer à d'autres propriétaires par suite de l'incendie.

Enfin n'auront pas droit à l'indemnité de l'assurance contre l'incendie les propriétaires dont les bâtiments sont assurés ailleurs qu'à l'établissement cantonal sans que pour cela ils soient exempts de la part contributive à l'assurance cantonale.

Mais sur l'application de ces différentes solutions des contestations pourront s'élever entre l'établissement cantonal d'assurance et l'assuré. C'est notre tribunal arbitral qui les connaîtra.

Supposons qu'aucune de ces déchéances n'est invoquée et que le procès-verbal de l'évaluation devenu définitif est envoyé au département des Finances. Celui-ci pourvoira au paiement de l'indemnité conformément aux dispositions établies par la loi du 13 février 1890 sur le paiement de l'indemnité en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, ou d'incendie de bâtiments.

La somme à payer au propriétaire à titre d'indemnité est déposée pendant 60 jours entre les mains du receveur du district dans lequel l'immeuble est situé. Avis de ce dépôt est donné au public par deux publications dans la feuille des avis officiels. Il contiendra le nom des propriétaires, les désignations cadastrales et la contenance des immeubles. Un double est remis au conservateur des droits réels du district. Celui-ci avertit par lettre recommandée individuelle, tous ceux qui ont des privilèges spéciaux, des hypothèques, des saisies ou d'autres charges inscrites sur les immeubles incendiés ou endommagés, du dépôt de l'indemnité et de son montant. Ces créanciers sont en même temps prévenus qu'ils sont recevables à faire valoir leurs droits sur l'indemnité auprès du receveur nanti du dépôt. Enfin on leur rappelle que si dans le délai de 60 jours à compter du jour de la première publication dans la feuille des avis officiels il n'était formé aucune opposition, la somme déposée sera remise au propriétaire de l'immeuble victime d'un sinistre.

Les créanciers ou autres intéressés déposeront entre les mains du receveur nanti du dépôt un acte indiquant la prétention de l'intervenant à l'indemnité.

Mais le créancier hypothécaire ou privilégié ne peut, par suite de l'incendie, contraindre le débiteur à rembourser une créance qui n'est pas encore devenue exigible. Il est tenu, si le débiteur l'exige, de recevoir l'indemnité dans sa totalité ou après prélèvement de ce qu'aura perçu un créancier préférable, a compte des intérêts et du capital de sa créance, lors même que cet a compte ne s'élèverait pas au tiers du capital. Il peut intervenir une convention réglant le paiement de l'indemnité, le receveur sur la présentation qui lui en est faite et après l'expiration du délai de 60 jours donné aux intéressés pour faire valoir leurs droits, effectue le paiement conformément à cette convention. Si les intervenants ne peuvent se mettre d'accord au sujet de ce paiement, ils sont renvoyés à se pourvoir en droit; et, après l'expiration du délai fixé pour les interventions, le receveur dépose l'indemnité en les mains du juge compétent pour en effectuer le paiement conformément au jugement qui interviendra. Ce dépôt libère la Caisse d'assurance.

A l'expiration du délai fixé aux intéressés pour intervenir, s'il n'est survenu aucune intervention, aucune saisie, ni aucune opposition, la somme déposée est alors remise par le receveur au sinistré avec l'intérêt légal courant à partir du jour de la réception du procès-verbal d'évaluation définitive au département des finances.

Nous avons maintenant vu comment les immeubles étaient évalués et surveillés le montant des primes fixé, nous savons également comment les dommages sont évalués, les indemnités déterminées et payées. La Caisse a bien des finances distinctes de celles de l'Etat, mais son organisation administrative se confond avec celle des autorités publiques. L'établissement cantonal en effet, outre la commission de taxe de bâtiment et le

bureau du contrôle des installations électriques, utilise les organes administratifs existants et leur verse en échange une rétribution. Il ne nous reste plus qu'à faire connaître les résultats financiers obtenus par la Caisse cantonale d'assurance des bâtiments. C'est ce que nous ferons après avoir décrit l'organisation et le fonctionnement de la Caisse d'assurance du mobilier. Nous pourrons ainsi grouper dans un même paragraphe tous les résultats statistiques touchant à l'assurance publique contre l'incendie dans le canton de Vaud.

B. — **Etablissement d'assurance du mobilier.**

On se rappelle que cet établissement date de 1849. C'est l'époque où les cantons sont séparés entre eux par des douanes intérieures. On pensait alors très généralement que l'argent dépensé à acheter les produits d'un autre canton était aussi bien perdu que celui qui s'en allait à l'étranger. L'assurance était mise au nombre des industries et entreprises faisant ainsi sortir de l'argent du pays.

C'est à cette époque que remonte la fondation de notre établissement qui fut créé par la loi du 7 juin 1849.

L'assurance à cet établissement est obligatoire pour tous les objets mobiliers à l'exclusion des monnaies d'or et d'argent, lingots, médailles, pierres précieuses, bijoux et tableaux, manuscrits, titres de valeur, poudre à tirer et autres substances explosibles, et répond des dommages causés par le feu, par les mesures prises pour combattre l'incendie et par la foudre lors même qu'il n'y a pas incendie.

L'organisation de l'établissement est toute semblable à celle de l'établissement d'assurance des bâtiments,

même en ceci que les primes sont perçues en même temps que l'impôt foncier et d'après les mêmes lois.

Dès le début, les risques à assurer sont divisés en trois classes suivant le mode de construction des bâtiments dans lesquels ils se trouvent; et chacune de ces classes est divisée elle-même en trois catégories suivant le risque inhérent aux objets ou industries à assurer. Cependant les primes de ces neuf catégories oscillent seulement entre $1/2$ et $1\frac{1}{2}\text{ ‰}$.

La commission d'experts accepte sans autres formalités, la police dressée par le propriétaire si l'estimation de la quantité et de la qualité des objets énumérés ne lui paraît pas exagérée. Dans le cas contraire elle fixe après informations le chiffre du mobilier à assurer. Si le propriétaire trouve la police indûment réduite, il devra prouver la quantité des objets qu'il possède. Lorsqu'un propriétaire ne remplit pas sa police, c'est la commission qui le fait en bloc sans s'immiscer dans le domicile.

Les cas dans lesquels les indemnités pour les pertes en bâtiments sont refusées ou réduites se retrouvent aussi dans cette assurance du mobilier. A ceux-là s'en ajoutent encore quelques autres découlant du fait que les objets mobiliers peuvent être transportés d'un lieu dans un autre. La loi vaudoise stipule en effet, qu'en cas de changement de domicile ou de transport des objets assurés dans un autre local, l'assuré doit en aviser le receveur du district, dans le délai d'un mois, sous peine de perdre ses droits à l'assurance. En outre, comme on ne peut pas savoir aussi exactement que pour les bâtiments quelles valeurs ont été exposées au feu, quelles ont été détruites ou endommagées et quelles ont été sauvées, que l'on est réduit à s'en rapporter à la déclaration et éventuellement aux livres de l'assuré. On devrait également menacer de la perte

de l'indemnité toute tromperie ou tentative de tromperie en ces matières.

La commission peut même exiger le serment de l'assuré au sujet de cette déclaration. D'après une disposition du règlement d'exécution de la loi vaudoise : quelle que soit la valeur des objets renfermés dans le bâtiment au moment de l'incendie, cette valeur ne peut être admise dans le calcul de l'indemnité pour une somme excédant celle indiquée, dans la déclaration d'assurance. La valeur des objets sauvés est portée en diminution sur la valeur admise, de sorte que si la valeur des objets sauvés ou endommagés est supérieure ou égale à celle qui a été fixée dans la déclaration d'assurance, l'assuré ne reçoit aucune indemnité.

Voilà quelle était l'organisation de la Caisse telle qu'elle avait été organisée dès le début.

La situation actuelle de la Caisse est régie par la loi du 24 novembre 1877 modifiée par la loi du 28 mai 1888 et le règlement du 22 juin 1897.

Pour donner les renseignements indispensables permettant de bien saisir l'organisation et le fonctionnement de notre Caisse, nous ne pouvons mieux faire que de donner des extraits de la loi de 1877 d'une part, du règlement du 22 juin 1897 d'autre part.

D'ailleurs les municipalités, tenues de veiller à ce que toute personne ayant en sa possession des objets mobiliers situés dans le canton de Vaud les assure à l'établissement cantonal, remettent à chaque propriétaire un formulaire de police imprimé. Le propriétaire dans les quinze jours doit inscrire son mobilier par catégorie d'objets ; s'il possède du mobilier dans plusieurs bâtiments distincts, une police par bâtiment devra être établie.

Somme toute il est plus simple et plus bref d'indi-

quer ici les renseignements imprimés sur ce formulaire.

La première page comprend deux extraits : l'un de la loi de 1877, l'autre du règlement du 22 janvier 1897. Les pages suivantes comprennent la désignation des objets assurés dans les 3 catégories et en regard une colonne où le propriétaire doit indiquer la valeur des objets mobiliers qu'il possède dans les 3 catégories. Puis il totalise la valeur du mobilier assuré dans chaque catégorie. Quant aux §§ relatifs aux transferts et annulation ainsi qu'à la récapitulation, l'assuré n'a pas à s'en inquiéter.

ASSURANCE MUTUELLE CANTONALE

CONTRE L'INCENDIE DU MOBILIER

Police mobilière n°... en remplacement du n°...

District d...

Commune d...

rue...

n°...

POLICE EN FAVEUR DE :

(nom)...

(prénoms)...

(fils ou fille de)...

*Le mobilier assuré dans la présente police existe
dans le bâtiment appartenant à :*

Si ce propriétaire possède plusieurs bâtiments, indiquer la situation exacte de celui dans lequel se trouve ce mobilier.

.....

EXTRAIT DE LA LOI DU 24 NOVEMBRE 1877

Art. 5. Sont toutefois exclus de l'assurance les objets ci-après :

a) Le mobilier et les marchandises renfermés dans

les bâtiments mentionnés sous art. 14, § 9, lorsque leur valeur est supérieure à 40,000 fr. ;

b) Le mobilier et les marchandises renfermés dans les bâtiments mentionnés sous art. 14, § 10, lorsque leur valeur est supérieure à 20,000 fr. ;

c) Les monnaies d'or et d'argent, les lingots, les médailles, les pierres précieuses, les bijoux et les tableaux ;

d) Les manuscrits et les créances, quelle que soit leur nature ;

e) La poudre à tirer et les autres matières explosibles ;

f) Les musées et les objets d'art ;

g) Les décors de théâtre ;

h) Le matériel roulant des chemins de fer ;

i) Les bateaux et leur matériel ;

j) Les ponts, hangars, cantines, cirques et autres constructions qui ne figurent pas au cadastre.

Art. 11. Les contributions ne sont calculées que sur des sommes rondes de 100, 200, 300 fr. et ainsi de suite, de telle sorte qu'un mobilier inférieur à 100 fr. paie pour 100 fr. et que tout mobilier d'une valeur entre deux centaines paie pour la centaine supérieure.

Art. 12. Les contributions se paient à raison de la cote d'assurance des bâtiments où se trouvent les objets assurés, et à raison de la catégorie de ces objets.

Art. 13. La première catégorie comprend les marchandises et denrées qui ne sont pas matières inflammables, les meubles, le linge et le bétail.

La seconde catégorie comprend les récoltes en grange et les bois.

La troisième catégorie comprend tout ce qui ne rentre pas dans les deux alinéas précédents, sauf les objets mentionnés sous art. 5.

Art. 14. Pour couvrir les indemnités et former le fonds de réserve prévu à l'article suivant, il est perçu chaque année sur tous les assurés une contribution ou cote d'assurance fixée sur les bases ci-après, calculées de manière à produire un excédent de recettes :

a) Les objets des trois catégories sont assujettis à une cote minimum, savoir 60 cent. par 1000 fr. pour la première catégorie, 80 cent. par 1000 fr. pour la deuxième, 1 fr. par 1000 fr. pour la troisième ;

b) Les circonstances aggravant les risques d'incendie des bâtiments dans lesquels sont logés les objets mobiliers, augmentent la cote minimum, savoir :

1° La couverture entièrement ou partiellement combustible, de 25 cent. ‰ .

2° Les faces extérieures mixtes, c'est-à-dire partiellement combustibles, de 10 cent. ‰ .

3° Les faces extérieures combustibles, dès le plancher du rez-de-chaussée, de 15 cent. ‰ .

4° Les galetas non carrounés, dallés ou bétonnés, de 5 cent. ‰ .

5° La contiguïté à un ou plusieurs autres bâtiments avec mur de séparation jusqu'au faite, sans ouverture, de 10 cent. ‰ .

6° La contiguïté à un ou plusieurs autres bâtiments sans mur de séparation jusqu'au faite ou avec des murs de séparation présentant des ouvertures, de 20 cent. ‰ .

7° Les granges, fenils ou écuries, de 20 cent. ‰ .

8° L'exercice d'*industries* de moindre risque : fours publics et boulangeries, moulins d'une ou de deux paires de meules, pilons à écorce, magasins de chiffons, hôtels, de 20 cent. ‰ .

9° L'exercice d'*industries* de deuxième risque : pape-teries, scieries à eau, fabriques de bougies, de savon, de colle, magasins de combustibles, tissages méca-
ni-

ques, fonderies et ateliers de construction, teintureries, tuileries et fabriques de drains, fours à chaux, plâtre et ciment, casernes, gares de marchandises. de 40 cent. $\frac{\circ}{\circ\circ}$.

10° L'exercice d'*industries* de grand risque : théâtres, moulins de plus de deux paires de meules, distilleries non agricoles, battoirs à blé pour le public, scieries à vapeur, filatures, fabriques de ouates, huileries, parqueteries, verreries, fabriques de produits chimiques et d'allumettes, ou des dépôts de magasins contenant les *marchandises* suivantes : pétroles, essences et vernis, spiritueux et autres substances facilement inflammables de 60 cent. $\frac{\circ}{\circ\circ}$.

Art. 32. Sauf les cas prévus à l'art. 33, toute assurance contre la perte du mobilier en cas d'incendie, autre que celle qui est établie par la présente loi est prohibée. Les agents de ces assurances et les assurés n'ont aucun droit d'action devant les tribunaux. Ces derniers perdent, en outre, en cas d'incendie, tout droit à une indemnité de la part de l'assurance cantonale, sans être pour cela exemptés de leur contribution à cette assurance.

Art. 33. Les objets mobiliers énumérés à l'art. 5 peuvent être assurés à des compagnies d'assurance agréées par le Conseil d'Etat.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DU 22 JUIN 1897

Etablissement des polices ou déclarations d'assurance.

Article premier. Toute personne ayant en sa possessions des objets mobiliers situés dans le canton est tenue de les faire assurer à l'établissement cantonal.

Les municipalités sont chargées de veiller à ce que cette obligation soit exactement remplie.

Art. 2. Pour établir les polices, soit déclarations d'as-

surance, la municipalité remet à chaque propriétaire un formulaire de police imprimé sur lequel il inscrit, dans les quinze jours, son mobilier, par catégorie d'objets, avec la valeur estimative. La police est établie en deux doubles par le propriétaire qui y appose sa signature.

Si un propriétaire possède du mobilier dans plusieurs bâtiments distincts, il doit nécessairement établir une police par bâtiment.

Art. 3. Les déclarations d'assurance réunies par les soins de l'autorité communale sont soumises à l'examen d'une commission composée de deux membres, dont un nommé par la municipalité du lieu et l'autre désigné par le receveur pour toutes les communes du cercle. Ce dernier fonctionne comme président. En cas de désaccord, son avis est prépondérant.

Art. 4. Cette commission examine si la quantité et le nombre des objets inscrits sur les déclarations, ainsi que leur valeur estimative ne sont pas trop élevés ou trop bas.

Art. 5. S'il lui paraît qu'il y a exagération, dans un sens ou dans l'autre, elle demande des explications au propriétaire, et dans le cas où ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes, elle s'assure, par elle-même, de la quantité, du nombre et de la valeur des objets mobiliers.

Art. 6. Si l'exagération constatée est d'un cinquième en plus ou en moins de la valeur réelle des objets, les frais d'expertise sont à la charge du propriétaire. Dans le cas contraire, ils demeurent à la charge de l'établissement d'assurance.

Art. 7. Au mois de décembre de chaque année, il est procédé à une revision générale des déclarations d'assurances. Une publication de la municipalité invite les citoyens qui auraient des changements à apporter à leur

police à en faire la déclaration. La municipalité est chargée de veiller à l'exécution de cette mesure.

Art. 8. S'il n'est rien changé à la déclaration d'assurance, la même police reste en vigueur pour l'année suivante.

Art. 9. En cas de changement de domicile ou de transport des objets assurés dans un autre local que celui désigné primitivement, l'assuré en avise le receveur du district, dans le terme d'un mois, sous peine de perdre, en cas d'incendie, le cinquième de l'indemnité à laquelle il aurait droit et de bonifier le montant de la différence de prime résultant des risques de sa nouvelle police.

Art. 10. Si les objets assurés lors d'un transfert sont transportés dans un bâtiment de risques différents, il sera fait une nouvelle police pour laquelle la contribution sera due pour l'année entière.

Art. 11. S'il y a lieu de placer, par suite de ce changement ou de ce transport, les objets assurés dans une autre catégorie que celle dans laquelle ils étaient précédemment, la contribution pour l'année commencée se perçoit pour le reste de l'année comme s'il n'y avait point eu de changement de domicile.

Art. 12. L'assurance se continue en faveur des objets assurés, en quelques mains qu'ils passent. Toutefois, le receveur du district doit être informé de cette mutation dans le terme d'un mois.

La contribution de l'année est payée par celui qui était propriétaire au moment de l'établissement de la police, ou, à son défaut, par le nouveau propriétaire.

Art. 13. Tout propriétaire dont le mobilier augmente ou diminue en valeur ou en quantité pendant le courant de l'année, peut faire une nouvelle assurance aux conditions suivantes :

Il est payé un tiers de la prime annuelle pour trois

mois et au-dessous ; deux tiers de la prime annuelle pour trois mois et un jour jusqu'à six mois ; la prime entière pour six mois et un jour à un an.

Les mois d'assurance doivent être consécutifs.

Ces polices sont annulées à l'expiration du terme pour lequel elles ont été établies.

Le mobilier des théâtres ne peut être assuré pour une prime inférieure à celle de l'année.

Art. 14. Lorsque les polices ont été admises par la commission et signées par le président, elles sont envoyées au receveur du district. Celui-ci les transmet au conservateur des droits réels pour l'inscription des risques et du numéro de la police du bâtiment.

Si le conservateur ne peut pas indiquer d'une manière exacte la police du bâtiment d'après le plan et le cadastre, il renvoie la police mobilière à la commission de vérification pour désignation plus complète sur la situation de l'immeuble.

Il peut même, si le nombre des polices incomplètes est important, inviter un des membres de cette commission à venir à son bureau pour lui donner des explications nécessaires.

L'inscription des risques terminée, les polices reviennent au receveur qui les complète en calculant la cote, puis les inscrit au registre matricule.

Art. 15. Le receveur dresse par commune un registre matricule de toutes les assurances ; il en transmet un double au Département des Finances.

Immédiatement après avoir modifié son registre, le receveur porte les polices nouvelles et annulées dans les bordereaux destinés à cet effet.

Ces bordereaux sont copiés puis transmis, avec les polices, au Département des Finances pour contrôle. Ce travail achevé, les polices nouvelles sont retournées

au receveur qui en envoie alors un double à l'assuré ; l'autre doublé reste déposé dans son bureau.

Les polices annulées sont conservées pendant cinq ans dans les archives du Département.

Art. 16. Lorsqu'un animal compris dans une police d'assurance vient à périr, par un incendie ou par la foudre, sur une montagne située hors du canton, mais soumise à la surveillance des inspecteurs vaudois, son propriétaire peut demander d'être mis au bénéfice de l'assurance cantonale, moyennant l'accomplissement des formalités suivantes :

Art. 17. Aussitôt après la mort de l'animal, le propriétaire en informe le receveur du district de son domicile et l'inspecteur de montagnes vaudois chargé de la surveillance du pâturage sur lequel l'animal a péri. Ces deux fonctionnaires se rendent sur les lieux et s'assurent, d'un côté, que la mort de l'animal a été occasionnée par un incendie ou par la foudre, d'un autre côté, que l'animal appartenait au réclamant au moment de sa mort et qu'il était compris dans la police d'assurance de ce dernier. Ces points constatés, l'inspecteur fait la taxe de l'animal en présence du receveur et cette taxe sert à fixer l'indemnité à allouer.

Mode à suivre pour constater les pertes et fixer le montant de l'indemnité.

Art. 18. Lorsqu'un incendie ou un commencement d'incendie éclate dans une localité, l'assuré, ou, à son défaut, le syndic ou un municipal devra aviser immédiatement du sinistre, par dépêche ou par express, le receveur du district et le juge de paix du cercle, en indiquant sommairement à chacun d'eux le moment où l'incendie a éclaté, son importance et le nom de toutes les personnes qui en sont victimes.

De son côté, le receveur avise le Département des Finances par dépêche télégraphique.

Le receveur et le juge de paix doivent d'ailleurs procéder d'office.

L'autorité municipale pourvoit en outre, jusqu'à l'arrivée de la commission d'expertise, à la garde et autant que possible à la mise à l'abri des objets sauvés, en les classant par propriétaire et par catégorie.

Art. 19. Si l'incendie a détruit ou endommagé des objets mobiliers assurés, la commission de district pour la taxation des bâtiments procédera, dans les cinq jours au plus tard, sur la réquisition du receveur, à l'évaluation du dommage. Cette commission peut s'entourer de l'avis d'experts si elle le juge nécessaire.

Art. 20. L'assuré indique à la commission ci-dessus mentionnée, au plus près de sa conscience, la quantité d'objets renfermés dans le bâtiment au moment de l'incendie, ainsi que la valeur de ces objets ; si cette valeur ne peut être déterminée par un prix courant, il remet les livres et les écritures qui peuvent fournir quelques renseignements sur l'existence et la valeur de ces objets.

Il indique aussi à la commission les objets qui auraient été détruits ou endommagés et la valeur de ces objets, il indique de plus ceux qui auraient été sauvés de l'incendie.

Art. 21. La commission, nantie de ces pièces et de la déclaration ci-dessus, détermine la quantité des objets renfermés dans le bâtiment au moment de l'incendie et en fixe la valeur.

Quel que soit le résultat de cette évaluation, la valeur des objets indiqués ne peut être portée pour une somme excédant celle indiquée dans la police d'assurance.

Art. 22. La commission fixe également la valeur des

objets sauvés; elle taxe ceux qui ont été endommagés ou qui ont éprouvé un changement de valeur par le fait de l'incendie.

Art. 23. Ces bases étant bien établies, la commission déduit la valeur des objets sauvés ou endommagés du montant des effets assurés qui existaient avant l'incendie et fixe par là l'indemnité à allouer.

Art. 24. La commission dresse un procès-verbal détaillé de ses opérations et en transmet, dans les vingt-quatre heures, une copie au receveur, qui donne immédiatement connaissance de ce procès-verbal au Département des Finances et à l'assuré.

Ce procès-verbal est dressé d'après un formulaire établi par le Département des Finances (1).

(1) ASSURANCE MOBILIÈRE CANTONALE

POLICE N° . . .

PROCÈS-VERBAL

Pour le règlement du dommage causé au mobilier incendié à . . .

le . . .

Nous soussignés, membres de la Commission d'expertise, chargée de constater l'identité et le dommage du mobilier incendié appartenant à . . . déclarons avoir procédé aux opérations d'expertise au plus près de notre conscience, en nous conformant à la loi du 24 novembre 1877, modifiée par la loi du 28 mai 1888, et au règlement du 22 juin 1897.

Ces opérations ont donné le résultat suivant :

RUBRIQUES DE LA POLICE	Sommes assurées selon la police	Valeur de ce qui existait au moment du sinistre	Valeur des objets sauvés	Indemnité
1 ^{re} CATÉGORIE :				
I. Meubles et ustensiles de ménage.	. . .	. . .	. . .	. . .
II. Ustensiles de cuisine.	. . .	. . .	. . .	. . .
III. Effets d'habillem ^t , linge et literie.	. . .	. . .	. . .	. . .
IV. Rideaux et tapis.	. . .	. . .	. . .	. . .
V. Glaces, pendules et montres.	. . .	. . .	. . .	. . .
VI. Argenterie.	. . .	. . .	. . .	. . .
VII. Instruments de musique.	. . .	. . .	. . .	. . .
VIII. Bibliothèque.	. . .	. . .	. . .	. . .

Art. 25. Le Département des Finances et l'assuré peuvent, dans les dix jours qui suivent cette communication, demander la revision de l'évaluation.

IX. Armes à l'usage particulier				
X. Provisions de ménage et denrées en grenier.				
XI. Denrées aliment. pour le bétail.				
XII. Bestiaux				
XIII. Chars et instruments aratoires.				
XIV. Ustensiles de cave et de pressoir.				
XV. Outils de profession.				
XVI. Marchandises				
2 ^e CATÉGORIE.				
3 ^e CATÉGORIE.				
TOTAUX FR.				

Nous disons que l'indemnité fixée s'élève à la somme de (en toutes lettres). . .

Ainsi fait à. . .

Les membres de la Commission d'expertise,
Le Receveur de l'Etat,
.

Le soussigné déclare : 1^o avoir pris connaissance du procès-verbal qui précède et accepter les évaluations qu'il renferme : 2^o n'être assuré auprès d'aucune Société ou Compagnie d'assurance autre que l'assurance cantonale vaudoise.

Signature du propriétaire. . .

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

pour la fixation du dommage mobilier ensuite d'incendie
du à Police N^o

NOM ET PRÉNOMS DE L'ASSURÉ :

.

OBSERVATIONS. — 1^o Cette annexe doit être envoyée au Département avec le procès-verbal. 2^o Les valeurs doivent être additionnées par paragraphe.

Désignation des objets transcrits dans l'ordre des rubriques de la police	Objets qui existaient au moment du sinistre	Objets sauvés (intacts et endommagés)
	Nombre Valeur	Nombre Valeur

1^{re} CATÉGORIE

§ I. Meubles et ustensiles de ménage.

Bois de lit.			
Lits en fer.			
Couchettes, berceaux			

Le recours est adressé au Juge de paix qui le communique, par copie, dans les trois jours au plus tard, à l'autre partie.

Désignation des objets transcrits dans l'ordre des rubriques de la police	Objets qui existaient au moment du sinistre		Objets sauvés (intacts et endommagés)	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Armoires à 2 battants	..	..	..	..
» à 1 battant	..	..	..	..
» à glace	..	..	..	..
Buffets	..	..	..	..
Dressoirs	..	..	..	..
Bibliothèques (sans livres).	..	..	..	..
Etagères	..	..	..	..
Commodas	..	..	..	..
Coffres et caisses	..	..	..	..
Malles, valises	..	..	..	..
Bureaux, pupitres, secrétaires	..	..	..	..
Tables en bois dur et en sapin	..	..	..	..
» à ouvrage	..	..	..	..
» de toilette	..	..	..	..
» de nuit	..	..	..	..
Lavabos	..	..	..	..
Canapés, divans	..	..	..	..
Fauteuils, chaises-longues	..	..	..	..
Chaises	..	..	..	..
Tabourets, pliants	..	..	..	..
Bancs, banquettes	..	..	..	..
Lampes, lustres, chandeliers	..	..	..	..
Ustensiles pour la lessive et le repassage	..	..	..	..
Seilles, seaux	..	..	..	..
Boilles, brantes	..	..	..	..
Vaisseliers	..	..	..	..
Fourneaux, calorifères, chemi- nées	..	..	..	..
Fourneaux-potagers	..	..	..	..
Parapluies, parasols	..	..	..	..
Baromètres, thermomètres	..	..	..	..
Machines à coudre	..	..	..	..
Vélocipèdes	..	..	..	..
Poussettes, chars d'enfants	..	..	..	..
Petits objets de ménage	..	..	..	..
Appareils téléphoniques	..	..	..	..

§ II. Ustensiles de ménage.

Objets en verre, en cristal, en porcelaine	..	..	..	..
Vaisselle en terre, faïence	..	..	..	..
Services	..	..	..	..

Il est statué sur le recours par un tribunal arbitral conformément aux dispositions de la procédure civile, à la réquisition de la plus diligente des parties.

Désignation des objets transcrits dans l'ordre des rubriques de la police	Objets qui existaient au moment du sinistre		Objets sauvés (intacts et endommagés)	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
Batterie de cuisine	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..

§ III. *Effets d'habillement, linge, literie.*

Habits d'hommes.	..	..	..	..
Habillements de femmes. . .	..	..	..	..
» d'enfants	..	..	..	..
Effets militaires	..	..	..	..
Fourrures	..	..	..	..
Nappes	..	..	..	..
Serviettes	..	..	..	..
Linge de toilette.	..	..	..	..
Essuie-mains	..	..	..	..
Sommiers, paillasses	..	..	..	..
Matelas en crin animal . . .	..	..	..	..
» » végétal	..	..	..	..
Duvets	..	..	..	..
Traversins, oreillers, coussins.	..	..	..	..
Taies	..	..	..	..
Draps de lit	..	..	..	..
Couvertures, tapis de lit . . .	..	..	..	..
Toiles et filasses.	..	..	..	..
Effets mobiliers de ^s domestique ^s	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..

§ IV. *Rideaux et tapis.*

Grands rideaux de fenêtres . .	..	..	..	..
Petits » »	..	..	..	..
Portières et draperies. . . .	..	..	..	..
Rideaux de lit	..	..	..	..
Descentes de lit	..	..	..	..
Tapis de table.	..	..	..	..
» de pied	..	..	..	..
Lambrequins, stores, tentes. .	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..
.. .. .	..	..	..	..

Toutefois, le président du tribunal n'est appelé à désigner lui-même les arbitres que dans les cas où les parties ne peuvent s'entendre sur le choix.

Désignation des objets transcrits dans l'ordre des rubriques de la police	Objets qui existaient au moment du sinistre		Objets sauvés (intacts et endommagés)	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
§ V. Glaces, pendules et montres.				
Glaces, miroirs	. . .	. . .	. . .	. . .
Pendules, réveils.	. . .	. . .	. . .	. . .
Montres en or.	. . .	. . .	. . .	. . .
» en argent	. . .	. . .	. . .	. . .
Chaines en or.	. . .	. . .	. . .	. . .
» en argent	. . .	. . .	. . .	. . .
§ VI. Argenterie.				
.	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .
§ VI. Instruments de musique.				
Pianos	. . .	. . .	. . .	. . .
§ VIII. Bibliothèque.				
Livres, volumes div., atlas, etc.	. . .	. . .	. . .	. . .
Musique imprimée	. . .	. . .	. . .	. . .
§ IX. Armes à l'usage particulier.				
Fusils et carabines	. . .	. . .	. . .	. . .
Pistolets et revolvers	. . .	. . .	. . .	. . .
§ X. Provisions de ménage et denrées.				
Réserves de froment, avoine, seigle, etc.	. . .	. . .	. . .	. . .
Quarterons de pommes de terre.	. . .	. . .	. . .	. . .
Viande salée	. . .	. . .	. . .	. . .
Graisses, huiles, etc.	. . .	. . .	. . .	. . .
Litres de vin en tonneau	. . .	. . .	. . .	. . .
Bouteilles de vin.	. . .	. . .	. . .	. . .
Litres de cidre, de bière	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .
§ XI. Denrées alimentaires pour bétail.				
Son, maïs, tourteaux, etc.	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .

Lorsqu'il y a recours à la fois contre l'évaluation de la perte subie par le bâtiment et contre celle de la perte du mobilier, de la part du même assuré ou de la

Désignation des objets transcrits dans l'ordre des rubriques de la police	Objets qui existaient au moment du sinistre		Objets sauvés (intacts et endommagés)	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
§ XII. <i>Bestiaux.</i>				
Chevaux, poulains, mulets, ânes.	. . .	. . .	. . .	. . .
Vaches et génisses	. . .	. . .	. . .	. . .
Taureaux, bœufs.	. . .	. . .	. . .	. . .
Moutons, chèvres.	. . .	. . .	. . .	. . .
Porcs	. . .	. . .	. . .	. . .
Lapins, volaille, abeilles.	. . .	. . .	. . .	. . .
§ XIII. <i>Chars et instruments aratoires.</i>				
Chars de campagne avec acces- soires	. . .	. . .	. . .	. . .
Chars de promenade avec ac- cessoires.	. . .	. . .	. . .	. . .
Charrettes, brouettes	. . .	. . .	. . .	. . .
Traineaux	. . .	. . .	. . .	. . .
Charrues, herses, rouleaux	. . .	. . .	. . .	. . .
Moulins à vanner.	. . .	. . .	. . .	. . .
Hache-paille, faucheuses.	. . .	. . .	. . .	. . .
Concasseurs, semoirs	. . .	. . .	. . .	. . .
Outils aratoires	. . .	. . .	. . .	. . .
» divers	. . .	. . .	. . .	. . .
Harnais, colliers pour chevaux.	. . .	. . .	. . .	. . .
Colliers pour bêtes à cornes.	. . .	. . .	. . .	. . .
Couvertures de chevaux, bâches	. . .	. . .	. . .	. . .
Selles et bâts	. . .	. . .	. . .	. . .
Clochettes et grelottières.	. . .	. . .	. . .	. . .
Tonneaux à purin	. . .	. . .	. . .	. . .
Sacs	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .
§ XIV. <i>Ustensiles de caves et de pressoirs.</i>				
Vases, tonneaux.	. . .	. . .	. . .	. . .
Cuveaux, cuves	. . .	. . .	. . .	. . .
Outils pour la vendange	. . .	. . .	. . .	. . .
Autres meubles de cave	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .
.	. . .	. . .	. . .	. . .

part de l'établissement cantonal d'assurance, il est statué sur les deux recours par un seul et même tribunal arbitral.

Désignation des objets transcrits dans l'ordre des rubriques de la police	Objets qui existaient au moment du sinistre		Objets sauvés (intacts et endommagés)	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur

§ XV. *Outils de profession.*

. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .

§ XVI. *Marchandises.*

. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .
. . .	. .	. . .	. .	. . .

II^e CATÉGORIE.

Q. m. de foin et regain en grange.	. .	. . .	. .	. . .
Gerbes de graine (récolte de l'année)	. .	. . .	. .	. . .
Gerbes de paille (année précé- dente)	. .	. . .	. .	. . .
Tabac en feuille	. .	. . .	. .	. . .
Ecorce de chêne et de sapin. .	. .	. . .	. .	. . .
Bois de chauffage	. .	. . .	. .	. . .
Autres combustibles	. .	. . .	. .	. . .
Bois de construction et de tra- vail.	. .	. . .	. .	. . .
.	. .	. . .	. .	. . .
.	. .	. . .	. .	. . .
.	. .	. . .	. .	. . .

III^e CATÉGORIE.

Q. m. de foin et regain en meule	. .	. . .	. .	. . .
Gerbes de paille et céréales en meule	. .	. . .	. .	. . .
Bois déposé en plein air . . .	. .	. . .	. .	. . .
Matières inflammables . . .	. .	. . .	. .	. . .
Essences et vernis divers. . .	. .	. . .	. .	. . .
Liqueurs en fûts et en bouteilles.	. .	. . .	. .	. . .

Lorsque c'est l'assuré qui a recouru, les frais du recours sont mis à sa charge, si l'évaluation du dommage ne dépasse pas celle de la première expertise. Dans le cas contraire, ils restent à la charge de l'établissement.

Art. 26. En cas d'incendie, la police est annulée, et, s'il y a lieu, le propriétaire en fait une nouvelle qui reste au bénéfice de l'assurance jusqu'à la fin de l'année.

DÉSIGNATION DES OBJETS ASSURÉS

DANS LES TROIS CATÉGORIES

(Les objets qui ne sont pas désignés ici peuvent être inscrits à la plume au bas de la rubrique correspondante)

NOMBRE des OBJETS	1 ^{re} CATÉGORIE	VALEUR
	§ I. Meubles et ustensiles de ménage	
. . .	Bois de lit.	. . .
. . .	Lit en fer.	. . .
. . .	Couchettes, berceaux.	. . .
. . .	Armoires en bois dur et en sapin à 2 battants	. . .
. . .	Armoires en bois dur et en sapin à 1 battant.	. . .
. . .	Armoires à glace.	. . .
. . .	Buffets	. . .
. . .	Dressoirs	. . .
. . .	Bibliothèque (sans livres).	. . .
. . .	Etagères	. . .
. . .	Commodes.	. . .
. . .	Coffres et caisses.	. . .
. . .	Malles . . . Valises.	. . .
. . .	Bureaux. . . Pupitres.	. . .
. . .	Secrétaires	. . .
. . .	Tables en bois dur et en sapin.	. . .
. . .	» à ouvrage.	. . .
. . .	» de toilette.	. . .
. . .	» de nuit.	. . .

NOMBRE des OBJETS		VALEUR
. . .	Lavabos	. . .
. . .	Canapés . . . Divans	. . .
. . .	Fauteuils . . . Chaises-longues	. . .
. . .	Chaises	. . .
. . .	Tabourets . . . Pliants	. . .
. . .	Bancs . . . Banquettes	. . .
. . .	Escabeaux	. . .
. . .	Lampes . . . Lustres	. . .
. . .	Chandeliers	. . .
. . .	Ustensiles pour la lessive et le repassage	. . .
. . .	Scilles . . . Sceaux	. . .
. . .	Boilles . . . Brantes	. . .
. . .	Vaisseliers (rateliers de cuisine	. . .
. . .	Fourneaux . . . Calorifères	. . .
. . .	Cheminées portatives	. . .
. . .	Fourneaux potagers considérés meubles	. . .
. . .	Parapluies et parasols	. . .
. . .	Baromètres . . . Thermomè- tres	. . .
. . .	Machines à coudre	. . .
. . .	Vélocipèdes	. . .
. . .	Poussettes . . . Chars d'en- fants	. . .
. . .	Petits objets de ménage	. . .
. . .	Appareils téléphoniques	. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
. . .		. . .

§ II. *Ustensiles de cuisine*

. . .	Objets en verre, en cristal et en porcelaine	. . .
-------	---	-------

NOMBRE des OBJETS		VALEUR
. . .	Vaisselle en terre, faïence. . . .	. . .
. . .	Services (couteaux, fourchettes, cuillères)	. . .
. . .	Batterie de cuisine.	. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
. . .		. . .

§ III. *Effets d'habillement, linge et literie*

. . .	Habits d'homme (manteaux, mou- choirs divers, chemises, bas, chaussures, coiffures, etc.) . .	. . .
. . .	Habillements de femme (manteaux, mouchoirs divers, chemises, bas, chaussures, coiffures, etc.) . .	. . .
. . .	Habillements d'enfants	. . .
. . .	Effets militaires (pour autant qu'ils ont été payés par l'assuré). . .	. . .
. . .	Fourrures.	. . .
. . .	Nappes	. . .
. . .	Serviettes.	. . .
. . .	Linges de toilette	. . .
. . .	Essuie-mains	. . .
. . .	Sommiers . . . Paillasses . . .	. . .
. . .	Matelas en crin animal. . . .	. . .
. . .	» » végétal.	. . .
. . .	Duvets	. . .
. . .	Traversins, oreillers, coussins. .	. . .
. . .	Taie (fourrures de duvets, d'oreil- lers, etc.)	. . .
. . .	Draps de lit.	. . .
. . .	Couvertures, tapis de lit . . .	. . .
. . .	Toiles et filasses	. . .
. . .	Effets mobiliers des domestiques.	. . .
. . .		. . .
. . .		. . .

NOMBRE des OBJETS	§ IV. <i>Rideaux et tapis</i>	VALEUR
. . .	Grands rideaux de fenêtres . . .	. . .
. . .	Petits » » . . .	. . .
. . .	Portières et draperies.	. . .
. . .	Descentes de lit	. . .
. . .	Tapis de table.	. . .
. . .	» de pied	. . .
. . .	Lambrequins, stores, tentes. . .	. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
	§ V. <i>Glaces, pendules et montres.</i> (Les bijoux sont exclus de l'assurance.)	
. . .	Glaces, miroirs	. . .
. . .	Pendules, réveils.	. . .
. . .	Montres en or	. . .
. . .	Montres en argent	. . .
. . .	Chaînes en or	. . .
. . .	» en argent	. . .
. . .		. . .
	§ VI. <i>Argenterie.</i> (Les bijoux sont exclus de l'assurance.)	
. . .		. . .
. . .		. . .
	§ VII. <i>Instruments de musique.</i> (Les objets d'art sont exclus de l'assurance.)	
. . .	Pianos	. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
	§ VIII. <i>Bibliothèque.</i>	
. . .	Livres, volumes divers, atlas, etc. . . .	. . .
. . .	Musique imprimée	. . .
. . .		. . .
	§ IX. <i>Armes à l'usage particulier.</i>	
. . .	Fusils et carabines	. . .

NOMBRE des OBJETS		VALEUR
-------------------------	--	--------

. . .	Pistolets et revolvers.	. . .
. . .		. . .

§ X. *Provisions et denrées en grenier.*

. . .	Quarterons de froment, avoine, seigle, etc. (<i>réserve des années précédentes</i>).	. . .
. . .	Quarterons de pommes de terre. .	. . .
. . .	Viandes salées	. . .
. . .	Graisses, huiles, noix, gruaux, farine, pain, café, sucre, fruits, confitures, conserves, etc. . . .	. . .
. . .	Litres de vins en tonneaux . . .	. . .
. . .	Bouteilles de vin.	. . .
. . .	Litres de cidre, . . . de bière . .	. . .
. . .		. . .
. . .		. . .
. . .		. . .

§ XI. *Denrées alimentaires pour le bétail.*

. . .	Sons, maïs, tourteaux, betteraves, etc.	. . .
. . .		. . .

§ XII. *Bestiaux.*

. . .	Chevaux, poulains, . . . mulets, ânes	. . .
. . .	Vaches et génisses.	. . .
. . .	Taureaux, . . . bœufs	. . .
. . .	Moutons, . . . Chèvres	. . .
. . .	Porcs.	. . .
. . .	Lapins, Volailles, Abeilles. . . .	. . .
. . .		. . .

§ XIII. *Chars et instruments aratoires.*

. . .	Chars de campagne et de voitu-	
-------	--------------------------------	--

NOMBRE des OBJET		VALEUR
	riers avec accessoires, tels que :	
	caisses, échelles, etc.	
. . .	Chars de promenade, carrosses, cabriolets, avec coussins, falots et autres accessoires	
. . .	Charrettes. . . . Brouettes . . .	
. . .	Traineaux.	
. . .	Charrues, . . . Herses	
	Rouleaux	
. . .	Moulins à vanner.	
. . .	Hache-paille, . . . Faucheuses .	
. . .	Concasseurs, . . . Semoirs . .	
. . .	Outils aratoires	
. . .	» divers.	
. . .	Harnais, soit colliers pour chevaux.	
. . .	Colliers pour bêtes à corne . . .	
. . .	Couvertures de chevaux, . . .	
	Bâches	
. . .	Selles et bâts	
. . .	Clochettes et grelottières . . .	
. . .	Tonneaux à purin	
. . .	Sacs	
. . .		
. . .		
. . .		

§ XIV. *Ustensiles de cave et de pressoir.*

. . .	Vases, tonneaux	
. . .	Cuveaux, cuves	
. .	Outils pour la vendange	
. . .	Autres meubles de cave.	
. . .		
. .		

NOMBRE des OBJETS	VALEUR
-------------------------	--------

§ XV. *Outils de profession*, consistant en :

. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .

§ XVI. *Marchandises*, faisant l'objet
d'un commerce, consistant en :

. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .
. . .	. . .	. . .

Total du mobilier assuré dans la 1 ^{re} catégorie.	. . .
---	-------

2^e CATÉGORIE

VALEUR

. . .	q. m. de foin et regain en grange.	. . .
. . .	gerbes de froment, méteil, seigle, orge, avoine, en grange, non battues (<i>récolte de l'année</i>) . . .	. . .
. . .	gerbes de paille (<i>année précédente</i>)	. . .
Tabac en feuilles		. . .
Ecorce de chêne et de sapin		. . .
Bois de chauffage déposé dans le bâtiment . . .		. . .
Autres combustibles.		. . .
Bois de construction et de travail déposé dans le bâtiment.		. . .
	. . .	. . .
	. . .	. . .

Total du mobilier assuré dans la 2 ^e catégorie.	. . .
--	-------

3^e CATÉGORIE

	VALEUR
. . . q. m. de foin et de regain en meule.	. . .
. . . gerbes de paille et céréales en meule.	. . .
Bois déposé en plein air.	. . .
Matières inflammables.	. . .
Essences et vernis divers	. . .
Liqueurs en fûts et en bouteilles	. . .
.	. . .
.	. . .
.	. . .
Total du mobilier assuré dans la 3 ^e catégorie.	. . .
Fait à double à . . .	
le . . .	189
Signature de l'assuré : . . .	
.	
Vérifié par la Commission, le . . .	189
<i>Le Président</i> : . . .	

TRANSFERTS ET ANNULATION

Vu pour transfert dans le bâtiment
de . . .
Police du bâtiment, n^o . . . Risques n^{os} . . .
Cette police est à renouveler en décembre 189
le . . . 189
.
Le receveur de l'Etat :

Vu pour le transfert dans le bâtiment
de . . .
Police du bâtiment, n^o . . . Risques n^{os} . . .
Cette police est à renouveler en décembre 189
le . . . 189
.
Le receveur de l'Etat :

Annulée par . . .
.
. le . . . 189
Signature : . . .

RÉCAPITULATION

(L'assuré n'a pas à remplir cette partie de la police.)

DÉTAIL

DE LA COTE
Francs Cent.

I ^{re} catégorie	à 0,60 ‰	
II ^e »	à 0,80 ‰	
III ^e »	à 1,00 ‰	
Total.	à	
Plan folio	N°	
Police du bâtiment	N°	

Aggrava- tion	RISQUES D'INCENDIE	Cote normale	RISQUES du BATIMENT	
			Fr.	C.
1	Couverture combust. ou partiellement	25 10		
2	Faces mixtes ou partielle- ment combust.	10		
3	Faces combustibles	15		
4	Galetas non caronnés ni bétonnés	5		
5	Contiguïté sans ouverture.	10		
6	Contiguïté avec ouvertures	20		
7	Granges, écuries, fenils, etc.	20		
8	Industries de moindre risque	20		
9	Industries de moyen risque	40		
10	» de grand risque.	60		
	Total des risques par ‰.			
	Cote totale annuelle			
	Enregistré le		189	

Le receveur de l'Etat :

CANTON DE VAUD

ASSURANCE MOBILIÈRE

MUTUELLE ET OBLIGATOIRE

District d.*Commune d.*

POLICE N° en faveur de :

Nom*Prénoms**Fils ou fille de**Profession*

Somme toute la loi du 24 novembre 1877 sur l'assurance du mobilier du canton de Vaud introduit des réformes analogues à celles apportées après 1861 par les lois cantonales sur l'assurance des bâtiments.

Rapprochant la situation actuelle de l'organisation de la Caisse de celle existant avant 1877, nous remarquons que sont de plus exclus de l'assurance par l'Etat :

Le mobilier et les marchandises renfermés dans des bâtiments de la classe précédant celle des risques les plus dangereux seulement lorsque la valeur est supérieure à 40.000 francs et à 20.000 francs pour le mobilier et les marchandises logés dans les bâtiments de la classe la plus dangereuse.

A côté il y a toujours des objets que la Caisse n'assure pas quelle que soit leur valeur, ce sont :

Les musées et les objets d'art, les décors de théâtre, le matériel roulant des chemins de fer, les bateaux et leur matériel, les ponts, hangars, cantines, cirques et autres constructions qui ne figurent pas au cadastre.

Remarquons, en second lieu, que le tarif des objets assurés correspond non seulement à la classification du nouveau tarif pour les bâtiments, mais encore le taux des contributions est exactement le même que dans ce dernier tarif.

Peut être désormais déchu du droit à une indemnité celui qui n'aura pas déclaré dans sa police des marchandises ou objets ou des industries aggravant le risque. Si les objets assurés, lors d'un transport, sont transportés dans un bâtiment de risques différents, il est fait une nouvelle police pour laquelle la contribution est due pour l'année entière. Les contestations au sujet de l'indemnité sont tranchées par des tribunaux arbitraux.

Cette loi contient une disposition qui caractérise bien

la nouvelle période de l'assurance cantonale : celle aux termes de laquelle un fonds de réserve doit être formé avec les excédents annuels. Et les contributions sont fixées de telle manière qu'il y ait des reliquats. Ce fonds de réserve pourtant ne saurait dépasser deux millions sans entraîner une diminution de la contribution. Mais avant qu'il ait atteint ce chiffre, un décret du grand Conseil est nécessaire pour pouvoir y faire appel. Quand il aura atteint deux millions, le Conseil d'Etat réduira d'une manière proportionnelle la quote minimum et l'échelle des risques, suivant le besoin de l'année. Ce même Conseil d'Etat est également autorisé à faire usage de la réassurance.

La loi complémentaire du 28 mai 1888 apporte ici le même changement que dans l'assurance des bâtiments. La commission qui évalue le dommage n'est plus nommée par le juge de paix. Cette estimation se fait par la commission de district nommée par l'autorité centrale pour la taxation des bâtiments.

Nous avons hâte maintenant de faire connaître les résultats obtenus par ces deux Caisses depuis leur fondation.

Années	Sommes assurées	Années	Sommes assurées.
1811	29.700.000 fr.	1841	163.894.130 fr.
1821	31.900.000 »	1851	192.758.410 »
1831	38.500.000 »	1861	230.260.820 »
1840	42.738.310 »	1865	268.270.185 »
		1869	303.159.530 »

Les indemnités versées par an pour les périodes décennales s'étendant de 1811 à 1861 furent en moyenne par an de 0,47 ‰ du total des risques en 1812/21 ; de 0,52 ‰ pour 1822-1831 ; de 0,90 ‰ pour 1832-41 ; de 0,84 ‰ pour 1842-51 ; de 0,60 ‰ pour 1852-61.

Jusqu'en 1840 la prime annuelle moyenne perçue

s'élevait à 0,64 ‰ et pour la période 1841 à 1869 environ à 0,85 ‰.

Par une loi du 7 juin 1849, du canton de Vaud, une caisse d'Etat obligatoire d'assurance-incendie mobilière, devait être instituée. Elle ne vit le jour qu'en 1851. Le premier compte rendu annuel date de 1853. A cette époque le total des risques assurés s'élevait à 139.449.052 francs. Il s'accroît progressivement et atteint en 1869 : 221.394.887 francs.

La moyenne annuelle du montant des indemnités payées pendant ces 17 années peut être fixée à 1,062 ‰ du capital assuré. Elle fut inférieure à 1 ‰ dans les années 1853, 1856, 1857, 1859, 1862, 1863, 1866 et 1869. La moyenne annuelle de la prime peut être déterminée pour cette même période à 1,057 ‰.

En 1879, la Caisse d'assurance mobilière assurait 315 millions de risques et la Caisse immobilière 512 millions.

En 1892, le montant des risques assurés par la Caisse d'assurance mobilière s'élevait à 347 millions et à 591 millions ceux assurés par la Caisse d'assurance immobilière, soit une augmentation de 14,4 ‰ en faveur de cette dernière et seulement de 11 ‰ pour la première.

Il nous tarde de faire connaître la situation actuelle des Caisses d'assurance qui, depuis 1895, sont l'objet de bien des perfectionnements. Chaque année un compte rendu sur les assurances contre l'incendie est publié, donnant tous les renseignements désirables. Ayant sous les yeux les comptes rendus publiés par les soins du département des finances, nous allons pouvoir faire connaître la situation financière actuelle des caisses aussi exactement que possible ainsi que les résultats obtenus par les services annexes.

Comme les comptes rendus, nous allons d'abord com-

mencer par un aperçu général nous donnant une idée d'ensemble des résultats obtenus.

Voyons tout d'abord les résultats obtenus par le service d'inspection des bâtiments. Comme on se le rappelle, l'arrêté du 22 décembre 1893 a institué des commissaires d'inspection. Le compte rendu de 1896 constate qu'environ $1/4$ des sinistres est encore dû à des défauts de cheminées ou de moyens de chauffage, ce qui démontre que les ordres et recommandations de l'autorité sont encore loin d'être partout observés. On comprend dès lors toute l'utilité de ce service. En examinant les volumineux rapports d'inspection, on constate que de nombreux vices de construction se révèlent tous les jours. Les commissions surveillent également de près l'installation des fourneaux et calorifères de toute espèce, ces inspections occasionnent des dépenses assez élevées, mais elles ont certainement pour résultat une grande diminution dans les chances et le nombre des sinistres. Notamment en 1897, on a pu constater une diminution notable, comparativement aux années précédentes, d'incendies causés par des vices de construction ou des installations défectueuses de moyens de chauffage. Mais on se plaint encore du peu d'empressement que mettent certaines autorités communales à faire exécuter les réparations qui leur sont dénoncées.

Pendant les 3 années 1896, 97, 98 il n'y a eu que 5 recours en révision d'évaluation des dommages.

Un recours fut déposé par un assuré en 1896. Après une entente amiable l'indemnité mobilière a été portée de 152 à 561 fr. Cette augmentation provenait de ce que lors de l'expertise faite le jour du sinistre, la commission avait estimé que le foin restant dans le bâtiment endommagé pouvait encore s'utiliser comme tel alors que plus tard il a été reconnu que par suite de

l'infiltration de l'eau et de son absorption par le foin, celui-ci était entré en fermentation putride, le rendant inutilisable pour l'alimentation du bétail.

L'autre recours fut déposé par l'administration en 1897. Après une transaction ratifiée par le Conseil d'Etat, l'indemnité immobilière objet du recours, fut réduite de 846 fr.

Il y eut pendant l'année 1898 trois recours déposés par les assurés contre l'évaluation des dommages faite par les commissions d'expertise, savoir :

Pour le 1^{er} le département a refusé d'entrer en matière, la sinistrée ayant expressément déclaré, le jour de l'expertise, qu'elle acceptait le chiffre d'indemnité fixé par les experts. Cette affaire n'a pas eu de suite.

Passons au second. Par suite d'entente amiable, ratifiée par le Conseil d'Etat, le sinistré a obtenu une augmentation de 510 fr. sur l'indemnité immobilière que la commission de taxe lui avait allouée. Cette augmentation provient du fait que, lors de l'expertise, la commission n'avait pas su se rendre compte exactement de l'état du bordereau industriel restant après le sinistre.

Quant au 3^e recours, nous n'en connaissons pas l'issue.

Pour satisfaire au vœu exprimé par la commission de gestion du grand conseil dans son rapport sur la gestion de 1895 le conseil d'Etat décida une révision générale de toutes les polices d'assurance contre l'incendie du mobilier. Elle eut lieu du 17 septembre au 15 octobre 1897. La dernière révision avait eu lieu en 1878. Cette nouvelle révision devenait urgente.

Les municipalités avaient été invitées, conformément à l'art. 4 de la loi sur l'assurance mobilière, à veiller à ce que chaque propriétaire assurât son immeuble. Si une

personne refusait de remplir les formulaires, les municipalités devaient y procéder d'office.

Le compte rendu constate avec plaisir que bien peu de municipalités furent obligées de recourir à cette mesure. Les assurés en général ont mis beaucoup de bonne volonté dans l'établissement de leurs polices. Ils ont compris qu'ils étaient les premiers intéressés à s'assurer convenablement contre les dangers du feu. En vue de cette revision, 350.000 formulaires furent distribués aux assurés, ayant entraîné de ce chef une dépense de 8.137 francs.

Les résultats de la revision ont été des plus satisfaisants. Au 31 déc. 1897, il existait 81.744 polices assurant pour 396.299.943 francs de mobilier. Le résultat de la revision accuse un total de 91.809 polices et 446.074.899 francs de capital assuré. Le produit des contributions s'est élevé de 362.777 à 407.089 francs. Il y a donc eu une augmentation de 10.065 polices, de 49.775.056 francs de mobilier assuré et de 44.312 francs de cotes. C'est donc une augmentation de 12 % sur les sommaires de 1897. Les augmentations provenant des mutations survenues au courant de l'année doivent encore être ajoutées. La forte augmentation des polices indique que beaucoup de personnes avaient jusqu'ici négligé, malgré l'obligation à laquelle elles étaient tenues, de se mettre au bénéfice de l'assurance. D'autre part le capital assuré représente plus exactement la valeur du mobilier soumis à l'assurance.

En présence de résultats atteints aussi considérables, nous partageons pleinement l'opinion du compte rendu déclarant que le chiffre de 53.099 francs représentant les frais de vérification des polices n'a rien d'exagéré. Une revision de ce genre n'occasionne-t-elle pas un travail énorme ? Naturellement ces frais sont extraordinaires. Pour les années suivantes on ne s'écartera

guère de la moyenne des frais de vérification des années précédentes, puisqu'ils ne porteront que sur les changements de polices et sur quelques polices nouvelles, tandis que les contributions tendent toujours à augmenter.

L'activité régulière du bureau de contrôle des installations électriques a commencé le 1^{er} octobre 1897. Sur 64 installations génératrice existant au 31 décembre 1897 : 27 installations ont été visitées du 1^{er} octobre au 31 décembre 1897. Ces inspections ont permis de constater que ce sont souvent les installations de moindre importance et qui n'auraient probablement jamais eu recours à un inspectorat libre, qui sont les plus dangereuses. Ces premières inspections ont donc permis de se rendre compte combien la création de ce contrôle est justifiée.

Le bureau de contrôle des installations électriques a continué ses travaux en effectuant pendant l'année 1898, environ 150 inspections. Elles ont permis de relever qu'il existait dans le canton des installations présentant de réels dangers. Le bureau de contrôle a fait procéder aux modifications jugées nécessaires pour la mise en état de ces installations.

Il y avait à la fin de 1898, dans le canton de Vaud, 21 entreprises générales distribuant l'énergie électrique et 50 entreprises privées. Les premières alimentaient des lampes d'une intensité lumineuse totale de 500.000 bougies et actionnaient des moteurs d'une puissance totale de 1.500 chevaux ; elles fournissaient en outre l'énergie de trois réseaux de tramways possédant 35 voitures et 25 kil. de voies ferrées.

Les 50 entreprises privées disposent de 3.900 chevaux dont une partie fournit le courant nécessaire à l'éclairage de 150.000 bougies, 100 chevaux sont transportés comme force motrice et 420 sont utilisés par deux réseaux de tramways actionnant 26 voitures. Ces

deux réseaux ont une longueur totale de 21,6 k. de ligne. Enfin l'électrochimie absorbe 2.700 chevaux. Le nombre des immeubles possédant des installations électriques augmente d'une manière considérable chaque année.

Tous ces détails pour faire voir au lecteur combien la création de ce service de contrôle était nécessaire en même temps que les services appréciés qu'il rendra de plus en plus.

Quant aux actions pénales et actions en responsabilité ayant délié les caisses de leur obligation de payer des indemnités elles furent malheureusement nombreuses. Pour bien montrer le fonctionnement de nos Cais- ses, nous allons extraire quelques espèces qui se sont présentées dans les dernières années.

Dans le compte rendu de 1895, je trouve mentionné l'incendie d'une meule de paille à Cudrefin à la date du 24 septembre 1895.

L'auteur volontaire de ce sinistre, Jean Charles Trey- vaud avait été condamné par le tribunal criminel d'Aven- ches à 6 ans de réclusion.

La Caisse d'assurance mobilière cantonale a dirigé contre lui une poursuite en responsabilité. Elle lui a permis de récupérer 270 francs venant diminuer d'au- tant la dépense que lui a causée le paiement de l'indem- nité à la victime du sinistre.

Un commencement d'incendie survenu à Arnex près d'Orbe le 23 octobre 1895 occasionné par une grave imprudence d'un propriétaire dans la manipulation du pétrole employé pour actionner un moteur. L'auteur involontaire condamné à 10 francs d'amende et aux frais, sa responsabilité étant engagée a renoncé à l'in- demnité et a remboursé les frais d'expertise.

Le 1^{er} juillet 1896 un incendie s'étant déclaré ayant pris d'assez fortes proportions par suite, d'après l'en-

quête ouverte par le département, du manque de secours, le Conseil d'Etat a adressé à cette autorité, par l'intermédiaire du préfet, un vigoureux rappel à l'ordre faisant d'ailleurs toutes réserves pour la responsabilité qu'elle a encourue dans cette circonstance.

Encore une espèce qui nous permettra de voir combien les créanciers d'un propriétaire sont protégés.

Le 26 juin 1897 à Seigneux, le feu avait été mis par Tenthorey, vieillard de 84 ans, à l'instigation de son neveu, Durussel. Le premier a été condamné par le tribunal criminel de Payerne à 4 ans de réclusion, le second à 8 ans et les deux solidairement aux frais. Acte a été donné à l'Etat de ses réserves au nom des Caisses d'assurance. D'après les lois sur les assurances le propriétaire Durussel était déchu de tout droit à une indemnité. Cependant la Caisse a dû payer à la créancière du titre qui avait hypothèque sur les bâtiments brûlés la somme de 6.300 francs représentant l'indemnité immobilière. Afin d'être subrogée à l'entier de cette créance, la Caisse a acquis le solde de ce titre et intérêts courus par 2.383 fr. 35

La faillite de Durussel ayant été prononcée, la Caisse est intervenue pour être payée des sommes ci-dessus et d'une valeur de 1.978 fr. 85 représentant diverses indemnités payées à des tiers et les frais. Une somme de 8.844 fr. 50 a été admise par privilège et 1.932 ont été admis en cinquième classe. Mais la Caisse n'a pu se récupérer que de 6.874 fr. 20. Cette somme représentait la totalité de l'actif de la masse après paiement des frais occasionnés dans cette affaire.

Cet exemple nous montre bien que les créanciers hypothécaires sont toujours sûrs, s'ils arrivent en rang utile, d'être payés de leur créance.

Reste maintenant, avant de passer à la statistique, à donner une idée générale sur les résultats obtenus par

les Caisses. Naturellement ils varient suivant les exercices, mais l'année 1898 est considérée comme un des plus funestes. Aussi le compte rendu spécial de 1898 débute par un passage extrait du 72^e compte rendu de la Société suisse pour l'assurance du mobilier qui, au dire du rédacteur de notre compte rendu, qualifierait bien l'exercice 1898.

Voici ce passage :

« Les causes d'incendie comparées à celles de l'exercice précédent ont peu varié quant à leur proportion ;
« la moitié environ des sinistres est à rechercher dans
« une imprudence ou une négligence, et de ce côté il
« serait téméraire d'espérer une amélioration. Par contre,
« ensuite d'innovations importantes dans le mode
« d'éclairage, dans le système d'exploitation de certains établissements industriels et enfin pour diverses raisons on peut constater de nouvelles rubriques
« dans les causes d'incendie ; aussi bien, malgré les
« progrès réalisés à d'autres point de vue, comme par
« exemple dans le service des secours contre les incendies, on ne peut s'attendre à une diminution des sinistres, pas plus que reléguer dans le domaine de l'impossibilité les grands incendies. »

Mais notons que l'année 1898 est réputée pour compter parmi les plus mauvais exercices.

Les caisses ont eu à enregistrer 200 incendies et commencements d'incendies, soit 44 de plus qu'en 1897, dont les causes ont été des plus diverses. Si l'on jette un coup d'œil sur le tableau annexé à la fin du compte rendu, on remarque surtout de nombreux cas d'imprudence, défauts de moyens de chauffage, vices de construction, explosions de cuisines à pétrole suivies de commencements d'incendie. La malveillance constatée ou probable, tient comme d'habitude une large place dans ce tableau. Mais parmi les causes d'augmen-

tation des sinistres, on s'accorde à ranger en première ligne la sécheresse persistante de la belle saison.

Les chiffres des indemnités se sont accrus également d'une manière considérable : tandis que l'exercice de 1897 accuse un total, pour bâtiments et mobilier de 442.002 fr. la Caisse a dû payer en 1898 une somme de 1.035.617 fr.

Pour 4 sinistres seulement les caisses ont dû verser 457,864 fr. L'incendie de Premier, faisant songer à celui de Valborbe en 1883, détruisit 28 maisons, entraînant une indemnité totale de 245.856 fr.

Ceci posé, pénétrons maintenant un peu dans les détails statistiques en envisageant les 3 derniers exercices qui nous sont connus (1896, 97, 98).

Les bâtiments inscrits au cadastre et assurés dans le canton représentaient en 1836 une valeur totale de 645.380.354, qui de 1896 à 1897 fut de 22.419.983 et de 22.755.730 fr. de 1897 à 1898, le montant des risques immobiliers assurés s'élevait alors à 690.556.067 fr.

Le montant des contributions, de 664.422 fr. au 31 décembre 1895, augmente de 21.618 fr. en 1896, de 22.648 fr. en 1897 et de 24.385 fr. en 1898 où elles atteignent 733.075 fr. pour un capital de 690.556.067 fr., soit 1,06 ‰ du capital assuré.

Le fonds de réserve de 2.443.476 en 1895 s'accroît de 279.772 fr. en 1896, de 429.271 fr. en 1897 et de 97.062 fr. seulement en 1898. Au 31 décembre il atteignait 3.249.583 fr., soit près de 5 ‰ en 1897 et encore 4,7 ‰ en 1898 malgré les grands sinistres.

Pour l'exercice 1896 les indemnités payées se sont élevées à 399.276 fr. à 289.704 fr. seulement en 1897, bien que le total des risques assurés se soit accru de 22.419.983 fr. Pour l'exercice 1898, pour un accroissement de capital semblable, le total des indemnités payées est plus que double. Il fut de 667.314 fr. au lieu

de 289.704 fr., soit de 0,966 ‰ au lieu de 0,434 ‰ et de 0,58 ‰ en 1895.

La part au subsidé pour l'assurance des sapeurs-pompiers contre les accidents et la maladie s'est élévé pour ces trois exercices annuellement à plus de 5.500 fr.; en 1896 elle n'est que de 5.483 fr., mais 880 fr. d'indemnité ont été alloués au cours de sapeurs-pompiers d'Yverdon.

Les frais d'inspection des bâtiments ont été de 15.858 fr. pour l'exercice 1896, de 22.239 fr. pour l'exercice 1897 et de 20.987 fr. pour l'exercice de 1898.

La Caisse a participé pour 16.832 fr. en 1896, pour 18,660 fr. en 1897 et pour 17.812 en 1898 aux frais de taxe des bâtiments.

Quant aux frais d'administration proprement dits, ils ne se sont élevés qu'à 17.151 fr. en 1896, à 17.717 fr. en 1897, à 17.814 fr. en 1898, soit 0,026 ‰, 0,026 ‰ et 0,25 ‰ du total des risques en 1898. Ainsi pour nous résumer les contributions perçues ‰ de capital assuré furent sensiblement de 1,06 ‰ pour les 3 exercices, les indemnités de 0,434 ‰ en 1897 et de 0,966 ‰ en 1898. Mais malgré tous les frais payés, le déficit de l'année ne fut que de 755 fr. Le fonds de réserve, grâce aux intérêts qu'il rapportait, 106.884 fr. ne s'accrut pas moins encore de 97.062 fr. Cependant on se rappelle que pour 4 sinistres seulement la Caisse a été obligée de déboursé la somme importante de 457.864 fr. Voilà qui est de nature à rassurer. L'incendie de Glaris, le plus considérable du siècle, n'a détruit que 2 1/2 millions de valeurs.

En supposant même qu'une pareille calamité soit venue à désoler le canton de Vaud, le fonds de réserve étant alors de 3 millions 1/4, aurait pu largement faire face aux dépenses. Or un sinistre de cette importance n'est guère à redouter de nos jours grâce au dévelop-

pement du service d'incendie et aux perfectionnements qui y ont été apportés tant au point de vue du matériel que de la célérité. Les progrès réalisés dans cette branche ne permettront plus à un incendie de prendre les proportions qu'on a eu à déplorer en 1861 dans le canton de Glaris.

Quels sont maintenant les résultats obtenus par la Caisse d'assurance mobilière ?

Au 31 décembre 1895, le montant des sommes assurées s'élevait à 372.091.561 francs. Il s'accroît de 11.537.784 francs en 1896, de 12.670.598 francs en 1897, et après la revision pendant 1898 de 60.695.727 francs. Au 31 décembre 1898 les valeurs mobilières figurant à l'assurance cantonale représentaient la somme de 456.995.670 fr., soit une augmentation de 84.904.109 francs en trois ans.

Le produit des contributions était de 342.353 francs au 31 décembre 1895. Il s'accroît de 9.957 francs en 1896, de 10.465 francs en 1897 et de 53.850 francs en 1898, ayant permis, outre le paiement des indemnités et autres frais des accroissements dans le fonds de réserve, qui au 31 décembre 1895 était de 1.270.957 francs, s'accroît de 160.941 francs en 1896, de 214.781 francs en 1897 et de 15.453 francs en 1898. Au 31 décembre 1898 il était de 1.662.133 francs, soit une augmentation de 391.176 francs. Il s'élevait alors à 3,6 ‰ du total des risques mobiliers assurés.

Les indemnités payées en 1896 s'élèvent à 187.922 fr., à 152.298 francs en 1897 et à 368.303 francs en 1898. Les contributions perçues s'élèvent respectivement pour les années 1896, 1897 et 1898 à 0,901 ‰, à 0,91 ‰ et 0,91 ‰ de capital assuré et les indemnités payées à 0,489 ‰, 0,38 ‰ et 0,80 ‰ du total des risques.

Comme autres frais citons environ 3.330 francs versés annuellement par la Caisse, représentant la part au

subside pour l'assurance des sapeurs pompiers contre les accidents et la maladie. (1)

Les dépenses occasionnées par la vérification des polices d'assurance mobilière se chiffèrent à 9.232 fr. en 1896, à 8.171 francs en 1897 et à 53.098 francs en 1898, en raison des frais extraordinaires que nécessita la revision générale.

Les frais d'administration proprement dits furent de 17.615 francs en 1896, de 18.138 francs en 1897 et de 20.831 francs en 1898, soit de 0,046 ‰, 0,045 ‰ et 0,045 ‰ du capital assuré en 1898. Comme on peut s'en rendre compte, les frais d'administration ont été en diminuant.

Quant aux bénéfices ils furent de 130.556 francs en 1896, de 169.285 francs en 1897, mais en 1898 on relate un déficit de 32.989 francs, dont les causes nous sont déjà connues, portant le montant des indemnités payées de 0,38 ‰ à 0,80 ‰ du total des valeurs mobilières assurées. De plus la Caisse pour cette année même a eu à solder 53.099 francs au lieu de 8.000 francs, comme pour les années antérieures, soit près de 45.000 francs de frais extraordinaires occasionnés par la revision générale des polices. Mais comme les intérêts du fonds de réserve de 1897 s'élevaient à 50.667 fr., le patrimoine de la Caisse mobilière ne s'en est pas moins accru de 15.453 francs.

Si maintenant nous comparons les résultats obtenus par les deux Caisses cantonales depuis 1861, nous remarquons, on se le rappelle, une augmentation dans le montant des risques assurés qui peut être évaluée de 1879 à 1892 à 14,4 ‰ pour les biens immobiliers et seulement à 11 ‰ pour les biens mobiliers.

(1) Le décret du 29 mars 1888 mit cette obligation à la charge de la Caisse cantonale.

Comment expliquer cette différence ? Il peut se faire que la propriété immobilière augmente plus rapidement que la propriété mobilière. Ceci ne doit pas nous surprendre dans un pays où l'on songe avant tout à être propriétaire de la maison qu'on habite. Les Suisses ont plus de confiance dans des biens, comme on dit, qui s'étalent au soleil que dans des meubles. Enfin des biens immeubles que tout le monde voit assurent un plus grand crédit à un individu que des meubles d'un déplacement souvent trop facile. S'entendre appeler « propriétaire » est de nature à flatter assez les Vaudois. Disons enfin que le crédit hypothécaire est très développé en Suisse et spécialement dans le canton de Vaud. Dès lors on construit une maison, puis édifiée, en l'hypothéquant, on trouve en plus du logement un supplément de capitaux qu'on peut faire travailler plus avantageusement.

D'autres, il faut en convenir, expliquent cette différence par ce fait, que peut-être à cause du crédit hypothécaire, les nouveaux bâtiments s'assurent plus vite que le nouveau mobilier malgré l'obligation légale de l'assurance.

Peut-être cette observation est-elle fondée. Mais cela tient à la nature même des objets et non à l'assurance telle qu'elle est pratiquée par le canton. Nous savons, en effet, par nos développements antérieurs, de quelle surveillance est entouré le propriétaire, combien il lui est difficile de laisser ses biens inassurés.

D'autres sont surtout frappés par le rapprochement des sommes assurées dans les deux établissements Vaudois.

En 1892, par exemple, disent-ils, les assurances d'immeubles se montaient à 591 millions, celles de mobilier à 347 millions.

Comme les Sociétés privées d'assurances contre

l'incendie n'ont perçu en 1892 qu'une somme de primes de 22.956 francs pour les risques les plus dangereux, que n'assure pas l'établissement Vaudois d'assurance mobilière (1), le mobilier assuré par les Compagnies privées ne dépasse certainement pas 20 millions y compris les quelques polices encore en cours de Sociétés non autorisées.

Ainsi, dit-on, la somme assurée dans le riche canton de Vaud sur le mobilier est au plus égale à $347 + 20 = 367$ millions, ce qui représente 62% de la somme assurée sur les immeubles (2).

Ceci posé, dans le canton de Zurich, ajoute-t-on, ou l'assurance du mobilier est facultative, la proportion de la somme assurée sur le mobilier (723 millions) à celle assurée sur les immeubles (827 millions) est de 84 à 100 !

Ce raisonnement appelle plusieurs observations :

D'abord en ce qui concerne le canton de Zurich on fixe la somme des valeurs immobilières à 723 millions ; comment ? d'après les primes perçues. Le résultat ainsi obtenu ne peut être exact puisque l'on sait que les compagnies privées ne séparent pas dans leurs comptes rendus les risques mobiliers des risques immobiliers. On ne peut donc arriver qu'à une approximation plus ou moins grande.

En second lieu comment arguer de faits relevés dans un autre canton, qui par sa population et son industrie peut être si différent de celui qu'on envisage. N'est pas le cas dans notre espèce. Les auteurs eux-

(1) Ceci n'est pas tout à fait exact. L'établissement n'assure des risques très dangereux que jusqu'à concurrence d'un maximum. Il n'y a que quelques objets d'art dont la valeur est fort difficile à apprécier que l'établissement n'assure pas.

(2) L'enquête et la révision générale opérées en 1898 ont quelque peu changé cette proportion.

mêmes qui font ce raisonnement, sont les premiers à le reconnaître lorsqu'ils admettent que la population du canton de Zurich est plus industrielle et commerçante que celle du canton de Vaud. Dans quelle mesure ce facteur influe-t-il dans la proportion de 83 à 100 exprimant les sommes immobilières assurées d'une part et les valeurs mobilières assurées d'autre part? Nous le demandons au rédacteur du rapport du bureau fédéral auquel nous empruntons la plupart de nos renseignements; aussi ne pouvons-nous pas déduire de ces chiffres, ce qu'il en déduit, à savoir: que l'effet de l'obligation dans l'assurance du mobilier a ses limites et qu'avec la meilleure volonté l'Etat ne peut pas penser à tous les détails à la place du propriétaire. Il faudrait pour faire une démonstration décisive indiquer d'une part le total des valeurs mobilières situées dans le canton, de l'autre le chiffre des sommes assurées en valeurs mobilières. Malheureusement il est tout à fait impossible de donner un total même approchant des meubles tant qu'on reculera devant les procédés inquisitoriaux.

Il est vrai qu'on rappelle des faits qui semblent plus concluants. Je veux parler des incendies de Merchissy en 1877 et de Vallorbes en 1883. Des collectes ont été organisées à cette occasion pour venir en aide aux nombreuses familles pauvres qui n'étaient pas assurées, on conclut donc que dans le canton de Vaud, malgré l'obligation de l'assurance, tout le mobilier n'est pas assuré surtout parmi la population flottante.

Il nous semble que cette observation fournit une réplique excellente à ceux-là précisément qui réclament l'assurance mobilière obligatoire par l'Etat.

En effet, il résulte des faits qu'on nous rappelle que malgré l'assurance obligatoire une partie des meubles

n'étaient pas assurés. Que serait-il donc advenu si l'assurance n'avait pas été déclarée obligatoire !

Aussi comprend-on aisément que les adversaires du système d'assurance tel qu'il existe en Suisse lui aient reproché notamment de négliger l'assurance du mobilier qui est presque partout facultative. Ils veulent combler cette lacune par l'assurance obligatoire du mobilier par les cantons.

L'assurance privée, dit-on n'étant pas obligatoire, un grand nombre de familles et une somme très notable de mobilier restent inassurés et cela surtout dans la population pour laquelle l'assurance serait le plus nécessaire. Seule l'assurance du mobilier par l'Etat obligatoire pour tout le monde, entraînant une estimation des biens mobiliers de la totalité des habitants, permettra de généraliser l'assurance du mobilier parmi le « petit peuple ». Sans contester la grandeur du but poursuivi, les partisans de l'assurance privée, en présence des difficultés que rencontre l'introduction et l'exécution de l'assurance cantonale obligatoire du mobilier, ont cherché, d'une autre manière, à faire pénétrer davantage l'assurance contre l'incendie dans les classes pauvres.

Dès 1880 les trois grandes Sociétés suisses privées : Société suisse pour l'assurance du mobilier, l'Helvetia et la Bâloise incendie, sur une motion de la Société d'utilité publique du canton de Zurich, s'étaient solidairement engagées à conclure des assurances collectives pour le petit peuple. Elles promettaient de ne réclamer aucuns frais spéciaux pour polices ou détails des objets à assurer. Mais à la condition que des autorités ou Sociétés communales s'occuperaient de la conclusion du contrat et garantiraient l'encaissement des primes.

Bien plus, ces Sociétés assuraient même le maintien

en vigueur du contrat dans le cas de changement de domicile à des conditions très satisfaisantes. En 1891 ces Sociétés amélioraient encore leurs conditions.

Mais sauf dans les localités bernoises de Berne, Thorne, Berthoud et Langenthal (1) et malgré tout le zèle des hommes politiques pour l'assurance obligatoire du mobilier, on n'entend plus guère parler des assurances collectives sans néanmoins cesser de s'apitoyer sur le grand nombre de gens qui ne sont pas assurés (2).

Quelques cantons pourtant ont fait de sérieux efforts pour essayer de combattre le mal en déclarant l'assurance obligatoire du mobilier. Pour garantir l'exécution de leurs lois, ces cantons se sont mis en rapport avec un certain nombre de Sociétés privées concessionnées suisses et étrangères.

Le canton de Fribourg est le premier qui s'engagea dans cette voie par la loi du 5 mai 1893. D'après les rapports de gestion du gouvernement, il ressort que les résultats obtenus ont été très satisfaisants. Il paraîtrait pourtant que malgré tout il reste encore un certain nombre de gens non assurés.

Il faut dire que l'exécution de cette loi avait été facilitée par ce fait qu'elle exemptait de l'obligation de l'assurance les monnaies d'or et d'argent, bijoux, etc., manuscrits, les titres et billets de banque, les objets d'art, les matières explosibles et spiritueux, les bateaux

(1) Ces localités ont réussi à assurer en peu de temps 323 familles et un mobilier s'élevant à une valeur de 345.504 francs. Dans la règle ces assurances sont aux frais des assurés eux-mêmes. Il n'y a qu'à Berne où le coût en est entièrement supporté par la commune.

(2) On pourrait encore citer une circulaire du 5 juin 1891 du canton de Soleure recommandant aux conseils communaux l'institution d'assurance collective contre l'incendie.

et leur matériel, le matériel roulant des chemins de fer, les marchandises en gare, les marchandises renfermées dans des bâtiments où s'exercent des industries dangereuses déterminées et dans des constructions qui ne figurent pas au cadastre, le mobilier dans les chalets situés à une certaine distance de toute habitation.

En outre l'assurance n'est obligatoire que pour les 6/10 de la valeur inventoriée du mobilier ; au-delà, elle est facultative.

Ceci représente une importante concession faite aux Sociétés qui se sont engagées à accepter l'assurance des objets obligatoirement assurés jusqu'à concurrence de 1/5 de la somme assurée sur les bâtiments dans la commune.

Les conseils communaux doivent veiller à l'exécution de la loi et sont autorisés à conclure auprès des Sociétés au nom des propriétaires qui en font la demande des assurances collectives, pour les mobiliers d'une valeur inférieure à 1000 francs.

L'exécution de cette grosse tâche ne se fit pas très rapidement. Mais le chiffre des polices s'élève quand même de 11.132 à 25.270 en comptant une assurance collective pour une police et les sommes assurées sur le mobilier de francs 81.486.484 à 128.835.005.

Le gouvernement du canton d'Argovie, à l'instar des localités bernoises, avait aussi tenté ce genre d'assurance. Mais malgré la promesse d'une rétribution aux agents, le succès fut bien modeste. On parvint à conclure 3 contrats. C'était un échec.

En 1897, il en fut autrement, le peuple accepte l'assurance contre l'incendie. La loi du 24 octobre 1897, introduisit, dans le chapitre relatif à l'assurance des objets mobiliers, une disposition déclarant l'assurance obligatoire auprès des Sociétés concessionnées par le conseil fédéral.

Le maître est tenu de comprendre dans son assurance les effets de ses domestiques pour autant que les dits objets se trouvent sous son toit. De même l'employeur pour les biens mobiliers de ses ouvriers qui se trouvent dans les locaux ou sur les chantiers de l'employeur. Le Conseil d'Etat doit veiller autant que possible, par la conclusion de contrats avec un certain nombre des Sociétés d'assurance, à ce que tout propriétaire de mobilier pour lequel l'assurance est obligatoire puisse trouver cette assurance aux conditions les plus avantageuses.

Ces contrats doivent en particulier prévoir la conclusion d'assurances collectives. L'Etat renonce aux émoluments de contrôle que l'assuré avait à payer jusqu'ici. Les conseils communaux sont tenus de faire eux-mêmes gratuitement le contrôle de toute assurance pour une somme jusqu'à concurrence de 3.000 francs. Le droit réservé aux conseils communaux, ou, le cas échéant au bureau cantonal des assurances d'approuver le contrat n'influe en aucune manière sur l'entrée en vigueur de ce dernier.

Les propriétaires de mobilier qui ne sont pas assurés ont un délai de quatre semaines pour conclure un contrat. Passé ce délai le conseil communal assure le mobilier en question à celle des Sociétés privées concessionnées qui lui convient aux frais du propriétaire.

La Société d'assurance de son côté doit remplir certaines obligations. En cas de non-paiement des primes la Société n'a pas le droit d'annuler le contrat dans ses effets. Elle doit chercher à recouvrer juridiquement sa créance. A défaut de paiement elle en avise le *Conseil communal qui lui avance la prime et les frais de police sur la Caisse communale et la créance de la Société passe à la commune. Les créances qui n'ont pas pu*

être recouvrées dans l'espace d'une année sont remboursées aux communes par le canton.

Comme on peut le voir, si nous ne sommes pas en présence de Caisses publiques, il est intéressant de faire remarquer que l'assurance privée pour assurer les petites gens n'a pu accepter de remplir cette tâche qu'en faisant appel au secours de l'Etat.

Nous ne pouvons pas prédire ce que l'avenir nous réserve, mais on ne saurait nous taxer d'exagération en disant qu'il y a une tendance très marquée, vers l'assurance contre l'incendie cantonale du mobilier. La dernière Caisse cantonale assurant le mobilier date de 1895, peut-être demain faudra-t-il ajouter aux deux Caisses déjà existantes un ou plusieurs établissements cantonaux.

SECTION III

CHAPITRE UNIQUE

A. — Idée d'ensemble se dégageant de l'étude des Caisses cantonales.

Nous avons maintenant parcouru l'organisation des établissements cantonaux dans leur ensemble, le moment semble arrivé de conclure. Mais avant, nous voudrions résumer en quelques mots les principaux points que nous avons longuement développés au cours de cette étude.

L'assurance contre l'incendie est actuellement organisée dans 17 cantons. Deux d'entre eux : ceux de Vaud et de Glaris, possèdent à côté de la Caisse d'assurance des bâtiments une Caisse cantonale pour l'assurance du mobilier. Enfin dans les cantons de Fribourg et d'Argovie, l'Etat intervient dans l'assurance contre l'incendie des meubles d'une manière plus efficace que par un simple contrôle. Ayant déclaré l'assurance mobilière obligatoire, les autorités cantonales pour assurer la bonne exécution de la loi prêtent gracieusement leur concours aux compagnies privées qui ont fait preuve de bonne volonté.

Depuis 1865, le canton de Genève (1) n'a plus de Caisse cantonale. Le grand conseil du canton du Tessin avait décidé en 1853, la création d'une Caisse monopole cantonale avec entrée facultative. Le gouvernement chargé de l'exécution comprit le monopole au sens fiscal et le céda par contrat jusqu'à la fin de 1860 à la compagnie d'assurance de Milan moyennant une redevance de 45 % des primes annuelles encaissées dans le canton.

On comprend sans peine qu'une prime semblable était de nature à augmenter le prix de l'assurance et à diminuer le nombre des assurés. Aussi le grand Conseil décréta-t-il par sa loi du 8 décembre 1859, la réintroduction du système de la libre concurrence et la surveillance des Sociétés privées par le gouvernement.

Il n'y a guère que les Grisons et les petits cantons de Uri, Schwyz, Unterwald, Appenzell, et le Valais qui n'ont pas connu l'assurance publique, laissant ainsi le champ libre aux Sociétés anonymes.

Ces établissements cantonaux, comme leur nom le laisse assez pressentir, ne peuvent opérer que dans les limites de leur canton conformément à la loi propre rédigée par leur canton respectif. Si toutes ces caisses par ce fait ont leur fonctionnement propre, on a pu voir que leur organisation présente de nombreux points communs. Partout nous voyons ces établissements jouir d'une individualité financière, prévenant ainsi toute confusion avec les finances gouvernementales. Ceci ne veut pas dire qu'en cas de besoin elles ne puissent pas y faire appel. Mais l'Etat interviendra comme un prêteur. Les avances faites seront soigneu-

(1) Sans doute l'établissement cantonal genevois fut dissous par la loi du 5 novembre 1864, mais il fut remplacé en 1884 par celui du demi-canton d'Unterwalden-le-Bas.

sement inscrites et constitueront des créances au profit du Trésor.

Par contre la gestion des fonds des établissements cantonaux est en général confiée à un organe administratif spécial, comme des chambres d'assurances (1) ou bien aux organes administratifs ordinaires institués pour veiller à l'administration publique, tels que les Départements des Finances (2) ou les directions de police (3).

Il n'y a guère qu'à Berne où nous ayons rencontré un système spécial séparant mieux encore l'administration de la Caisse d'assurance cantonale de l'administration générale (4).

Quant aux objets assurés, on peut dire que les établissements cantonaux assurent presque tous les immeubles. Il n'y a, à vrai dire, d'exception que pour les risques dont la valeur est presque nulle et pour ceux présentant de grands dangers. Le plus souvent, même pour ces mauvais risques lorsque la réassurance en est possible les établissements cantonaux, comme la Caisse bernoise, par exemple, acceptent de les assurer. De toute façon les quelques bâtiments exclus de l'assurance officielle peuvent être assurés par les Compagnies. Pour les meubles il faut en dire autant. En présence de gros risques les deux Caisses déclarent apporter des limites à leur obligation de payer une indemnité et cela dans certains cas seulement que nous avons étudiés en décrivant l'organisation de la Caisse vaudoise. Ajoutons

(1) Elles sont sous la haute surveillance de l'autorité gouvernementale supérieure.

(2) C'est le cas dans les cantons de Lucerne, Soleure, Zug, Bâle, Ville et Campagne, Saint-Gall, Vaud.

(3) C'est ce que nous reecontrons dans les cantons de Zurich, Glarès et Fribourg.

(4) Voir l'exposé que nous en avons fait en étudiant la Caisse bernoise, page .

encore certains objets d'une nature spéciale et pour la plupart des objets de luxe.

L'évaluation des valeurs à assurer ainsi que celle des sinistres, est faite presque partout par une commission d'experts délégués par le canton qui s'adjoint dans chaque commune un expert local pouvant le renseigner exactement sur le prix des matériaux et de la main-d'œuvre. Dans tous les établissements cantonaux l'évaluation des valeurs est faite avant toute assurance, ce qui simplifie considérablement l'estimation des dommages en cas d'incendie. L'assurance étant obligatoire et des immeubles nouveaux pouvant être construits ou d'anciens profondément modifiés tous les jours, il est procédé annuellement à époque fixe à une estimation des bâtiments édifiés ou modifiés.

Ceci n'empêche pas de procéder à des revisions générales à des époques plus ou moins éloignées. Le plus ordinairement ces revisions générales ont lieu tous les 10 ans. Pour permettre à un propriétaire qui se croit lésé de réclamer, on l'autorise à demander une contre-expertise. Dans la plupart des cantons un cadastre spécial mentionne tous les immeubles, le ou les noms des propriétaires ainsi que tous les renseignements utiles au point de vue de l'assurance et au point de vue des créanciers hypothécaires.

Les établissements cantonaux étant des mutuelles officielles, la prime en principe n'est pas fixe à vrai dire. Sans doute dans la majorité des cantons où existe l'assurance officielle, les autorités ont déterminé des minimums pour répondre au désir exprimé par les assurés demandant à être fixés. Mais ce minimum n'a rien de sacré. Dans toutes les lois cantonales on trouve que ce minimum pourra être diminué lorsque les circonstances le permettent suivant les prescriptions législatives. Reparaît donc ici, par ce trait, le caractère mu-

tuel qui ne s'est éclipsé que pour un instant. Enfin, dans la plupart des lois cantonales d'assurance contre l'incendie, le législateur a voulu éviter, dans une certaine mesure, les variations brusques que le système mutuel, employé dans toute sa rigueur, peut engendrer dans le paiement des cotisations. Pour ce, il a été décidé dans presque tous les cantons la constitution d'un fonds de réserve qui atteint le but et garantit mieux l'exécution des obligations de la Caisse en présence d'une grande calamité.

La fixation d'un minimum de perception n'est nullement incompatible avec la classification des risques. Dans la plupart des cantons où existe un établissement d'assurance, nous rencontrons une classification des risques plus ou moins longue avec une échelle de primes afférentes. Mais dans d'autres cantons, faisant abstraction du principe de la proportionnalité de la prime au risque, qui déplait tant au professeur Wagner, réalisant l'idée qu'il défend avec tant d'acharnement en Allemagne, les lois des cantons de Glaris, Fribourg, Argovie et Zug, fixent *une prime unique* d'après le tantième de la valeur assurée quel que soit le danger offert.

Les primes sont perçues par les receveurs communaux, non pas gratuitement, comme trop souvent se plaisent à l'écrire les adversaires des établissements cantonaux.

Il est alloué de ce chef aux communes une indemnité variant suivant les cantons, mais s'élevant jusqu'à 2 % dans les cantons de Fribourg et d'Unterwald-le-Bas. Ces primes sont versées comme les impôts ordinaires dans les caisses publiques qui ultérieurement en rendent compte à la Caisse d'assurance.

C'est ainsi que dans les cantons de Glaris, Fribourg, Appenzell, Argovie, Vaud, la contribution d'assurance

à payer figure sur la cote de l'impôt foncier. Le contribuable la paye en même temps que ses impôts.

Les sinistres sont estimés par les commissions d'experts, déterminant l'indemnité que la Caisse aura à verser. Mais s'il est démontré que l'incendie est le résultat d'une négligence fautive, l'indemnité peut être réduite en proportion de la gravité de la faute jusqu'à concurrence d'une fraction déterminée du dommage subi (1) ou bien même sans limites (2) en présence de faute très grave. Dans l'éventualité d'incendie criminel, l'incendiaire naturellement est privé de tout droit à une indemnité. L'immeuble est-il hypothéqué, le créancier hypothécaire n'en conserve pas moins son droit sur l'indemnité. Mais encore faut-il que l'insolvabilité du débiteur, discuté préalablement dans ses autres biens soit démontrée. Il faut en dire autant dans le cas où un même immeuble aurait été assuré auprès de 2 entreprises d'assurance. Les dommages causés par l'incendie, la foudre, même ne déclarant pas d'incendie, et dans certains cantons par l'explosion sont couverts par les établissements cantonaux. Quant aux dégâts résultant d'une opération militaire, d'une guerre ou d'une révolte, dans certains cantons ils sont à la charge de l'assurance. Dans beaucoup, seulement dans la mesure où l'Etat n'aurait pas procuré à la victime des secours. Dans certains autres cantons c'est l'Etat seul qui couvre ces dommages. Enfin dans quelques cantons la loi est muette à ce sujet (3) ou tout au moins ne s'explique pas expressément sur ce point.

(1) Dans la loi bernoise de 1881, cette portion est fixée à la moitié.

(2) C'est le cas dans les cantons de Fribourg, Soleure, Argovie, Thurgovie, Zug.

(3) Ce sont notamment les lois des cantons de Glaris, Fribourg, Appenzell, Argovie et Vaud, mais déterminant limitati-

Au point de vue de la police des incendies, rappelons que dans tous les cantons une surveillance très vigilante est exercée par les autorités sur la construction et l'entretien des immeubles au point de vue des dangers d'incendie. Nous n'avons pas craint d'insister dans notre étude sur ce point, car nous croyons que c'est la conséquence normale de l'assurance officielle. Les communes sont tenues d'organiser un service de pompiers. Dans plusieurs cantons ce service est obligatoire pour tous les citoyens dans la mesure où la commune l'exige. Nous citerons notamment Berne, Schaffhouse, Glaris, Appenzell, Neuchâtel comme cantons où l'on rencontre cette obligation.

A Bâle les personnes ne faisant pas partie du service actif de pompiers ont à payer une imposition spéciale.

Une loi fédérale du 25 juin 1885 autorise les cantons à frapper les Compagnies d'assurance d'une taxe qui les fasse contribuer équitablement aux frais des corps de pompiers. Tous les cantons ont eu soin de faire usage de la faculté que leur conférait la loi. La taxe mise à la charge des Compagnies est ordinairement de 2 à 3 centimes ‰ fr. de capital assuré. Dans le Bas-Unterwald, l'Etat perçoit 2 ‰ des primes acquittées. De pareilles mesures ont encouragé des gens d'initiative, il y a vingt-huit ans à créer la « Société suisse des sapeurs-pompiers ».

Cette institution privée est une fédération très puissante. Elle compte actuellement plus de 100.000 pompiers. Cette Société a organisé une Caisse de secours suffisamment riche pour payer des indemnités importantes aux victimes du devoir. On peut en juger par ces

vement les cas engendrant pour la Caisse l'obligation d'indemniser, on peut dire que ce silence équivaut à une négation. Ces Caisses n'indemniserait pas en sa présence de dégâts causés par une guerre ou une révolte.

quelques exemples : la Caisse alloue pour une incapacité de travail se prolongeant au-delà de quatre jours de 24 fr. 50 à 40 fr. par semaine suivant le nombre des enfants ; en cas de décès une indemnité de 4000 fr. est versée aux successeurs ; une indemnité de 1000 fr. en cas de dommage permanent.

B. — Résultats financiers généraux des Caisses cantonales.

Passons maintenant aux résultats financiers que nous groupons ici dans trois tableaux consécutifs. Ils remémoreront une foule de renseignements statistiques que nous avons donnés au cours de notre étude et permettront de saisir, comme d'un coup d'œil, la marche générale des établissements cantonaux pendant les trente-trois dernières années complétant ainsi les résultats fournis antérieurement pour les époques plus anciennes.

Sommes assurées dans les établissements cantonaux d'assurance contre l'incendie, pendant les années 1865, 1875, 1885, 1895.

SUISSE (CANTONS)	1865	1875	1885	1895
<i>Suisse</i> fr.	1.856.321.352	2.786.142.770	3.867.272.649	4.880.204.800
1 Zurich	373.942.050	495.025.405	704.238.070	1.027.930.050
2 Berne	281.799.900	505.601.200	724.650.200	860.268.600
3 Lucerne	97.459.716	153.119.250	185.502.830	227.240.300
4 Unterwald-le-bas*	—	—	9.098.466	22.302.900
5 Glaris	26.290.930	43.126.040	51.268.310	67.788.360
6 Zoug	21.168.700	27.374.800	40.939.750	44.431.250
7 Fribourg	65.275.410	79.341.045	100.078.670	125.782.095
8 Soleure	45.835.915	73.129.910	101.928.950	120.548.365
9 Bâle (ville)	97.211.691	139.908.800	197.296.300	280.547.000
10 Bâle (campagne)	50.017.000	60.113.100	80.510.700	91.878.950
11 Schaffhouse	32.062.650	48.568.410	65.782.230	82.641.460
12 Appenzel (extérieur)	37.980.700	56.090.500	73.274.600	91.938.800
13 Saint-Gall	176.462.725	294.757.800	366.425.000	559.227.000
14 Argovie	104.940.900	175.095.075	234.445.250	276.146.075
15 Thurgovie	75.020.325	109.987.045	159.705.910	193.049.110
16 Vaud	256.794.050	357.380.290	544.252.613	267.223.985
17 Neuchâtel	114.058.700	167.524.100	227.874.800	281.237.500

Suisse, 1895 : 4,880,204,800 francs.

* L'établissement d'assurance d'Unterwald-le-bas n'existe que depuis 1884.

SUISSE (cantons)	INDEMNITÉ PAYÉE POUR 1,000 FRANCS ASSURÉS				PRIMES ‰ FRANCS ASSURÉS			
	1865	1875	1885	1895	1865	1875	1885	1895
<i>Suisse</i>	2.14	0.88	0.82	0.83	1.57	1.58	1.27	1.15
1 Zurich	0.62	0.75	0.62	0.61	1.00	1.00	1.00	0.60
2 Berne	5.15	1.30	0.95	0.89	3.00	2.00	1.92	1.72
3 Lucerne	1.09	1.28	1.47	1.36	1.00	1.07	1.07	1.61
4 Unterwald-le-bas	—	—	—	0.19	—	—	1.05	1.11
5 Glaris	0.14	0.07	0.39	0.13	5.66	4.01	1.00	0.50
6 Zoug	0.23	0.39	0.89	0.28	0.40	0.50	1.00	0.40
7 Fribourg	3.55	0.69	0.84	1.98	2.50	2.50	1.50	1.70
8 Soleure	2.01	1.17	2.29	1.12	1.83	2.28	2.94	2.27
9 Bâle (ville)	1.22	0.04	0.03	0.06	0.76	0.61	0.60	0.57
10 Bâle (campagne)	1.11	0.60	0.87	1.41	1.20	0.80	0.90	1.50
11 Schaffhouse	0.48	1.61	0.44	0.22	1.18	1.65	0.76	0.74
12 Appenzel (extérieure)	0.20	0.94	0.26	0.99	1.15	1.17	1.14	0.81
13 Saint-Gall	1.77	0.85	1.36	0.84	1.12	2.70	1.38	1.21
14 Argovie	0.88	1.52	1.50	1.30	0.80	1.75	1.50	1.80
15 Thurgovie	1.20	1.05	0.39	1.45	1.07	1.07	1.03	1.08
16 Vaud	1.48	0.57	0.56	0.58	1.44	0.98	1.06	1.06
17 Neuchâtel	6.88	0.40	0.27	1.06	2.31	1.84	0.90	0.83

Etablissements cantonaux d'assurances contre l'incendie en 1899.

CANTONS	Année de fonda- tion	Somme assurée (1)	Dont en réassurance auprès de sociétés privées		Primes encaissées pour 1899	Fonds de réserve à la fin de l'exercice
			suisses	étrangères		
I. Assurance mobilière.						
1 Zurich	1808	1,299,608,825	—	—	780,401(1)	2,769,806
2 Berne	1806	1,009,478,000	—	145,466,463	1,842,796	2,920,339
3 Lucerne.....	1810	271,291,450	24,118,800	—	306,760	677,694
4 Unterwalden-le-B.	1884	24,811,950	—	5,704,880	26,954	235,974
5 Glaris.....	1811	79,433,100	2,208,875	—	39,717	2,524,353
6 Zoug.....)	1812	49,945,450	—	—	59,335	198,168
7 Fribourg	1812	150,011,375	—	120,009,100	247,519	507,743 (3)
8 Soleure,Bâtiments.	1809	151,874,120	—	121,499,296	336,139	967,080 (3)
» Etabl. ind.	1864	357,260	—	357,260	992	—
9 Bâle-Ville	1807	354,472,900	—	265,854,675	197,907	1,556,421 (3)
10 Bâle-Campagne...	1833	106,157,425	185,636	140,000	127,389	640,117 (3)
11 Schaffhouse	1812	107,576,200	—	—	43,510	1,409,417 (4)
12 Appenzell Rh.-Ex.	1841	99,199,600	—	—	77,709	3,909,793
13 St-Gall.....	1807	493,780,800	—	354,343,000	597,628	1,423,031
14 Argovie	1805	378,952,800	—	20,841,601	462,025	710,614
15 Thurgovie.....	1806	230,193,040	—	18,608,200	259,590	—
16 Vaud	1811	714,150,310	—	—	761,604	3,351,830 (2)
17 Neuchâtel	1810	315,975,700	—	189,529,920	254,073	— (3)

II. Assurance mobilière.

1 Glaris.....	1895	18,026,460	—	—	12,879	208,206
2 Vaud.....	1849	465,219,750	—	—	424,071	1,794,511 (2)
Total...		6,320,516,515	26,513,311	1,242,354,395	6,858,998	25,805,097
				1,268,867,706		

(1) Suivant que la prime est perçue au commencement ou après la fin de l'année assurée, cette somme se rapporte au commencement ou à la fin de l'année assurée.

(2) Une partie des indemnités dues considérée comme payable seulement l'année suivante.

(3) On a compté ici comme actif les primes à percevoir pour l'exercice pendant l'année suivante.

(4) Les primes non encore encaissées pour 1899 ne sont pas comprises dans l'actif.

De ces tableaux il résulte que les valeurs assurées par les établissements cantonaux ont été successivement pour l'ensemble de la Suisse :

1865	1.856.321.352 fr.
1875	2.786.142.770 fr.
1885	3.867.272.649 fr.
1895	4.880.204.800 fr.
1899	6.320.516.515 fr.

Les indemnités payées ont été respectivement, pour chacune de ces années : 3.976.430 fr., 2.452.307 fr., 3.175.243 fr., 4.061.088 fr., soit pour 1000 fr. assurés successivement : 2.14, 0.88, 0.82, 0.83.

Les primes se sont élevées en :

1865 à 2.921.355	soit 1,57 ‰ de capital assuré.
1875 à 4.395.964	— 1,58 —
1885 à 4.915.436	— 1,27 —
1895 à 5.620.193	— 1,15 —
1899 à 6.858.998	— 1,08 —

Bien entendu il s'agit de moyennes calculées pour les cantons assureurs.

Il suffit de jeter les yeux sur notre deuxième tableau pour se rendre rapidement compte qu'il existe des moyennes cantonales plus élevées ou plus faibles. D'autre part si l'on envisageait d'autres exercices les moyennes varient également. C'est ainsi par exemple que si, au lieu de prendre l'exercice 1865 pour le canton de Lucerne, donnant une moyenne de 1 ‰, on envisage l'exercice 1861, c'est d'une moyenne de 4 ‰ qu'il faut parler. Mais il est vrai que depuis jamais elle ne s'est élevée au-dessus de 2 ‰. Par contre dans le canton de Zoug en 1892 la prime ne fut que de 0,30 ‰ au lieu de 0,40 ‰ en 1896. Pour remédier, dans une certaine me-

sure à ces mouvements. Voici les moyennes décennales que nous avons pu relever :

1851-1860	1,01 ‰
1861-1870	1,44 —
1871-1880	1,46 —
1881-1890	1,23 —
1891-1897	1,25 —

Ce résultat, dit M. Holbach dans son remarquable rapport sur l'assurance intercommunale contre l'incendie est plutôt inférieur à celui obtenu en Allemagne (1) si l'on tient compte des charges plus lourdes imposées aux établissements allemands. Mais il nous semble que cette appréciation est plutôt sévère. En effet, si nous examinons l'exercice détaillé d'un établissement cantonal pris au hasard, voici ce que nous lisons dans l'exercice 1897 de l'assurance des bâtiments de 1897 : Indemnités payées 289.704 fr. ; part au subside pour l'assurance des sapeurs-pompiers contre les accidents et la maladie, 5.500 fr. 95 ; frais d'inspection des bâtiments, 22.236 fr. 60 ; part aux frais de taxe des bâtiments, 18.660 fr. 80 ; achat de matériel pour le bureau de contrôle des installations électriques, 211 fr. ; traitement et vacations du personnel de ce bureau dès le 1^{er} octobre 1897, 1.477 fr. 40 ; frais d'expertises 2.718 fr. 90 ; frais d'administration, 17.717 francs 25, etc. ; enfin bénéfice réalisé, 347.751 fr. allant alimenter le fonds de réserve. Mais en 1898 nous devons enregistrer un déficit de 755 fr. par rapport au montant des primes.

Ceci pour montrer d'une part que les charges pesant sur les établissements cantonaux sont plus lourdes qu'on

(1) Voir notre ouvrage *Les assurances contre l'incendie par l'Etat, les provinces ou les villes en Allemagne* paru chez Chevalier Maresq et Cie en 1901.

ne pense, d'autre part qu'après l'expérience de l'incendie de Glaris on ne saurait trop conseiller aux établissements cantonaux d'amasser un important fonds de réserve. Le territoire de nombre des établissements cantonaux est souvent fort restreint.

Enfin nous trouvons qu'il est toujours dangereux, en matière d'assurance contre l'incendie, de comparer un pays à un autre. Nous n'osons pas l'affirmer, mais il nous semble que cette petite Suisse si industrielle, présente une agglomération de risques peut-être plus grande qu'en Allemagne. Pris dans son ensemble, cet Etat reste dans bien des parties encore, un pays agricole. De plus la bâtisse des constructions est peut-être moins dangereuse au point de vue de l'incendie.

Sous le bénéfice de ces réserves, continuons cette comparaison des résultats obtenus en Suisse et en Allemagne.

En Allemagne les primes annuelles de 1890 à 1895 se sont successivement élevées à 1,04 — 1,08 — 1,31 — 1,20 — 1,26 — 1,28 ‰.

Pendant les mêmes années en Suisse elles furent de 1,10 — 1,28 — 1,32 — 1,35 — 1,15 — 1,15 ‰.

Mais il est préférable d'insister sur la comparaison entre les Sociétés privées et les Sociétés publiques suisses.

SECTION IV

CHAPITRE UNIQUE

COMPARAISON DES SOCIÉTÉS PRIVÉES ET DES SOCIÉTÉS PUBLIQUES

On se rappelle, en effet, qu'il existe en Suisse à côté des établissements cantonaux des Sociétés privées concessionnées pour exploiter l'assurance contre l'incendie. A la fin de 1897 il existait 18 Sociétés concessionnées assurant 6.020.392.891 fr. Les Sociétés Suisses entraient dans ce chiffre pour 4.499.001.853 fr. Les établissements cantonaux assuraient 5.683.958.155 fr. dont 824.683.805 fr. étaient réassurés, dont 690.460.174 fr. à des Sociétés privées concessionnées (1).

Malheureusement il est impossible de comparer deux entreprises sans les connaître toutes deux. Ceci nous oblige à donner ici une idée des résultats financiers obtenus par les Sociétés privées concessionnées ; faire connaître brièvement dans un tableau leurs opérations en Suisse.

Pour ce, nous allons indiquer le montant des assurances en cours fin 1897, les primes encaissées par les

(1) Cette somme se trouve donc en quelque sorte comptée deux fois puisqu'elle figure déjà deux fois dans le cours des Sociétés privées.

18 Sociétés sans nous occuper des 3 caisses locales dont deux sont situées dans le canton d'Appenzell Rhodes Extérieures et une dans le canton de Berne. Nous désignerons par un M les Mutuelles et par un A les Sociétés par actions.

SOCIÉTÉS SUISSES	Assurances en cours	Primes	Sinistres
M. Société suisse pour l'ass. du mobilier contre l'incendie à Berne (fond. en 1826)	1.789.418.534	2.247.650	1.022.867
A. Helvetia. Compag. suisse d'ass. contre l'incendie à St-Gall (fondée en 1861) . .	1.646.427.900	2.036.640	1.453.508
A. La Bâloise. Compag. d'as. contre l'incendie à Bâle (fondée en 1863)	956.923.619	1.213.158	663.960
M. Société Emmenthal pour l'ass. du mobilier contre l'incendie (fond. en 1874). .	106.231.800	109.025	55.116
Totaux.	4.499.001.853	5.606.473	3.195.451

SOCIÉTÉS ALLEMANDES

M. Feuervers - Bank für Deutschland Gotha (fondée en 1821).	49.776.000	134.712	11.816
A. Schlesische Feuer vers. geselch. à Breslau (fondée en 1848)	83.065.014	127.794	25.160
A. Hamburg-Bremer Feuer vers. geselch. à Hambourg (fondée en 1854)	20.609.764	30.496	4.404
A. Gladbacher Feuer. V. A. geselch. à Gladbach (fondée en 1861)	31.944.155	55.581	17.025
Totaux	185.394.933	348.583	58.405

SOCIÉTÉS FRANÇAISES

A Le Phénix à Paris (fondée en 1819).	388.521.527	677.502	538.195
A reporter . . .			

Report.			
A. La Nationale à Paris (fondée en 1820)	92.487.066	64.137	32.682
A. L'Union, à Paris (fondée en 1828)	460.810.465	446 599	259.459
A. La France, à Paris (fondée en 1837)	68.768.204	76.799	85.081
A. La Providence, à Paris, (fondée en 1838)	28.568.264	32.006	15.141
A. L'Urbaine, à Paris (fondée en 1838)	217.592.061	211.182	128.515
A. La Foncière, à Paris (fondée en 1877)	23.209.975	5.009	6.779
Totaux.	1.279.957.562	1.479.234	1.066.854
Cie Italienne d'ass. de Milan (fondée en 1826	4.959.600	10.262	443
COMPAGNIES ANGLAISES			
A. The Phenix. Londres (fondée en 1782)	1.404.143	1.644	5.000
A. The Northern. Londres (fondée en 1836).	42.674.800	65.189	8.496
Totaux.	44 078.943	66.833	13.496
Totaux généraux	6.020.392.891	7.502.767	4.334.648

Il résulte de ces chiffres que les primes perçues, par les Sociétés privées se sont élevés à environ 1,25 ‰ tant pour les Sociétés mutuelles que pour les Sociétés par actions. Tandis que la moyenne pour les Sociétés publiques est de 1,15 ‰, soit une différence de 0,10 ‰ ou 1/11,5 de la prime en moins. Ce qui sur un total de 7.502.767 francs, fait une économie appréciable de 652.501 francs qu'on aurait pu réaliser avec l'assurance publique appliquée partout. Il est vrai que si l'on tient compte de toutes les charges qui pèsent sur l'assurance publique, la différence en faveur des Sociétés publiques est beaucoup plus considérable.

Les adversaires des Sociétés privées aiment volontiers

à insister sur l'avantage que procurerait l'assurance publique en dispensant du versement des millions que les Sociétés-incendie concessionnées par le conseil fédéral répartissent en dividendes à leurs actionnaires. Cet argument ne doit pas être de nature à alarmer beaucoup les Suisses. Ce ne sont pas eux qui les paient. Même pour les deux grandes Sociétés Suisses par actions, il semble résulter des statistiques qu'elles tirent de l'étranger la majeure partie de leurs encaissements et de leurs bénéfices. Ceci est plus exact encore pour les Sociétés étrangères et spécialement pour les Compagnies françaises. On peut expliquer ce phénomène par la raison suivante. Les Sociétés Mutuelles d'assurance contre l'incendie pouvant fournir l'assurance à meilleur compte sont très fortes en Suisse et font une sérieuse concurrence aux Compagnies par actions qui, pour avoir des risques à assurer sont obligées de diminuer dans de fortes proportions leurs prétentions. Mais comme ces risques ne sont pas lucratifs, les Compagnies ont le soin de ne garnir leur portefeuille que pour une faible partie avec des risques suisses.

Ces explications sont de nature à atténuer largement l'effet produit par cette constatation que la moyenne des dividendes versés par les 15 Sociétés anonymes concessionnées s'élève pour 1897 à 33,47 % du capital social. D'autre part il ne faut pas oublier que ces dividendes ne sont pas réguliers. Ils peuvent même parfois faire défaut. Enfin, désirant vivement ne pas être accusé de partialité, ajoutons qu'il ne faut pas oublier que les actionnaires courent le risque de perdre une partie de leur capital et de se voir contraints à faire de nouveaux versements.

Nous avons déjà dit que ce pourcentage est loin de provenir exclusivement des primes d'assurance payées par les Suisses. Remarquons maintenant qu'il est loin

également de provenir uniquement des primes d'assurance payées en général. Les capitaux sociaux et capitaux de garantie gérés, comme le fait une banque, rapportent, indépendamment de l'assurance, un bel intérêt.

Or a côté d'un capital social versé de 47.842.240 francs les 15 Compagnies par actions concessionnées possèdent encore des réserves de capitaux, franchises de toute obligation, portant également intérêt pour une somme de 90.514.043 francs soit ensemble 138.356.283 fr.

Ces capitaux rapportent 16.012.921, cela fait du 11,57 %. C'est plutôt un beau rendement à une époque où l'on s'accommode de 2 3/4 %. Nous sommes les premiers à reconnaître que ces 11,57 % représentent plus que le tribut payé par les assurés aux actionnaires des Compagnies d'assurance-incendie. Mais nous pensons également que le chiffre de 7,80 % donné par le bureau fédéral comme représentant le bénéfice d'assurance est au-dessous de la vérité. Le rapport fédéral, en effet table sur un intérêt de 5 % qu'auraient rapporté, sans l'assurance, les capitaux engagés dans ces entreprises. Ce % à notre époque nous paraît un peu excessif. D'autre part il ne faut pas perdre de vue que si les réserves n'ont pas été constituées avec le produit des primes versées hier, elles n'en ont pas moins été formées d'une partie des primes versées par les assurés. Sans l'assurance les capitaux des réserves n'auraient pas existé. Dès lors les intérêts rapportés par les sommes constituant les réserves doivent s'ajouter aux autres provenant exclusivement de l'assurance.

Ces corrections faites, il n'est pas exagéré de dire que le % vrai peut être fixé à 10 %. Voilà la part donnée par les assurés aux actionnaires. Vainement on soutiendrait que ces réserves sont statutaires et souvent légales. Sans leur contester ce caractère, pour être

obligatoires, elles n'en proviennent pas moins du produit des primes versées.

On reproche également aux compagnies concessionnées l'élévation de leurs frais d'administration n'étant pas moins, en moyenne, de 30 % des primes, tandis que pour les Sociétés publiques les frais d'administration proprement dits ne s'élèvent guère qu'à 0,025 % du capital assuré pour une prime moyenne de 1,15 % du montant des valeurs assurées.

Pour atténuer ce reproche, on ne manque pas d'observer que dans ces frais d'administration rentrent les frais de surveillance payés à l'Etat par les Compagnies, les ports, les travaux statistiques, les plans de villes effectués dans l'intérêt d'une bonne exploitation de l'assurance contre l'incendie, etc.

En parlant ainsi on semble oublier que ces frais existent également pour les Sociétés publiques. Bien plus il en est d'autres qui leur sont propres.

C'est ainsi qu'avant d'accepter toute assurance, elles évaluent les valeurs et prennent ces frais d'évaluation à leur charge. Elles exercent une grande surveillance sur les assurés, révisent les polices pour éviter que l'assurance ne devienne une source de gain, etc., etc. Toutes ces opérations entraînent beaucoup de dépenses dont les Caisses publiques prennent encore la charge.

Malgré tout elles perçoivent des primes moins élevées. On objecte encore que les Caisses publiques sont secondées par les administrations d'Etat, ce qui leur évite une grande partie des frais qu'ont à supporter les Sociétés privées. Nous répondrons qu'on oublie que le plus souvent les établissements cantonaux versent aux communes de ce chef des indemnités. Mais il est certain que ces administrations se chargeant de cette besogne par surcroît peuvent se contenter d'une rémunération modique qui semblerait dérisoire

si elle était offerte à un agent à titre de commission, car il ne vit que des commissions qu'il touche. C'est son métier. Il ne fait pas ces recouvrements là par surcroît comme les fonctionnaires des administrations publiques.

De plus l'administration des établissements cantonaux malgré les transformations qu'elle a subies reste encore toujours plus simple que celle des Sociétés privées par actions.

Quant à l'argument tiré de la multiplicité des clauses de déchéances qui émaillent les polices, il a une portée bien moindre en Suisse que dans un autre pays. Grâce au système de surveillance étroite et de concession auquel sont soumises toutes les Sociétés privées fonctionnant en Suisse, ces dangers sont moins à craindre.

Toutefois il n'est pas difficile, en parcourant les polices, de trouver des clauses justifiant dans une certaine mesure les accusations portées par des partisans de l'assurance par l'Etat, contre les Sociétés anonymes suisses. Celles-ci, disent-ils, trop souvent guidées par le désir de distribuer de forts dividendes, refusent le paiement des indemnités ou ne soldent les sinistres que lorsqu'il s'agit d'une personne influente ou lorsqu'il y a possibilité d'en faire un motif de réclame. Pour arriver à ce but, des clauses auxquelles le profane ne prend pas garde, permettent aux Compagnies en toute facilité de déclarer déchu de ses droits un incendié. Nous le répétons, cette accusation est exagérée.

La concurrence que font aux Sociétés anonymes les Mutuelles solidement organisées exploitant l'assurance contre l'incendie à côté des Compagnies par actions ne permettrait pas à ces dernières d'agir avec tant d'iniquité sous peine de perdre toute leur clientèle.

Mais il n'en persiste pas moins des clauses dans les polices qui sont loin d'être à l'abri de toute critique.

Quelques exemples suffiront à le démontrer. C'est ainsi que nous relevons dans les polices de plusieurs Sociétés par actions une disposition suivant laquelle la Compagnie est autorisée à refuser l'indemnité en cas d'incendie, toutes les fois qu'une aggravation du risque survenue durant le cours de l'assurance n'a pas été notifiée à la Compagnie, sans qu'il soit besoin de rechercher si l'assuré avait eu ou non connaissance des changements d'installations ou de marchandises, survenus même dans les bâtiments adjacents et ayant entraîné une aggravation.

Les Compagnies se réservent le droit de réduire ou de résilier même la police en n'avertissant que très peu de temps à l'avance l'intéressé. Citons encore la condition d'après laquelle l'assuré perd son droit à l'indemnité si la prime échue n'est pas encore payée au moment du sinistre *bien qu'elle soit justifiée en théorie*.

Les partisans des Sociétés publiques en Suisse se plaignent encore de ce fait que les assurés seraient obligés d'accepter une indemnité dérisoire pour éviter de plaider.

Il est certain qu'on doit reconnaître ce grief fondé pour partie. Nous admettons volontiers, après avoir parcouru les arrêts, que la jurisprudence suisse est moins favorable aux Sociétés que dans certains autres pays. Mais les longueurs de la procédure n'en persistent pas moins. Elles suffisent à éloigner le sinistré, pressé de toucher une indemnité, de l'idée de réclamer en justice le taux d'indemnité auquel il croit avoir droit. Un procès est toujours coûteux, son issue favorable toujours douteuse.

Devant ces considérations l'assuré acceptera n'importe quoi, trop heureux souvent encore de ne pas se voir opposer une clause de déchéance quelconque.

Au contraire, dans les cantons où fonctionne l'assu-

rance cantonale, les chances d'erreur sont beaucoup moins grandes puisque la valeur exacte de l'objet est connue avant l'incendie (1). Une description minutieuse des lieux ayant été faite au moment de l'assurance, il sera facile de voir ce qui persiste, ce qui au contraire, a été détruit (2). De plus les estimateurs n'ont pas d'intérêt, comme les agents des Compagnies, à amoindrir l'importance des dégâts. Enfin en supposant même qu'une erreur se soit glissée, des recours sont ouverts aux assurés. C'est l'administration elle-même qui appréciera le bien fondé de la réclamation. Comme elle sait fort bien que l'assuré peut demander une contre-expertise, elle ne refusera de transiger que si vraiment elle se croit dans son droit : Remarquons en outre — et l'on ne saurait trop attirer l'attention sur ce point — que les réclamations n'entraînent aucuns frais pas plus que la nouvelle expertise dont les dépenses sont supportées provisoirement par la Caisse cantonale. Ce n'est que si cette seconde estimation coïncide avec la première que l'assuré devra solder les dépenses qu'elle a occasionnées (3). On comprend, dès lors, sans qu'il soit besoin d'insister, que l'assuré sera beaucoup plus tenté à faire une réclamation, à user du recours qui lui est ouvert. Empressons-nous d'ajouter que, malgré les facilités offertes aux intéressés pour faire valoir leurs droits, dans la pratique on use rarement de ces recours. Le

(1) Cette évaluation préalable a encore entre autres avantages celui d'éviter de faire payer à l'assuré des primes supérieures à la valeur de l'objet.

(2) Le plus souvent ce sont les mêmes experts qui ont évalué l'objet qui apprécient le montant des dommages qu'ils ont subis.

(3) Même dans ce cas les frais sont bien inférieurs à ceux que coûte le moindre procès. La perspective d'être exposé à solder ces dépenses n'est donc pas de nature à faire sérieusement reculer un assuré qui croit vraiment sa réclamation fondée.

plus souvent l'assuré se déclare satisfait du montant de l'indemnité liquidée en sa faveur.

Comme autre avantage il faut immédiatement mentionner la rapidité avec laquelle l'indemnité fixée est versée à l'intéressé. Ce n'est pas six mois après, comme dans la plupart des Compagnies, mais ordinairement dans le mois que la première portion de l'indemnité est payée. Grâce à ce procédé de fractionnement, l'Etat est sûr que l'immeuble sera reconstruit et l'entrepreneur est non moins sûr d'être payé car il a une espèce de privilège sur ces sommes.

Enfin, même en Suisse, il y a des risques dont la qualité ne souriant pas assez aux Compagnies ne sont pas couverts par ces dernières. Veut-on une démonstration précise de cette affirmation? Nous dirons qu'en 1852 — le préambule du décret de 1852 en fait foi — la Caisse cantonale de Vaud, devant un refus des Compagnies d'accepter les risques industriels, fut obligée de les assurer. Le décret du 3 juin 1852 l'y contraignait.

En voici les termes : « Les tuileries, verreries, les fours à chaux et à plâtre sont admis au bénéfice de l'assurance immobilière en cas d'incendie. »

CONCLUSION

Est-ce à dire pour cela qu'il faille supprimer d'un trait de plume les Sociétés privées et organiser dans tous les cantons l'assurance publique non seulement pour les immeubles mais pour les meubles ? Nous ne le pensons pas tout au moins dans l'état actuel des choses.

Tout le monde sait que les cantons suisses sont de dimensions très inégales, qu'ils diffèrent entre eux au point de vue de l'agglomération des risques.

Dans tous, en effet, le commerce et l'industrie ne sont pas également développés. Dès lors le principe de la dissémination des risques est très inégalement appliqué. L'uniformité approximative des sinistres annuels ne peut être rêvée que sur un grand territoire. On ne saurait y songer en présence d'une certaine accumulation de risques sur un petit territoire. Ce principe devient moins indiscutable encore en présence d'une perception de prime uniforme telle qu'elle existe dans certains cantons. Il ne faut pas qu'un seul sinistre puisse ruiner une Société. Ou bien, sous une autre forme, un établissement d'assurance ne doit pas couvrir un seul risque qui, venant à se réaliser, mettrait la Caisse dans l'impossibilité de faire face à ses obligations.

Ceci posé, comment fera un établissement cantonal

en présence d'un immeuble représentant une valeur de plusieurs millions qu'il doit assurer? Une Compagnie privée fixerait son plein au delà duquel elle n'assure plus pour son propre compte, sur le même bâtiment où un paquet de constructions présentant un risque identique et une certaine contiguité, qu'un seul incendie peut détruire.

Cette limitation, à notre connaissance, n'existe qu'en matière mobilière dans le canton de Vaud. Les établissements cantonaux ne fixent pas ainsi leurs pleins pour l'assurance immobilière.

Pour faire face aux grosses dépenses que ferait peser sur eux l'incendie d'un de ces immenses bâtiments, ces établissements n'auraient pour seule ressource, en plus des produits tout à fait insuffisants des primes, que celle de puiser dans les fonds de réserve.

Malheureusement peu des établissements cantonaux possèdent des fonds de réserve suffisants pour parer à de pareils accidents. Ils se sont donc vus obligés de recourir à la réassurance d'une partie de leurs plus gros risques. Mais encore faut-il trouver des Compagnies auprès desquelles on puisse se réassurer. Il semble donc, dans l'état de choses actuel, que les établissements cantonaux ont besoin des Sociétés privées, pour consolider leur propre situation.

Nous disons dans l'état de choses actuel, car si les cantons s'entendaient entre eux pour créer une caisse nationale de réassurance, il semblerait que la présence de Sociétés privées ne serait plus nécessaire. Pourtant, même si le particularisme cantonal venant à s'atténuer, permettait la création d'une pareille caisse nationale de réassurance, il nous semble qu'il serait encore scabreux de souhaiter l'extension de l'assurance publique non seulement à tous les cantons mais encore à l'assurance mobilière.

Il ne faut pas se le dissimuler. Malgré les résultats très satisfaisants obtenus dans le canton de Vaud l'assurance mobilière est d'une exploitation beaucoup plus délicate. Les opérations qu'elle implique sont complexes. Les objets mobiliers sont sujets à de continuels changements de nature, de quantité et de lieu. L'évaluation des pertes mobilières est bien moins simple que celle des immeubles. Le mobilier de plus, est beaucoup plus exposé que les bâtiments au risque d'incendie (1). Dès lors les objections relatives à l'accumulation des risques prennent une force plus grande. Dans les villes et localités industrielles les valeurs mobilières sont très accumulées et environ deux fois plus exposées au risque d'incendie que les immeubles. Donc pour l'assurance mobilière, plus encore que pour l'assurance des immeubles, il faudra observer le principe de la dissémination des risques. Or il nous semble que l'exiguïté du territoire de certains cantons suisses offrirait un obstacle à l'application de notre principe.

D'ailleurs, grâce au développement des Sociétés Mutuelles en Suisse les assurés peuvent trouver, même auprès des Compagnies par actions, qui bon gré mal gré sont contraintes à emboîter le pas aux Sociétés Mutuelles, l'assurance contre l'incendie dans des conditions passables. Une surveillance plus active encore des autorités fédérales qui devraient se montrer plus sévères encore pour accorder des concessions aux Compagnies par actions, et les propriétaires pourront se faire assurer sans être trop exploités. Mais l'intervention de

(1) Voici une statistique de la ville de Berlin qui le démontre clairement. En 1887 les indemnités ‰ du capital assuré ont été de 0,26 pour les immeubles et 0,73 pour les meubles. 1888 : 0,21, 0,36 ; 1889 : 0,13, 0,30 ; 1890 : 0,19, 0,50 ; 1891 : 0,20, 0,34 ; 1892 : 0,19, 0,44 ; 1893 : 0,28, 0,79 ; 1894 : 0,32, 0,40 ; 1895 : 0,34, 0,59 ; 1896 : 0,18, 0,32 ; 1897 : 0,41, 0,59 ; 1898 : 0,33, 0,55.

L'Etat en matière d'assurance sera toujours indispensable. L'incendie de Glaris semble avoir démontré que si l'on ne parvient pas à créer une certaine union entre les établissements cantonaux, l'exploitation de l'assurance uniquement par les cantons serait plutôt hasardeuse. La coopération de l'Etat et de l'assurance privée semble devoir être préférée. N'oublions pas cependant que partout où l'on rendra l'assurance obligatoire, jamais on ne pourra se passer de l'aide de l'Etat. Même les Sociétés Mutuelles montreront peu d'empressement à accepter les petites assurances. L'Etat, nous l'avons vu, devra s'engager à supporter une partie des charges de l'assurance et s'occuper d'un certain nombre des opérations qu'elle entraîne tout au moins en matière d'assurance mobilière contre l'incendie.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.	I-VI
-----------------------	------

PREMIÈRE PARTIE

LES SOCIÉTÉS PUBLIQUES DES PAYS SCANDINAVES

CHAPITRE PREMIER

L'Assurance publique contre l'incendie en Danemark.

A) Histoire des Sociétés publiques depuis leur origine jusqu'en 1870.

Idée d'ensemble	1
Caisse d'assurance contre l'incendie pour les immeubles ruraux	5
Société d'assurance contre l'incendie pour les villes des province du royaume.	10
Caisse d'assurance contre l'incendie de la ville de Copenhague	12
L'assurance mobilière en Danemark	20

B) L'assurance contre l'incendie de 1870 à nos jours

Loi du 15 mai 1868.	25
Caisses s'étant conformées aux exigences de cette loi.	27
Etude sur la Caisse de la ville de Copenhague ; son organisation ; classification adoptée	28

Résultats obtenus par la Caisse de 1731-1920 ; leur appréciation	42
Caisse publique assurant les campagnes, les faubourgs de Copenhague et la ville de Frederiksberg ; son organisation	47
Classification des risques ; montants des primes perçues .	53
Résultats obtenus par la Caisse de 1857-1900, leur appréciation	58

CHAPITRE II

Assurance contre l'incendie en Suède.

Débuts de l'assurance publique contre l'incendie ; loi de 1347 ; ordonnances royales de 1642 et du 18 juillet 1681 ; loi de 1734, ses dispositions principales ; perfectionnements apportés à cette loi par les ordonnances du 26 octobre et du 9 décembre 1766 ; modifications apportées par les ordonnances du 26 avril 1853 et de 1861	61
Projet de création d'un <i>Fonds commun d'assurance contre l'incendie</i> en 1782 ; principales dispositions contenues dans le règlement rédigé. Séparation en 1808 du fonds urbain et du fonds rural. Organisation de ces deux institutions d'assurance ; leurs résultats. Le 28 avril 1828 l'institution d'assurance des villes fut reconstituée sur de nouvelles bases. Organisation du fonds rural et urbain. Règlement du 4 octobre 1870. .	66
Assurance mobilière. Résultats et organisation des diverses caisses	76

CHAPITRE III

L'assurance publique contre l'incendie en Norvège.

Débuts de l'assurance publique en Norvège. Création d'une institution générale mutuelle obligatoire d'assurance immobilière contre l'incendie par décret royal

TABLE DES MATIÈRES

III

du 18 août 1767. Création par la loi du 19 août 1845 d'une nouvelle institution d'assurance contre l'in- cendie	88
Division de l'institution en deux sections : section urbaine et section rurale ; leur organisation.	89
Résultats détaillés obtenus par la section rurale de 1870-1900.	95
Résultats détaillés de la section urbaine de 1870-1900 .	102
Résultats d'ensemble de la section rurale	114
Résultats d'ensemble de la section urbaine	115
Conclusion	116

DEUXIÈME PARTIE

LES ÉTABLISSEMENTS D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE EN SUISSE

Introduction.	119
-----------------------	-----

SECTION I

ASSURANCE PUBLIQUE IMMOBILIÈRE

CHAPITRE PREMIER

Histoire de l'assurance publique en Suisse.

Débuts de l'assurance en Suisse. Projet présenté en 1765 par Rudolf Hofmeister. Projet de Frédéric Waser sur la création d'une Caisse facultative d'assurance contre l'incendie pour la ville de Zurich présenté en 1777. Mise au concours par le gouvernement du canton de Bern de la question de savoir s'il fallait doter le can- ton d'une Caisse d'assurance. Création d'une Caisse d'assurance dans le canton d'Argovie en 1806. L'exem- ple est rapidement suivi dans les autres cantons. . .	121
Histoire de la Caisse d'Argovie	125

CHAPITRE II

Organisation des Caisses cantonales. — Transformations qu'elle a subies.*A) Organisation primitive des Caisses cantonales pendant les vingt premières années du siècle.*

Organisation de la Caisse cantonale argovienne. 131

Principaux points communs qu'on relève dans les divers règlements des Caisses cantonales au point de vue de l'assurance obligatoire, du montant des valeurs couvertes, du paiement de l'indemnité, de la perception des primes et de leur fixation 136

B) Etude de l'histoire et de l'organisation des établissements cantonaux de 1821-1861 144

L'incendie de Glaris, point de départ d'une série de transformations opérées dans l'organisation des Caisses publiques 154

Projet de création d'un concordat entre les divers établissements cantonaux; pourquoi il n'aboutit pas . . . 156

Résultats de la campagne entreprise en faveur de l'assurance privée. Dissolution de la Caisse cantonale de Genève et création de la Caisse d'Unterwalden-le-Bas. 157

Analyse du mémoire de concours de M. H. Dupasquier concluant en faveur de l'assurance obligatoire et cantonale. 161

Résultats de cette consultation. 168

C) Transformations à signaler dans l'organisation des Sociétés publiques depuis 1861 notamment au point de vue de la réassurance, de la classification et du fonds de réserve 170

CHAPITRE III

A) Etude approfondie sur la Caisse du canton de Berne.

Débuts de l'assurance publique dans le canton de Berne.

Mémoire de Bruckner. Requête de J. M. Meyer d'Aaran

au directoire. Publication du projet des adeptes de Mutach	189
Subvention du gouvernement. Décret du 26 octobre 1808 ; loi du 31 mars 1847. Rapport de la Commission de mars 1871.	194
Résultats obtenus par la Caisse cantonale de 1807 à 1880	198
Organisation actuelle de la Caisse d'assurance cantonale de Berne. Loi du 30 octobre 1881. Décrets du 1 ^{er} mars et du 30 août 1882	201
Sphère d'action de l'établissement, ses droits, ses obligations	202
Administration de l'établissement cantonal	205
Fonctionnement de la Caisse; évaluations ordinaires et extraordinaires; fixation des primes	210
Constatation des dommages et fixation de l'indemnité.	220
Conditions du paiement de l'indemnité	223
Résultats d'ensemble obtenus par la Caisse de 1850-1898.	225

B) Rapide aperçu sur les autres caisses cantonales.

Leurs résultats.

Canton d'Argovie	230
Canton de Thurgovie.	232
Canton de Bâle.	233
Canton de Saint-Gall.	236
Canton de Zurich.	239
Canton de Soleure	241
Canton de Lucerne.	244
Canton de Neuchâtel	247
Canton de Glaris.	248
Canton de Zug.	252
Canton de Fribourg.	253
Canton d'Appenzell Rhodes Extérieures	255
Appréciation sur l'ensemble des résultats obtenus par les établissements cantonaux	257

SECTION II

ASSURANCE MOBILIÈRE

CHAPITRE PREMIER

**Etablissement d'assurance contre l'incendie
du canton de Vaud.****A) Caisse d'assurance des immeubles.**

Débuts de la Caisse; loi du 28 mai 1811, lois du 27 mai 1826 du 17 juin 1840, décrets du 19 janvier 1849 et du 3 juin 1852. Etude de la loi du 15 août 1874 modifiée par celles du 28 mai 1888 et du 27 août 1891.	266
Inscription des immeubles au cadastre; leur évaluation .	267
Inspection des bâtiments	281
Règlement concernant les mesures de sécurité à observer dans l'exécution et l'exploitation des installations électriques.	287
Récours offerts aux assurés contre l'évaluation des indemnités.	298
Quels sont les cas dans lesquels l'indemnité liquidée ne sera pas versée.	300

B) Etablissement d'assurance du mobilier.

Débuts de la Caisse.	303
Son organisation.	304
Extrait de la loi du 24 novembre 1877.	306
Extrait du règlement du 22 juin 1897.	309
Modèle à suivre pour constater les pertes et fixer le montant de l'indemnité.	313
Formulaire dressé par le département des Finances . .	315
Grouperment des objets à assurer par catégories. . . .	322
Les primes d'assurance.	330
Réformes introduites par la loi du 24 novembre 1877 et celle du 28 mai 1888	331

TABLE DES MATIÈRES

VII

Résultats obtenus par les deux caisses depuis leur fondation.	333
Appréciation de ces résultats	344
Efforts tentés en faveur de l'assurance mobilière obligatoire ; dans quelle mesure ils ont abouti ; loi du 5 mai 1893 applicable au canton de Fribourg ; tentative du canton d'Argovie ; peut-on dire que les Sociétés privées assurent les petites gens	349

SECTION III

CHAPITRE UNIQUE

A) <i>Idée d'ensemble se dégageant de l'étude des Caisses cantonales</i>	353
--	-----

B) *Résultats financiers généraux des caisses cantonales.*

Tableau des sommes assurées, des primes perçues et des indemnités payées par les établissements cantonaux de 1865-1895.	361
Résultats des établissements cantonaux pendant l'année 1899	362
Appréciation sur l'ensemble des résultats obtenus par les établissements depuis leur création ; leur comparaison avec les Sociétés publiques allemandes . . .	363

SECTION IV

CHAPITRE UNIQUE

Comparaison des Sociétés privées et des Sociétés publiques	366
Conclusion	377



BUZANÇAIS (INDRE). IMPRIMERIE F. DEVERDUN
